









## Pakistan

LE RÉFÉRENDUM PLÉBISCITAIRE DU 19 DÉCEMBRE

## La politique d'islamisation a été jusqu'à maintenant appliquée avec prudence

Islamabad (AFP). — La politique d'islamisation de la société, à laquelle le général Zia-ul-Haq a demandé au peuple pakistanais d'apporter son soutien pour le référendum plébiscitaire du 19 décembre, a jusqu'à présent été superficielle, timide et très prudemment appliquée. Son principe est de mettre les lois, les coutumes et les mœurs sociales en conformité avec les injonctions du Coran et de la Charia (préceptes islamiques). Le général Zia, au pouvoir depuis sept ans et demi, souhaite agir en ce domaine de « manière évolutive et non révolutionnaire ».

Sur le plan juridique, il a renforcé le rôle du « conseil de l'idéologie islamique » et de la « Cour fédérale de la Charia » créés par la Constitution parlementaire de 1973, adoptée sous le régime civil du premier ministre Zulfikar Ali Bhutto. Ces deux institutions sont chargées d'assurer la conformité des lois avec les principes de l'islam. La mise en place des « qazi courts », sortes de juges de paix islamiques, est en revanche reportée. Elle se heurte à l'hostilité de la corporation des avocats et des magistrats civils.

Le général Zia a promulgué, le mois dernier, une loi sur les témoignages prévoyant, dans certains cas, la présence de deux femmes témoins pour contrebalancer la déposition d'un seul homme. Mais la loi de 1979 sur les crimes punis par le Coran (adultère, homosexualité, consommation d'alcool, etc.) n'a jamais été appliquée pour les peines de lapidation et d'amputation. Seule la flagellation est d'usage.

La prohibition, instaurée sous Bhutto, est strictement appliquée, mais l'élite, y compris gouvernementale, a les moyens financiers de la contourner. Les boîtes de nuit ont toutes été fermées, mais chacun est libre de s'amuser chez lui comme il l'entend.

En matière économique, le général Zia s'est engagé à supprimer la pratique des taux d'intérêt (assimilés par l'islam à l'usure), le 1<sup>er</sup> juillet prochain. Selon les experts, il est possible que cette mesure soit reportée si les économistes pakistanais ne parviennent pas à mettre au point les mécanismes permettant de la rendre compatible avec l'appel aux capitaux occidentaux.

Dans le domaine social, le régime a établi l'impôt islamique de solidarité sous la forme de la zakat (contribution proportionnelle au revenu) et de l'ushr (prélèvement sur les récoltes). Pour combattre le très fort taux d'analphabétisme, les pouvoirs publics encouragent la création d'écoles primaires dans les mosquées. Maulanas, Maulawis et Ulama (religieux) ont un accès privilégié aux médias, et il est de bon ton pour les fonctionnaires de porter la tenue nationale (longue chemise au col serré), voire la barbe des soufis (sages).

Sur le plan politique, l'islam du général Zia se résume à la série de formules : « La souveraineté appartient à Allah ». « Le Pakistan est une nation fondée sur l'idéologie islamique ». « Dans l'islam, il n'y a pas de place pour une opposition ».

## Afghanistan

## L'armée soviétique et les droits de l'homme

Les militaires soviétiques et l'armée afghane soumettent des civils afghans à des arrestations arbitraires, à la torture, à l'emprisonnement, et les soumettent à des surveillances d'Helmand. Cette organisation privée de défense des droits de l'homme (1), créée aux États-Unis en 1979 pour contrôler l'exécution des accords d'Helmand, déclare dans un rapport, publié lundi 17 décembre, sur la situation en Afghanistan : « Les officiers soviétiques ne servent pas seulement de conseillers aux agents afghans qui pratiquent la torture, mais participent directement aux interrogatoires et à la torture ».

Après avoir interrogé des réfugiés afghans à la frontière du Pakistan, les enquêteurs du comité ont découvert que « presque toutes les atteintes concevables aux droits de l'homme sont perpétrées en Afghanistan et à une échelle considérable ». Des milliers sont forcés de regarder leurs enfants mourir ou à supposer de la magnésie à leur infirmité des choses étonnantes. Des milliers sont forcés de voir leur femme soumise à des sévices sexuels dans des chambres de torture.

Le rapport souligne que des « crimes de guerre sans discrimination » s'ajoutent aux pires excès de violence incontrôlée contre des civils et que la résistance est également coupable de violation des droits de l'homme.

(1) 36 West 44th Street, New York, New York 10036.

● Un déserteur soviétique va repagner son pays. — Un jeune soldat soviétique qui avait déserté et accusé son pays de mener « une sale guerre » en Afghanistan va repagner l'URSS, après en avoir récemment fait la demande, et-on indiquait, lundi 17 décembre, à l'ambassade d'Union soviétique à Washington. M. Nikolai Ryzkov, vingt ans, qui avait quitté son unité basée en Afghanistan, en juin 1983, a pris contact avec l'ambassade il y a plusieurs jours et a demandé à rentrer chez lui. Le département d'État a pour sa part indiqué qu'il n'avait pas de doute sur la réalité des intentions du jeune soldat. — (AFP.)

## Vietnam

## Cinq condamnations à mort au procès d'espionnage d'Ho-Chi-Minh-Ville

Ho-Chi-Minh-Ville (AFP). — Cinq personnes ont été condamnées à mort et trois autres à la réclusion à perpétuité pour haute trahison et espionnage, le mardi 18 décembre à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon), où comparaisaient vingt et un inculpés accusés d'avoir tenté de renverser le régime communiste de Hanoï avec l'aide de la Chine et de la Thaïlande.

Les treize autres accusés ont tous été frappés de lourdes peines de prison, allant de huit à vingt ans de détention, à l'issue d'un procès dont les débats se sont déroulés en audiences publiques.

Les sentences ne sont pas susceptibles d'appel.

La personne figurant en tête de liste des condamnés à mort, M. Mai Van Hanh, cinquante-six ans, est un métre de nationalité française, selon des indications obtenues de sources concordantes. Un autre condamné à la peine capitale, M. Tran Van Ba, trente-neuf ans, ancien président d'une association d'étudiants d'origine vietnamienne à Paris formée de partisans du régime de Saïgon vaincu par les communistes en 1975, jouirait également, selon certaines indications, de la nationalité française.

Les trois autres condamnés à mort sont MM. Le Quoc Quan, quarante-trois ans, Huynh Vinh Sanh, soixante-trois ans, et Ho Thai Bach, cinquante-huit ans. Les condamnés étaient accusés de s'être livrés depuis 1981 à des opérations d'infiltration, d'espionnage, et à des tentatives de sabotage dans le sud du Vietnam.

Les trois hommes condamnés à la détention à perpétuité sont M. Tran Nguyen Hung, quarante-sept ans, To Van Huon, trente-trois ans. Le Vietnam a affirmé que la Chine avait fourni une aide considérable en armements et en moyens financiers aux condamnés, accusés en outre d'être affiliés à une organisation anticomuniste, le Front uni des forces patriotiques pour la libération du Vietnam.

Au cours du procès, il a été indiqué que l'homme considéré comme le chef de ce Front, M. Le Quoc Tuy, est toujours à l'étranger. Il se trouverait actuellement à Paris, selon des sources concordantes. Les services de renseignement de l'armée de terre thaïlandaise ont été, quant à eux, accusés d'avoir apporté un appui logistique aux conjurés, qui auraient également été en contact avec la CIA américaine.

## étranger

M<sup>me</sup> THATCHER A PÉKIN POUR SIGNER L'ACCORD SUR LA COLONIE BRITANNIQUE

## Les habitants de Hongkong s'interrogent sur un avenir qui dépendra de la Chine

De notre envoyé spécial

ont entamé les négociations, ils pensaient seulement reprendre le rôle des Britanniques. Mais, même en faisant comme eux, ils n'auraient pas eu la même crédibilité. Et si les gens d'ici n'aiment pas que Londres nomme un gouverneur, la majorité d'entre eux ne saurait l'accepter de Pékin.

## Pouvoir politique

« Nous ne voulons pas, poursuit le docteur Ng, de garanties ou de passeport britannique (1) mais que les Anglais laissent derrière eux un système de gouvernement efficace, représentatif et démocratique. Car une élite dirigeante émergera certainement avant 1997. Mais le gouvernement refuse les réformes au nom d'une stabilité nécessaire pour la prospérité, il manipule l'opinion publique ».

Il est vrai que les réformes proposées par Londres sont timides, si timides que certains ici pensent que Britanniques et Chinois sont de connivence pour empêcher l'émergence d'un groupe dirigeant dans le territoire avant que la fameuse « loi fondamentale » promise par Pékin ne soit promulguée, vers 1990. La Chine a promis que Hongkong serait associé à son élaboration. Mais comment ? Pour le moment, Londres propose des élections locales au suffrage indirect en 1985 pour vingt-quatre membres du Legco (conseil législatif), le gouvernement conservant la majorité grâce aux membres nommés et aux représentants de l'administration. Ce système sera revu en 1987. Il faut être très prudent, dit-on dans les milieux britanniques, afin de créer un système non pas hostile à la Chine, mais qui serait résistait aux pressions de Pékin que ne le souhaiteraient les Chinois. Sinon ceux-ci risqueraient d'imposer un régime fantoche.

Cette prudence se retrouve dans les milieux d'affaires, comme en témoigne M. Allan Lee, membre du Legco. « Le mouvement vers la démocratisation est en marche à ses balbutiements », dit-il, et il faut d'abord apprendre, avec des élections indirectes, un chef de l'exécutif apparaît certainement. Mais nous ne pouvons nous permettre des mouvements sociaux, car nous devons convaincre les investisseurs et nos élites de rester ».

M. Lee a relativement confiance dans l'avenir : « Hongkong est une

des portes de la Chine, a une valeur économique inestimable pour elle (40 % de ses revenus en devises en proviennent). Nous avons une grande confiance en M. Deng Xiaoping. Mais nous ne savons pas ce qui se passera après lui. Comme nombre de ses compatriotes, il craint aussi que les Anglais ne plient le genou avant 1997, laissant Hongkong se débrouiller avec Pékin.

La crainte d'une « fuite des cerveaux » est réelle. Tel banquier, qui avait ces dernières années joué le jeu de la « localisation », voit ses plus brillants éléments partir pour l'étranger. Pour les retenir, leurs employeurs tentent de leur faire obtenir, dès maintenant, des visas d'entrée pour des pays occidentaux. D'autres Hongkongais, après avoir mis leur argent à l'abri — dans l'immobilier en Californie par exemple — et obtenu un certificat de résidence à l'étranger, reviennent à Hongkong comme « expatriés ». Mais le droit au départ restera le privilège d'une très petite minorité de riches ou d'experts. Les autres, y compris la moyenne bourgeoisie, devront rester sur place.

## Méthode Coué

Ce sont ces gens-là que représente à sa manière M. Lee Yee, directeur de la revue *Année 90*, quand il dit : « Les gens veulent participer à la rédaction de la Loi fondamentale. Pékin leur répond parfois oui, parfois non (...). Les Chinois sont-ils sincères ? Nous ne pouvons que l'espérer. Mais tout dépend du pouvoir politique : si les gens de Hongkong n'en ont pas, ils n'auront aucun atout dans leurs discussions avec la Chine et tout sera décidé de Pékin ». Peut-on compter pour cela sur les Anglais ? « Ils ne nous ont pas consultés. Ils ne peuvent se permettre de décevoir à la Chine. De plus, leur commission chargée d'évaluer l'opinion des gens de Hongkong sur la « déclaration commune » était une farce ».

Réalistes, les habitants de la colonie reconnaissent que la Chine, de part et d'autre, devra mener à bien l'opération d'un poids déterminant dans la gestion de la future « région administrative spéciale », qu'il faudra faire une large place aux gens favorables à Pékin. Mais ils s'inquiètent de ce que des gens inexpérimentés puissent diriger des gens

d'expérience », en clair que des cadres « plus rouges qu'experts » viennent ici comme des éléphants dans un magasin de porcelaine. En même temps, ils admettent que nombre de cadres pro chinois ont fait leurs études et partie de leur carrière à Hongkong, qu'ils ont de vieilles amitiés avec des responsables locaux, dont ils sont souvent plus proches que des dirigeants de Pékin. Ils pensent enfin que Pékin n'a pas intérêt à échouer à Hongkong, sinon c'en serait fait pour longtemps de son espoir de recouvrer Taiwan. Et, de toute manière, dit avec philosophie M. Lee, « si l'ultra-gauche revenait au pouvoir en Chine, rien ne pourrait sauver Hongkong ».

En fait, Hongkong vit aujourd'hui sous le règne d'une idéologie qui n'est plus totalement celle du libéralisme sauvage, et pas non plus celle du marxisme, mais ressemble plus à la « méthode Coué ». Pour continuer de faire de l'argent, il faut que la confiance règne. Toute expression publique d'inquiétude, tout trouble social, ne pourrait que miner cette confiance et faire fuir capitaux locaux et étrangers. Et, comme « il faudrait être un imbécile pour ne pas retrouver son capital en cinq ans maximum », dit un fonctionnaire, les choses devraient se maintenir tant bien que mal jusqu'en 1990. Après, l'évolution, tant politique qu'économique et sociale, ne pourra pas ne pas s'accélérer, même si Pékin garantit la pérennité des institutions coloniales pour cinquante ans. Et alors personne ne se hasarde plus à des pronostics.

Pour résumer l'ambiguïté de l'attitude des gens de Hongkong, qui veulent être Chinois mais pas de Pékin, qui veulent être autonomes mais ne pas faire de politique, rien de tel qu'une anecdote : un fonctionnaire de la « commission d'évaluation », après nous avoir vanté les mérites de son travail — qui a permis à Londres de dire que la quasi-totalité des Hongkongais approuvaient la « déclaration commune », — a ajouté : « Moi, en 1997, j'y regarderai à deux fois. Après tout, mes enfants sont déjà en Angleterre ».

PATRICE DE BEER.

(1) Pourtant, de nombreux Hongkongais tentent d'obtenir des certificats de résidence à l'étranger, sachant qu'après 1997 la Grande-Bretagne ne voudra plus d'eux.

## Le prince Sihanouk a décrit à M. Mitterrand l'« impasse » où se trouve la crise cambodgienne

Le prince Sihanouk a été reçu lundi après-midi 17 décembre par M. Mitterrand et devait encore rencontrer mardi le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, ainsi que M. Régis Debray, conseiller du président de la République.

L'ancien souverain a, semble-t-il, présenté à l'Élysée une analyse très négative de la crise cambodgienne, qui se trouve à l'heure actuelle, selon ses propres termes, « dans l'impasse ». La faute en revient, à l'entendre, aussi bien aux Chinois, qui persisteraient à refuser la recherche d'une solution politique avant le retrait, préalable, des forces vietnamiennes, qu'à Hanoï et à ses alliés soviétiques, qui écartent pour leur part l'idée d'une conférence à laquelle le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, ainsi que M. Régis Debray, conseiller du président de la République, ont participé. Pékin a fait savoir qu'il n'en était pas question.

A. J.

## Corée du Sud

## Séoul s'inquiète des relations entre Paris et Pyongyang

La Corée du Sud a exprimé, le lundi 17 décembre, ses « profonds regrets » à la suite de la décision française d'accorder le statut de délégation générale à la mission commerciale nord-coréenne à Paris.

Séoul, indique un communiqué du ministère sud-coréen des affaires étrangères, « observe avec attention l'attitude de la France à l'égard du gouvernement français selon laquelle sa politique de non-reconnaissance de la Corée du Nord demeure inchangée ».

Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Guitmann, s'était rendu à Séoul le mois dernier pour expliquer aux autorités sud-

coréennes que le changement de dénomination de la mission commerciale nord-coréenne ne constituait pas une étape vers une éventuelle reconnaissance de Pyongyang.

A Paris, on précise qu'il ne s'agit que d'un changement d'appellation, le bureau de représentation commerciale nord-coréenne à Paris — qui existe depuis des années — devenant la délégation générale nord-coréenne, sans attribution de statut diplomatique. Cette modification tient compte du fait que le bureau nord-coréen ne s'occupait pas seulement de problèmes commerciaux mais également de questions culturelles et d'information.

**La politique à Rome: terriblement actuelle.**

**YVES GUÉNA**

**CATILINA**

OU LA GLOIRE DÉROBÉE

ROMAN

**Yves Guéna.**

«Captivant à lire, émouvant à décrypter, c'est bien plus qu'un roman de politique-fiction. Il pose des problèmes éternels. Et au bon moment.»

Olivier Guichard - Le Figaro.

«...sous les toges romaines, on peut découvrir quelques consuls du moment»

Le Canard Enchaîné.

**Flammarion**



# DIPLOMATIE

## APRÈS L'INTERVENTION TÉLÉVISÉE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

**Au printemps 1981, la France n'avait aucun moyen d'intervenir au Tchad**

**déclare M. Giscard d'Estaing**

M. Valéry Giscard d'Estaing, venu à Lille, le lundi 17 décembre, pour participer à une conférence-débat organisée par l'EDHEC (École des hautes études commerciales du Nord), a commenté, en outre, devant la presse, les déclarations faites par M. François Mitterrand, la veille, à la télévision. M. Giscard d'Estaing a reproché à M. Mitterrand « un certain nombre d'omissions et de déformations » qu'il a tenu à « redresser » et à « rectifier ».

Selon l'ancien chef de l'Etat, M. Mitterrand « a voulu faire croire que [le Tchad] était occupé par les Libyens, au printemps 1981, du fait de la carence française ». « Il est,

pour moi, stupéfiant, a dit M. Giscard d'Estaing, de penser qu'on a pu faire un long exposé sur le Tchad sans rappeler les accords de Lagos, signés le 21 août 1979 par dix pays africains, reconnus par l'OUA, et qui ont rétabli l'unité du Tchad, décidé la création d'un gouvernement d'union nationale, dirigé par M. Goukouni, et demandé le retrait des forces françaises ».

C'est après cet accord que la France avait décidé de retirer ses troupes. Selon M. Giscard d'Estaing, « le sort du Tchad n'était plus, dès lors, l'affaire de la France ». Ce pays a signé, par la suite, un traité d'alliance avec la Libye, à laquelle elle a fait appel. « La France n'avait, au printemps 1981, aucun moyen juridique ou diplomatique d'intervenir au Tchad », a déclaré l'ancien président de la République. Il aurait fallu intervenir contre l'action du gouvernement tchadien, contre la volonté des Etats de l'OUA et en violation de toutes les règles du droit international.

**LES GRANDES DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL**

**Louis FAVOREU**  
**Loïc PHILIP**

Dans cette 3<sup>e</sup> édition :  
6 nouvelles décisions  
rendues entre 1979 et  
1982, commentées d'une  
manière très précise et  
très complète :

- droit de grève,
- vote du budget,
- validation d'actes administratifs,
- sécurité et liberté,
- nationalisation,
- décentralisation.

3<sup>e</sup> édition 1984  
Volume broché 13 x 21  
720 pages, 120 F

**Collection Droit public**  
**Sirey diffusion Dalloz**

**DALLOZ**  
11 rue Soufflot  
75240 Paris Cedex 05

**M. TOUBON : M. MITTERRAND NE GOUVERNE PAS**

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, commentant l'intervention télévisée de M. Mitterrand, a déclaré : « Le président de la République ne gouverne pas, il plaide ». Il a ajouté que le chef de l'Etat ne pouvait pas demander la durée avant d'être jugé alors qu'il l'a déjà eue depuis trois ans et demi, « c'est-à-dire presque autant qu'un président des Etats-Unis ». Pour M. Toubon, « la durée n'est pas donnée sous la V<sup>e</sup> République à l'exécutif pour qu'il accumule les échecs et pour qu'il assure ses projets partisans mais pour qu'il assure l'intérêt général et la grandeur nationale. L'émission télévisée de M. Mitterrand a été un exercice de justification des échecs et des contradictions de sa politique étrangère. Une politique étrangère n'est bénéfique que si elle repose sur une situation économique saine et forte ».

**LETTRE ADRESSÉE PAR 57 MEMBRES DU PARLEMENT EUROPÉEN AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU SUR LES GRAVES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN IRAN**

**EPPE**

à Monsieur Perez de Cuellar  
Secrétaire général des Nations unies  
New-York, U.S.A.

Monsieur le Secrétaire général,

Etant données les différentes déclarations présentées, à de nombreuses occasions, par les membres du Parlement européen et les groupes attachés à ce Parlement sur les graves violations des droits de l'homme en Iran,

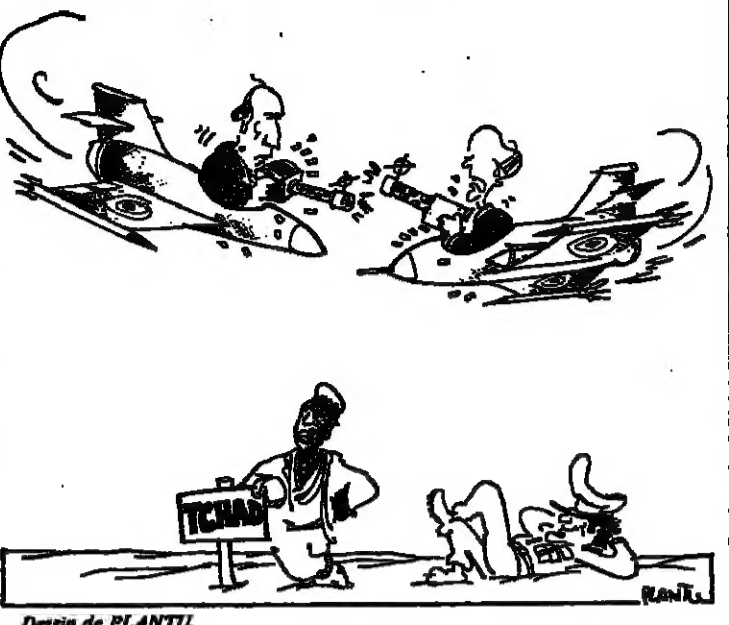
Etant données les multiples documents et informations révélés par Amnesty International durant la semaine d'activité qu'elle a organisée au siège du Parlement européen, du 10 au 14 décembre 1984,

Et compte tenu de la liste des noms et des identités de 10 231 victimes des exécutions du régime de Khomeiny, publiée par l'organisation des Modjahedines du peuple d'Iran et présentée par M. Massoud Radjavi, président du Conseil national de la résistance iranienne,

Tout en exprimant l'horreur que nous éprouvons et notre condamnation à l'égard de ce qui se passe en Iran, nous les signataires, membres du Parlement européen, nous sentons dans l'obligation de demander à la session en cours de l'assemblée générale de l'ONU de condamner les pratiques du régime de Khomeiny et de recommander l'adoption des mesures internationales nécessaires contre ce régime.

Horst Seefeld (vice-président) ; Wim Griffiths (vice-président) ; Ernest Glinne (questionnaire) ; Rudi Arndt (président du groupe socialiste) ; Karel Van Miert ; Jean-Pierre Cot (président de la Commission des budgets) ; Brian Van der Lek (président du groupe ARC) ; Barry Seal (président de la Commission économique) ; Winfried Ewing (président de la Commission de la jeunesse, de la culture...) ; Dieter Rogalla (président de la Commission de vérification des pouvoirs) ; Barbara Castle ; Alain Bombard ; Jannis Sakellariou ; Jan Van den Heuvel ; Ove Fich ; Stanley Newens ; Herman Verbeek ; Richard Balje ; Vincenzo Martina ; John Tomlinson ; Heineke Saltsch ; Margaret Daly ; Tom Megahy ; Janey Bucken ; Emmanuel Gleason ; Carol Tongue ; David Martin ; Jef Ulburghel ; Robert Battenby ; Vera Spasovitch ; Michael McCowan ; Joyce Quin ; Alf Lomas ; Bob Croyer ; Christine Crowley ; Thomas Van der Vring ; Michael Elliott ; Heinz Schreiber ; Roberto Barzanti ; Katharina Focke ; Jean-Paul Bachy ; Raymond Dury ; Gijbert de Vries ; George Stevenson ; Geoffrey Hoon ; Stephen Hughes ; Beate Weber ; Terence Pitt ; Dorothee Piermont ; Ken Collins ; Jas Gawronski ; Phil Vothoff ; Carla Barberella ; Alex Falconer ; Norman West ; Kenneth Stewart ; Jiri Pelikan.

**57 membres du Parlement européen**  
**Palais de l'Europe - Strasbourg**



Dessin de PLANTU.

### La prudence de N'Djamena cache mal son exaspération

Le président Hissène Habré a réagi, lundi 17 décembre à Brazzaville, aux propos tenus la veille sur le Tchad par M. François Mitterrand, en des termes extrêmement mesurés, estimant que chacun des deux gouvernements pouvait avoir sa propre « appréciation » de la situation. « Le président Mitterrand a donné une conférence de presse qui s'adressait principalement à l'opinion française », a-t-il ajouté à son arrivée dans la capitale congolaise, où il assiste à deux conférences régionales. Ne faisant aucune allusion aux critiques implicites faites envers son régime, concernant notamment sa politique dans le Sud, M. Hissène Habré a déclaré : « M. Mitterrand a exposé la politique étrangère de la France et son appréciation de la situation. Naturellement, en ce qui concerne le Tchad, nous avons notre appréciation à nous ».

### LE GOUVERNEMENT AUSTRALIEN A PROTESTÉ AUPRÈS DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE A CANBERRA

Canberra (AFP, Reuters). - L'Australie a formellement protesté mardi 18 décembre contre les propos tenus dimanche à TF1 par M. Mitterrand à propos de l'attitude de Canberra dans la crise néo-calédonienne (1). L'ambassadeur de France, M. Jean-Bernard Marimé, a été convoqué au ministère des affaires étrangères pour y entendre, pendant plus d'une demi-heure, la « vigoureuse protestation » du gouvernement australien, a précisé un porte-parole officiel, contre les « propos outrageants et inexact » du président français.

Plusieurs quotidiens australiens consacrent, ce mardi, une partie de leur première page aux déclarations de M. Mitterrand, et le Sydney Morning Herald écrit que de tels propos « ne sont pas surprenants, dans la mesure où la France se vante de son histoire coloniale ». Le 27 novembre dernier, le ministre australien des affaires étrangères, M. Bill Hayden, s'était déclaré favorable à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

### M. MAURICE COURAGE EST NOMMÉ AMBASSADEUR A BAGDAD

Le Journal officiel du 18 décembre annonce la nomination de M. Maurice Courage comme ambassadeur à Bagdad, en remplacement de M. Paul Depis.

[Né le 27 juin 1926, licencié en droit, breveté de l'Ecole nationale de la France d'Outre-mer, diplômé du Centre d'études pratiques de l'arabe moderne, M. Maurice Courage a servi outre-mer jusqu'en 1955. M. à la disposition du ministère de l'économie et des finances, il a ensuite été affecté à Nonchichott de 1961 à 1964, année où il a été intégré au corps des conseillers et secrétaires des affaires étrangères. Après un passage à l'administration centrale (Afrique du Nord), il a successivement été en poste à Bangkok (1966-1968), Bamako (1969-1972) et à Damas (1972-1975), avant d'entrer au cabinet du premier ministre (1975-1977). M. Courage a été nommé ambassadeur à Aden en 1977, à Nonchichott en 1979 et à Niamey en 1982.]

### La militarisation de l'espace

(Suite de la première page.)

Et si les Etats-Unis avaient accueilli très fraîchement, en juin, le dépit par la France à la commission du désarmement de Genève d'un protocole d'accord jetant les bases d'une négociation Est-Ouest dans ce domaine, les deux pays ne semblent pas en désaccord sur le point-clé de la proposition française, à savoir la nécessité d'une entente pour la prévention des attaques contre les satellites en orbite haute, les plus importants pour les observations militaires et les communications.

Il reste que les Européens insistent vivement pour une limitation des armements spatiaux et pour une négociation entre les Deux Grands à ce sujet, et que cette préoccupation rejoint largement celle des Soviétiques. A Moscou, l'agence Tass a cité favorablement les déclarations de M. Mitterrand, qualifiant de « surarmement » à éviter les projets américains de guerre spatiale ; même l'agence tchecoslovaque CTK, qui critique le président français pour son refus d'inclure son potentiel nucléaire dans l'équilibre Est-Ouest, relève que M. Mitterrand est « moins satisfait de la nouvelle course aux armements dans l'espace que viennent de lancer les Etats-Unis ».

### Une page tournée ?

Mais c'est surtout à Londres, à l'occasion du séjour de M. Gorbatchev, que la concordance « pan-européenne » s'est manifestée le plus clairement. Mme Thatcher, qui a déjà en juin dit son refus de voir « l'espace devenir un nouveau et terrible théâtre de guerre », a répété devant l'envoyé du Kremlin, nous signale notre correspondant : « Il n'est pas raisonnable de prévoir un équilibre des forces à un niveau de plus en plus élevé. Nous voulons au contraire rabaisser ce niveau ». Apparaissant son hôte avait rappelé la « très grande importance » que la direction soviétique attache aux prochaines négociations pour « prévenir l'extension de la course aux armements à l'espace cosmique ». « Si cela ne réussit pas, a-t-il ajouté, l'arrêt de la course aux armements deviendra impossible ».

Ce qui frappe le plus pourtant dans cet échange de vues soviéto-britanniques est le ton très modéré, voire amical, dont a usé le dirigeant soviétique, en vif contraste avec les diatribes dont M. Gromyko gratifiait, il n'y a guère, les pays qui accueillent sur leur sol les courtoiseries de l'Otan. Non seulement M. Gorbatchev, dans aucun des propos qu'il a tenus, n'a évoqué la présence récente de missiles de croisière américains sur le sol britannique, mais il a évoqué en termes particulièrement chaleureux la coopération anglo-soviétique du temps de guerre et demandé que tout soit fait pour « canaliser les relations internationales actuelles vers l'establishment de la tension, la promotion d'une coopération pacifique réciproquement avantageuse entre les Etats à systèmes sociaux différents dans toutes les sphères d'application de l'intelligence et du travail ». Du coup, Mme Thatcher n'a pas hésité à dire qu'elle « aime bien » M. Gorbatchev, un homme avec qui « on peut faire des choses ensemble ». Et les porte-parole britanniques ont relevé le ton « amical, substantiel, sérieux et décontracté » des conversations.

Peut-on en conclure que l'URSS « pardonne » aux pays qui ont accepté les missiles de l'Otan ? Sans doute pas encore, mais le fait est que Moscou a décidé de tourner une page, comme en témoigne l'annonce d'une visite de M. Gromyko en Italie, autre pays hôte de missiles de croisière, du 25 au 28 février prochain. Seule la République fédérale, toujours victime d'attaques sur son prétendu « revanchisme », semble encore être traitée à part. Il est vrai qu'il s'agit surtout dans ce cas d'empêcher Bonn de nouer avec l'autre Allemagne et les autres pays de l'Europe de l'Est des contacts un peu trop gratuits pour les uns et les autres.

MICHEL TATU.

### M. Gorbatchev joue sur du velours

En visite en Grande-Bretagne, M. Mikhaïl Gorbatchev est en train de se tailler un franc succès, et son séjour ressemble déjà à une remarquable opération de relations publiques, propre à relever l'image de l'Union soviétique en Occident, et plus encore la sienne propre. A Moscou, le numéro deux de la hiérarchie soviétique est aussi le coqueluche des journalistes, qui ne cessent pas de raconter ses hauts et ses bas, cherchant à y voir clair dans les mystères de la presse et les rumeurs. La voici à présent en pleine lumière, à Londres, où il est arrivé précédé de sa réputation de « réformateur » et accompagné d'une épouse plaisante à regarder. Souriant, bien dans sa peau, il n'en finit pas de servir la main de Mme Thatcher, qui semble enchantée de son hôte : « J'aime bien M. Gorbatchev, avec lui on peut s'entendre ». Et les responsables britanniques de renchérir que leur interlocuteur les a impressionnés par sa connaissance approfondie des dossiers.

Le « benjamin du bureau politique », il faut le dire, joue sur du velours. Comment tous ceux qui ont connu un Brejnev devenu à peu près important à la fin de son règne, entrevu un Andropov malade et inquiet, derrière son sourire de policier « libéral », contemplé avec quelque commisération les efforts méritoires déployés par

Charmé, Mme Thatcher a tout de même gardé les pieds sur terre. « M. Gorbatchev et moi voyons profondément au bien-fondé de nos systèmes politiques respectifs », a-t-elle déclaré. Une manière élégante de prendre quelques distances par rapport à cet hôte si sympathique. Et la cordialité de la conversation ne l'a pas empêchée d'aborder avec son interlocuteur la question des droits de l'homme en Union soviétique.

M. Gorbatchev a pourtant toutes les raisons de se montrer satisfait de son séjour à Londres. Sauf une, peut-être. Il n'est jamais recommandé de trop briller sous les projecteurs de l'Occident. Certains de ses collègues du bureau politique moins rompus à ce genre d'exercice pourraient en prendre ombrage.

JAN KRAUZE.

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE ÉDITION INTERNATIONALE**  
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande

**PATIO DU GRAND HOTEL**  
LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA.  
Menu 170 F, vins, taxes et service compris  
LE GRAND HOTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13

**EUROPE**

**Pologne**  
APRÈS LA MANIFESTATION DU 10 JANVIER  
G. Gwiazda, ancien vice-président du PZUR, a été condamné à trois mois de prison.

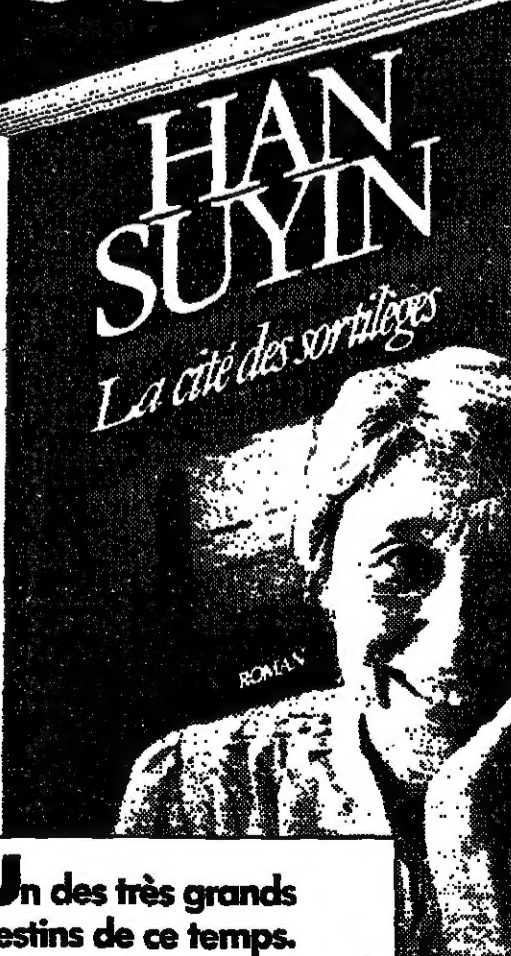
**Grande-Bretagne**  
La confédération des syndicats suggère la médiation dans le conflit des mines.

**Israël**  
Le département de la Alva...  
Grande soirée en faveur de la Yechiva Oran-Haim...  
M. Peretz Israël et sa famille dans la synagogue...  
M. Peretz Israël et sa famille dans la synagogue...  
M. Peretz Israël et sa famille dans la synagogue...



**DÉJÀ 100 000 ex.**

# HAN SUYIN




*La cité des sortilèges*

ROMAN

**U**n des très grands  
destins de ce temps.  
Le livre le plus passionné  
de Han Suyin.

**PIERRE-JEAN REMY**

 **Stock**



## Le retour de l'Égypte au sein de la « famille »

12 mois sur 12  
COURS  
HUBERT LE FEAL:  
DÉPASSER  
LE TRAC.  
AFFIRMER  
DANS LA  
PAROLE.  
documentation  
des auteurs

12 mois sur 12  
COURS  
HUBERT LE FEAL:  
DÉPASSER  
LE TRAC.  
L'AFFIRMER  
DANS LA  
PAROLE.  
documentation  
et engagement  
297 23 00



150

Le Monde

politique

La situation demeure tendue en plusieurs points de la Nouvelle-Calédonie

Deux personnes qui circulaient en ambulance, près de Bourail, sur la côte ouest, ont été légèrement blessées, lundi soir 17 décembre, à la suite d'un coup de feu tiré contre le véhicule. Selon les autorités locales, l'ambulance, qui transportait un malade en provenance de Houaïlou (côte est), a été arrêtée à la hauteur de la tribu d'Azareu par un groupe de Canaques. Le conducteur de la voiture aurait pris peur et a accéléré. C'est alors qu'un coup de feu aurait été tiré. Le conducteur et le malade ont été atteints par des éclats de verre.

Près de Ponebe les gendarmes mobiles ont démantelé, mardi, deux barrières dressées par des militants indépendantistes et ont saisi une trentaine d'armes. Le haut commissariat de la République a précisé que cette intervention n'avait donné lieu à aucun heurt.

Dans l'île de Lifou, un receveur des PTT aurait été roué de coups, lundi, après que son véhicule ait été intercepté par des militants du FLNKS.

De source judiciaire, on a appris, mardi, à Nouméa, qu'une information judiciaire avait été ouverte à la suite de la mort de l'un des derniers Européens vivant à Hienghène. M. Jean-Marie Sangarue, trente et un ans, a été trouvé mort, tué par balle dans son lit, lundi soir, avec à son côté un

fusil et une douille éjectée. La mort remontait à plusieurs jours.

M. Christian Blanc, ancien préfet des Hautes-Pyrénées, chargé de mission auprès de M. Edgar Pisani, a été nommé secrétaire général du territoire, en remplacement de M. Philippe Mariand dont les fonctions prendront fin le 1<sup>er</sup> janvier.

A Paris, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, a reproché, lundi 17 décembre, à M. François Mitterrand d'avoir érogé, la veille, sur TF 1, « la force injuste de la loi » à propos de la Nouvelle-Calédonie (1). Il a rappelé que « le président de la République est le garant de la Constitution et de l'application de la loi », ajoutant : « Le caractère incroyable et stupéfiant de cette déclaration justifierait toutes les violences minoritaires et tous les terrorismes ». M. Toubon s'est indigné de cette « conception inquiétante » et a annoncé que le comité central du RPR entendra le jeudi 20 décembre M. Bernard Pons, ancien secrétaire général du mouvement, à son retour de Nouméa, et M. Dick Ukeivé, sénateur RPR, président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie.

A Lille, lundi soir, M. Valéry Giscard d'Estaing a reproché à M. Mitterrand d'avoir « voulu faire

croire que la France avait pratiqué une politique réactionnaire, et à la limite, odieuse » dans le territoire.

Pour le conseil politique du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), l'attitude du gouvernement « mérite de plus en plus les qualificatifs de haute trahison, forfaiture et complicité de banditisme ». « Elle relève de la Haute Cour », affirment les dirigeants du parti de M. Philippe Malaud, qui ajoutent : « Le CNIP demandera à ses partenaires de l'opposition nationale de se joindre à lui pour que, dès le lendemain de l'alternance, les mesures soient prises pour que tous ceux qui, à un niveau de responsabilité politique, administrative ou militaire, se seront rendus coupables de ces crimes, soient traduits personnellement en justice ».

Le capitaine Pierre Sergeant, ancien chef de FOAS en métropole, aujourd'hui délégué national du CNIP, a estimé, pour sa part, samedi, à Nice, au cours du congrès de la fédération de rapatriés présidée par M. Joseph Ortiz : « Si j'avais un avertissement à donner aux caldoches, je leur dirais : ne faites pas confiance à la France. Si les caldoches accordent la moindre parcelle de confiance au gouvernement, ils peuvent commencer à faire leurs valises ».

Dans son bulletin mensuel *Faits et arguments*, M. Raymond Barre déclare que de toutes les ethnies représentées en Nouvelle-Calédonie « aucune ne saurait revendiquer, et encore moins s'arroger, l'exclusivité de la légitimité ».

L'association Information et soutien aux droits du peuple canaque, qui organisait une réunion de solidarité avec le peuple canaque, mardi soir 18 décembre à 20 h 30, au 4 de la place Saint-Germain-des-Près, à Paris, « s'inquiète du flou de la prise de position du président de la République » et « rappelle que la paix en Nouvelle-Calédonie ne saurait être établie durablement en dehors de la satisfaction du droit du peuple kanak à son indépendance sur toute sa terre ».

A Wellington, le premier ministre néo-zélandais s'est déclaré, mardi, persuadé que « l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie interviendra avant 1989 ».

(1) M. Mitterrand avait dit : « Ce n'est pas sous mon appui, ce n'est pas sous mon autorité que les gouvernements de la République vont accroître l'injustice, soumettre des populations par la force, ou bien par la force injuste de la loi, bref par l'oppression, par la tyrannie ».

Victimes d'un même oubli

Nouméa. — « Comment comprendre un pays où les lézards coexistent et où les oiseaux aboient ? » Cette interrogation désespérée d'un conseiller d'Edgard Pisani, quelques jours après son arrivée, traduit bien le désarroi des métropolitains confrontés à la Calédonie. Colons arrogants contre indigènes exploités ? Il vaut mieux, ici, renvoyer les confortables schémas coloniaux. Misérable plus que conquérant, foulé aux pieds plutôt que saisi au clair, cette « prise de possession » n'a rien d'une épopée. La France a colonisé ce « Callou » perdu du Pacifique à reculons, sans désir ni ardeur.

De notre envoyé spécial

30 000 hectares à laquelle faisait allusion le président, et qui appartenait à M. Jacques Lafleur, député RPR, elle a été démantelée, il y a quelques années, à la suite de la réforme foncière.

Ceux qui viennent de s'entretenir sont les victimes d'un même oubli, abandonnés depuis des décennies à leurs querelles de bornage. Car cette lutte-là n'est pas, comme aux Antilles, la révolte de l'esclave contre le maître. C'est la vieille rivalité du planteur et de l'éleveur... L'inconscient collectif antillais garde l'image du « bèké » à cheval, imposant l'ordre à coups de fouet dans les champs de canne à sucre. Les Canaques, eux, se souviennent dans leur chair comment le bétail des Blancs — encouragé par l'administration coloniale — vint arracher les ignames du grand-père, éjectant la tribu de ses terres ancestrales jusqu'au fin fond des vallées, sur les lopins les plus ingrats...

La recherche des garanties

(Suite de la première page.)

En même temps, les autorités s'emploient à ôter à M. Lafleur tout prétexte à sa bouderie, par le rétablissement, à petites touches, d'un ordre relatif. L'arrestation, depuis l'arrivée de M. Pisani, d'une dizaine d'adolescents canaques coupables de pillages divers, n'a pas jusqu'ici suscité de réaction des indépendantistes.

A Thio, où M. Elou Machoro, ministre de la sécurité du gouvernement provisoire du FLNKS, continue de se promener dans des véhicules de la SLN (Société Le Nickel), réquisitionnés par ses soins, les gendarmes poursuivent leur travail de pénitence. Au milieu d'un impressionnant déploiement de forces, on vient de remplacer, devant la mairie, le drapeau canaque par le drapeau français.

FLNKS, au fond, revendique moins l'indépendance que les attributs de la souveraineté. L'idée n'est pas absurde. Il n'est qu'à voir, par exemple, les difficultés des indépendantistes à acheminer sur quelques kilomètres, la semaine dernière, les cercueils des dix morts de Hienghène : ils avaient dû, finalement, faire appel à des camions militaires.

M. Pisani compte donc prendre appui sur les zones de consensus possible pour arriver progressivement à grignoter l'inconciliable. Les blocages psychologiques mutuels de cette île déchirée lui en laisseront-ils la possibilité ?

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Certes, les indépendantistes ne se privent pas de broder ce tableau à grands traits simplistes. « On n'aurait pas pu imaginer plus belle pièce de théâtre pour démontrer que le pays est toujours en situation coloniale », expliquait M. Jean-Marie Tjibou après le massacre de Hienghène. Mais les fusils sont de vrais fusils et les morts de vrais morts.

« On a fondé la Nouvelle-Calédonie moderne sur un état d'injustice insupportable », déclarait dimanche soir M. Mitterrand. Les Canaques, c'est vrai, n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1952. Ils ont été, de fait, introduits d'école primaire jusqu'en 1945, de lycée jusqu'en 1957, n'ont décroché leurs premiers bachelors qu'en 1962. Depuis plusieurs décennies, la France avait alors formé à ses meilleures écoles un Senghor ou un Césaire.

On peut comprendre que M. Jean-Marie Tjibou ait sursauté en regardant à la télévision un reportage larmoyant sur les malheurs des bovins lors de l'occupation de Thio survenant quelques jours après le massacre de Hienghène. Cultures vivrières contre élevage semi-intensif, tribus contre ranches, fanatisme mélanésien contre angoisse caldoche des fins de mois. Deux conceptions paysannes qui se méprisent copieusement et passent leur temps à s'accuser mutuellement d'avoir « un cootier dans la main ».

Mais les plus indolents ne sont pas toujours ceux qu'on pense. La propriété clanique des terres dans le système coutumier canaque soumet certes chaque décision à d'interminables palabres. Elle n'a pas empêché neuf cents paysans de prendre part, avec un relatif succès, à un « plan café » lancé sous le septennat précédent. Depuis trois ans, les plantations, qui n'ont pas encore produit, sont scrupuleusement entretenues. De leur côté, les Canaques font remarquer malicieusement que, dans cette île qui compte cent vingt mille têtes de bovins, les producteurs de lait se comptent sur les doigts d'une main « parce que, pour faire du lait, les caldoches seraient obligés de travailler ».

Après avoir longuement consulté les uns et les autres, M. Pisani s'envolera mercredi vers Paris, où il est attendu jeudi matin 20 décembre, avec une relative confiance dans le succès de sa mission. De ses entretiens avec les indépendantistes, il est ressorti avec le sentiment que « le droit au travail, le droit

En filigrane, on commence à voir se dessiner un État canaque, avec son hymne, son drapeau (déjà prévu dans le statut Lemoine), sa Constitution, mais appuyé sur la permanence logistique française multiforme : armée, gendarmerie, etc. Le postulat de base étant que le

Le premier Canaque diplômé de l'enseignement supérieur n'est revenu sur l'île qu'en 1972. Il s'agit de M. Jacques Ukeivé, aujourd'hui un des rares hauts fonctionnaires canaques (ils se comptent sur les doigts d'une main). Il vient d'être spectaculairement nommé sous-préfet par M. Georges Lemoine au cours de la campagne pour les élections du 18 novembre.

La République tente bien de combler ce retard, mais avec la lente majesté qui sied aux nobles causes. Aujourd'hui encore, on compte peu de Canaques seulement sur cent Calédoniens reçus au bac. Résultat : l'absence totale d'élite canaque. Sur dix actifs on trouve cinq paysans, quatre ouvriers ou employés et un technicien ou cadre.

Nouméa sourde et repue

Ces frères ennemis paysans ont été victimes d'une double indifférence. D'abord, le dédain de Nouméa. Alors que la brousse manquait d'essence, de vivres, de médicaments, plongée d'un coup en plein Moyen Âge dans la peur des grandes compagnies, pas un seul jour Nouméa n'interrompt son fanatisme. Nouméa aux restaurants bondés, aux plages dégoulinantes d'huile solaire, Nouméa comme toujours sourde et repue. Et puis surtout l'oubli terrible de la métropole. Plus que d'avoir fait « suer le barnous » des Canaques, on peut reprocher à la France, cent trente ans durant, d'avoir laissé le territoire en friche économique, administrative, sociale... Et Blanc et Noir sont ici dans le même sac. Sait-on que la première élection municipale hors de Nouméa remonte à 1971 et qu'aujourd'hui encore les municipalités n'ont quasiment aucune recette propre ? Comme vient de le rappeler le chef de l'Etat, c'est tout le territoire qui garde le caïstan souvenir de la recrudescence de la France sur la loi-cadre de 1956.

Propos et débats

**M. Destrade (PS) :**  
« arrogants et sectaires »

« MM. Barre et Chirac se défilent parce qu'ils sont arrogants et sectaires », a expliqué M. Jean-Pierre Destrade. Le porte-parole du PS considère qu'il est malsain dans une démocratie comme la nôtre que les deux anciens premiers ministres refusent la proposition (de M. Fabius) d'aller au fond des choses, au regard de l'opinion publique, afin qu'elle soit informée des positions de chacun. « MM. Barre et Chirac n'ont-ils plus rien à dire qui tienne la route face à la politique médiatique et calvoiyante du gouvernement ? » se demande M. Destrade.

**M. Lang :** la « reculade »

Pour M. Jack Lang, la refus de MM. Barre et Chirac de débattre avec M. Fabius montre que « deux anciens premiers ministres qui ont échoué ont peur d'affronter un premier ministre qui réussit ». Cette reculade est l'aveu de leur impuissance d'hier, a-t-il affirmé, avant d'estimer que « ces hommes du passé préfèrent s'auto-contempler dans les miroirs de la complaisance » et qu'ils « redoutent une confrontation d'homme à homme dont, à coup sûr, Laurent Fabius serait sorti vainqueur ».

**M. Barrot :** un autre débat

Devant la presse régionale à Lyon, lundi 17 décembre, M. Jacques Barrot (CDS) a donné raison à MM. Jacques Chirac et Raymond Barre qui ont refusé le débat proposé par M. Laurent Fabius : « C'est un débat Mitterrand-Barre qui serait intéressant », a-t-il dit, avant d'ajouter que « c'est à ce niveau-là qu'on pourrait juger de la globalité d'une politique ». D'autre part, le secrétaire général du CDS a estimé que se former n'a pas à engager quelque transaction que ce soit avec le Front national, mais à convaincre les électeurs de ce parti qu'ils égareront leurs voix.

**M. Deniau (UDF) :** une sorte de fuite

Commentant l'intervention télévisée du président de la République, M. Jean-François Deniau (UDF) a estimé que « ce n'est pas au premier personnage de l'Etat d'aller dans tous les coups et les plus douteux ». Évoquant les nombreux voyages de M. François Mitterrand, l'ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, lundi 17 décembre, au cours de l'émission « L'heure du débat » de FR 3 Centre-Île-de-France, que le chef de l'Etat « s'est mis en exil de notre propre pays ». « C'est une sorte de fuite qui n'est pas dans notre intérêt », a-t-il ajouté. Pour le président du conseil général du Cher, la politique de M. Mitterrand est une « politique de défense pour tenter de justifier une politique étrangère que les Français ne comprennent plus ».

**M. Strauss-Kahn (PS) :**  
« marges de manœuvre »

M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS chargé des études, a estimé, lundi 17 décembre, à propos des restructurations, que « la suppression d'emplois n'est pas une régression sociale », dans la mesure où elle constitue « la condition de la mobilité ». La régression, a-t-il ajouté, c'est la suppression d'emplois sans création d'emplois.

Quant aux propositions économiques faites par M. Michel Rocard lors de la convention nationale du PS des 15 et 16 décembre, M. Strauss-Kahn les juge « plus intéressantes qu'originales ». Mais, compte tenu du fait que ces mesures « coûteraient avant de rapporter », la vraie question est celle de l'importance des « marges de manœuvre » dont dispose le gouvernement.

Un simple voyage en brousse suffit pourtant à adoucir l'eau forte. Des colons arrogants, vraiment, ces métis dépenaillés, pieds nus, bagarés, qui s'entassaient dans les hélicoptères à Ougéa ou Hienghène à destination de Nouméa pour fuir leurs voisins, leurs cousins canaques ? Dans ces villages, aujourd'hui le silence, aucun vestige d'un temps béni, aucun relint, même dissipé, de cette nonchalance tropicale qui fit ailleurs la vie si douce. Chaque mur semble ici le lent désespoir d'un combat perdu d'avance contre la stérilité des terres. Certes, comme l'a fait remarquer M. Mitterrand, on trouve des propriétés de 1 500 hectares. Mais elles comportent souvent une grande part de maquis rigoureusement inexploitables. Quant à la propriété de

12 mois sur 12  
COURS  
HUBERT LE FÉAL :  
DÉPASSER  
LE TRAC,  
S'AFFIRMER  
DANS LA  
PAROLE.  
documentation  
sans engagement  
387 25 00

**M. Strauss-Kahn (PS) :**  
« marges de manœuvre »

M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS chargé des études, a estimé, lundi 17 décembre, à propos des restructurations, que « la suppression d'emplois n'est pas une régression sociale », dans la mesure où elle constitue « la condition de la mobilité ». La régression, a-t-il ajouté, c'est la suppression d'emplois sans création d'emplois.

Quant aux propositions économiques faites par M. Michel Rocard lors de la convention nationale du PS des 15 et 16 décembre, M. Strauss-Kahn les juge « plus intéressantes qu'originales ». Mais, compte tenu du fait que ces mesures « coûteraient avant de rapporter », la vraie question est celle de l'importance des « marges de manœuvre » dont dispose le gouvernement.

**M. Strauss-Kahn (PS) :**  
« marges de manœuvre »

M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS chargé des études, a estimé, lundi 17 décembre, à propos des restructurations, que « la suppression d'emplois n'est pas une régression sociale », dans la mesure où elle constitue « la condition de la mobilité ». La régression, a-t-il ajouté, c'est la suppression d'emplois sans création d'emplois.

Quant aux propositions économiques faites par M. Michel Rocard lors de la convention nationale du PS des 15 et 16 décembre, M. Strauss-Kahn les juge « plus intéressantes qu'originales ». Mais, compte tenu du fait que ces mesures « coûteraient avant de rapporter », la vraie question est celle de l'importance des « marges de manœuvre » dont dispose le gouvernement.

**L'HISTOIRE CHEZ FAYARD**

« APPROCHES »  
Pierre Goubert  
Initiation à l'histoire de la France

492 pages  
78 F

Ce livre est érudite, débordant de savoir, amusant, satirique et profond. L'habitude maitrisée de Goubert est multipliée, transfigurée, du fait même qu'elle s'applique à un immense sujet.

Emmanuel Le Roy Ladurie  
L'EXPRESSION.

Israël  
Le taux d'inflation en novembre  
passé les prévisions les plus pessimistes

Le taux d'inflation en novembre a dépassé les prévisions les plus pessimistes, selon les données publiées par le Bureau de la statistique israélienne. L'inflation a atteint 12,5 pour cent, contre 11,5 pour cent prévu par les analystes. Cette hausse est due à une augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

Une trop longue absence...

Une trop longue absence... L'absence de M. Mitterrand à la Nouvelle-Calédonie a été remarquée par les habitants. Ils ont exprimé leur déception à l'occasion de sa dernière visite. Ils espèrent qu'il reviendra bientôt.

A TRAVERS LE MONDE

12 mois sur 12  
COURS  
HUBERT LE FÉAL :  
DÉPASSER  
LE TRAC,  
S'AFFIRMER  
DANS LA  
PAROLE.  
documentation  
sans engagement  
387 25 00



# POLITIQUE

EN VOYAGE DANS LE NORD

## M. Giscard d'Estaing définit les conditions d'un « redressement »

Depuis son élection dans la deuxième circonscription du Pas-de-Calais, M. Giscard d'Estaing a été relativement silencieux et avait annoncé à l'effet de grandes tournées dans les différentes régions de France. L'ancien chef de l'Etat a comblé ce « retard » et renoué avec cette tradition en effectuant, lundi 17 et mardi 18 décembre, un déplacement dans le nord de la France.

Au programme de la première journée : deux réunions publiques, l'une à l'initiative de l'Ecole des hautes études commerciales de Lille, l'autre à l'initiative des clubs Perspectives et Réalités. La première a réuni, lundi après-midi, quelque cinq cents étudiants et professeurs ; elle a été consacrée à l'exposé, d'une précision nouvelle, des grandes

lignes d'un plan de redressement pour la France. La seconde réunion a rassemblé le soir dans la même ville de Lille quinze cents personnes. Dans la grande salle du palais Rameau, M. Giscard d'Estaing a alors développé les « conditions » de ce redressement.

Avaient été aussi organisées, lundi, des rencontres avec les élus de l'opposition : à Hazebrouck, administrée par M. Maurice Sergheraert, député non inscrit ; à Roubaix, autour de M. André Diligent, sénateur et maire (UDF-CDS) de la ville ; et à Tourcoing, où l'a accueilli M. Stéphane Dermaux (UDF-PR), élu maire lors des dernières élections municipales et que l'ancien président de la République était venu soutenir.

### De notre envoyée spéciale

Le régime de fixation administrative des prix en France ; montrer la volonté d'alléger les charges fiscales et parafiscales avec une disposition fiscale générale fortement incitative à l'investissement des entreprises, et un calendrier de dévaluation ; annoncer un calendrier et les modalités de dévaluation ; adopter un texte consolidant l'indépendance de la Banque de France ; abroger l'ordonnance de 1945 sur le contrôle économique ; libérer complètement l'audiovisuel avec une loi comparable à celle de 1901 sur les associations.

A ces mesures doivent, selon M. Giscard d'Estaing, s'ajouter des décisions concernant nos partenaires européens : une action politique industrielle commune ; l'emploi immédiat de l'ECU dans un certain nombre d'opérations européennes ; une politique commune de l'immigration. Après avoir « rétabli la confiance », il faudra « s'intéresser à la grande mutation économique que la France doit conduire », a ajouté M. Giscard d'Estaing, qui propose que soient alors entreprises une réforme du système éducatif et de la formation professionnelle à partir de l'idée révolutionnaire que l'Etat est la décentralisation du système éducatif ; l'adaptation de notre système de protection sociale ; la mise au point de la décentralisation.

Pour pouvoir « prendre les bonnes décisions économiques » qui s'imposent, encore faudrait-il que la « situation politique soit gérée de telle façon qu'on puisse le faire », a prévenu le soir même M. Giscard d'Estaing. A cet égard, l'union de l'opposition apparaît aux yeux de M. Giscard d'Estaing non pas « comme une préférence, mais

comme une nécessité ». « Nous ne pouvons faire avancer la réconciliation des Français si nous ne sommes pas capables de faire avancer la nôtre alors que toutes nos idées nous rapprochent, que nos ambitions sont les mêmes », a-t-il dit.

Parce qu'il croit, à la lecture des sondages, qu'un début d'optimisme renait chez les Français, M. Giscard d'Estaing suggère « pour encourager le retour à la confiance » de « professionnaliser le débat politique » d'une part, et de « faire preuve d'imagination créatrice » d'autre part. Il a affirmé : « Les hommes politiques ne doivent pas chercher à épinglez l'adversaire mais à faire avancer la solution des problèmes ».

Au nom de ce principe, M. Giscard d'Estaing dénonce les entorses à la « vérité des faits, forme essentielle de la morale politique ». « Chaque fois que cette vérité des faits n'aura pas été observée, j'interviendrai », a affirmé M. Giscard d'Estaing, qui, pour appliquer ce principe, a tenu à relever les « erreurs » contenues, selon lui, dans l'intervention récente de M. Mitterrand (voir page 4).

L'opposition, M. Giscard d'Estaing demande de faire preuve d'« imagination créatrice » : « La majorité des mesures de gouvernement restent encore à inventer », a-t-il dit, jugeant qu'il est « dérisoire de s'empêcher sur les frustrations du présent et les alibis de l'histoire, alors que nous attendons de grands espaces du futur à construire ». Dans le même esprit, M. Giscard d'Estaing estime indispensable de « lever l'hypothèque de l'affrontement des forces politiques et de la dramatisation des choix » qui ne sont, selon lui, que les « signes des sociétés primitives ».

CHRISTINE FAUVET-MYCA.

## Mariages et divorces dans la famille chiraquienne

A quelques mois des grands affrontements, les équipes nouvelles se mettent en place autour du président du RPR et du maire de Paris. C'est à une véritable révision de l'effectif de ses divers états-majors que procède M. Chirac en ce moment.

De telles opérations touchent les personnes ne vont évidemment pas sans entraîner contestations et critiques. Elles peuvent parfois aussi comporter des erreurs. La souci de M. Chirac est de s'entourer d'hommes sûrs, jeunes du moins nouveaux, d'est-à-dire qui ne soient pas alourdis du bagage des souvenirs, des luttes passées, des pesanteurs d'une histoire déjà longue et complexe. Les responsables qu'il met

à l'histoire du gaullisme. Ainsi par exemple en nommant secrétaires nationaux des personnalités comme MM. Philippe Séguin, Michel Barnier ou François Fillon, M. Chirac n'ignorait pas qu'à l'occasion, les sympathies de ceux-ci étaient allées, sur certains sujets, à M. Raymond Barre. Il n'a pas jugé qu'il y avait là un risque majeur.

### Révolutions de palais

La même inspiration de renouvellement se manifeste à l'Hôtel de Ville de Paris. Depuis les élections municipales de 1983, bien des engagements sont, en effet, intervenus dans l'entourage du maire de la capitale et aux plus hauts échelons de l'administration municipale, prenant parfois la tournure de mini-révolutions de palais. Le changement de certains adjoints au maire, rendu nécessaire à la suite de la loi PLM, a parfois permis de nommer maires d'arrondissement des élus dont le

comproment trouva ainsi un terrain pour s'exprimer hors de l'Hôtel de Ville. On connaît dans l'histoire ancienne des cas fréquents de noblesse réduite ou de seigneurs frondeurs priés par le souverain de se retirer sur leurs terres ou pourvus de sinécures. Les nouveaux titulaires des charges ainsi laissées vacantes sont tous des fœux au dévouement éprouvé, comme M. Roger Romani qui cumule les fonctions de conseiller de Paris, de conseiller du Conseil de président du groupe Rassemblement pour Paris à l'Hôtel de Ville, et depuis peu de conseiller national du RPR chargé des relations avec les partis alliés. C'est aussi le cas de M. Jean Tibéri, député, maire du cinquième arrondissement dont M. Chirac est aussi l'élu, et premier adjoint au maire de la capitale, c'est-à-dire chargé, en cas de besoin, de l'intérim du premier magistrat.

Au niveau des grandes directions de l'administration municipale des changements significatifs sont aussi intervenus. Dans ces cas-là, les thésauris mis en place par M. Chirac après sa première direction en 1977 étaient des hommes ayant, par fidélité, fait leur sort administratif à son dessin politique. Il s'agissait de fortes personnalités dont le dévouement n'excluait pas la franchise dans les conseils qu'ils pouvaient parfois donner à leur mentor. On

peut, avec des nuances, classer dans cette catégorie M. Pierre-Yves Ligen, directeur de l'aménagement urbain de la Ville de Paris ; M. Bernard Billaud, ancien directeur du cabinet du maire, qui dirige les relations internationales de la capitale ; M. Alain Juppé, directeur des finances et des affaires économiques, deuxième adjoint ; M. Michel Bouthard-Rouelle, qui va quitter la direction des affaires culturelles, et M. Denis Baudouin, qui abandonne, après avoir été élu député européen, la direction générale de l'information et des relations extérieures.

Pour les remplacer, M. Chirac a, semble-t-il, été séduit par le palmarès universitaire et les cursus administratifs des candidats. A tous ces postes, il a nommé des hauts fonctionnaires dont les liens personnels avec le président du RPR sont presque inexistantes, et dont le dévouement politique n'est pas attesté.

C'est le cas notamment de M. Grégoire-Bosviel, ancien élève de l'ENA, sous-préfet, nommé à la direction de l'urbanisme ; de M<sup>me</sup> Marie-Claude Cabana, ancienne élève de l'ENA, ancien sous-directeur au Quai d'Orsay, nommée aux relations internationales, de M. Jean Musy, agrégé d'histoire, ancien directeur de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, nommé aux affaires culturelles, et de M. Maurice Ulrich, conseiller d'Etat, ancien président-directeur général d'Antenne 2 (il avait été nommé par M. Giscard d'Estaing), désigné pour remplacer M. Denis Baudouin. Ces deux dernières nominations ont provoqué une certaine surprise à l'Hôtel de Ville. Le départ de M. Bouthard-Rouelle, qui pourtant avait réussi en cinq ans à développer, à l'initiative de M. Chirac, des secteurs artistiques nouveaux et à attirer des talents de renom, illustre la difficulté des relations entre les « directeurs » de l'administration et les adjoints au maire.

Quant à M. Ulrich, on considère qu'il devra démontrer que ses qualités d'ancien diplomate et d'ancien président d'Antenne 2 le prédisposent aussi à animer la « communication » d'un homme aussi polyvalent que le député de la Corée dans une période qui s'annonce hautement politique et particulièrement agitée.

ANDRÉ PASSERON.

### La « chance »

Quatre cent cinquante jours, et nous restons quatre cent cinquante jours pour préparer la chance, a écrit M. Giscard d'Estaing. « C'est court », insiste-t-il, semblant estimer que ce compte à rebours doit stimuler une opposition qui tarde à préparer soigneusement « la chance du libéralisme ». Lui ne veut pas attendre et prendre le risque, au lendemain d'une victoire de l'opposition, de connaître cette situation « humiliante » de l'impréparation...

Pour cette raison, il prévoit un calendrier de mesures qu'il faudrait prendre dès le lendemain de l'alternance. Et comme il croit que l'union de l'opposition est la condition de cette « chance », il associe à son calendrier de réflexion le Club 89, émanation du RPR. Il présidera avec M. Jacques Chirac une première réunion de travail jeudi 20 décembre, à Paris. Mais, dès lundi, dans le Nord, M. Giscard d'Estaing a exposé son projet d'opération contre l'assèchement d'un premier programme de gouvernement.

Dépassant la querelle de la cohabitation, il semble ne penser qu'au défi qui attend une opposition victorieuse en 1988. M. Giscard d'Estaing propose ainsi de contredire de ceux qui s'inquiètent de la situation politique qui prévaudrait en cas de victoire de l'opposition, entre 1986 et 1988. Tout en reconnaissant que le futur gouvernement, étant donné les « contraintes économiques et sociales » qui pèseront sur lui, aura sa marge de manœuvre réduite, il tente de réveiller les énergies de l'opposition, en lui montrant ce que doivent être ses tâches essentielles : « faire avancer la solution des problèmes ». Dans cet esprit, il plaide pour un plus grand « professionnalisme », qu'il se reconnaît à lui-même sans difficulté.

Ainsi, tandis que M. Barre, notamment parce qu'il se retrouve plus directement au cœur des affrontements entre ses partisans et les autres, semble « noyés, volés », particulièrement par l'agitation du « microcosme », M. Giscard d'Estaing fait mine de s'en détacher. Il s'appuie d'un côté sur les clubs de réflexion, plus disponibles pour le travail de préparation de l'alternance qu'il veut entreprendre, il plaide pour une union de l'opposition et multiplie les contacts avec M. Chirac, et continue dans le même temps de se poser en interlocuteur privilégié du plus grand personnage de l'Etat, dont il entend, dit-il, contrôler la véracité des propos.

C. F.-M.

## CHRISTMAS - C.G.T.

Depuis huit mois, les MINEURS BRITANNIQUES SONT EN GRÈVE, pour la sauvegarde de leur emploi. Le 13 octobre dernier, la C.G.T. s'est rendu à Douvres - avec son secrétaire général Henri Krasucki - pour leur remettre 400 tonnes de vivres et 70 millions de centimes collectés dans les entreprises et les localités.

AUJOURD'HUI, LA C.G.T. S'ADRESSE A VOUS AFIN QUE LEURS ENFANTS PUISSENT AVOIR UN NOËL

### J'OFFRE

(une peluche - un jeu éducatif)

(un ballon ou une boîte de peinture ou un jeu de plein air)

(une montre ou un stylo ou un jeu électronique)

JE JOINS un chèque de .....

Les chèques sont à libeller à l'ordre de :

« C.G.T./SOLIDARITÉ MINEURS BRITANNIQUES »

Ils devront être adressés avant le 22 DÉCEMBRE 1984 à

COMITÉ INTERSYNDICAL DU LIVRE PARISIEN C.G.T.  
94, Bd Auguste-Blanqui, 75013 PARIS. Tél. 331-53-51

### HAPPY CHRISTMAS

de la part de

M. ....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Consensus relatif pour l'indemnisation des victimes d'accidents de la route

Une nouvelle étape en faveur de l'indemnisation des victimes des accidents de la circulation vient d'être franchie. L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, le lundi 17 décembre, par 362 voix pour (socialistes, communistes, 36 UDF et 1 RPR), et 5 contre - celles de cinq députés du RPR, et non des moindres, MM. Jacques Chirac (Corrèze), Jacques Toubon (Paris), Gabriel Servet (Paris), Claude Labbé (Haute-Saône) et Marc Lauriol (Yvelines) - le projet de loi présenté par M. Robert Badinter, ministre de la justice (Le Monde des 18 et 19 octobre).

(83 députés sur 89) n'a pas pris part au vote. M. Jean Foyer (Maine-et-Loire) a fait cavalier seul et a soutenu le texte du garde des sceaux. Il est vrai qu'en 1964, alors qu'il était lui-même ministre de la justice, M. Foyer avait instauré une commission chargée d'étudier une réforme du droit des accidents de la route. Cette étude, qui devait aboutir au projet du professeur André Tunc, proposait que le droit soit dans le domaine fondé sur la notion de risque et non sur celle de faute. « Ayant pris une position sur ce problème quand j'étais au gouvernement, je n'en ai pas changé en passant dans l'opposition », a souligné M. Foyer, après avoir indiqué qu'il s'exprimait en son « nom personnel ».

Quant au groupe UDF, s'il a majoritairement approuvé le projet de loi, 27 de ses députés (sur 63) n'ont pas pris part au vote, parmi lesquels MM. Charles Millon (Ain), Bernard Stasi (Marne), Madelin (Ile-et-Vilaine), Pascal Clément (Loire) ou encore M<sup>me</sup> Florence d'Harcourt (Hauts-de-Seine). En revanche, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre ont joint leurs voix à celles des socialistes et des communistes.

L'insécurité ne se limite pas à la délinquance, ont souligné les députés socialistes et M. Badinter. « Il apparaît que, plus que les menaces que font peser sur nous la violence criminelle et la délinquance, c'est la circulation automobile qui constitue aujourd'hui la zone d'insécurité la plus forte pour nos concitoyens », a expliqué le garde des sceaux. Avant lui, M<sup>me</sup> Françoise Gaspar (PS, Eure-et-Loir), rapporteur de la commis-

sion des lois, a souligné le drame humain que représentent les accidents de la circulation : « Les chiffres sont terribles et rendent douloureux les débats sur ce qu'on appelle l'insécurité, c'est-à-dire un sentiment diffus et une multitude de faits de petite et moyenne délinquance. L'insécurité routière, elle, a tué en vingt ans 282 208 personnes. Elle en a blessé près de sept millions. »

Avant le vote final, on aurait pu penser qu'un consensus existait au sein de l'Assemblée autour du principe de l'indemnisation des victimes de dommages corporels au cours d'un accident, l'opposition étant uniquement représentée par MM. Foyer et Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin), président de l'inter-groupe de l'Assemblée nationale sur la sécurité routière, lui aussi favorable aux principes nouveaux définis par M. Badinter.

Ces principes tendent à ce que les victimes (piétons et cyclistes, mais aussi passagers et invalides à 80 %, enfants de moins de seize ans et personnes âgées de plus de soixante-dix ans) ne puissent se voir opposer la force majeure, le fait d'un tiers ou leur propre faute, à condition que celle-ci ne soit pas une faute « inexcusable », pour ne pas être indemnisées. L'objectif du ministre de la justice vise en même temps à aligner notre législation sur celle de nos voisins européens et à réduire un contentieux trop important et souvent trop long qui retarde la réparation des dommages corporels quand il ne l'empêche pas. « Humanité, modernité, vous retrouverez dans ce texte l'inspiration constante qui, avec la volonté de renforcer nos libertés, conduit depuis trois ans et demi notre action à la chancellerie », a expliqué M. Badinter.

R. Sa.

« Sénat : hospitalisation des personnes incarcérées. - Sur proposition de M. Robert Badinter, le Sénat a approuvé à l'unanimité un nouvel article prévoyant que des établissements d'hospitalisation publics pourront être « spécifiquement destinés à l'accueil des personnes incarcérées ». Le garde des sceaux, ministre de la justice, a précisé que cette disposition vise l'hôpital central des prisons de Fresnes.



1501

## dans la famille chiraquienne

Le président de la République, François Mitterrand, a reçu à l'Élysée, mardi 18 décembre, le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Chevènement, et le ministre de l'Industrie, Jacques Foccart. Ces deux ministres ont présenté au chef de l'État le rapport de la Commission de l'énergie, qui a été créée par le décret du 15 novembre 1984. Ce rapport, qui est le fruit de six mois de travail, a été remis au président de la République par le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Chevènement, et le ministre de l'Industrie, Jacques Foccart. Le rapport de la Commission de l'énergie, qui a été créé par le décret du 15 novembre 1984, a été remis au président de la République par le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Chevènement, et le ministre de l'Industrie, Jacques Foccart. Le rapport de la Commission de l'énergie, qui a été créé par le décret du 15 novembre 1984, a été remis au président de la République par le ministre de l'Énergie, Jean-Pierre Chevènement, et le ministre de l'Industrie, Jacques Foccart.

## à l'Assemblée nationale

### meilleur relatif pour l'indemnisation

### des victimes d'accidents de la route

Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Leleu, a annoncé, mardi 18 décembre, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement a décidé de modifier le régime de l'indemnisation des victimes d'accidents de la route. Cette mesure, qui est la première d'une série de réformes, vise à améliorer le montant des indemnités versées aux victimes et à leur famille. Le ministre de l'Intérieur, Jean-François Leleu, a annoncé, mardi 18 décembre, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement a décidé de modifier le régime de l'indemnisation des victimes d'accidents de la route. Cette mesure, qui est la première d'une série de réformes, vise à améliorer le montant des indemnités versées aux victimes et à leur famille.

# C'est indiscutable - aujourd'hui, Sacilor va mieux.

1984 a été pour Sacilor l'année du grand tournant. A la crise des années précédentes a fait suite le Plan Acier. Ce plan a joué le rôle d'un électrochoc : il fallait réagir.

La réaction de Sacilor s'est fondée sur la réalité de l'entreprise (sa situation économique autant que ses principes) et sur la mise au point d'une politique volontariste.

La réalité de Sacilor, c'est celle d'une entreprise qui a une longue histoire, qui emploie plus de 75.000 personnes et qui est enracinée dans plusieurs régions de France.

Les principes de Sacilor consistent dans l'obligation qu'elle se donne d'atteindre un nouvel équilibre économique, tout en sauvegardant l'équilibre humain.

La politique de Sacilor, elle, répond à un seul mot d'ordre : celui de gagner.

fait déjà le deuxième groupe mondial dans le secteur de l'inox.

Chacun de ces secteurs bénéficie d'une grande liberté d'initiative. Leurs dirigeants s'engagent tous sur un objectif clair et net : rétablir l'équilibre économique et générer des profits.

### L'équilibre social

Le plan industriel de Sacilor conduit à la suppression de 20.000 emplois d'ici trois ans. Il faut donc innover dans l'intérêt des hommes et revitaliser les régions - tradition de l'industrie oblige.

Il faut former ces hommes à de nouveaux savoir-faire, changer les mentalités pour enrichir des entreprises plus petites et très performantes. Tels sont les principaux axes de cette politique sociale.

Concrètement, tout salarié de Sacilor peut avoir l'opportunité de changer de fonction au sein du groupe (création de cellules mobilité/conversion). A tout salarié quittant Sacilor, sont donnés les moyens, soit de créer sa propre entreprise, soit de trouver un nouvel emploi dans une autre entreprise (création de groupes "Projets", chargés de la promotion et du suivi de tout projet créateur d'emplois).

Dans chaque site industriel, Sacilor maintient une embauche limitée mais permanente de jeunes spécialistes - techniciens, ingénieurs, cadres - qui assurent l'avenir.

Au niveau des régions, la revitalisation a été confiée à des sociétés de développement du groupe qui assisteront les créateurs d'entreprise. Elles ont pour mission de soutenir tout projet de développement d'entreprise dans leur région, en apportant une aide technique, juridique, financière et commerciale.

Le groupe Sacilor veut ainsi garantir l'avenir des industries de l'acier, promouvoir celui des hommes qui y travaillent et créer un nouveau tissu industriel.

Les résultats de cette politique se font déjà sentir.

En 1984, 1 milliard de pertes en moins, donc 1 milliard de gagné.

Aujourd'hui, on peut affirmer que Sacilor va mieux. Et cette affirmation a le mérite d'être indiscutable.

### L'équilibre économique

La politique économique de Sacilor est basée sur un Esprit d'Industrie.

Esprit qui combine la volonté de performance de toute entreprise et la tradition de solidarité propre à la grande industrie.

La volonté de performance s'applique à tous les secteurs d'activité. Elle passe par une nécessaire restructuration, indispensable à la compétitivité.

- Pour les produits longs, une nouvelle société, Unimetal, a été créée avec Usinor. Elle regroupe la quasi-totalité de la production sidérurgique française dans cette branche. Elle devrait trouver son équilibre d'ici 1987.

- Pour les produits plats, l'équilibre économique est pour ainsi dire retrouvé. Sollac fait actuellement l'objet d'un énorme effort de modernisation. Effort qui lui permet d'être en passe de devenir le lamineur de produits plats le plus moderne et le plus performant d'Europe.

- Pour les aciers spéciaux de construction, une société nouvelle a été constituée, Ascometal, toujours avec Usinor. Elle est en train de devenir le deuxième producteur européen d'aciers spéciaux.

- Pour les autres activités du groupe (Inox, Alliages, Activités de Transformation), un retour rapide à l'équilibre économique est prévu : le rapprochement d'Ugine-Gueugnon et d'Ugine-Aciers en

 GROUPE SACILOR



Le Monde

# société

## L'EXTENSION DE L'ÉPIDÉMIE DE SIDA

### Nouveaux groupes « à risque »

L'épidémie de SIDA (syndrome d'immuno-déficience acquise) aura bientôt atteint près de huit mille personnes à travers le monde. Aucune méthode thérapeutique efficace n'a encore été découverte bien que plusieurs firmes travaillent à la mise au point de méthodes permettant le diagnostic de cette maladie à partir de prélèvements sanguins. L'extension de l'épidémie de cette maladie infectieuse d'origine virale fait craindre que de nouveaux groupes, parmi lesquels les malades sous « rein artificiel », ne puissent être considérés comme étant « à risque ».

Plus de sept mille cas de SIDA ont déjà été diagnostiqués aux États-Unis. En Europe, cette maladie avait, au 15 octobre, touché 559 personnes dans quinze pays. La France arrive en tête avec 221 cas, devant l'Allemagne de l'Ouest (110 cas), le Royaume-Uni (88 cas), et la Suisse (33 cas). L'incidence de la maladie donne un classement différent, plaçant le Danemark (31 cas), en tête avec 6 cas par million d'habitants. Aux États-Unis, c'est le nord-est du pays qui est le plus touché, devant la Californie et la Floride.

En Europe, comme aux États-Unis, le profil déjà bien connu des groupes à risque reste le même. C'est ainsi qu'on trouve toujours parmi les victimes une forte proportion de sujets homosexuels masculins. En plus de la voie vénérienne, la contamination du SIDA peut se faire par voie intraveineuse ou par voie sanguine. C'est ainsi qu'on trouve parmi les malades un nombre important de toxicomanes, de polytransfusés, et de sujets atteints d'hémophilie, maladie due à un défaut héréditaire

#### Les malades hémodialysés

La découverte d'une étroite association entre le SIDA et un type particulier de virus (1) permet aujourd'hui de disposer de méthodes diagnostiques. Celles-ci donnent la possibilité, à partir de prélèvements sanguins, d'identifier la présence de marqueurs immunologiques (anticorps) témoignant de l'existence d'une contamination. L'utilisation de ces méthodes sur une large échelle a mis en évidence l'existence de « porteurs sains » sujets sérologiquement positifs, mais ne montrant aucun des signes cliniques de la maladie.

En France, depuis un an et demi, une large enquête multicentrique a été menée sur une population de malades hémophiles afin d'établir la fréquence chez ces derniers des anticorps

associés au SIDA. Les résultats de cette enquête devraient être prochainement publiés. Un fait important doit, néanmoins, être déjà souligné. On a, en effet, découvert qu'un malade hémophile par ailleurs hémodialysé (sous rein artificiel) possédait dans son sang des anticorps anti-LAV.

Une enquête a alors été menée auprès de malades hémodialysés. Les premiers résultats ont fait craindre la possibilité d'un début d'épidémie chez ces derniers, de nouvelles investigations ont été effectuées. Fait curieux, les résultats sont très différents selon les techniques mises en œuvre. En d'autres termes, la population des malades sous rein artificiel apparaît comme « immunologiquement » particulière, et les résultats obtenus posent de difficiles problèmes d'interprétation. Il convient, néanmoins, de souligner qu'aucun cas de SIDA n'a été diagnostiqué cliniquement chez ces malades (aucun cas n'a jamais non plus été mis en évidence aux États-Unis).

Il faut aussi savoir que les malades sous rein artificiel peuvent aussi être des malades polytransfusés. Il n'en reste pas moins que cette situation pose un difficile problème aux autorités sanitaires. Des précautions particulières doivent-elles être prises dans les centres d'hémodialyse ? Si oui, lesquelles ?

JEAN-YVES NAU.

(1) Ce virus est baptisé selon les cas LAV ou HTLV-III, les équipes françaises et américaines qui l'ont identifié n'étant pas parvenues, pour des raisons plus politiques que scientifiques, à trouver un terrain d'entente.

## CORRUPTION DANS LE VAR

### Une quinzaine d'inculpations pour un seul témoin à charge

De notre correspondant régional

Le chiffre d'affaires annuel de ce service de l'Etat, soit environ 200 millions de francs, est une manne pour l'industrie locale du bâtiment et des travaux publics. La société Socoto-Juvet (150 salariés) en a largement bénéficié jusqu'en 1981.

Etait-ce en échange d'avantages accordés aux deux hauts fonctionnaires inculpés ? L'accusation concernant M. Suder se fonde sur des travaux que l'entreprise aurait effectués gracieusement dans la propriété que l'ancien directeur des travaux maritimes possède à Cabesson, à l'est de Toulon. M. Suder s'était rendu acquiescent d'un terrain sur cette commune en 1965, puis il s'était fait construire une villa deux ans plus tard par un entrepreneur du Lavandou. Des réparations et des travaux d'entretien étant nécessaires, ils avaient été réalisés ultérieurement par des employés de la Socoto-Juvet. Le montant de ces travaux aurait été relativement faible. M. Suder conteste toutefois formellement leur caractère de faveur.

#### Avantages présumés et contrepartie

M. Tronchet est également soupçonné d'avoir bénéficié des largesses de M. Juvet en 1979 lors de la construction d'une villa au nom de sa belle-famille, au May, dans le centre du département. La société avait réalisé les travaux du gros œuvre pour une somme de 250 000 francs après avoir été mise

en concurrence avec deux autres entreprises locales. Le magistrat instructeur, M. Michel Cabaret, considère que le prix payé ne correspond pas aux prestations fournies.

Ces avantages présumés auraient en leur contrepartie dans l'octroi du marché à la société Varsoise grâce à des irrégularités commises dans la procédure d'appel d'offres. Selon les déclarations faites par un témoin, allié de l'un des entrepreneurs inculpés, « cette procédure aurait été faussée par la substitution de documents après la remise officielle des plis contenant les soumissions. La société, ayant ainsi connaissance des offres de la concurrence, aurait pu en présenter de meilleures pour être désignée à comp. s. r. Les deux anciens responsables de la direction des travaux maritimes objectent qu'une telle manipulation était impossible, sauf à supposer de nombreuses complicités.

M. Tronchet a, d'autre part, été interrogé sur des indemnités qu'il aurait fait obtenir à Socoto-Juvet à l'occasion d'un marché de travaux relatifs au mémorandum de l'île Pomègues, dans l'archipel de Frioul, en rade de Marseille.

Les deux anciens responsables de la direction des travaux maritimes de Toulon se sont-ils réellement laissés séduire ? Les présumptions dont ils font l'objet semblent surtout ressortir, en l'occurrence, du « climat » dans lequel baigne toute l'affaire.

Mais, selon leurs avocats, aucune preuve ne viendrait les étayer en dehors des déclarations — dictées, à leur avis, par un ressentiment personnel à l'égard de M. Juvet — d'un seul témoin à charge.

GUY PORTE.

## Les petits patrouilleurs de Schiltigheim

De notre correspondant

Strasbourg. — « Quand les voitures arrivent juste à la crématorium, il faut les arrêter. Si elles roulent trop vite, on les passe par-dessus. » Le petit contractuel, vêtu d'un gilet fluorescent orange, a douze ans. Avec une trentaine d'autres élèves de l'école Evon de Schiltigheim (Bas-Rhin), il assure la protection des enfants à l'une des sorties de son établissement. L'idée de ces « patrouilleurs scolaires », à l'exemple des États-Unis ou de l'Allemagne fédérale, avait été lancée au conseil municipal des enfants. Chaque année, il réunit autour du maire, M. Alfred Müller (PS), les délégués des enfants de la commune. Il n'y a pas assez d'agents pour assurer la sécurité des sorties d'école, avait remarqué les enfants eux-mêmes ; pourquoi ne pas s'y mettre aussi ?

Des moniteurs de la Prévention routière leur ont appris à lever une « palette » bleue et rouge, version moderne du bâton blanc du gardien de la paix. Et, chaque mercredi après-midi depuis plusieurs mois, le petit groupe s'est entraîné.

Ce renfort a permis de déplacer une contractuelle vers un autre groupe scolaire dont le sort présente plus de risques. Enseignants et parents ont adhéré facilement à la proposition, d'autant plus que l'établissement était déjà sensibilisé à la prévention routière, mais selon des formes plus classiques.

Y aura-t-il des problèmes d'autorité ? La municipalité a encouragé les automobilistes à rouler raisonnablement et à respecter les ordres des « patrouilleurs ». Leurs vêtements réfléchissants et leurs palettes devraient renforcer leur statut. Sinon, « il faudra qu'on nous donne des cornes de contrevallation », ont-ils expliqué au maire de Schiltigheim.

J. F.

## Bac = « Maturité »

La France et l'Italie viennent de signer un accord instituant une pleine équivalence entre le baccalauréat et la maturità (examen sanctionnant la fin des études secondaires). En vertu de la convention culturelle de 1949, cette équivalence n'était reconnue auparavant qu'aux élèves ayant fait toute leur scolarité soit au lycée Chateaubriand à

Rome, soit au lycée Léonard-de-Vinci à Paris. Désormais, même des élèves qui viennent d'autres établissements et passent leurs examens dans l'un de ces deux lycées pourront obtenir un diplôme leur ouvrant les portes des universités ou leur permettant de se présenter aux concours dans les deux pays. (Corresp.)

## ENVIRONNEMENT

### AU PREMIER SOMMET ECOLOGISTE DES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS

#### La chaise vide de M<sup>me</sup> Bouchardeau

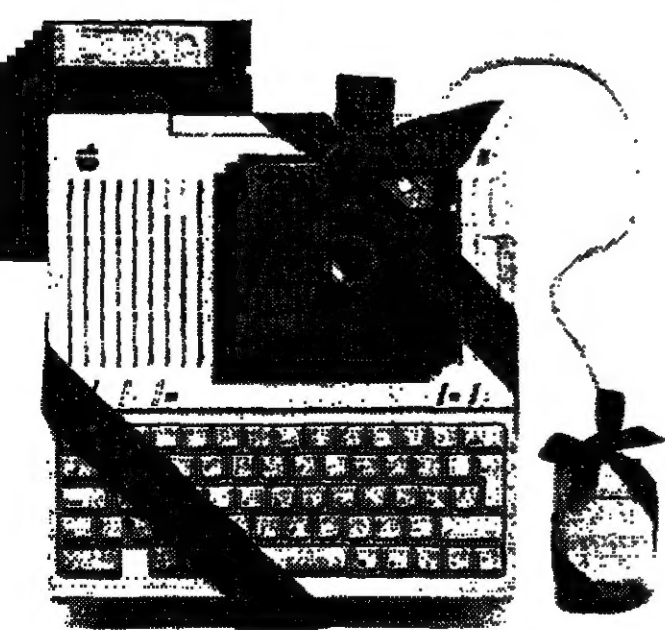
Pluies acides, pollution par les pesticides, contrôle des produits chimiques, transport des déchets dangereux, menaces contre les milieux vivants, tels sont les sujets à l'ordre du jour de la conférence des ministres de l'environnement des grands pays industrialisés. Les représentants de la Grande-Bretagne, des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne de l'Ouest, de l'Italie et du Canada sont réunis à Londres depuis lundi 17 décembre, pour examiner ces problèmes, dont certains sont d'une brûlante actualité.

L'Alliance verte qui groupe les organisations écologistes de dix-neuf pays a remis un mémorandum aux ministres de l'environnement désignant toutes les régions du globe où une action urgente est indispensable. Un seul ministre n'assiste pas à ce premier sommet écologiste des grands pays industrialisés : M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, ministre française de l'environnement. La France boycotte la réunion pour plusieurs

raisons. Les sommets des « sept » ne réunissent que des chefs d'Etat ou de gouvernement, dit-on à Paris, mais de simples ministres. La France ne veut pas créer de précédent en ce domaine. D'autre part, l'ordre du jour de ce « mini-sommet » informel est jugé comme « trop vague ». Un exemple : celui des pluies acides. On va en parler longuement, mais deux pays sur sept — la Grande-Bretagne et les États-Unis — ont refusé de suivre les cinq autres, qui se sont engagés à réduire de 30 % leurs émissions de gaz sulfureux d'ici à 1993. Or la Grande-Bretagne, précisément, est un grand producteur de gaz sulfureux, eux-mêmes générateurs de pluies acides. « Au lieu d'en parler, les gouvernements feraient mieux de prendre des mesures », font remarquer les écologistes. Un ministre français de l'environnement, on annonce justement que le conseil des ministres de mercredi 19 décembre devrait adopter des mesures prioritaires d'importance « concernant les pluies acides.

EDEN 30, avenue George V - 75008 Paris Tél : 723.50.10.

Cette année, le Père Noël n'est pas une ordure.



Un Apple® IIc, une souris et 3 logiciels pour 12 985 F (prix conseillé), ou 600 F par mois\*

Jusqu'à épuisement du stock. \*Après un versement comptant de 250 F (crédit à consommation) ou de 600 F au T.E.G. de 24,70 % après acceptation du dossier par CREDITLYON. Remise en vigueur octobre 84 - Minimum 12 mois. Souscription et sur les mensualités sont calculées en tenant compte d'un financement initial de 30 jours sans la première échéance. Crédit : 12 672 F, 36 mensualités de 600 F. Coût total du crédit : 1 281 F. Coût total de l'achat : 16 800 F.



## CONTRE LA DÉLIVOLIA

Les décrets du Conseil national de police seront publiés en 1985

Le Conseil national de police, créé par la loi du 10 juillet 1983, a pour mission de proposer au ministre de l'Intérieur des mesures de police administrative. Ses décrets, qui ont été publiés en 1984, concernent notamment la police des étrangers, la police des lieux publics, la police des manifestations, la police des véhicules, la police des armes, la police des chiens, la police des animaux, la police des jeux, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports, la police des notes, la police des lettres, la police des télégrammes, la police des téléphones, la police des télévisions, la police des radios, la police des journaux, la police des revues, la police des magazines, la police des livres, la police des films, la police des spectacles, la police des concerts, la police des fêtes, la police des cérémonies, la police des funérailles, la police des mariages, la police des divorces, la police des successions, la police des testaments, la police des contrats, la police des obligations, la police des droits, la police des libertés, la police des responsabilités, la police des sanctions, la police des récompenses, la police des distinctions, la police des titres, la police des diplômes, la police des brevets, la police des licences, la police des permis, la police des autorisations, la police des certificats, la police des attestations, la police des constatations, la police des procès-verbaux, la police des rapports,



150

## ION DANS LE VAP Une d'inculpations il témoin à charge

Les crédits du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD) seront doublés en 1985, passant de 25 à 50 millions de francs. C'est ce que devait annoncer M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du CNPD, député (PS) de Seine-Saint-Denis et maire d'Episy-sur-Seine, ce mardi 18 décembre, aux élus de toutes les familles politiques qui composent le CNPD, créé en juillet 1983. Faisant part de cette décision à M. Bonnemaison, lors d'une entrevue, le 14 décembre, M. Laurent Fabius, premier ministre et président à ce titre du CNPD, avait insisté sur la priorité accordée par le gouvernement à la lutte contre l'insécurité.

Lors de son assemblée plénière de ce mardi, le CNPD devait proposer la mise en œuvre de « contrats action prévention » (CAP), conclus entre les municipalités, les départements et le Conseil national, afin de promouvoir une « déconcentration » des moyens financiers accordés à la prévention. Le CNPD, qui a d'ores et déjà favorisé la création de quelque trois cents conseils communaux de prévention de la délinquance, a reçu, lundi 17 décembre, l'hommage de M. Pierre Joxe.

Le ministre de l'Intérieur s'est rendu à Episy-sur-Seine, ville pilote en matière de sécurité dont le commissariat fut l'un des premiers de France à s'informatiser. Il a invité à cette occasion les policiers à « adapter » à de « nouvelles méthodes de travail (...) qui peuvent avoir des résultats rapides ».

## Les petits patrouilleurs de Schiltigheim

Les petits patrouilleurs de Schiltigheim, qui ont été mis en service le 15 décembre, ont été présentés par le maire, M. Jean-Pierre Bouchard, à la presse. Ces véhicules, qui ont été fabriqués par la firme Renault, sont destinés à la surveillance des zones sensibles de la ville. Ils sont équipés d'un système de communication et de surveillance qui permet au maire de suivre en temps réel les déplacements des patrouilleurs. Le maire a souligné l'importance de ces véhicules pour la sécurité de la ville et a remercié la firme Renault pour sa contribution à la sécurité de Schiltigheim.

## Bac « Maturité »

Le bac « Maturité » a été organisé par le ministère de l'Éducation nationale. Les candidats ont été reçus par les membres du jury, qui ont évalué leurs performances. Les résultats ont été annoncés le 18 décembre. Les candidats ont été félicités pour leur travail et leur engagement.

## ENVIRONNEMENT

Le ministre de l'Environnement a annoncé que le gouvernement va prendre des mesures pour protéger l'environnement. Ces mesures incluent la création de nouvelles zones protégées et la mise en œuvre de programmes de réhabilitation des zones dégradées.

## La chaise vide de M. Bouchard

La chaise vide de M. Bouchard a été laissée à l'entrée de son domicile. Les voisins ont remarqué la chaise vide et ont appelé la police. La police a trouvé la chaise vide et a commencé une enquête. Les voisins ont déclaré qu'ils n'ont rien vu d'anormal.

## LA LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE

### Les crédits du Conseil national de prévention seront doublés en 1985

Les crédits du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD) seront doublés en 1985, passant de 25 à 50 millions de francs. C'est ce que devait annoncer M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du CNPD, député (PS) de Seine-Saint-Denis et maire d'Episy-sur-Seine, ce mardi 18 décembre, aux élus de toutes les familles politiques qui composent le CNPD, créé en juillet 1983. Faisant part de cette décision à M. Bonnemaison, lors d'une entrevue, le 14 décembre, M. Laurent Fabius, premier ministre et président à ce titre du CNPD, avait insisté sur la priorité accordée par le gouvernement à la lutte contre l'insécurité.

Lors de son assemblée plénière de ce mardi, le CNPD devait proposer la mise en œuvre de « contrats action prévention » (CAP), conclus entre les municipalités, les départements et le Conseil national, afin de promouvoir une « déconcentration » des moyens financiers accordés à la prévention. Le CNPD, qui a d'ores et déjà favorisé la création de quelque trois cents conseils communaux de prévention de la délinquance, a reçu, lundi 17 décembre, l'hommage de M. Pierre Joxe.

Le ministre de l'Intérieur s'est rendu à Episy-sur-Seine, ville pilote en matière de sécurité dont le commissariat fut l'un des premiers de France à s'informatiser. Il a invité à cette occasion les policiers à « adapter » à de « nouvelles méthodes de travail (...) qui peuvent avoir des résultats rapides ».

## EN BREF

### Des jésuites apportant leur soutien au Père Cardenal

Dans une lettre adressée au Père Fernando Cardenal, récemment exclu de la Compagnie de Jésus (le Monde du 12 décembre), et rendus publics le 13 décembre, un groupe de jésuites français écrivent : « Tu es exclu de notre ordre. En raison de tes fonctions, l'exclusion a été publique ; nous tenons à te dire publiquement notre sympathie et notre estime. Tu restes pour nous un frère. La loi d'amour et de charité que l'Esprit a coutume d'inscrire dans les cœurs et dont parlent les constitutions des jésuites est au-delà de la loi des hommes. » La lettre est signée : Joseph Bonduard, Noël Barré, Jean-Jacques Guillemot, Edgar Haulot, André Legoux, Edmond Vandermersch, Pierre-Jean Labarrière.

### Selon le cardinal Lustiger, Mgr Lefebvre « abuse les fidèles »

Invité de l'émission « Face au public » de France Inter, le 17 décembre, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a répondu à plusieurs questions touchant l'actualité religieuse et politique. Interrogé sur le rétablissement de la messe en latin selon l'ancien rite, il a qualifié d'« un geste de paix », mais il a tenu un langage très ferme sur les intégristes et leur chef de file, Mgr Marcel Lefebvre : « Je suis très navré par cette affaire, a dit le cardinal, de voir un évêque catholique finalement s'obstiner dans une contestation de la communion au pape. J'en suis désolé pour lui et pour les fidèles qui le suivent (...) Il est au pied du mur et il s'agit de savoir si ce qui l'anime c'est vraiment la capacité d'écouter, ce pourquoi il a été ordonné. C'est un évêque catholique et les critiques qu'il fait à l'Église, il peut se les appliquer à lui-même. Donc maintenant, il ne faut quand même pas abuser les fidèles ni les gens. C'est une question de vérité, de loyauté, d'honnêteté. Qu'il reconnaisse que l'Église catholique c'est l'Église catholique. Et que ce n'est pas lui. »

### Mgr Ngo Dinh Thuc, ancien archevêque de Hué, est mort

Mgr Pierre Martin Ngo Dinh Thuc, ancien archevêque de Hué (Vietnam), est mort à New-York, le 13 décembre, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Frère de l'ancien président Diem, Mgr Ngo Dinh Thuc avait été excommunié deux fois pour avoir consacré des évêques sans l'accord du Saint-Siège.

Il avait été excommunié une première fois après avoir, en 1976, ordonné illégalement des évêques et des prêtres traditionnalistes, dont Clemente Dominguez Gomez, un Espagnol qui s'est proclamé « pape » en 1976, prenant le nom de Grégoire XVII et créant un « Vatican » près de Barcelone. S'étant repenti, l'archevêque avait été une première fois absous par Paul VI. Suite à de nouvelles ordinations illicites en 1981, il avait été à nouveau excommunié.

Avant de mourir aux États-Unis, Mgr Ngo Dinh Thuc a fait parvenir, en juillet dernier, une lettre de repentir à Jean-Paul II. Il y demandait pardon et invitait notamment tous les prêtres qu'il avait ordonnés à « quitter leur état actuel et à se réconcilier avec l'Église et le Saint-Père, le pape Jean-Paul II ».

### Un vrai hôpital pour les détenus

L'hôpital des prisons de Fresnes sera bientôt un vrai hôpital. Il en a le titre, mais la qualité des soins laisse encore à désirer. M. Robert Badinter, garde des sceaux, qui a entrepris d'améliorer la médecine pénitentiaire, veut le hisser au niveau des autres établissements de soins. Un pas important sera franchi lorsque le Parlement, qui en discute actuellement, aura ajouté à la loi de 1970 sur la réforme hospitalière, deux articles signifiant les hôpitaux pénitentiaires et le statut de leur personnel sur les autres établissements du secteur public.

Commentant cette réforme, lundi 17 décembre, au cours d'une conférence de presse à Paris, M. Jean Favard, conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, a insisté sur le fait que la qualité des soins prodigués aux détenus sera améliorée. Il a souligné que l'administration pénitentiaire ferait, du même coup, des économies puisque davantage de détenus pourraient être soignés sur place, au lieu d'être dirigés, sous escorte, vers d'autres hôpitaux. Le ministre espère que le second hôpital pour détenus, celui des Baumettes à Marseille, pourra lui aussi acquiescer le statut d'établissement public, mais il faudrait le moderniser et cela n'est pas envisageable pour l'instant, a déclaré M. Favard.

### Toumi Djaidja demande sa grâce à M. Mitterrand

Toumi Djaidja, vingt et un ans, l'organisateur de la « marche des Bours » en 1983, actuellement emprisonné à Lyon, après avoir été condamné en appel, le 30 novembre dernier, à une peine de deux ans de prison, dont un mois avec sursis, pour « vol avec violence », vient d'adresser une lettre au président de la République pour solliciter sa grâce. « J'ai confiance en la justice de mon pays, et vous êtes l'ultime recours pour qu'elle puisse être effectivement rendue », écrit notamment Toumi Djaidja.

Avant lui, un prêtre et un pasteur avaient adressé à M. Mitterrand une demande en grâce en faveur du jeune homme (le Monde du 7 décembre).

### PARENT D'ÉLÈVE CONDAMNÉ

Le tribunal correctionnel de Nancy a condamné lundi 17 décembre à huit jours de prison avec sursis et 1 000 francs d'amende un parent d'élève poursuivi pour « outrage à un citoyen chargé d'un ministère de service public ». Le 13 juin 1984, ce père de famille avait craché au visage de l'enseignant d'une école de Matzville (Meurthe-et-Moselle) lui annonçant que son fils allait redoubler. Il avait ensuite insulté et menacé de mort l'institutrice.

Au cours de l'audience du 5 décembre, le procureur qualifie ce comportement d'« attitude inadmissible, troublant gravement le bon fonctionnement de l'éducation nationale ». Demandant la relaxe de son client, M. Michel, du barreau de Nancy, avait argué du fait que l'esprit de la loi n'était pas de protéger l'ensemble des fonctionnaires « chargés d'un ministère de service public », mais uniquement ceux qui « détiennent une parcelle de l'autorité de l'État » comme les préfets, les maires ou les gardiens de la paix. Le tribunal en a jugé autrement (Corresp.).

## A PROPOS D'UN SONDAGE SUR L'INSÉCURITÉ

### La Sofres prend la défense du « Figaro »

Dans les colonnes du Figaro du 18 décembre, MM. Pierre Weill, président de la Sofres, et Jérôme Jaffré, son directeur des études politiques, assurent que ce quotidien ne s'est aucunement rendu coupable de « désinformation » en omettant de publier deux des réponses à un sondage sur l'insécurité, dont les résultats avaient été commentés dans l'édition du 28 novembre.

Les lecteurs du Figaro avaient certes appris que 63 % des personnes interrogées se sentaient « moins » en sécurité qu'il y a quelques années et que 61 % d'entre elles pensaient que le rétablissement de la peine de mort serait une mesure « efficace » pour faire diminuer l'insécurité. En revanche, il leur avait été caché que 48 % des « sondés » estimaient qu'« il n'y aurait pas de différence » entre la gauche, le RPR et l'UDF pour lutter contre l'insécurité. De même ils n'avaient pu apprendre que, pour 61 % des Français, l'insécurité est « un malaise de notre civilisation » dont la « solution passe par une réforme de la société ».

« Désinformation », avait affirmé, le 5 décembre, à l'Assemblée nationale, M. Robert Badinter, garde des sceaux (le Monde du 7 décembre). Rien de tel, rétorquent MM. Weill et Jaffré selon qui « en aucune façon ni juridique ni déontologique, un journal n'est dans l'obligation de publier la totalité des résultats d'un sondage ».

« L'accusation de désinformation, ajoutent-ils, a été lancée bien à la légère (...). Le sondage mis en cause montrait avant toute chose que le sentiment d'insécurité est aujourd'hui largement partagé. Voilà qui mériterait réflexion sur les aspirations des Français et leurs angoisses, plutôt qu'un débat sur le sexe des anges ».

## FEU VERT POUR LE TGV DANS LE VOVRAY

(De notre correspondant.)

Tours. — Le projet de faire passer le TGV en tunnel sous le coteau de Vouvray (Indre-et-Loire) a reçu l'aval de la commission d'enquête supplémentaire qui avait été chargée de se prononcer par le ministère des transports, le 22 juin dernier, avant la déclaration d'utilité publique. Cette variante au tracé initial offre l'avantage pour la commission de diminuer la longueur du tunnel, ce qui entraîne une économie et évite de détruire totalement une exploitation viticole.

S'agissant des bruits pour les riverains, la commission propose que la SNCF soit dans l'obligation d'offrir un choix aux propriétaires intéressés, soit par un achat, soit par une indemnité compensatoire, dans le cas où les mesures de protection à la source seraient insuffisantes.

Quant aux vibrations à l'intérieur des caves taillées dans le roc, qui risquent d'empêcher une bonne conservation du vin ou le traitement du vouvray en vin champagnisé, la commission demande à la SNCF d'indemniser ce type de nuisances en prenant une série de mesures : consolidation du roc avant les travaux, aménagement spécial dans le tunnel, financement de dispositifs antivibratoires dans les caves.

## Mort de Frank H. Spedding

collaborateur d'Enrico Fermi

Frank H. Spedding, physicien américain d'origine canadienne, est mort, le 15 décembre, à Ames (Iowa), à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Il est connu pour avoir participé au fameux projet « Manhattan », qui devait plus tard conduire à la réalisation des premières bombes atomiques américaines.

[Né le 22 octobre 1902 à Hamilton (Canada), M. Spedding a fait ses études à l'université du Michigan, puis à celle de Berkeley en Californie. En 1942, il a été nommé directeur du « projet atomique » à l'université d'Iowa, et, dans ce cadre, il a participé à la mise au point des technologies nécessaires à la production à grande échelle de l'uranium 235. Il a travaillé également avec Enrico Fermi, qui a produit, en 1943, la première réaction atomique en chaîne.]

## Les fûts d'Union Carbide renvoyés aux États-Unis

Marseille. — Un conteneur renfermant soixante-huit fûts d'isocyanate de méthyle, destinés à l'usine La Litorale de Béziers (Hérault), filiale d'Union Carbide, est arrivé, mercredi 12 décembre, à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) à bord du porte-conteneurs American Alabama, a été embarqué à destination des États-Unis, mardi 18 décembre, sur le cargo danois Tani. Interdiction avait été faite au porte-conteneurs américain de décharger cette cargaison à la suite de l'émission soulevée par la catastrophe de Bhopal, en Inde.

Cette mesure avait entraîné une opération pour le moins inattendue : l'American Alabama devant repartir pour l'Extrême-Orient, le conteneur avait été débarqué, non pas sur la terre ferme, mais sur une barge ancrée... à quelques mètres du quai à Fos-sur-Mer. Il y est resté près d'une semaine. — (Corresp.)

### Pas de diminution en 1985 du nombre des essais nucléaires français

Les activités nucléaires françaises dans le Pacifique « seront maintenues l'année prochaine au même niveau qu'en 1984 », a annoncé, samedi 15 décembre, le commandement du Centre d'expérimentations nucléaires du Pacifique (CEP), dans un communiqué publié à Tahiti. Ce texte, qui présente un bilan des activités du Centre en 1984, indique que les tirs à Mururoa au cours de l'année avaient pour objet « le développement de la nouvelle tête nucléaire TN71, qui permettra à partir de 1987 d'accroître la portée du missile M4 des sous-marins à plus de 5 000 km ; la définition de la charge nucléaire du missile air-sol moyen portée des Mirage et des Super-Étendard, ainsi que les études des charges du système d'armes HADES ». Le missile HADES remplacera le missile tactique Pluton en 1992.

Le commandement du CEP n'a pas précisé le nombre de tirs effectués.

« Les progrès accomplis par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) dans les techniques de mesures ont permis une légère diminution des essais par rapport aux années précédentes, sans que les programmes soient affectés », selon le communiqué du CEP.

### On a compté huit tirs nucléaires en 1984, au lieu d'une douzaine habituellement

Ce qui a fait dire à certains parlementaires, rapporteurs des budgets militaires en commissions de la défense à l'Assemblée nationale et des affaires étrangères au Sénat, que la France avait réduit d'un tiers le nombre de ses expériences à Mururoa. A plusieurs reprises, des responsables du CEA avaient regretté, en privé, cette diminution qui ralentirait, selon eux, les recherches.

## CORRESPONDANCE

### CONTROLE DE L'OR ET ÉGALITÉ DES CITOYENS

Le directeur général des douanes et droits indirects, M. Bernard Gaudillière, nous a adressé la lettre suivante :

Vous avez, dans votre numéro du 20 novembre, rendu compte de l'arrêt de la cour d'appel de Chambéry qui a condamné MM. Louis et Ullyse Sadiet pour détention irrégulière de 220 kilos d'or.

Vous avez précisé que cette condamnation reposait sur une loi faisant obligation aux seuls propriétaires d'or situés dans un rayon de 60 kilomètres d'une frontière de justifier au service des douanes de l'origine de cette marchandise.

Au cas particulier, cette information est exacte, car les faits avaient été constatés en 1981.

Il serait toutefois regrettable que vos lecteurs puissent en tirer la conclusion que les citoyens sont traités différemment sur ce point selon qu'ils habitent ou non dans la zone frontalière.

Si tel était le cas au moment de la découverte de l'affaire Sadiet, il n'en est plus de même depuis la publication de l'arrêt du 11 décembre 1981 (JO des 11 et 12 janvier 1982), pris pour l'application de l'article 215 du code des douanes.

Ce texte a établi une égalité de traitement entre tous les citoyens. Ceux-ci doivent justifier, quel que soit l'endroit où ils résident sur le territoire, que l'or en lingot et en barre qu'ils détiennent a été acquis ou importé régulièrement. »

## VIENT DE PARAÎTRE

# Atlas de la découverte du monde.



1 volume relié  
192 pages dont 152 cartes couleurs  
180 F

par Gérard Chaliand et Jean Pierre Rageau

## l'Atlas stratégique

(180 000 ex. vendus)

auteurs de

l'Atlas stratégique

(180 000 ex. vendus)

Fayard



LE POINT SUR...

# La réorganisation de l'armée de terre

Pour la sixième fois en moins de quarante ans, l'armée de terre française subit un profond remaniement de ses structures, qui s'achèvera en 1985 avec la mise en place définitive de la Force d'intervention rapide (FAR), la nouveauté de cette réforme.

Comme en 1948, à la suite du deuxième conflit mondial ; en 1956, au lendemain de la guerre d'Indochine ; en 1962, après les opérations d'Algérie ; en 1966, avec la dissolution nucléaire, et, après 1978, avec la « réforme Lagarde », du nom de son ancien chef d'état-major, l'armée de terre subit actuellement une mise à jour assez radicale, conforme aux orientations de la programmation militaire 1984-1985 adoptée par le Parlement.

Dans la pratique, cela se traduit par une réorganisation, en 1984, de cent cinquante unités, et de soixante-dix autres en 1985, pour un coût de 112 milliards de francs environ. Avec ce qu'une telle réforme entraîne, sur le plan humain, de déplacements d'une garnison à l'autre, de suppressions de postes (d'ici à 1988, les effectifs de l'armée de terre auront diminué de 7 %) et

de dissolutions de régiments plus ou moins compensées par la création d'autres dans un cadre différent.

« L'armée de terre est agitée de mouvements browniens, estime certains officiers et sous-officiers, avec tout ce que cela implique d'incertitude, de déchirements, de changements d'habitudes, mais aussi d'ambitions pour un nouvel horizon. »

A terme, ainsi qu'elle est décrite ci-dessous, la réorganisation en cours prévoit : une grande unité nucléaire tactique (ou « pré-stratégique », comme préfère l'appeler le ministre de la défense, M. Charles Hernu), un corps de bataille blindé et mécanisé de dix divisions, une Force d'action rapide pour l'Europe ou l'outre-mer, des unités territoriales basées de la garde des points « sensibles » en accord avec la gendarmerie.

Si les moyens de l'armée de terre ne sont pas sensiblement augmentés en raison de l'austérité qui frappe le budget de la défense comme l'ensemble des dépenses publiques, en revanche ils sont différemment répartis et réorganisés.

M. Hernu s'est défendu, à plusieurs reprises, d'avoir affaibli le précédent dispositif classique en substituant à l'ancien corps de bataille, relativement statique de part et d'autre du Rhin, un ensemble, composé de la 1<sup>re</sup> armée et de la FAR, qu'il juge plus mobile, plus puissant et plus polyvalent.

« Aujourd'hui comme hier, après comme avant la réorganisation », explique le ministre de la défense, l'armée de terre conserve la possibilité de faire face, tous moyens réunis et si plus ni moins que par le passé, aux scénarios de crise. Ce qui a changé, c'est que, désormais, grâce à la création de la FAR, les

forces terrestres, soutenues par l'armée de l'air et par la marine, donnent au gouvernement la possibilité, qu'il n'avait pas jusqu'ici, d'avoir un instrument militaire capable de poser sur une crise avant qu'elle ne dégénère et de pouvoir modifier rapidement le dispositif de l'armée de terre face à une attaque surprise ou à une menace imprévue. »

Le chef d'état-major actuel de l'armée de terre, le général René Imbot, ne dit pas autre chose lorsque, devant cette capacité de la FAR à être projetée hors de la zone de la 1<sup>re</sup> armée pour une action d'urgence, il constate : « La réorganisation prépare, pour la fin du siècle, au prix d'un léger tassement des effectifs, une armée de terre plus ramassée, plus mobile et dotée d'un équipement moderne et compétitif. »

En revanche, le PCF émet des doutes sur les conséquences d'une telle réforme, en particulier sur la tendance à une professionnalisation accrue des effectifs de l'armée de terre (62 % sont, aujourd'hui, des appelés du contingent) et sur l'intégration éventuelle de cette FAR dans le dispositif de l'OTAN.

Pour l'opposition, au RPR comme à l'UDF, où l'on ne s'oppose pas fondamentalement à la création de la FAR, le projet d'une nouvelle armée de terre comporte plus d'inconvénients que d'avantages et il pose plus de problèmes qu'il n'en résout. La réorganisation de la 1<sup>re</sup> armée se traduira par une diminution drastique de ses moyens, et le remplacement du missile nucléaire Pluton par un Hadès, dissocié du reste des forces classiques, aura pour effet d'améliorer la participation de l'armée de terre à la dialectique de la dissuasion nationale.

## I. - Des Pluton aux ordres du chef de l'Etat

L'armée de terre a commencé de mettre en service ses premières armes nucléaires tactiques en 1974. Quatre ans après, cinq régiments d'artillerie étaient équipés du missile Pluton.

Chaque régiment Pluton - les cinq unités sont implantées aux Fougères (Territoire-de-Belfort), à Oberhoffen-sur-Moder (Bas-Rhin), à Snippen (Marne), à Mailly-le-Camp (Aube) et à Laon-Couvron (Aisne) - rassemble un millier d'hommes autour de trois cents véhicules environ, dont les rampes de lancement des missiles. Outre les moyens traditionnels de commandement, de calcul informatique, de transmissions et de services, chaque régiment Pluton dispose de trois batteries de tir rechargeables, de chacune deux rampes de Pluton, qui représentent le feu nucléaire. Le tout est placé aux ordres du chef de l'Etat.

Le missile est installé sur un châssis de char AMX-30. Il peut atteindre un objectif distant de 20 à 120 kilomètres, avec une précision de 150 à 300 mètres selon la distance. La charge explosiverait à 300 ou 400 mètres d'altitude au-dessus de sa cible, et elle aurait une puissance variable, entre 10 et 25 kilotonnes (la charge à Hiroshima a dégagé une puissance de 18 à 20 kilotonnes), selon qu'elle éclaterait à proximité de troupes au contact ou qu'elle viserait des cibles « dures ».

Chaque régiment peut disperser ses six rampes de Pluton sur un front de 50 à 60 kilomètres, tout en continuant à recevoir ses ordres d'un PC distant de 80 kilomètres. L'armement de missile peut être interrompu en vol si l'écart prévisible par rapport à la cible est supérieur à six fois l'écart calculé au départ. Les deux tiers des armes entreposées ont une puissance de 10 kilotonnes, le tiers restant de 25 kilotonnes.

L'actuel ministre de la défense, M. Charles Hernu, a défini les armes nucléaires tactiques comme un ultime avertissement adressé à l'ennemi. « L'emploi de ces armes », a-t-il expliqué, « doit d'abord provoquer un choc chez l'adversaire, le contraindre à la réflexion à la suite de la désorganisation de son dispositif, tout cela afin qu'il ne se précipite ni sur la gravité de la situation qu'il aurait créée ni sur notre détermination à recourir aux représailles stratégiques. »

En 1992, les régiments Pluton seront remplacés par des régiments Hadès, du nom du nouveau missile en cours de conception, qui portera une arme nucléaire de 80 à 150 kilotonnes à des distances de l'ordre de 400 kilomètres. Le missile Hadès sera installé en double exemplaire sur des rampes de lancement et tous les régiments qui en seront dotés seront réunis sous le commandement unique du chef d'état-major des armées.

## III. - Une force « coup de poing » à base d'hélicoptères

La force d'action rapide (FAR), qui verra définitivement le jour en juillet 1985, est une unité de 47 000 hommes destinée à intervenir dans les plus brefs délais en Europe et outre-mer. Elle réunit trois divisions d'infanterie existantes et principalement armées pour le combat antichars, auxquelles seront adjointes deux autres divisions en cours de formation.

Dans les circonstances présentes, la grande innovation de la FAR reste la création en son sein d'une division aéromobile (DAM) forte de 6 400 hommes et de deux cents hélicoptères au total (des hélicoptères Gazelle avec des missiles antichars Hot, des hélicoptères de transport Puma et des hélicoptères d'appui et de protection dont le

modèle est en voie de définition en collaboration avec les Allemands de l'Ouest). Une autre innovation est la constitution d'une division légèrément blindée, forte de 7 000 hommes et entièrement équipée de blindés à roues rapides et modernes (AMX-10 RC, VAB dotés de missiles antichars Milan) pour coopérer avec les hélicoptères.

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a estimé que la FAR était « un instrument militaire capable de passer sur une crise avant qu'elle ne dégénère en conflit » dans la mesure où il s'agit d'une force « coup de poing » qui est susceptible d'être projetée hors de la zone de la 1<sup>re</sup> armée dans des délais réduits et de modifier ainsi le cours de la bataille.

## IV. - Des unités territoriales de réservistes

Les forces du territoire sont issues de la mobilisation et ces réserves viennent s'ajouter aux quinze divisions d'active (1<sup>re</sup> armée et FAR) en doublant pratiquement leurs effectifs. La défense du territoire est la lutte contre tout adversaire infiltré, débarqué ou parachuté de l'extérieur. Cette tâche serait partagée entre l'armée de terre et la gendarmerie.

Il reviendrait à la gendarmerie nationale, à un moment de la crise internationale où les menaces aux frontières solliciteraient toute l'attention de l'armée de terre, de veiller à la protection de certains « points sensibles » du territoire (centrales nucléaires et thermiques de l'EDF, relais de radiotélévision, usines stratégiques, transformateurs électriques, etc.)

grâce à quatorze mille réservistes entraînés et armés par elle.

Pour des agressions extérieures de plus ample importance, l'armée de terre a prévu d'organiser ses forces du territoire en une brigade de zone dans chaque région militaire (il en existe six en France) et en un régiment interarmes de recrutement local dans chaque division militaire territoriale (il en existe vingt-deux en France). Ces unités de mobilisation rassembleraient de l'infanterie, du génie, des blindés légers et quelques appuis-feu d'artillerie, mis en œuvre par des personnels de réserve soumis à des périodes d'instruction.

## V. - Un dispositif outre-mer périodiquement renouvelé

Les forces de présence outre-mer sont composées, pour l'essentiel, d'éléments d'infanterie dotés de blindés légers et d'appuis d'artillerie. Elles ont pour mission fondamentale de sauvegarder l'intégrité et la sécurité des départements ou territoires d'outre-mer ; de participer à des opérations, limitées dans le temps et dans l'espace, à la requête d'Etats alliés et, enfin, d'assurer la protection des points névralgiques (escaliers aériens et maritimes, bases logistiques) nécessaires à l'accomplissement de la sécurité des intérêts et des ressortissants français à l'étranger. Ces forces permanentes sont périodiquement renforcées par des unités dites « tournantes » de la FAR, venues directement de France.

En 1984, on peut comptabiliser parmi ces forces le contingent français (mille cinq cents hommes) mis à la disposition des Nations unies dans le sud du Liban et les observateurs (vingt-neuf) mis en place à Beyrouth pour les interventions au cessez-le-feu.

Ces forces pré-positionnées sont distinctes des effectifs déployés outre-mer au titre de la coopération technique militaire, qui comptent mille cinq officiers et sous-officiers en 1984.

## II. - Trois corps d'armée de part et d'autre du Rhin

La 1<sup>re</sup> armée, dont le PC est à Strasbourg, comprendra, au terme de sa réorganisation, un total de dix divisions réparties en trois corps d'armée de part et d'autre du Rhin. On comptera donc six divisions blindées (soit,

chacune, 9 000 hommes avec cent soixante-quatre chars AMX-30 selon les cas), deux divisions d'infanterie (soit, chacune, 7 000 hommes) et deux divisions légères blindées (avec, chacune, 7 400 hommes et soixante-douze chars AMX-10 RC) qui ont la particularité d'être formées à partir des personnels (encadrement et élèves) et des matériels des écoles militaires.

Tels qu'ils apparaissent dans la carte de la France ci-jointe, les corps d'armée ont des effectifs qui peuvent varier de l'un à l'autre : 40 000 hommes environ pour le 1<sup>er</sup> corps d'armée (PC à Metz), 42 000 hommes environ pour le 2<sup>e</sup> corps (PC à Baden-Baden, en Allemagne fédérale) et 37 000 hommes environ pour le 3<sup>e</sup> corps d'armée (PC à Lille). Au 2<sup>e</sup> corps d'armée stationné outre-Rhin, il faut ajouter diverses unités françaises, notamment les troupes de la garnison de Berlin, pour atteindre les 50 000 hommes basés en Allemagne fédérale.

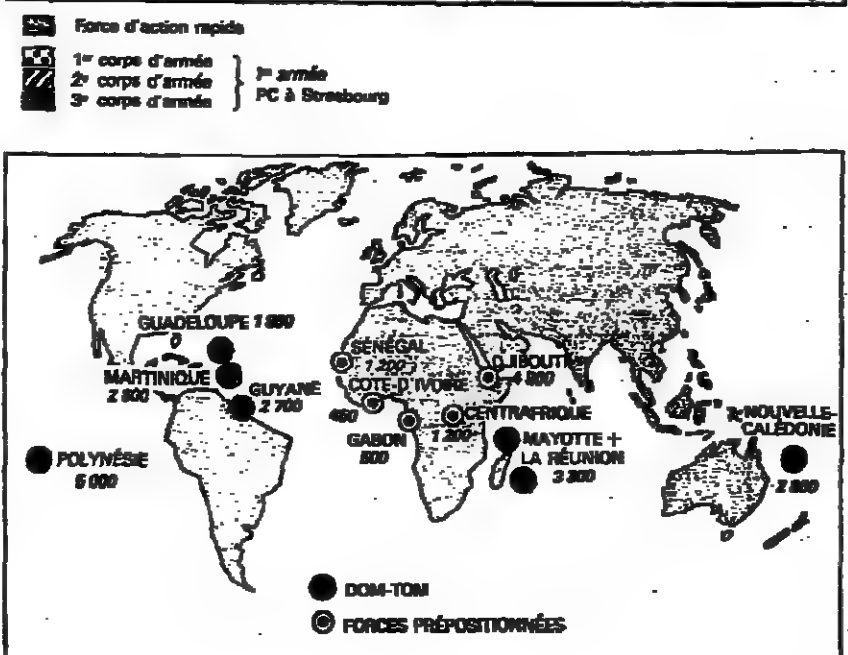
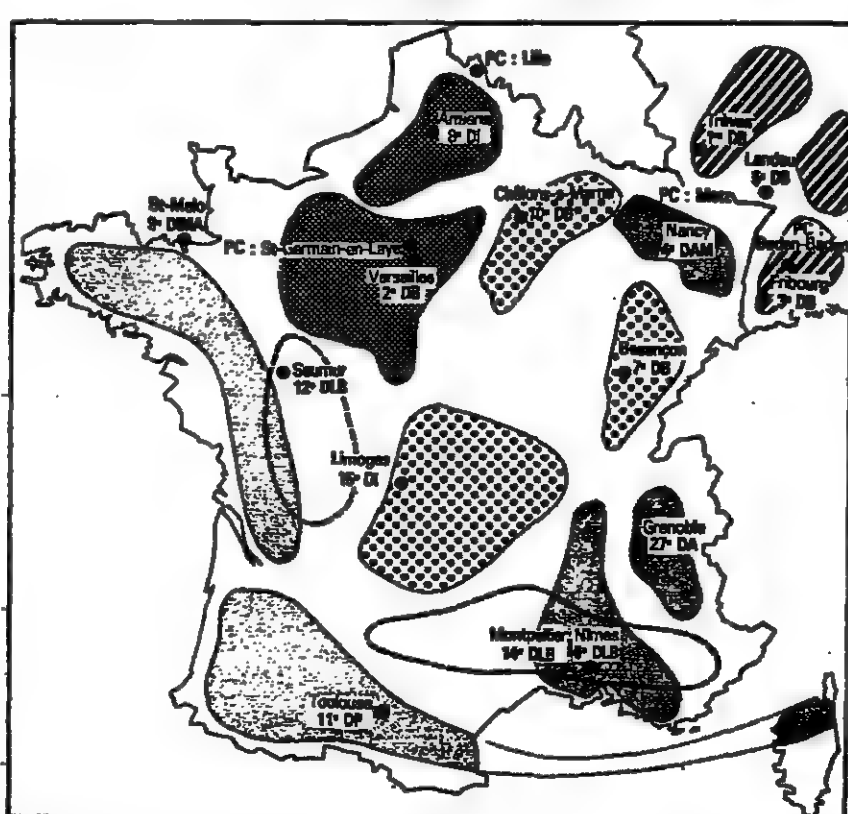
A l'état-major de l'armée de terre, on explique que ces forces classiques sont un complément indispensable à la dissuasion nucléaire, dès lors qu'elles permettent d'échapper au dilemme totalement irréaliste du « tout ou rien » pour défendre l'intégrité du territoire national contre toute agression armée et, le cas échéant, pour participer à toute action extérieure destinée à protéger les intérêts vitaux de la France.

De son côté, M. Charles Hernu considère que, malgré la réorganisation en cours, les missions de cette force blindée et mécanisée restent inchangées par rapport à ce qu'elles étaient auparavant. « Le rôle de cette force reste primordial », a-t-il déclaré, « qu'il s'agisse de fournir un deuxième échelon de forces à l'alliance atlantique ou de donner un coup d'arrêt en avant de nos frontières. »

### 304 817 HOMMES ET FEMMES EN 1984

	ACTIVE			APPELÉS		
	officiers	sous-officiers	hommes du rang sous contrat	officiers	sous-officiers	hommes du rang
Effectifs .....	19 483	60 847	34 256	1 915	5 556	162 760
(dont femmes) .....	256	5 909	739			489
Pourcentage ....	6,39 %	19,96 %	11,24 %	0,63 %	1,82 %	59,96 %

### IMPLANTATION DES GRANDES UNITÉS DE L'ARMÉE DE TERRE



### UN BUDGET ANNUEL DE 38 MILLIARDS DE F (27 % du budget de la défense)

En 1984, l'armée de terre a reçu 38 371 millions de francs de crédits, soit environ 27 % de l'ensemble du budget de la défense. Cette somme se répartit ainsi : 22 164 millions de francs pour les dépenses de fonctionnement (soldes, entretien des matériels, des infrastructures, activités d'entraînement) et 16 207 millions de francs pour les dépenses d'équipement (études, fabrication et achat d'armements nouveaux).

Si l'on entre davantage encore dans le détail, les rémunérations et charges sociales ont représenté 39,9 % de ce budget ; les équipements 30,8 % ; la condition de vie 11,7 % ; la mise en condition opérationnelle des forces 11,1 % et les infrastructures 6,5 %. Ce budget a permis de commander notamment 91 chars AMX-30 (dans la version B-2 modernisée), 2 rampes de missiles sol-air Roland, 27 batteries d'artillerie sol-sol AUF-1 à grande cadence de tir, 225 véhicules de l'avant blindés (VAB), 3 040 véhicules tactiques et 15 hélicoptères Gazelle armés de missiles antichars Hot. Dans le même temps, l'armée de terre a été autorisée à lancer des études, dites de développement, sur un hélicoptère armé de protection, le char futur, un système sol-air à très courte portée, un lance-roquettes multiples et un radar hélicoptère de renseignement.

### Le Monde classe et documente

DÉCEMBRE 1984

### LA CLASSE OUVRIÈRE EN DÉTRESSE

Dans ce numéro un second dossier :

### LE PCF DANS LA CRISE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 5,50 F

## La Suède gagne

Le 17 décembre, la Suède a gagné la Coupe de la Ligue de football. Les joueurs suédois ont battu les joueurs norvégiens 2 à 1.

## Les mousquetaires

De nos jours, les mousquetaires ne sont plus des héros de roman. Ils sont des soldats modernes, équipés de fusils d'assaut et de véhicules blindés.

## Village en

Un village en France a été choisi pour accueillir les réfugiés vietnamiens. Les autorités locales ont pris des mesures pour leur offrir une vie normale.

## VOILE

Le voilier « Michel VII » a remporté la victoire lors de la course transatlantique. L'équipage a été félicité pour sa performance.

## Les jumeaux

Deux jumeaux ont été retrouvés après avoir disparu pendant une expédition scientifique. Ils étaient en parfaite santé.

## Le monde

Le monde est en mouvement. Les événements de ces dernières semaines ont marqué l'histoire contemporaine.

## Le monde

Le monde est en mouvement. Les événements de ces dernières semaines ont marqué l'histoire contemporaine.

## Le monde

Le monde est en mouvement. Les événements de ces dernières semaines ont marqué l'histoire contemporaine.

## Le monde

Le monde est en mouvement. Les événements de ces dernières semaines ont marqué l'histoire contemporaine.

## Le monde

Le monde est en mouvement. Les événements de ces dernières semaines ont marqué l'histoire contemporaine.

## Le monde

Le monde est en mouvement. Les événements de ces dernières semaines ont marqué l'histoire contemporaine.

## Le monde

Le monde est en mouvement. Les événements de ces dernières semaines ont marqué l'histoire contemporaine.

## Le monde

Le monde est en mouvement. Les événements de ces dernières semaines ont marqué l'histoire contemporaine.







# INFORMATIONS « SERVICES »

## VIE ASSOCIATIVE

### « Afrane » veut dire « Afghan »

Ils étaient un certain nombre à penser, en décembre 1979, que la situation n'était pas claire à Kaboul. Ils n'osaient pas intervenir : c'était être une ingérence dans les affaires intérieures de ce pays. D'autres n'ont pas eu ce scrupule.

Qu'ont-ils fait alors ? Ils se sont rassemblés pour dire à un pays qui leur avait manifesté si souvent son hospitalité qu'ils étaient là pour lui porter secours. C'est cela, l'amitié franco-afghane : un ami qui aide son ami.

Cela commence comme une histoire d'amour. Ils sont presque tous alliés en Afghanistan. Dès le premier voyage, c'est l'attraction définitive. Ils décrivent l'endroit par excellence où l'on est loin : pas de chemin de fer, pas d'industrie. L'espace et la liberté : « Un Afghan ne vous regarde pas, ne vous importune pas. » Cet homme y retournera chaque année et fera en sorte que son métier l'y ramène. Un couple témoigne : « Secourir ces gens que l'on a connus, qui nous ont manifesté leur hospitalité et qui prennent des bombes sur la tête est un problème de conscience. »

#### A pied, en jeep, à moto

Pour Sylvie, l'Afghanistan est lié à « une image d'autonomie et d'intégrité ». Sensible à « une certaine idée des droits de l'homme », quand elle les voit bafoués, elle veut « faire quelque chose ». Isabelle connaît l'Afghanistan depuis 1972. Elle qui a beaucoup voyagé constate : « Ce pays est spécial. »

Le défilé, donc, a été immédiat. La nouvelle de l'invasion soviétique connue, le téléphone a sonné et les rouvres d'amis, anciens coopérateurs pour la plupart, se sont soudés. Deux mois après la fondation d'Afrane (1), ils étaient déjà cinq cents. Aujourd'hui, leur nombre a presque triplé.

Les membres d'Afrane se consacrent exclusivement à l'aide humanitaire aux villages afghans bombardés. Afrane travaille avec les résistants afghans. L'association organise des missions au cours desquelles l'argent réuni en France est remis directement aux familles sinistrées.

Isabelle a accompli plusieurs missions pour Afrane. Elle en raconte le déroulement : les contacts établis au Pakistan, le convoi en camion jusqu'à la frontière. De là, « on part à moto, ou en jeep, ou à pied ». On avance surtout la nuit : « On avance pour ne pas être découvert quand le jour se lève. Les hélicoptères survolent à 6 heures et bombardent. Le lendemain à la tombée de la nuit, entre 17 et 18 heures, on regagne leur base. » Isabelle décrit les dangers : « Un jour, un hélicoptère Mi-24 était au-dessus de moi. L'afghan, à côté de moi, pleurait. Le pilote s'est penché, l'a regardé... avant de repartir. J'attendais le bruit de la roquette que l'on arme. »

Isabelle dit aussi : « Par moment, on oublie que c'est la guerre tellement c'est beau. » Elle décrit la remise de l'argent aux populations : « Les « barbes blanches » (les vieux), habillés en blanc (symbole de pureté reli-

gieuse), prévenus de notre arrivée par le « téléphone afghan », sont rassemblés dans la « maison d'invités » (c'est le lieu où les hommes s'assemblent, prennent le thé, discutent des affaires du village ; en été, ils se réunissent sous un arbre). On discute pour déterminer les familles les plus nécessiteuses : celles qui ont eu des morts, dont la maison, ou le bétail, ou les récoltes, ont été détruits, les pauvres qui n'ont pas de terre. Et l'on établit une liste. Tout le village est là, écoute. Aussi, pas de contestation, l'argent est remis à chaque famille devant tous. » Quand les envoyés d'Afrane ne peuvent aller dans un village éloigné, l'argent est remis à des représentants de ce village, en présence de témoins.

#### Une goutte d'eau dans la mer

Françoise a appris le persan, comme Isabelle. Cet été, la frontière franchie, il a marché à pied pendant six jours, de jour et de nuit, parfois dans la boue, à un rythme assez soutenu : « Les moudjahiddines vont vite. On couche dans des mosquées, dans des maisons de thé. On sait que l'on va arriver quand la nuit devient plus gale. Quand c'est dangereux, ils sont terribles. »

La distribution d'argent est un peu dans une région proche d'une grande ville, de nuit, puis dans une région bombardée quelques jours auparavant : il vit des ruines fumantes. François précise : « On ne s'attendait nul part et l'on rentre par une autre chemin. »

Tous deux regrettent de ne pas avoir le temps de nouer contact avec la population - il faut faire vite - et soulignent l'impression dérangeante que leur laisse la distribution : « C'est une goutte d'eau dans la mer. Ce qu'on leur laisse les aider à tenir deux mois. » Jacques constate : « Les hommes ne sont pas des combattants de métier. Ils se battent ou assurent la protection de la région puis retournent faire la récolte chez eux. » Il note aussi : « Ils cultivent moins qu'avant le début de la guerre : les récoltes sont détruites, comme les canaux d'irrigation, et il y a moins de main-d'œuvre... »

Tous les témoins lancent un cri d'alarme : la famine s'installe en Afghanistan. S'ils reconnaissent : « On n'est pas fier d'avoir eu une telle somme » (environ 15 000 F par mission), Isabelle comme François repartent. C'est le moyen le plus sûr d'aider les Afghans à ne pas mourir de faim.

#### DAMELLE THAMRAD.

\* AFRANE (BP 254, 75524 Paris CEDEX 11. Tél. : 336-75-25. C.C.P. 12077-58 L. Paris) invite toutes personnes, conscientes du drame afghan, à soutenir son action.

\* Le Centre de recherches et d'études documentaires sur l'Afghanistan (CEREDAF) a été créé par des membres d'Afrane. Son objet : offrir à des spécialistes un ensemble de ressources documentaires sur l'Afghanistan (17, rue Pascal, 75005 Paris. Tél. : 336-75-25).

(1) En d'ici, le persan purifié en Afghanistan, Afrane signifie « Afghan ».

## RÉPERTOIRE ALCOOL-DROGUE

— Droits de l'homme et solidarité (DHS) consacre un numéro spécial de sa revue *Brèche*, à l'alcool et à la drogue. Ce guide de 280 pages (format 21 x 16 cm) donne, pour l'ensemble de la France, les adresses d'organismes et d'associations d'information, de prévention et de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie sur les pages de droite ; des textes de réflexion sur les pages de gauche. Ce guide fait suite au répertoire *Droits de l'homme*, solidarité, qualité de la vie publié précédemment. Le numéro : 28 francs.

\* DHS, 127, rue Notre-Dame-des-Clairières, 75006 Paris.

## MARINS SANS FRONTIÈRES

— Depuis quatre ans, des bénévoles, aidés par la ville de Cherbourg et des entreprises locales, travaillent au réarmement du *Lisepo*, un bateau destiné à porter secours médical et assistance technique aux pays du tiers-monde. Pour terminer l'ouvrage, des dons en argent (déduits du revenu) et en matériel lui sont nécessaires. Sa première mission sera à destination des îles Maldives pour une campagne de vaccination sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé.

\* Marins sans frontières, c/o Lisepo, place Napoléon, 50100 Cherbourg, tél. : (33) 53-26-42.

## VIE DES QUARTIERS

— La peur, l'insécurité, l'absence de solidarité (DHS) consacre un numéro spécial de sa revue *Brèche*, à l'alcool et à la drogue. Ce guide de 280 pages (format 21 x 16 cm) donne, pour l'ensemble de la France, les adresses d'organismes et d'associations d'information, de prévention et de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie sur les pages de droite ; des textes de réflexion sur les pages de gauche. Ce guide fait suite au répertoire *Droits de l'homme*, solidarité, qualité de la vie publié précédemment. Le numéro : 28 francs.

\* DHS, 127, rue Notre-Dame-des-Clairières, 75006 Paris.

## ENVIRONNEMENT

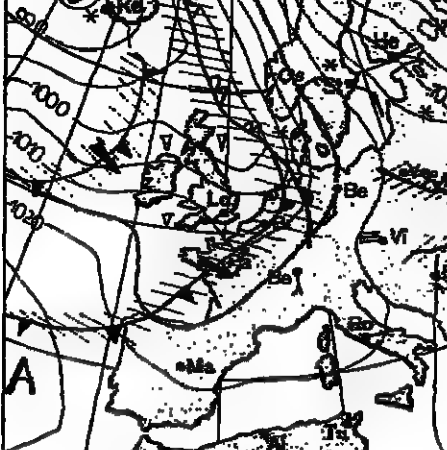
— Deux documents seront utiles aux associations qui gèrent des espaces naturels : « Connaître et mieux gérer » (1), édité par le ministère de l'environnement, présente le programme de recherche 1985-1989, tandis que « Données économiques de l'environnement » (2) étudie les trois principaux domaines de l'économie de l'environnement : les dépenses et leur financement, le coût des dommages, les incidences économiques des politiques de l'environnement.

(1) Ministère de l'environnement, 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex.

(2) La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris. Tél. : (1) 261-50-10, (72 pages, 100 tableaux et graphiques, 52 francs).

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 18 DÉC 1984 À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps prévu en France entre le mardi 18 à 0 heure et le mercredi 19 à 24 heures.

Après le passage d'une perturbation active, des hautes pressions s'établiront sur la moitié sud du pays. Une nouvelle perturbation amènera de l'air doux et humide sur le Nord.

Mercredi, on manigera. Il fera assez froid sur la plus grande partie du pays (température voisine de 0 degré au lever du jour). Des brouillards tenaces se formeront du Centre-Est au Sud-Ouest. Il pleuvra sur l'extrême Sud-Est (cote sud-est de 1 000 mètres environ). Quelques averses se produiront également sur la moitié Nord, parfois sous forme de neige dans l'intérieur.

Dans la journée, le temps deviendra progressivement plus doux et humide au nord de la Loire. Les températures s'élèveront également sur les régions méditerranéennes, mais à la faveur de belles périodes ensoleillées. Le thermomètre atteindra dans l'après-midi 5 à 14 degrés du nord au sud du pays. Le vent soufflera assez fort du secteur nord près du golfe du Lion.

Sous l'influence pour la fin de la semaine : une nouvelle perturbation active traversera l'ensemble du pays de jeudi à vendredi. Un épisode de temps plus froid et toujours humide lui succèdera en fin de semaine.

Temps prévu pour la fin de la semaine :

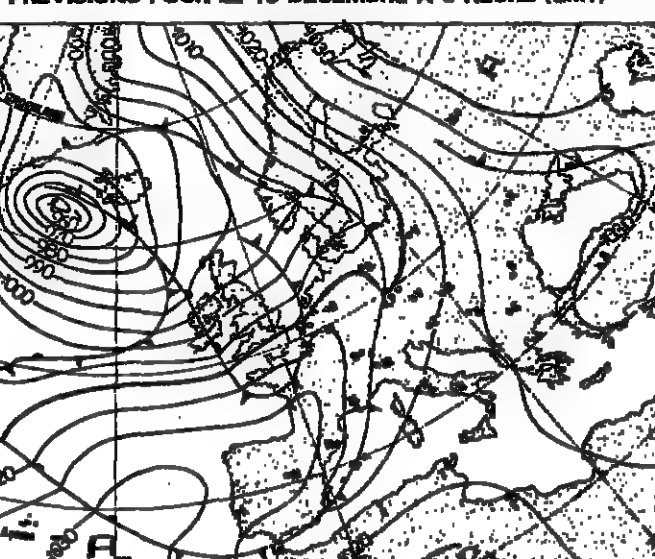
Jusqu'à la fin de la semaine, la météo sera froide et brumeuse avec des brouillards parfois givrants. Dans la journée, des éclaircies apparaîtront par endroits mais les brouillards seront souvent tenaces, notamment dans les vallées. Près de la Méditerranée, les vents faibliront et de belles périodes ensoleillées se développeront, mais quelques averses pourront encore se produire en Corse. Sur le nord du pays, les vents d'ouest souffleront fort, et un temps plus doux mais couvert et pluvieux prédominera dès le matin. En cours de journée, les pluies se renforceraient et progresseront vers le sud pour atteindre le soir la Vendée, le Centre et le Nord-Est. Les températures maximales voisines de 4 à 5 degrés dans le Nord-Est atteindront 12 à 13 degrés près de la Méditerranée. Sur les autres régions, elles s'élèveront entre 6 et 10 degrés.

Vendredi, les pluies gagneront les régions de l'Est et du Midi. Elles persisteront encore le soir du sud des Alpes à la Corse. Sur les autres régions, un temps plus variable mais aussi plus froid se généralisera. Des nuages instables se développeront et donneront en cours de journée des averses qui pourront tomber sous forme de neige à basse altitude. Les vents s'orienteront au nord-ouest et souffleront encore fort près de la Manche, de la mer du Nord et de la Méditerranée.

### PRÉVISIONS POUR LE 19-12 DÉBUT DE MATINÉE



### PRÉVISIONS POUR LE 19 DÉCÈMBRE À 0 HEURE (GMT)



La pression atmosphérique redécroît au niveau de la mer à Paris, le 18 décembre, à 7 heures, de 1 011,1 millibars, soit 758,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 décembre) : Ajaccio, 17 et 7 degrés ; Biarritz, 16 et 9 ; Bordeaux, 9 et 7 ; Bourges, 8 et 3 ; Brét, 10 et 3 ; Caen, 10 et 4 ; Cherbourg, 9 et 3 ; Clermont-Ferrand, 9 et 3 ; Dijon, 7 et 1 ; Grenoble-St-Martin, 10 et 3 ; Grenoble-St-Georges, 9 et 2 ; Lille, 7 et 3 ; Lyon, 8 et 4 ; Marseille-Marseille, 14 et 7 ; Nancy, 6 et 3 ; Nantes, 11 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 8 ; Paris-Montsouris, 8 et 2 ; Paris-Orly, 7 et 2 ; Pau, 15 et 6 ; Perpignan, 16 et 5 ; Rennes, 10 et 3 ; Strasbourg, 9 et 3 ; Tours, 8 et 3 ; Toulouse, 9 et 3 ; Valenciennes, 10 et 3.

Températures à l'étranger : Alger, 20 et 5 ; Amsterdam, 6 et 4 ; Athènes, 17 et 14 ; Berlin, -3 et -3 ; Bonn, 6 et 4 ; Bruxelles, 7 et 1 ; Le Caire, 20 et 12 ; Les Canaries, 22 et 17 ; Copacabana, -1 et -3 ; Dakar, 23 et 20 ; Djibouti, 19 et 8 ; Gènes, 10 et 3 ; Hanoï, 10 et 7 ; Jérusalem, 14 et 5 ; Lisbonne, 14 et 10 ; Londres, 10 et -1 ; Luxembourg, 4 et 4 ; Madrid, 13 et 5 ; Montréal, 11 et 1 ; Moscou, -8 et -15 ; Nairobi, 24 (maxi) ; New-York, 15 (maxi) ; Palma-de-Majorque, 17 et 3 ; Rio-de-Janeiro, 27 (maxi) ; Rome, 19 et 7 ; Stockholm, -4 et -3 ; Tenez, 17 et 8 ; Tunis, 19 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## ÉCHECS

### Le championnat du monde

#### KASPAROV ANNULE TRANQUILLEMENT

L'apparition de Kasparov, lundi à 15 heures, dans la Salle des colonnes à Moscou, où se joue le championnat du monde, a déclenché une salve d'applaudissements. Le millier de spectateurs présents ont ainsi salué la première victoire remportée, le jeudi 13 décembre, par le challenger dans la trente-deuxième partie. Ce jour-là, Kasparov avait abandonné sans reprendre le jeu.

Dans la trente-troisième partie, le champion du monde n'a pas eu la moindre chance de marquer le sixième et dernier point nécessaire à la victoire finale. Surpris par le septième coup de Kasparov (65), qualifié par le GM soviétique Vassiloukov de « variante très acérée et hardie », Kasparov n'a pu que se défendre devant les menaces de « mat du couloir » brandies par son adversaire, et c'est Kasparov qui proposait la nulle dans une position parfaitement équilibrée. Prochaine partie le mercredi 19 décembre.

Blancs : KASPAROV  
Noirs : KASPAROV  
Trente-troisième partie  
Défense slave  
Variante de Meran

1. C3	45 11. F2	Cx6
2. d4	C6 12. 0-0	Cx6
3. e4	46 13. Cx4	Cx6
4. C3	56 14. Td1	D67
5. d3	Cx7 15. F3	T8
6. D2	F66 16. g3	F3
7. e4	65 17. F2	F5
8. exd5	exd5 18. Fx4	Fx4
9. exd5	exd4 19. F3	Fex3
10. Cx4	0-0 20. Dg3	Nulle

## annonces associations

### Appels

**SKI EN GROUPE**  
Salle d'entraînement tous dans le Grand Nord (Hauts-de-France) club ski de vacances à Saint-Laurent (59150). A la semaine prise 2500 F. Période : 21 au 25/12/84. 100 m. Accueil de groupe de 50 à 70 p. classes de découverte. Groupes : 17-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100. Tél. : (03) 91-28-30.

**STAGE B.O.F.A.**  
Les Ateliers B.O.F.A. des ateliers de formation à l'écriture et à la scénarisation. Session du 22-12 au 30-12 1984 avec une nouvelle formule de paiement. Pour la renseignements : 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. : (01) 52-51-69-25.

**STAGE DE CRÉATION D'ENTREPRISE**  
18-25 ans. Vous avez déjà une formation dans le bois. Nous vous proposons un stage pour créer une entreprise : mise au point des produits, fabrication, commercialisation. 4 janvier 1200 heures. T.I.M. 4, rue R. Villermé, Paris 75011. Tél. : 367-33-26.

**SKI DE FOND SYMPA**  
Nous sommes des spécialistes du ski de fond. Nos 30 centres dans tous les massifs proposent des séjours à des prix super. Brochure sur demande à : ANCESP BP 118, 05000 GAP Cedex. Tél. : (04) 81-69-25.

**LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING**  
Ateliers de scénarisation, stages, ateliers hydrographiques. Paris - Province - Étranger. Formation permanente. Documentation sur demande. Membre de l'Union A.C. 2, 10 F. B.P. 348, 75227 Paris Cedex 05.

**INSTITUT DES ARTS DÉCORATIFS**  
Cours 1984-1985  
Séances : Lundi 18 h 30 - 20 h. LANGUEDOCCIN : Jean, Michel M. DUBOIS : Mercredi 19 h 30 - 20 h 30. 11, rue R. Villermé 75011 Paris. Renseignements : 338-44-10.

**LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING**  
Ateliers de scénarisation, stages, ateliers hydrographiques. Paris - Province - Étranger. Formation permanente. Documentation sur demande. Membre de l'Union A.C. 2, 10 F. B.P. 348, 75227 Paris Cedex 05.

**INSTITUT DES ARTS DÉCORATIFS**  
Cours 1984-1985  
Séances : Lundi 18 h 30 - 20 h. LANGUEDOCCIN : Jean, Michel M. DUBOIS : Mercredi 19 h 30 - 20 h 30. 11, rue R. Villermé 75011 Paris. Renseignements : 338-44-10.

**LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING**  
Ateliers de scénarisation, stages, ateliers hydrographiques. Paris - Province - Étranger. Formation permanente. Documentation sur demande. Membre de l'Union A.C. 2, 10 F. B.P. 348, 75227 Paris Cedex 05.

**INSTITUT DES ARTS DÉCORATIFS**  
Cours 1984-1985  
Séances : Lundi 18 h 30 - 20 h. LANGUEDOCCIN : Jean, Michel M. DUBOIS : Mercredi 19 h 30 - 20 h 30. 11, rue R. Villermé 75011 Paris. Renseignements : 338-44-10.

**LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING**  
Ateliers de scénarisation, stages, ateliers hydrographiques. Paris - Province - Étranger. Formation permanente. Documentation sur demande. Membre de l'Union A.C. 2, 10 F. B.P. 348, 75227 Paris Cedex 05.

**INSTITUT DES ARTS DÉCORATIFS**  
Cours 1984-1985  
Séances : Lundi 18 h 30 - 20 h. LANGUEDOCCIN : Jean, Michel M. DUBOIS : Mercredi 19 h 30 - 20 h 30. 11, rue R. Villermé 75011 Paris. Renseignements : 338-44-10.

**LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING**  
Ateliers de scénarisation, stages, ateliers hydrographiques. Paris - Province - Étranger. Formation permanente. Documentation sur demande. Membre de l'Union A.C. 2, 10 F. B.P. 348, 75227 Paris Cedex 05.

**INSTITUT DES ARTS DÉCORATIFS**  
Cours 1984-1985  
Séances : Lundi 18 h 30 - 20 h. LANGUEDOCCIN : Jean, Michel M. DUBOIS : Mercredi 19 h 30 - 20 h 30. 11, rue R. Villermé 75011 Paris. Renseignements : 338-44-10.

**LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING**  
Ateliers de scénarisation, stages, ateliers hydrographiques. Paris - Province - Étranger. Formation permanente. Documentation sur demande. Membre de l'Union A.C. 2, 10 F. B.P. 348, 75227 Paris Cedex 05.

**INSTITUT DES ARTS DÉCORATIFS**  
Cours 1984-1985  
Séances : Lundi 18 h 30 - 20 h. LANGUEDOCCIN : Jean, Michel M. DUBOIS : Mercredi 19 h 30 - 20 h 30. 11, rue R. Villermé 75011 Paris. Renseignements : 338-44-10.

**LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING**  
Ateliers de scénarisation, stages, ateliers hydrographiques. Paris - Province - Étranger. Formation permanente. Documentation sur demande. Membre de l'Union A.C. 2, 10 F. B.P. 348, 75227 Paris Cedex 05.

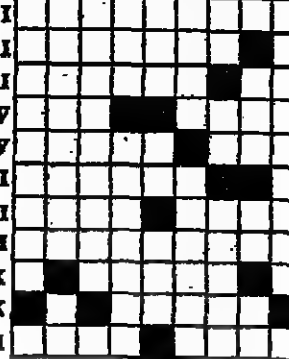
**INSTITUT DES ARTS DÉCORATIFS**  
Cours 1984-1985  
Séances : Lundi 18 h 30 - 20 h. LANGUEDOCCIN : Jean, Michel M. DUBOIS : Mercredi 19 h 30 - 20 h 30. 11, rue R. Villermé 75011 Paris. Renseignements : 338-44-10.

**LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING**  
Ateliers de scénarisation, stages, ateliers hydrographiques. Paris - Province - Étranger. Formation permanente. Documentation sur demande. Membre de l'Union A.C. 2, 10 F. B.P. 348, 75227 Paris Cedex 05.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3863

1 2 3 4 5 6 7 8 9



#### HORIZONTALEMENT

I. Avec élégance ou sans respect des convenances. - II. La cloche ne sonne pas dans un palais. Préposition. - IV. Etablissement qui tient souvent grâce à ses piliers. Vaste espace conservant les Trésors de Cérès. - V. Peut faire à droite le jeu du centre ou de l'extrême gauche. N'a de valeur que si on l'emploie avec mesure. - VI. Donner à une noix un caractère ouvert. - VII. Ville des corsos et embarcadères pour la Corse. Une victime du mauvais œil. - VIII. Coup de Trafalgar bicon. - IX. Catégorie. - X. Nom de non. - XI. Un vagabond. Nautique.

#### VERTICALEMENT

I. Partenaire d'une partie de dames. - 2. Quelles que soient les ailes de la politique argentine, il restera toujours ferme. Nota. - 3. Bergr qui prouve à Rome qu'il n'avait rien d'un moulin. - 4. Vase où drainent de vase. Eau ou feu. - 5. Symbole de noblesse ou de richesse. Terre ou sous-sol. Plus d'un s'est mesuré sur le pré. - 6. En France. Créateur de personnages sublimes ou sujet terre à terre. - 7. Préposition. En mer ou en montagne. Le sol est un des éléments essentiels de sa culture. - 8. Parce qu'il a plu, il peut entrevoir à l'avenir de plus beaux jours. En Silésie. Fut encornée, peut-être par esprit de compensation. - 9. Cultiver la fleur des champs.

#### Solution du problème n° 3862

##### Horizontalement

I. Plexiglas. - II. Ramifié. - III. Envia. - IV. Shed. Dr. - V. Situation. - VI. Rolle. - VII. Rookeries. - VIII. Esprit. - IX. Eau. - X. Si. Fuel. - XI. Elita. Uni.

##### Verticalement

I. Pressureuse. - 2. La. Hl. Os. Il. - 3. Emmétrope. - 4. Xi. Dn. Kraft. - 5. Ife. Arlique. - 6. Gin. Tortue. - 7. Lev. Ili. Elu. - 8. Idole. - 9. Starnes. Foi.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 17 et du mardi 18 décembre :

### UNE LOI

\* Modifiant, à compter du mois de juin 1986, le taux de la taxe spéciale sur les produits pétroliers instituée par la loi du 3 août 1982 portant création du Fonds spécial de grands travaux.

### UN DÉCRET

\* Portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale.

### UN ARRÊTÉ

\* Modifiant l'arrêté du 17 décembre 1980 portant approbation d'une convention conclue entre l'État et les organisations professionnelles des entreprises d'assurances en ce qui concerne le règlement des dommages matériels résultant de collisions entre des véhicules non assurés appartenant à l'État et des véhicules assurés.

## PARIS EN VISITES

### JEUDI 20 DÉCEMBRE

« Ile de la Cité », 12 heures, métro Cité, M° Aliz.  
« Exposition Lutèce », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, M° Duhamel.  
« Ile de la Cité », 15 heures, métro Cité, M° Aliz.  
« Saint-Etienne-du-Mont », 15 heures, devant l'église, M° Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Exposition Diderot », 14 h 30, 11, quai Conti (Arts).  
« Musée Cognac-Jay », 15 heures, 25, boulevard des Capucines (M° Forum).  
« Crypte de Notre-Dame », 15 h 30, parvis (M° Hagar).  
« Ecole des beaux-arts », 15 heures, 17, quai Maléguais (Paris et son histoire).  
« Comprendre les Halles », 10 heures, angle des rues de Rivoli et des Décharges, Pascal Fillet (Paris passion).  
« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).  
« La Concorde », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (Ars conférence).

**MAITRE**  
MENSUELLE  
UN BON FILON  
Attention aux dérapages



501

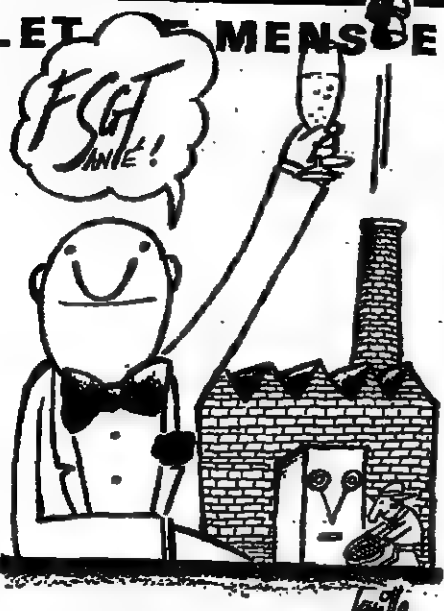
# Maitrise de l'ENERGIE

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

ISSN 0759-1934

NUMÉRO 18 • DÉCEMBRE 1984

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.



## Régionaliser : une histoire déjà longue

Depuis 1982, l'AFME s'efforce à la fois de décentraliser son action en renforçant ses structures régionales et de travailler avec les régions sur la base de rapports contractuels. Aujourd'hui, cette action vient à point nommé s'intégrer dans le cadre des relations entre l'Etat et les régions définies par le IX<sup>e</sup> Plan.

(Alsace, Aquitaine, Corse, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur) signent avec l'AFME un programme d'intervention conjoint pour un montant de 120 millions de francs.

### Un milliard de francs pour la durée du Plan

En 1984, l'Agence s'inscrit bien naturellement dans le cadre des nouvelles relations Etat-régions prévues par le IX<sup>e</sup> Plan. C'est ainsi qu'au total se seront treize contrats de plans particuliers (Alsace, Aquitaine, Bretagne, Franche-Comté, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Centre, Corse) qui seront signés entre l'Etat, la région et

grammes portent aussi bien sur l'aide à la décision et à l'investissement dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie (électricité, réseaux de chaleur) que sur le développement des énergies locales (biomasse, solaire, photovoltaïque, etc.). Il s'agit, pour une bonne part, du secteur de l'habitat tertiaire, mais également de l'industrie (PMI, particulièrement) et de l'agriculture. En 1984 aussi, l'ouverture de huit nouvelles délégations permet la couverture de tout le territoire par un redéploiement des moyens disponibles. En deux ans, l'AFME a donc à la fois mis en place un mécanisme nouveau de collaboration avec les régions et développé un fonctionnement interne basé sur la responsabilisation de ses échelons régionaux. Le nouvel opérateur énergétique qu'est l'AFME s'est ainsi inscrit résolument dans le contexte de la régionalisation. Il nécessite de la volonté, de l'imagination, de la souplesse et impose de maintenir en permanence l'équilibre entre l'action sur le terrain et les grands axes de la politique nationale. Roland Lagarde, directeur de l'Action régionale de l'AFME

### UN BON FILON

On a découvert de l'or dans le Hardware ! La nouvelle n'a pas suscité de ruée vers l'Eldorado informatique, mais les industriels de la récupération ont vite identifié le filon. Dans la balance de ces nouveaux orpailleurs, quelques grammes d'or, de platine ou d'argent pèsent lourd. Dans celle du commerce extérieur aussi, puisque les métaux précieux qu'on ne récupère pas, il faut les importer (page 4). Quelques tep de filon en moins, ce peut être aussi un peu d'or en plus. Les industriels n'ont pas été insensibles à l'argument puisque les subventions qui leur étaient proposées dans le cadre des dévotions et troisième tranches du Fonds spécial des grands travaux les ont incités à investir largement dans la maîtrise de l'énergie. Double bénéfice, là encore : pour l'investisseur et pour la collectivité qui l'aide (page 3). A Landerneau, la nouvelle a fait grand bruit, au point que la Bretagne et dix autres régions avec elle ont signé un contrat de plan particulier avec l'Etat sur ce sujet (page 1). Des contrats qui valent de l'or, on vous dit !

La CEE accorde 130 millions de francs aux entreprises françaises  
LIRE PAGE 2

Dans une note présentée au président de la République l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, établissement public à caractère industriel et commercial nouvellement créé, les deux ministres de tutelle la définissent comme une véritable entreprise énergétique devant disposer de la même autonomie, de la même souplesse de gestion, de la même présence sur le terrain que les producteurs d'énergie. Ils ajoutaient : « La politique de maîtrise de l'énergie doit devenir une réalité quotidienne de la vie des Français [...], ce qui suppose qu'elle soit mise en œuvre au plan local, et avec leur participation active. » Ainsi se trouvaient formulées trois exigences fondamentales : une entreprise à large capacité technique, une action décentralisée, une pratique de travail en collaboration avec les partenaires. C'est sur la base de ces trois lignes de force que l'AFME allait bâtir sa politique régionale articulée autour d'une volonté d'établir des rapports contractuels avec toutes les régions qui, rendues majeures par la loi de décentralisation, le souhaiteraient. Bien évidemment, cela impliquait que l'Agence mène à bien, dans les délais les plus brefs, sa propre régionalisation.

Deux ans plus tard, où en est-on ?

● Fin 1982, deux régions (Provence-Alpes-Côte d'Azur et Poitou-Charentes) contractent avec l'Agence un programme pluri-annuel. Un mécanisme de gestion original est mis en place, qui concilie les nouvelles prérogatives attribuées aux régions par la loi de décentralisation et la nécessité d'inscrire les actions dans le cadre de la politique énergétique nationale. ● Début 1983, dans la moitié des régions, des délégations régionales sont mises en place, auxquelles trois nouvelles s'ajoutent en fin d'année. Et, toujours en 1983, huit régions

## L'INVITÉ DE BOIS MORT « MAÎTRISE » ET PLANIFICATION

par Pierre Gaussens, président de la Commission énergie de la Société des ingénieurs et scientifiques de France

● Comment un plan énergétique national peut-il s'accommoder des libertés régionales nouvelles ?

Ceux qui vont ramasser du bois dans les forêts pour alimenter leurs cheminées marchent sur les traces de nos ancêtres plus ou moins lointains, mais ils éclairent du même coup le chemin de nos réflexions. En effet, ils ne font appel à aucun producteur ou distributeur d'énergie. Peut-être d'ailleurs ont-ils fabriqué eux-mêmes le foyer qu'ils utilisent. Et pourtant, s'ils n'exercent pas leurs talents de collecteurs dans un bois qui leur appartient mais dans une forêt communale ou — ce qui est pire — sur un territoire dont ils ne connaissent pas le légitime propriétaire, ils s'efforcent prudemment, ignorant leurs droits comme les interdits édictés, d'éviter toute rencontre avec un représentant de la loi.

Propriété et loi, voilà des mots qui mettent en scène la puissance publique, donc l'organisation de la communauté à laquelle appartiennent les demandeurs d'énergie, ramasseurs occasionnels de bois mort. Or l'organisation et le fonctionnement d'une communauté, c'est au sens étymologique du terme la politique. Et l'on peut penser, puisqu'ici l'on souhaite parler essentiellement de la compatibilité entre plans énergétiques nationaux et volonté politique de décentralisation, à ne retenir parmi les acteurs que deux groupes protagonistes principaux : les responsables politiques et les consommateurs d'énergie. On éliminera donc les fournisseurs d'énergie, les constructeurs des matériels d'utilisation et les créateurs d'environnement. Cela peut paraître audacieux, surtout pour les premiers, si l'on songe à quelques-unes des puissantes orga-

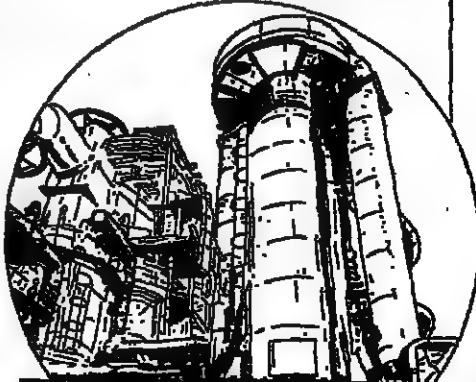
nisations où ils se regroupent et à la façon dont elles pèsent sur le contexte énergétique mondial, donc sur les plans énergétiques nationaux. On considérera cependant qu'ils ne font que répondre aux besoins d'utilisateurs toujours désireux de disposer dans les meilleures conditions des biens et services qu'ils estiment nécessaires, utiles ou agréables, et qui — la complexification des techniques aidant — ne peuvent plus se les procurer eux-mêmes directement. Les utilisateurs d'énergie sont donc producteurs, distributeurs, constructeurs des matériels d'utilisation et aménageurs d'habitat par procuration, ce qui implique, évidemment, que sur d'autres scènes — dans d'autres secteurs d'activité — ils doivent à leur tour jouer le rôle de pourvoyeurs de biens et services. Encore faut-il que les jeux sur les différentes scènes soient cohérents ; en d'autres termes, que la politique énergétique de la communauté s'insère logiquement dans le cadre d'une politique générale bien définie. Les auteurs — collectifs — sont donc à l'évidence les responsables politiques de la communauté, et les metteurs en scène de leurs administrations.

### Théâtre classique ou happening ?

Mais allons-nous assister à un spectacle de la haute époque classique où les acteurs n'ont comme seule initiative — et encore ! — que de mettre sur un texte ponctué à la virgule près quelques intonations, à une comédie italienne ou à un moderne « happening », mieux dénommé en français « improvisation libre » ? Le plan énergétique national est-il une simple prévision de ce que les acteurs,

en toute liberté mais compte tenu de leurs tempéraments propres, vont faire ? Est-il un scénario plus ou moins détaillé ou revêtu d'un caractère normatif et obligatoire ? Aujourd'hui, que constate-t-on ? Les Etats ont presque tous des politiques énergétiques. Ils interviennent donc dans l'organisation et le fonctionnement de ce qui touche à l'énergie. Ce peut être très directement dans le cas de contrats d'achat d'Etat à Etat, de façon plus ou moins contraignante dans le cadre d'une planification, d'un contrôle des prix, d'une réglementation, d'une tutelle ministérielle ou encore d'une concession, par exemple de production ou de transport d'énergie, assortie d'un cahier des charges et éventuellement d'un monopole. Les Etats peuvent contrôler certaines entreprises du secteur énergétique, soit totalement lorsqu'il s'agit de nationalisations, soit partiellement — et dans ce cas de différentes façons.

suite page 4



FSGT : contrat rempli dans l'industrie (page 3)

### EDITORIAL

## Attention aux dérapages

Cette fin 1984 aura été marquée par une démonstration pour nous importante : la tenue et le succès du premier Salon de la Maîtrise de l'énergie dans l'industrie (MEI 84). Ainsi se trouve concrètement illustré ce que je ne cesse de répéter depuis des années : augmentation de la production et augmentation de la consommation énergétique ne sont pas inéluctablement liées. On peut produire plus en consommant moins, et les matériels, systèmes, procédés qui nous ont été montrés à cette occasion apportent la preuve que cette notion entre maintenant dans les préoccupations d'entreprises qui y trouvent matière à une nouvelle branche d'activité. Ainsi se trouve également vérifié, par l'afflux exceptionnel des délégations étrangères venues à Paris pour la circonstance, qu'il existe bien un marché mondial ouvert par la maîtrise de l'énergie et que la France est bien placée, très bien placée même, pour conquérir de larges pans de ce marché. Il apparaît donc que dans le secteur « raisonné » de la vie économique, là où l'énergie est gérée au même titre que les autres postes, la prise de conscience s'est faite ou, en tout cas, est largement en train de se faire, de la nécessité d'intervenir.

Il n'en va pas de même dans le domaine plus « irrationnel » des consommations domestiques, ce qu'il est convenu d'appeler les ménages, beaucoup plus sensibles aux parfums dominants d'un « air du temps » fluctuant au gré des messages publicitaires. L'augmentation des consommations constatée dans le secteur de l'automobile tient sans doute pour une part au fait que l'on entend de plus en plus parler d'abondance, voire de pléthore énergétique qui autoriserait en quelque sorte à nouveau une consommation tous azimuts. Il s'agit là d'un dérapage dangereux car, même si l'énergie nous est moins mesurée qu'on avait pu le croire à une époque, elle est et restera un produit cher, largement importé pour ce qui concerne la France, et qu'il faut en conséquence l'utiliser le plus rationnellement possible. A l'aube de 1985, je voulais le rappeler et être une nouvelle fois à tous les consommateurs (grands et petits) qu'ils trouveront eux aussi, dans cette utilisation rationnelle, un moyen de restaurer leur pouvoir d'achat.

Michel Rolant,  
président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie



# N O U V E L L E S

## EUROPE

### 130 millions de francs pour les projets de démonstration français

Pour les entreprises françaises du secteur maîtrise de l'énergie, 130 millions de francs d'aides de la CEE. En ces temps de rigueur budgétaire et de compétition internationale, un tel résultat est à la fois une excellente nouvelle et la meilleure preuve du dynamisme français dans ce domaine. Cette performance mérite quelques explications.

Les Dix estiment indispensable de ne pas relâcher l'effort entrepris en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la promotion des énergies nouvelles. Ils viennent d'ailleurs, le 9 novembre dernier, de

le rappeler en adoptant une résolution qui insiste sur l'intérêt pour chaque pays de combiner judicieusement une réglementation adaptée, des aides financières incitatives et des campagnes d'information bien ciblées.

En outre, depuis 1979, la CEE lance chaque année un appel d'offres pour que des projets de démonstration lui soient soumis. Ces projets doivent répondre à plusieurs critères : innovation technique réelle, réalisation en vraie grandeur, perspectives convaincantes de viabilité économique et commerciale. Il s'agit donc de donner le « coup de pouce » indispensable à la phase intermédiaire qui se situe en aval de la recherche-développement et en amont de l'investissement de commercialisation.

Un « coup de pouce » loin d'être négligeable puisque la CEE vient d'accorder 433 millions de francs aux 207 dossiers retenus parmi les quelque 700 soumis par les dix pays membres.

Sur ces 433 MF, 130 — soit 30 % — vont bénéficier à 53 projets français qui couvrent tous les secteurs de la maîtrise de l'énergie. Chacun d'eux, quel qu'il soit, est un projet de torcher à plasma dans la sidérurgie ; un nouveau système, développé par l'IPP, d'optimisation de la combustion et de la pollution des moteurs susceptibles de répondre au renforcement des normes antipollution ; le nouveau bateau à propulsion éolienne mis au point par la Fondation Casteau avec le groupe Pechiney ; un système de véhicules électriques à Châtelleraud ; des maisons solaires passives à structure en bois en Bretagne ; l'équipement photovoltaïque de refuges alpins ; une chaufferie

utilisant des granulés d'ordures ménagères à Neuville-lès-Dieppe ; un système de stockage intersaisonnier de chaleur à Sarcelles ; la valorisation de déchets pétroliers ; plusieurs mini-centrales hydrauliques dont une en Corse et une autre à Saint-Pierre-et-Miquelon ; un système de régulation thermique pour la ville de Paris ; plusieurs applications de l'énergie éolienne notamment à Ouessant, sur l'île de Sein, à la Guadeloupe et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Il faut noter en outre que plusieurs projets présentés par des pays étrangers font appel à des matériels français.

En total, la France a recueilli 53,8 MF pour des projets dans le secteur économies d'énergie ; 23,7 MF en électricité et chaleur ; 12,6 MF en mini-hydraulique ; 11,8 MF en énergie éolienne et 5,2 MF en énergie solaire. Il est réconfortant de constater que les industriels français sont ainsi les premiers bénéficiaires des aides de la Communauté européenne. Cela tient à la qualité des projets qu'ils ont présentés, mais aussi à l'aide qu'ils ont pu leur apporter l'AFME tout au long de la procédure et, en particulier, par sa participation active au comité consultatif de Bruxelles, réunissant les experts des dix États membres. Si la France s'est imposée en 1984, nul doute que les autres pays de la Communauté, et notamment l'Allemagne, ne tentent, l'an prochain, de retourner la situation à leur profit. Or la CEE doit publier le nouvel appel d'offres dès ce mois-ci, pour des projets qui devront être déposés avant le 15 avril. Des précisions sur ce point dans notre prochain numéro.

## MIDI-PYRÉNÉES

### Feu vert pour la première centrale éolienne

En 1990, aux termes d'un accord intervenu entre l'AFME, la région Midi-Pyrénées, EDF et la Communauté européenne, la première centrale éolienne fournira 7 650 kilowatts au réseau national.

Dix-huit aérogénérateurs vont en effet être construits sur le site des Commazes, dans le Tarn, en deux phases qui s'échelonnent sur soixante-six mois, de juin 1985 à décembre 1990. Entre juin 1985 et décembre 1987, deux machines vont être construites et longuement testées : l'une de 18 mètres de diamètre et de 100 kW, construite par l'entreprise Rotier-Figeac, l'autre de 40 mètres et de 750 kW, construite par Laroche. A l'issue de cette phase d'essai, huit nouvelles machines de chaque type seront construites. Cette opération, la plus importante d'Europe, s'inscrit dans le plan de développement de l'énergie éolienne défini par l'AFME l'année dernière, et qui se caractérise notamment par l'implication de l'industrie aéronautique dans ce secteur d'activité. Pour Laroche et Rotier-Figeac, deux firmes implantées dans la région Midi-Pyrénées, le développement d'une industrie des aérogénérateurs, principalement dirigée vers le marché des pays à faible réseau électrique, représente une possibilité de diversification intéressante. Pour l'AFME, l'implication de ces firmes, qui font elle-même suite à un accord intervenu avec l'Office national de la recherche aéronautique, représente une garantie technique importante : ce sont en effet les firmes aéronautiques qui apparaissent le mieux à même de maîtriser les problèmes de résistance des matériaux extrêmement complexes que connaissent les machines de grande taille.

Le coût de la première phase de cette opération a été évalué à 23,7 millions de francs, celui de la deuxième phase, à 116,3 millions de francs.

## BOURGOGNE

### Une nouvelle unité de granulation de sciure

Dans une région où abondent scieries et menuiseries industrielles, les déchets de bois ont vite fait de constituer une nuisance. La solution la plus élégante pour s'en débarrasser consiste à les brûler dans une chaudière. Mais la sciure à fort taux d'humidité n'est pas un combustible utilisable de façon simple. Stockage et combustion posent notamment des problèmes délicats.

Le granulé de sciure, produit semi-fluide, sec et inerte (donc stockable), pallie bien les inconvénients du produit brut. La création d'une unité de granulation n'est cependant pas une entreprise dénuée de risques. Les investissements sont lourds, les fournisseurs doivent être diversifiés, fiables et pas trop éloignés et, surtout, le marché doit être soigneusement évalué. Dans une conjoncture où la concurrence entre fournisseurs d'énergie est particulièrement âpre, cette dernière condition est déterminante.

L'entreprise Cengrad, récemment inaugurée bien qu'elle fonctionne depuis dix-huit mois, implantée à Gerland, près de Nuits-Saint-Georges, semble, selon ces critères, assurée d'un bel avenir. Il s'agit d'une unité dont la capacité de production nominale est de 18 000 tonnes de granulé par an, un chiffre que ses dirigeants espèrent réaliser en 1987. Alimentée par des fournisseurs liés par contrats pluriannuels, répartis dans un rayon inférieur à 100 km,

elle alimente dès à présent 30 chaufferies dans une gamme de puissance allant de 20 à 4 000 thermies par heure. Quarante-sept nouveaux dossiers sont en cours d'étude. Parmi les clients actuels : une cité HLM à Auxonne, une usine de transformation de plastiques, une entreprise de traitement de surface des métaux, plusieurs bâtiments administratifs et scolaires, des fermes, des serres. Ces premiers clients consomment à l'heure actuelle 6 000 tonnes de granulé.

Par rapport à d'autres entreprises similaires, Cengrad a bénéficié d'un atout considérable : il existait en Bourgogne un marché préexistant à la construction de cette unité, qui se fournissait principalement en Alsace, et un fort marché potentiel que seul dissuadait l'éloignement de la ressource. Le directeur actuel de Cengrad était d'ailleurs fournisseur de granulé, et disposait donc de sa clientèle avant d'être installé. Notable avantage.

Pour M. Barbier, sénateur-maire de Nuits, cette réalisation est un succès : « Grâce au granulé de bois, nous avons réduit de moitié la facture chauffage du centre social. Et cette industrie peut être créatrice d'emplois. Quand on sait que les 2/3 de la Côte-d'Or sont constitués de forêts, on peut penser que le granulé de sciure a un bel avenir dans notre région ».

En dépit de l'abondance de ses ressources pétrolières, le Mexique décidait, en août 1984, de mettre en œuvre une politique vigoureuse en matière de diversification énergétique et d'économies d'énergie. C'est dans ce contexte promoteur que l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie a choisi de participer à Agro Mexico, dont la vocation est de devenir la plus grande manifestation internationale d'Amérique latine sur les techniques agricoles et agro-alimentaires.

Agro Mexico 1984, deuxième du nom, s'est tenue à Mexico au mois de

septembre 1984 et a réuni 127 entreprises de diverses nationalités. Avec 37 exposants, la France sous l'égide du CFME (Comité français pour les manifestations économiques à l'étranger) fut certainement le pays le mieux représenté. Ce fut une expérience très intéressante pour l'AFME et les industriels qu'elle représentait, car sa présence a suscité un vif intérêt et drainé une grande partie du public.

Grâce à sa participation, l'AFME a pu identifier les potentialités du secteur agricole et agro-alimentaire mexicain dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, répondre à un grand désir d'information sur les techniques existantes de la part des Mexicains, et promouvoir l'industrie française dans une manifestation qui a rassemblé, en quelques jours, la plupart des décideurs et des utilisateurs concernés.

Certaines techniques de maîtrise de l'énergie ont suscité un vif intérêt, notamment auprès des ingénieurs et techniciens, des conseillers agricoles, des financiers et des responsables locaux. C'est le cas, en particulier, de la méthanisation des effluents d'élevage. De nombreux entretiens avec des éleveurs, principalement des États du Sinaloa et du Sonora, ont confirmé que, à travers des problèmes de pollution et des difficultés d'approvisionnement énergétique dans les régions mal desservies, il existait une demande réelle à laquelle les industriels français sont en mesure de répondre. Il est apparu, d'autre part, que des disponibilités importantes en sous-produits agricoles (coques et parches de café, — c'est-à-dire enveloppes du grain vert —, rafles de maïs, coques de coco) pourraient faire l'objet d'une valorisation énergétique par combustion, gazéification...

Reste à concrétiser. Or le Mexique est un pays où les investissements étrangers demeurent encore limités. L'action se poursuit cependant : une importante opération est actuellement à l'étude. Et, dans les milieux industriels, on a bon espoir que les entreprises françaises voient dans un proche avenir leurs conditions d'exportation facilitées. C'est d'ailleurs le souhait qu'a exprimé Michel Rocard aux autorités mexicaines lors de sa visite à Agro Mexico.

## L'ENERGIE DANS L'HISTOIRE

### Le « Nautilus » tout électrique

On ne rend pas assez justice à l'imaginaire collectif. Si l'Europe s'est appropriée l'Amérique au XVI<sup>e</sup> siècle, ce n'est le fait d'aucune supériorité technique (« Chine et Islam sont à l'époque des sociétés nantes... L'Occident est encore un prolétaire », Fernand Braudel), mais parce que les Européens se passionnaient bien davantage que les Orientaux pour toutes les formes de nouveautés (« la folie de la mode est strictement européenne »). Si l'homme a fini par mettre le pied sur la Lune, c'est que les Occidentaux en rêvaient depuis longtemps, comme en témoigne le prodigieux succès de la librairie de Jules Verne. Si la bombe atomique a été découverte, c'est d'abord que l'intuition d'un secret enfoui au cœur de la matière courait déjà dans l'imaginaire collectif depuis le début du siècle : Lew Kowarski, le bras droit de Joliot-Curie, racontait volontiers que sa vocation d'atome lui était venue à l'âge de dix ans en lisant le livre de science-fiction paru en 1914 : *Le Monde libéré* : une histoire de l'espèce humaine, de H.G. Wells, adoubant sur la radioactivité artificielle.

Il est plaisant de relire aujourd'hui le chapitre 12 du *relire* *Vingt mille lieues sous les mers*, carment intitulé « Tout par l'électricité ». Qu'on en juge : « Le capitaine Nemo garda le silence pendant quelques instants, puis il dit :

— Il est un agent puissant, obéissant, rapide, facile, qui se plie à tous les usages et qui règne en maître à mon bord. Tout se fait par lui. Il m'éclairé, il me chauffe, il est l'âme de mes appareils mécaniques. Cet agent, c'est l'électricité.

— L'électricité ! m'écriai-je assez surpris.

— Oui, monsieur.

— Cependant, capitaine, vous possédez une extrême rapidité de mou-

vements qui s'accorde mal avec le pouvoir de l'électricité. Jusqu'ici, sa puissance dynamique est restée très restreinte et n'a pu produire que de petites forces !

— Monsieur le professeur, répondit le capitaine Nemo, mon électricité n'est pas celle de tout le monde, et c'est là tout ce que vous me permettez de vous en dire.

C'est du sodium, on l'apprendra plus loin, que le capitaine Nemo tire la source de cette miraculeuse énergie : Jules Verne a probablement été fasciné par les propriétés fulgurantes de ce métal quand on le met au contact de l'air ou de l'eau — propriétés qui font aujourd'hui l'un des aspects délicats du surélément (où le sodium intervient non pas comme combustible, mais comme fluide de refroidissement).

L'électricité émerge ainsi de l'imaginaire collectif avec les prestiges inquiétants de la magie : force invisible, mystérieuse, liée au magnétisme, c'est-à-dire aux forces occultes, elle est une sorte d'esprit qui traîne parmi les choses. Il a fallu longtemps pour qu'on lui reconnaisse le statut de phénomène matériel : « Il y a juste deux siècles, tout effet électrique était jugé résulter d'une opération de traitement, donc artificiel. On n'imaginait pas qu'un effet analogue se retrouverait parmi les effets ordinaires des corps abandonnés à l'action de leurs lois propres. Le but des expériences de Benjamin Franklin (et une des raisons de leur grand retentissement) a été de prouver que la décharge de l'éclair était un phénomène électrique. Du même coup s'est trouvé démontré le caractère non artificiel de celui-ci. Les résistances à cet égard furent ténues. Le préjugé était si fort que les noms d'électricité naturelle et d'électricité artificielle » se sont maintenus pendant une partie du XIX<sup>e</sup> siècle » (Serge Moscovici).

Jules Verne lui-même, au chapitre 23 de *Vingt mille lieues sous les mers*, fait une candide allusion au caractère surnaturel de la chose : « Quand je songeais que ce merveilleux agent électrique, après avoir donné le mouvement, la chaleur, la lumière au Nautilus, le protégeait encore contre les attaques extérieures, et le transformait en une arche sainte à laquelle nul profane ne touchait sans être foudroyé, mon admiration n'avait plus de bornes et, de l'appareil, elle remontait aussitôt à l'ingénieur qui l'avait créé.

Nul doute que cette sorte d'hydre de la modernité qu'est le capitaine Nemo à la barre de son Nautilus (hydre pareille à celle du cosmographe de bande dessinée aux commandes de son vaisseau interdécalé) ne tire une grande part de sa seduction littéraire du fantasme de toute-puissance dont il se nourrit : « ... De là une puissance que l'électricité seule pouvait me donner, se hâta de dire le capitaine Nemo. Je vous répète, monsieur, que le pouvoir de mes machines est à peu près infini » (chapitre 13).

A l'intérieur du Nautilus, c'est une mini-société exclusivement masculine, collabore, donc préservée des stupides attachements sentimentaux ou charnels. « C'est le lycée sans les brimades, le monastère sans les moines », note Jean-Louis Curtis dans la préface de l'édition de poche.

Mais le plus étonnant est que l'habitation mobile-toute-puissante-toute-électrique ait été à l'origine attribuée au génie d'un révolté (« Cet Indien, monsieur le professeur, est un habitant du pays des opprimés, et, jusqu'à mon dernier souffle, je serai de ce pays-là ! » 2<sup>e</sup> partie, chapitre 3) pour servir sa terrible vengeance contre l'espèce humaine tout entière — ah, la séparabilité du civil et du militaire ! —, et que Jules Verne ait cru pouvoir doter l'engin d'une autonomie absolue. Imaginez un vaisseau spatial déconnecté de la salle de contrôle de la Nasa à Houston...

Louis Puisseux

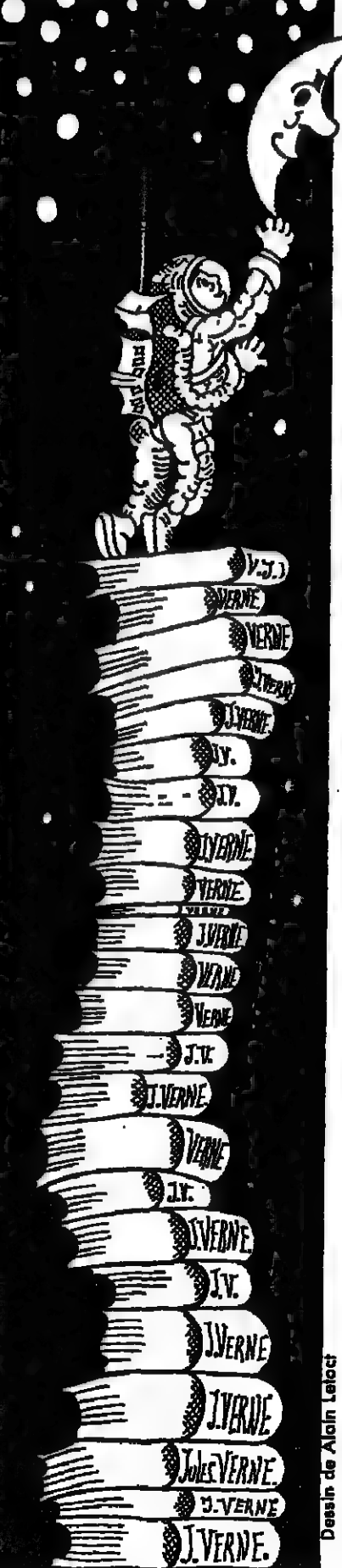
#### BIBLIOGRAPHIE

Jules Verne, *Vingt mille lieues sous les mers*, Gallimard, collection Folio.

Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Colin, tome 1, p. 13, 282, 283 et 357 à 363.

Serge Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Flammarion, 1977, p. 381.

Pierre-Philippe Druet, Peter Kemp et Georges Thill, *Technologies et Sociétés*, Galilée, 1980, p. 144 à 147.



Dessin de Alain Leclerc

# COI

Plus de 2 000 opérations, plus d'un million de tep

L'industrie du Nord-Pas-de-Calais a été la première à se lancer dans la maîtrise de l'énergie. Elle a ainsi réalisé plus de 2 000 opérations, pour un montant de plus d'un million de tep. Cette performance est le résultat d'une politique volontariste menée par la région, en collaboration avec l'AFME et la Communauté européenne. Elle a permis de développer une série de projets innovants, notamment dans le domaine de la production d'énergie à partir de déchets industriels et agricoles. Ces réalisations ont permis de réduire significativement les émissions de polluants et de contribuer à la préservation de l'environnement. La région Nord-Pas-de-Calais est ainsi devenue un modèle de réussite en matière de maîtrise de l'énergie et de développement durable.

## DANS LE NORD-PAS-DE-CAI

### Des industriels face au choix des investissements

Les industriels du Nord-Pas-de-Calais sont confrontés à un choix crucial : investir dans la maîtrise de l'énergie ou non. Cette décision a des conséquences directes sur la compétitivité de leurs entreprises et sur leur impact environnemental. Face à ce dilemme, de nombreux industriels ont choisi de privilégier les investissements dans les technologies de pointe, notamment dans le domaine de la production d'énergie propre. Cette stratégie leur a permis de réduire leurs coûts de production et de renforcer leur position sur le marché international.

Les industriels du Nord-Pas-de-Calais ont également été encouragés par les aides financières de la région et de la Communauté européenne. Ces soutiens ont permis de réaliser des projets ambitieux, tels que la construction de nouvelles unités de production d'énergie à partir de déchets. Ces réalisations ont non seulement permis de créer de nouveaux emplois, mais ont également contribué à la diversification économique de la région. Les industriels ont ainsi pu maintenir leur activité dans des secteurs traditionnels tout en investissant dans des domaines innovants.

La région Nord-Pas-de-Calais a ainsi réussi à attirer de nombreux investisseurs étrangers, attirés par son environnement favorable et ses infrastructures modernes. Cette attractivité a permis de renforcer la position de la région en tant que pôle économique majeur de France. Les industriels ont ainsi pu bénéficier d'un environnement propice à leur développement et à leur croissance.

### Une région en mutation profonde

La région Nord-Pas-de-Calais est en train de vivre une véritable révolution industrielle. Les entreprises traditionnelles sont en train de se transformer pour devenir des entreprises modernes et innovantes. Cette mutation est le résultat d'une politique volontariste menée par la région, en collaboration avec l'AFME et la Communauté européenne. Elle a permis de développer une série de projets innovants, notamment dans le domaine de la production d'énergie propre. Ces réalisations ont permis de réduire significativement les émissions de polluants et de contribuer à la préservation de l'environnement. La région Nord-Pas-de-Calais est ainsi devenue un modèle de réussite en matière de maîtrise de l'énergie et de développement durable.



سكزا عن الاموال

## ERGIE DANS L'HISTOIRE outils » tout électrique

Le secteur de l'énergie a connu une véritable révolution technologique. Les outils de travail, autrefois manuels, sont aujourd'hui entièrement électriques. Cette évolution a permis d'augmenter considérablement la productivité et la sécurité des travailleurs. Les machines électriques sont désormais omniprésentes dans les usines, les chantiers de construction et les mines. Elles ont transformé les tâches pénibles en opérations plus simples et plus efficaces. Cette transition vers l'électricité a été un tournant décisif dans l'histoire de l'industrie.

LETTRE MENSUELLE DE L'AFME - PAGE 2

# LE FONDS DES GRANDS TRAVAUX ET L'INDUSTRIE CONTRAT REMPLI

Près de 2 000 opérations, 720 millions de francs d'aides, 4,3 milliards de francs d'investissements. Plus d'un million de tep économisés ou substitués

L'industrie ne constitue pas le premier secteur de consommation d'énergie dans le bilan national. Comme dans la plupart des pays développés de la zone tempérée, c'est l'habitat et le secteur tertiaire qui occupent cette première place. Mais le « gisement » d'économies d'énergie exploitables dans l'industrie apparaît souvent plus accessible : les investissements y sont plus immédiatement rentables et l'amélioration des comptes d'exploitation des entreprises qu'ils permettent accroît leur compétitivité. Toutes ces considérations avaient conduit, lors du vote de la deuxième tranche du Fonds spécial des grands travaux, à l'automne 1983, à réserver une enveloppe de 450 MF à ce secteur, auxquels sont venus s'ajouter 270 MF au titre de la troisième tranche.

Aujourd'hui, ces fonds ont été attribués dans leur totalité et des projets d'investissements trop tardifs arrivent encore à l'AFME : les industriels ont su saisir l'opportunité qui leur était offerte. Les seuls résultats d'ensemble dont on puisse faire état à l'heure actuelle sont les suivants : ces 720 MF ont été attribués à 1 910 projets d'investissements, dont le montant s'élève à 4,3 milliards de francs. Ils permettront l'économie ou la substitution de 1,05 Mtep par an. En revanche, les 450 millions de la seconde tranche ont été affectés dans leur totalité au cours des six premiers mois de l'année ; ils permettront donc une analyse plus fine de leur utilisation. Si l'on considère les secteurs bénéficiaires, on constate que les industries agro-alimentaires se sont taillées la part du lion : à elles seules, elles ont profité de 40,1 % de ces 450 MF. Vient ensuite la chimie (industrie pétrolière incluse) avec 22,3 %, puis, quasiment à égalité, l'ensemble des activités mécaniques et électriques avec 8,2 %, et le papier-carton avec 8,4 %.

La place occupée par les industries agro-alimentaires correspond d'importantes opérations de conversion de chaufferies au charbon, en particulier dans les sucreries où l'usage de ce combustible est en train de devenir la règle. 33 opérations de substitution du charbon au fioul auront lieu dans ces entreprises, pour un investissement total de 640 MF qui permet de déplacer quelque 240 000 tep.

Plus nombreuses, les opérations de conversion du fioul à l'électricité ont été de 130, permettant le déplacement de 40 400 tep, pour 186 MF d'investissements. Aux 280 000 tep substitués, il convient d'ajouter 290 000 tep économisés. Au total, 900 dossiers auront été traités sur cette seconde tranche, 700 d'entre eux auront bénéficié de la procédure d'aide automatique,

200 d'une procédure d'aide négociée. Les statistiques relatives à l'origine des matériels sont plus difficiles à fournir. Or la question est d'importance puisque l'on pouvait craindre que le secteur de l'industrie, plus consommateur de matériel que de travaux de gros œuvre (par rapport au bâtiment), soit contraint de recourir à des prestations étrangères. En fait, les chiffres dont on dispose font apparaître que près de 90 % des investissements concernent des entreprises françaises : matériel, génie civil et ingénierie. Nous avons déjà eu à plusieurs reprises l'occasion de le souligner — et le Salon Maîtrise de l'énergie dans l'industrie était là pour convaincre les plus sceptiques —, il existe en France une industrie de la maîtrise de l'énergie capable de couvrir, dans une proportion satisfaisante, les besoins du marché. Un marché qui reste large si l'on en croit les prévisions du Bureau d'information et de prévision économique (BIPE), qui estime que, d'ici à 1988, les investissements de maîtrise de l'énergie connaîtront une croissance annuelle deux fois plus élevée que la moyenne des investissements productifs (3 % contre 1,5 %).

## DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

### Des industriels face au choix des investissements

● L'avenir du Nord-Pas-de-Calais passe par le renouveau de ses entreprises. Le choix des investissements, dans un tel contexte, est déterminant. Nous avons demandé à quelques industriels quels rôles pouvaient jouer, dans cette difficile partie, des aides comme le FSGT, des structures comme l'AFME.

Les entreprises industrielles du Nord-Pas-de-Calais auront bénéficié, à la fin de cette année, de 104 millions de francs de subventions prélevées sur des enveloppes nationales de 450 MF pour la deuxième tranche du FSGT, auxquels se sont ajoutés 270 MF pour la troisième tranche. Les investissements concernés se montent à 489 MF. Ils entraîneront une diminution de la consommation d'hydrocarbures de 113 000 tep par an : soit 29 000 tep économisés, 75 000 déplacés vers le charbon et 9 000 vers l'électricité. Rapportés au bilan national, ces chiffres montrent tout d'abord combien les milieux industriels de la région ont été prompts à réagir à l'opportunité qui s'offrait à eux : 104 MF de subventions, cela revient à 14,4 % des enveloppes nationales.

#### Une région en mutation profonde

L'économie de devises consécutive à ces investissements s'élèvera à 143,4 MF par an, soit 1,4 F pour 1 F de subventions. C'est mieux que la moyenne nationale, qui s'établit à peu près à 1 F d'économie de devises par an pour 1 F de subventions. L'importance des investissements de substitution du charbon au fioul et leur rentabilité expliquent bien cette différence. Dans leur sécheresse, ces chiffres expriment bien d'autres choses. D'abord la réalité d'une région qui, ayant vu naître la grande industrie française, liée à l'exploitation charbonnière, et l'ayant vue se développer, a fini par s'identifier à elle. Une région aujourd'hui confrontée au déclin des bassins miniers, à la nécessité de maintenir en partie les pôles d'activités traditionnelles (acier, en particulier) en leur faisant subir une mutation profonde, tout en renouvelant le tissu industriel par l'implantation et le développement de PMI produisant plus de valeur ajoutée que les secteurs traditionnels.

Une région, donc, confrontée à un problème fondamental : celui de l'investissement. « Pour un chef d'entreprise, explique M. Kollar, responsable de la fonderie de zinc de l'usine Penarroya de Noyelles-Godault, il y a deux catégories d'investissements : les obligatoires et les optionnels. Un investissement obligatoire, c'est un investissement destiné à préserver l'outil de travail ; un investissement optionnel, c'est celui qui en améliorera les performances. Les investissements de maîtrise de l'énergie font partie de cette seconde catégorie.

« Une subvention confère à la technique une sorte de label qui peut emporter la décision. »

Dans une période où les moyens financiers des entreprises ne sont pas considérables, où le crédit coûte cher, ils relèvent de la stratégie globale de l'entreprise, laquelle ne se limite évidemment pas à l'amélioration du compte d'exploitation. « Voici posé le cadre dans lequel se prendra, ou ne se prendra pas, une décision d'investissement.

#### De la subvention coup de pouce...

Lorsque M. Debruyne, responsable d'une coopérative sucrière à Attin, constate que ses chaudières sont vétustes, deux voies s'offrent à lui : les remplacer « à l'identique », ou passer au charbon et diminuer la facture énergétique de 50 %. Un choix a priori évident ; mais le passage au charbon suppose un surinvestissement de 150 %... C'est finalement l'annonce d'une possible subvention de l'AFME qui fait prendre la décision. Opinion unanime parmi les industriels que nous avons rencontrés : au-delà d'un temps de retour brut de deux ans, on n'a guère la possibilité d'investir. L'intérêt d'une politique d'aide à l'investissement consiste donc, notamment, à ramener vers



cette limite les temps de retour jugés dissuasifs. Mais il ne se limite pas là : « Prendre une décision d'investissement, c'est nécessairement confronter des hypothèses, observe M. Lachenait, ingénieur au service de recherche d'Usinor, à Valenciennes. Or l'existence d'une subvention confère à la technique à laquelle elle s'applique une sorte de label qui peut emporter la décision. » Ainsi, à Usinor Dunkerque, on va défendre dans un turbo-alternateur le gaz du haut fourneau n° 2, ce qui permettra de produire le tiers de l'électricité nécessaire à l'envoi d'air chaud dans ce haut fourneau. Une économie de 8 000 tep d'électricité. « Le temps de retour de cette opération (cinq ans) et les perspectives d'évolution du prix de l'électricité peuvent rendre le choix d'un tel investissement surprenant, juge M. Lachenait. Mais cette technique nouvelle intéressera sans aucun doute les pays producteurs d'acier, comme le Sud-Est asiatique ou le Japon, où l'électricité est très chère. Dans ce cas, les subventions du FSGT ont joué pour nous comme une prime à l'innovation, une aide à la mise au point de techniques exportables. » Dans beaucoup de PMI de la région, les industriels se plaisent à mettre en

procédant d'une démarche semblable. L'industriel prend un risque, même s'il a l'assurance d'une amélioration du compte d'exploitation, par réduction des charges, et la perspective d'un développement de l'entreprise ; l'AFME, à travers ses procédures d'aides à l'investissement, apporte un élément qui contribue, souvent de façon déterminante, à la décision. « A Tioxide, fait observer M. Leccœur, chef de fabrication, le risque n'est pas mince puisqu'il s'agit de l'heure actuelle, nous ne puisons (sous forme d'eau à 85°C) que le quart des 4 000 tep récupérées grâce à l'échangeur. Nous parions à la fois sur le développement de l'entreprise et sur l'urbanisation du site, qui nous permettrait de vendre de l'eau chaude à notre voisinage. » Une telle mise en situation de « rentabilité conditionnelle » implique de la part de notre industriel des engagements qui, là encore, font l'unanimité parmi tous ceux que nous avons rencontrés : « Si une politique d'aide à l'investissement nous incite à prendre des risques, il nous faut en contrepartie l'assurance d'un engagement continu des pouvoirs publics. Attention au "stop and go" ! Il faut aussi une clarté, une cohérence dans les objectifs affichés qui n'ont pas toujours prévalu. Comment aller de l'avant quand on est dans le brouillard ? » Dans le plat pays, on aime les horizons dégagés.

Michaël Ghoerbrant



LETTRE MENSUELLE DE L'AFME • PAGE 4

## MATIÈRES PREMIÈRES

# Les nouveaux chercheurs d'or

**A**vec un peu d'imagination, l'entrée de l'usine évoquerait un cimetière d'électrons. Pressés les uns contre les autres, des ordinateurs périmés attendent qu'on les dépouille de leurs trésors cachés : il y a quatre grammes de métal jaune dans un ordinateur.

Nous sommes dans l'usine Valmet, une PMI décentralisée (d'Aubervilliers à Falaise, Calvados), sur 3 000 m<sup>2</sup>. Depuis la date de sa création, en 1981, Valmet a pris 50 % du marché français tout nouveau de la récupération des déchets de l'électronique. Ici, entre de l'IBM, de l'ITT, du Thomson, du CIT-Alcatel... sortent des lingots d'or, de la grenaille d'argent, du platine et de l'étain.

M. Jehanne, ingénieur en génie chimique, dirigeait une usine de l'une des plus importantes sociétés françaises de métaux précieux. Il y a soumis à ses supérieurs des projets prenant en compte les créneaux ouverts par l'apparition des premiers déchets de l'informatique. Sans succès. M. Jehanne n'a pas démordu de son idée, et il est parti créer Valmet,

**En Normandie, l'entreprise Valmet récupère les métaux précieux des composants électroniques. Une mine en expansion continue, dont l'exploitation rationnelle doit soulager la balance des paiements.**

traire : nous achetons des déchets étrangers pour produire nous-mêmes le métal de seconde fusion, grâce à la mise au point de procédés d'affinage spécifiques aux métaux précieux.

Ainsi, cette année, Valmet aura permis de diminuer de 50 millions de francs le montant de nos importations. Vacarme dans cet atelier immense : quatre ouvriers s'attaquent à un ordinateur, d'abord au marteau et au burin pneumatique. Ils signalent ensuite la dissection au tournevis : les déchets sont répartis, par familles de matériau, dans 24 boîtes. Cette étape est forcément manuelle : chaque jour arrivent ici de nouveaux types d'ordinateurs, où varie

les technologies de séparation et d'affinage, en optimisant les procédés de démantèlement, d'électrolyse et de précipitation : c'est le rôle du laboratoire de recherche de Valmet, gardé comme un secret d'Etat. Certains procédés d'électrolyse ou de désamalgamation sont en effet strictement confidentiels... Elle vaut de l'or, la recette qui permettra de trouver un autre bain que le cyanure pour aller chercher de l'or au fond d'un transistor.

« Si dans trois ans nous arrivons à récupérer du tantale, c'est à notre laboratoire que nous le devons », commente M. Jehanne. Pour viser aussi loin, Valmet s'est assuré le concours d'entreprises amies, et de la moitié des laboratoires universitaires français. Cette aide ne sera pas superflue pour atteindre les 20 % du mar-

cours des métaux qui justifie qu'un beau jour on se donne les moyens de les récupérer, même en petite quantité. La récupération de l'or des ordinateurs ne se justifiait pas il y a douze ans, alors que le métal jaune coûtait 9 000 F le kilo. A 105 000 F, comme aujourd'hui, c'est devenu une opération rentable.

Chez Valmet, on est prêt à profiter de nouvelles hausses : les ateliers ne sont utilisés que pour le moment qu'au tiers de leurs capacités.

### Ordinateurs, cuisiniers... et pots d'échappement

Les ordinateurs ne sont pas la seule source de métaux précieux : « Il commence à y avoir suffisamment d'électronique dans les cuisiniers pour que je m'y intéresse », indique M. Jehanne, qui est en pourparlers avec un fabricant belge d'électroménager. A quand les voitures ? Il y a à 10 à 20 grammes d'argent derrière le tableau de bord de certaines voitures françaises. C'est encore très limité. Mais, chez Valmet, on pense déjà au platine des pots d'échappement catalytiques, qui devraient obligatoirement équiper les voitures allemandes construites à partir de 1986.

Electroménager, voitures... Quel tonnage de métaux précieux y a-t-il à récupérer dans ces objets qu'on abandonne pour le moment à la casse ou aux décharges ? Difficile aujourd'hui de l'évaluer avec précision. C'est pourquoi l'Agence nationale pour la récupération des déchets constitue en ce moment un « observatoire des déchets » qui permettra peut-être de connaître demain l'importance des trésors que nous côtoyons.

André Keller



spécialisée dans le traitement des déchets à basse teneur (moins de 5 % de métaux à récupérer).

### Récupération des non-ferreux : 1/3 de nos besoins

L'AFME et l'ANRED ont donné un coup de pouce (10 et 8 % de l'investissement pour l'usine de Falaise). En effet, la récupération des métaux non ferreux permet d'économiser de l'énergie et des devises. Elle représente 30 % de nos approvisionnements en matière. Tout récemment encore, faute d'un outil national spécialisé, la France exportait ses déchets à l'étranger, puis réimportait le métal que nos voisins avaient su récupérer. Aujourd'hui, c'est le con-

trôle européen sur le secteur, objectif que s'est fixé l'entreprise. Les résultats sont encourageants : en 1984, Valmet a doublé sa production d'or par rapport à 1981 - passant de 196 à 400 kg - et triplé celle d'argent - passant de 1 022 à 3 000 kg. Cette compétitivité tient à la recherche de procédés d'affinage spécifiques, dont la durée n'est plus asservie au rythme lent de l'affinage du cuivre. Ces procédés sont plus coûteux, mais le rythme de transformation du déchet en lingot est six fois plus rapide. Le coût de la récupération est ainsi diminué de 20 %. Pendant le temps économisé, « il s'en passe des choses, du côté des taux d'intérêt », souligne M. Jehanne.

C'est, naturellement, la hausse des

l'emplacement des circuits imprimés et des connexions, riches en métaux précieux. L'or se trouve notamment sur le cuivre des contacts des « puces ». 80 % des déchets qui rentrent à Valmet proviennent de matériels électroniques. Les 20 % restants sont constitués de lunetterie, de fermetures de sacs plaqués or, de turbines d'avion soudées à l'argent, etc.

Une fois disséqués, les déchets sont triés puis broyés ; le métal est alors électrolysé ou précipité, puis fondu. Cette nouvelle génération de déchets, dont le métal est mélangé à une importante quantité de plastique et de cuivre, a forcé les récupérateurs professionnels à réinventer

## Plus de 5 000 professionnels à MEI 84

### Bilan très satisfaisant pour le Salon de la Maîtrise de l'énergie dans l'industrie

« Un franc succès » : telle était l'opinion quasi unanime que l'on pouvait recueillir au soir du 23 novembre, durant les dernières heures du Salon Maîtrise de l'énergie dans l'industrie 84. Clôturant cette manifestation, la première du genre, aussi bien le ministre de l'Énergie que le président de l'Association technique pour les économies d'énergie - devenue à cette occasion Association technique pour l'efficacité énergétique -, que le président de l'AFME se sont félicités de cette réussite. Plus de 5 300 professionnels de la maîtrise de l'énergie dans l'industrie ont en effet visité les 150 stands, tandis que les journées techniques ont enregistré près de 1 200 participants qui ont entendu plus de 170 communications, dont une dizaine par des intervenants étrangers.

En lançant voici deux ans l'idée de ce Salon, l'AFME se donnait comme objectif d'offrir aux énergéticiens d'entreprise un lieu de rassemblement « horizontal », dans lequel puissent se renforcer des liens, s'échanger des informations, se traiter des affaires entre gens parlant le même langage. En un mot, créer une communauté de professionnels

jusqu'alors dispersés. De ce point de vue, l'opération a réussi : tous les responsables de stand que nous avons interrogés s'accordaient à reconnaître le niveau économique et technique des visiteurs, leur motivation, et se sont félicités que nombre d'entre eux aient été des décideurs.

### Les achats d'énergie : une lourde charge

Comme l'a fait observer Alain Fournier, président de l'ATEE, le décloisonnement interne aux entreprises, dont la poursuite est si nécessaire, ne peut que bénéficier de manifestations comme celle-ci. Constatant, dans son discours de clôture, que les derniers chiffres connus pour l'année 1983 laissaient apparaître une reprise des consommations venue annuler les effets des investissements engagés auparavant, le ministre de l'Énergie, M. Martin Malvy, s'est attaché à rectifier quelques lieux communs qui peuvent expliquer ce relâchement des comportements : « Il n'y a pas à l'heure actuelle trop d'énergie en France. Mais il faut aussi se garder du trop peu.

L'Etat doit veiller [...] à ce que le développement de l'économie ne soit pas pénalisé faute d'énergie [...] Les achats d'énergie représentent toujours une lourde charge pour la France, 15 milliards par mois en moyenne. Le développement de la production d'électricité nationale contribuera à accroître notre taux d'indépendance énergétique mais, pour autant, celui-ci ne dépassera pas 50 % en 1990. Il ne faut donc pas gaspiller cette électricité d'origine nucléaire : il faut la réserver pour les usages réellement performants. Assurant à son auditoire que l'AFME serait dotée, en 1985, de moyens « au titre du budget comme du Fonds des grands travaux » qui lui permettrait de poursuivre son action, le ministre a incité les industriels à maintenir leur effort d'investissement et même « à le majorer un peu ». Il a par ailleurs proposé que des manifestations soient organisées dans les régions et se terminent par un grand colloque à Paris. Cela pourrait se faire dans le cadre du prochain Salon MEI, cette fois à participation internationale, lui a proposé le président de l'AFME. Rendez-vous, donc, au prochain Salon.

## BOIS MORT ET PLANIFICATION

Mais des collectivités territoriales autres que les Etats peuvent être les auteurs et les acteurs de politiques énergétiques locales. En France par exemple, depuis longtemps ce sont les communes qui concèdent la distribution par réseaux de l'électricité, du gaz ou de la chaleur, mais elles peuvent aussi assurer ces services par l'entremise de régies communales, intercommunales ou départementales. A cette mise en place de structures ne s'arrête pas cependant le rôle des collectivités locales. En effet, celles-ci sont aussi des consommateurs d'énergie au travers de l'ensemble des services publics : bâtiments administratifs, écoles, hôpitaux, stades, éclairage public, etc. Leurs choix ont - ou devraient avoir - un caractère exemplaire et, en influençant les autres consommateurs d'énergie, ils contribuent à construire les politiques énergétiques locales ou régionales.

Sur la scène du jeu énergétique national évoluent donc des groupes régionaux distincts de consommateurs-fournisseurs par procuration mais par une quête commune de l'énergie et guidés plus ou moins étroitement par un auteur-metteur en scène. Si la scène est vaste, les acteurs nombreux, le texte imposé et le guide unique, l'on ne voit que deux issues possibles : ou bien le spectacle se déroulera avec une extrême lenteur et dans un grand désordre, car lorsque le metteur en scène aura réglé le jeu du dernier acteur le premier aura déjà oublié son rôle, ou bien tous les acteurs soigneusement alignés sur plusieurs rangs devront réciter un même texte en faisant les mêmes gestes.

### Des relais entre l'Etat et les régions

Aucune des deux solutions ne favorise l'efficacité ni l'adaptation aux contextes énergétiques régionaux. La raison en est manifestement une insuffisance des moyens de communication entre le guide et les acteurs, et notamment un manque de relais aux niveaux régionaux chargés d'aider à la préparation du plan

## BREVES

### UNE CENTRALE THERMIQUE AU BOIS EN GUYANE

Une centrale électrique alimentée par des déchets de scieries va être construite en Guyane française, aux termes d'un contrat de 9 millions de dollars canadiens intervenu entre Electricité de France et la société canadienne Biodiv international.

### DE L'ETHANOL DANS L'INDIANA

La plus importante unité mondiale de fabrication d'éthanol à partir de maïs est récemment entrée en activité aux Etats-Unis, dans la ville de South Bend (Indiana). Construite avec l'assistance du Department of Energy (DOE), au prix de 186 millions de dollars, elle devrait produire 20 millions d'hectolitres d'éthanol par an, avec 500 000 tonnes de maïs.

### RECTIFICATIF

#### L'HOPITAL D'EYREUX... ET LES CHIFFRES

De nombreux lecteurs, accessoirement contributeurs, ont fait remarquer à l'article intitulé « Automate et petit bois à l'hôpital d'Eyrex », (notre dernier numéro).

Reconnaissons qu'il y avait de quoi : selon les chiffres publiés, il ne fallait pas moins de quarante-sept ans pour que l'installation d'une chaudière à bois dans cet établissement devienne rentable ! Rétablissons donc les chiffres réels : l'installation de cette chaudière, d'une puissance de 2 500 ihermes - ou 2 900 kW -, consommant 3 300 tonnes de bois par an, a coûté 2,87 MF. Aux termes du contrat passé entre cet hôpital et la Cofreth, qui assure la gestion de la chaufferie, l'économie annuelle d'exploitation doit être de 626 000 F, compte tenu des prix respectifs de la thermique bois (15 centimes) et de la thermique fioul (28 centimes). Le temps du retour brut de cet investissement s'établit donc à 4,6 ans.

En outre, dans le cadre de la première tranche du Fonds spécial des grands travaux, le maître d'ouvrage avait bénéficié d'une subvention de 50 %.

« Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME. Rédaction en chef : Roger-Pierre Borneau, AFME, 27, rue Louis-Victor - 75013 Paris.  
« Rédaction et communication » : Hugues Sibille et Michèle Gherbrant, Manoeuvre et Claude Roy, TEN et Associés, 10 rue Moyet - 75006 Paris.  
« Composition, mise en page, photographie » : Bédouin, 14 rue Vauvargues - 75016 Paris.

Monde

## Rock around Jack Lang

« Jack, Jack », s'écrient les 17 millions de Français qui ont vu la télévision de la célébration de l'anniversaire de la naissance de la République, le 4 juillet 1984, à Paris. Le Président de la République, Jack Lang, a été le héros de la fête.

« Jack, Jack », s'écrient les 17 millions de Français qui ont vu la télévision de la célébration de l'anniversaire de la naissance de la République, le 4 juillet 1984, à Paris. Le Président de la République, Jack Lang, a été le héros de la fête.

C'est un fait, l'anniversaire de la naissance de la République, le 4 juillet 1984, a été une fête réussie. Le Président de la République, Jack Lang, a été le héros de la fête.

« Jack, Jack », s'écrient les 17 millions de Français qui ont vu la télévision de la célébration de l'anniversaire de la naissance de la République, le 4 juillet 1984, à Paris. Le Président de la République, Jack Lang, a été le héros de la fête.

« Jack, Jack », s'écrient les 17 millions de Français qui ont vu la télévision de la célébration de l'anniversaire de la naissance de la République, le 4 juillet 1984, à Paris. Le Président de la République, Jack Lang, a été le héros de la fête.

« Jack, Jack », s'écrient les 17 millions de Français qui ont vu la télévision de la célébration de l'anniversaire de la naissance de la République, le 4 juillet 1984, à Paris. Le Président de la République, Jack Lang, a été le héros de la fête.

« Jack, Jack », s'écrient les 17 millions de Français qui ont vu la télévision de la célébration de l'anniversaire de la naissance de la République, le 4 juillet 1984, à Paris. Le Président de la République, Jack Lang, a été le héros de la fête.

« Jack, Jack », s'écrient les 17 millions de Français qui ont vu la télévision de la célébration de l'anniversaire de la naissance de la République, le 4 juillet 1984, à Paris. Le Président de la République, Jack Lang, a été le héros de la fête.



150

## Rock around Jack Lang

M. Jack Lang a présenté, le 17 décembre au Gibus à Paris, la politique du ministère de la culture en faveur des nouveaux lieux musicaux, à l'occasion de la publication de *Maxi-Rock, Mini-Bruits*, un guide de deux cents pages réalisé par le Centre national d'action musicale (le CENAM).

Le ministre a fait un tabac dans le petit club de rock de la rue du Faubourg-du-Temple où se pressait le Tout-Paris qui « croit » et qui pétille. Entre Bernard Lavilliers, Yves Simon, Tati Girl, Kent, Little Bob Story, Rita Mitsouko, Étienne Daho et quelques autres, pour les journalistes venus dans l'espoir de débattre de la chose rock, il a fallu en découvrir avec les petits fours et les boissons à volonté. Sur la scène du Gibus, plus expéditif que la plupart des musiciens qui s'y produisent, M. Lang s'est déclaré plus enclin à discuter amicalement autour d'un verre. Embouteillages semi-mondains et files d'attente, les Rolling Stones n'auraient pas mieux fait.

Deux heures plus tard, dans le calme feutré des salons du ministère de la culture, improvisant un entretien, M. Jack Lang montrait pourtant que le rock ne lui est pas un simple outil de propagande pour attirer les jeunes. Il y croit et il y tient. Il en parle même avec une certaine connaissance des hommes et du terrain. N'est-il pas le premier ministre (comme il le fait pour le jazz, d'ailleurs), à entreprendre des actions pour son confort et son développement, et c'est là le plus important, en brisant le clivage entre art majeur et art mineur ?

Ainsi le choix du Gibus, qui aurait pu passer pour de la démagogie, se justifiait par une action de la direction de la musique et de la danse : elle soutiendra en 1985, par un système de bourses, les musiciens qui jusqu'à présent se produisaient sans être payés. « Nous ne pouvons agir qu'en amont », dit M. Jack Lang. Il y a beaucoup à faire puisque rien n'a jamais été fait en ce domaine. Il y a deux ans, certains nous reprochaient de vouloir étouffer le rock. « Laissez le rock tranquille », disaient-ils. Les autres, au contraire, nous en voulant de ne pas en faire assez. A Paris, au début de l'année, le président de la République a inauguré le Zénith, nous avons apporté notre soutien au Théâtre du forum des Halles, au New-Morning, au Dunois, des salles plus modestes. Mais Paris, ce n'est pas tout. Ce n'est pas notre rôle. Le Zénith fait des petits, les Zéniths à Montpellier et à Lorient ont débuté en 1985, bientôt Bordeaux, Lyon, Rouen. C'est une solution rapide, peut-être, mais rationnelle. Une douzaine de petites salles ont déjà été aidées à travers la France. En échange d'une subvention de fonctionnement (entre 10 % et 25 % du budget annuel global de l'établissement), elles assurent une programmation variée et prioritairement tournée vers les artistes jeunes ou peu connus, et respectant la législation, notamment celle relative aux charges sociales de l'artiste et au plafonnement des prix d'entrée.

Cette aide aux lieux de diffusion est complétée par une aide à des équipes d'animation qui ouvrent pour la promotion de groupes régionaux (ainsi l'opération « Coup de talent dans l'Hexagone » qui rayonnera sur six régions du 18 février au 24 mars 1985) et par une aide aux lieux de répétition. « C'est une priorité », estime M. Jack Lang. L'absence de locaux de répétition est dramatique puisque là se forment les talents. « Vingt-six actions soutenues par le ministère ont été menées dans ce sens depuis 1982. C'est là qu'intervient le guide *Maxi-Rock, Mini-Bruits* : état des lieux établi par des spécialistes acousticiens, architectes, juristes, gestionnaires, réunis par le CENAM pour évaluer les besoins et dresser la liste des informations, conseils, mises en garde à l'usage des musiciens de rock et des collectivités. Un vidéo-clip avec le groupe Agence Tass, coproduit par le CENAM et FR 3, illustre cet ouvrage et sera présenté au MIDEM fin janvier 1985 avant d'être diffusé sur l'ensemble du réseau FR 3. « Je crois », dit le ministre de la culture, « à l'effet boule de neige. La mise en valeur de ce qui existe est nécessaire. Les groupes existants peuvent être des modèles pour les autres. Si vous allez au Studio des Variétés (1) vous serez surpris par l'absence des élèves pour le rock. »

On estime à 25 000 les groupes de rock en France, soit plus de 100 000 musiciens. Il était juste qu'en aval soient créés (financés par décret du 18 octobre 1984) des centres d'utils collective (TUC) pour le rock dans les secteurs suivants : aménagement, entretien, gestion des lieux de répétition et de diffusion, fonctionnement d'associations et de groupes. Les bénéficiaires auront de seize à vingt et un ans, la durée sera de trois à douze mois et la rémunération de 1 200 F par mois (couverture sociale également prise en charge par l'Etat) (2). D'autre part, la section variétés du fonds de soutien au théâtre privé devrait autonome. Les différentes salles de spectacles seront le tiers parafiscale (1,75 %) pour constituer le fonds de pérennisation (aide à la production, mise en état des équipements...). Enfin les crédits affectés aux jazz-chansons-rock-variétés passeront de 8,7 millions de francs en 1982 à 18 millions de francs en 1985. Rock around Jack Lang : un tube qui risque fort de grimper en tête des hit-parades made in France en 1985.

ALAIN WAIS.

\* *Maxi-Rock, Mini-Bruits* : 200 pages, 60 F, disponible au CENAM, 51, rue Trévise, 75002-Paris. Tél. : (1) 233-38-24.

(1) Centre de formation supérieure des variétés (Le Monde daté 2-3 décembre).

(2) Pour obtenir un TUC : le dossier est à retirer dans les sous-préfectures ou préfectures et à la direction départementale du travail et de l'emploi à Paris.

## Les grands prix de la Ville de Paris

Les grands prix de la Ville de Paris ont été proclamés le 17 décembre par M. Jacques Chirac. Les jurys étaient présidés par M<sup>me</sup> Françoise de Paus, maire adjointe, chargée de la culture.

### GRAND PRIX DES ARTS : ASSADOUR

Né en 1943 à Beyrouth, le graveur Assadour a étudié le métier en Italie et à l'Ecole des beaux-arts de Paris. Il vit et travaille à Paris depuis 1964. Sa maîtrise, sa précision d'horloger, s'appliquent à la description d'un univers mental traversé de signes, de chiffres, de constructions symboliques, de figures astrales, et où la présence humaine est comme happée dans la spirale du temps.

### GRAND PRIX MUSICAL : MARIUS CONSTANT

Compositeur et chef d'orchestre, Marius Constant est né en 1925. Il a été élève de Nadia Boulanger, Arthur Honegger et Olivier Messiaen. Directeur musical de l'Opéra de Paris entre 1973 et 1978, fondateur de l'Ensemble Ars Nova, il a écrit de nombreuses œuvres, telles que les *Vingt-Quatre Préludes*, *Tur-ner, les Chants de Maldoror*, et des ballets (*Eloge de la folie*, *Paradis perdu*, etc.). C'est lui qui a écrit, d'après Bizet, la musique de la *Tragédie de Carmen*, montée par Peter Brook. Son talent multiforme a bénéficié de tout l'environnement sonore de son époque, s'exprimant en des partitions au langage subtil, mais très accessible. - J. L.

### GRAND PRIX GÉNÉRAL : PHILIPPE LAMBERT WILSON

Après avoir étudié l'art dramatique à Londres, Lambert Wilson (fil de Georges Wilson) est devenu un « jeune premier » apprécié au théâtre, au cinéma et à la télévision. Citons, à la scène, *Léocadia*, d'Anouilh, qu'il joue actuellement aux côtés d'Edwige Fenech, et à l'écran la *Femme publique*, d'André Zaluski.

### ROMAN : ALAIN GERBER

Enseignant, puis journaliste et producteur d'émissions radiophoniques sur le jazz, Alain Gerber a publié neuf livres chez Robert Laffont, en moins de dix ans. C'est son roman, *Le Faubourg des Coupes-de-Trique* (1979), dans lequel il évoquait une adolescence ouvrière à Belfort, sa ville natale, qui l'a fait connaître du grand public. Ont suivi : *Une sorte de bleu* (1980), *Le Jade et l'Obsidienne* et *Le Lapin de lune* (1981), *Les Jours de vin et de roses* (1984). Dans son dernier roman, *Un rumeur d'éphémère* (Le Monde du 7 septembre), il ajoute le sens du burlesque à son talent de conteur qui s'épanouit aussi bien dans le langage de la famille et des milieux populaires que dans l'évocation des Aztèques du XVI<sup>e</sup> siècle ou du Grand Nord.

### PRIX SOLA-CASATI : JOEL SCHMIDT

Décerné pour l'ensemble d'une œuvre à un auteur de romans historiques ou d'études accessibles au grand public, le prix Sola-Casati récompense la critique littéraire Joel Schmidt. Après des études d'histoire et de géographie, il a exprimé sa passion pour l'Antiquité dans plusieurs ouvrages, en particulier : *Vie et mort des esclaves dans la Rome antique* (1973), *Le Christ des pro-*

fondeurs (1970), *la Grèce* (1973), *l'Antiquité* (1975), etc. Plus récemment, il s'est tourné vers le genre romanesque, donnant des textes envoiements, imprégnés d'ornement et de romantisme, comme *Casino des brumes* (1978, Albin Michel) ou la *Ténébreuse* (1980, Albin Michel).

### CRITIQUE : MARIE-CLAIRE BANCQUART

Professeur à l'université de Paris-Sorbonne, Marie-Claire Bancquart est essayiste, romancière et poète. C'est son activité de critique qui est distinguée aujourd'hui. Elle vient, en effet, de publier chez Calmann-Lévy un *Anatole France, un sceptique passionné*, dans lequel elle retrace la vie de l'écrivain (Le Monde du 21 septembre) et qui lui a déjà valu le prix Sainte-Beuve. Marie-Claire Bancquart assure l'édition des œuvres d'Anatole France dans « la Pléiade ». Elle est aussi l'auteur d'éditions commentées de Maupassant et d'essais sur Paris et la littérature. Elle vient de publier un roman chez Belfond, *Les Tarots d'Ulysse* (Le Monde du 21 septembre), qui met en scène un Ulysse capable de traverser les siècles en s'incarnant et en changeant de psychologie à volonté tout en gardant la saveur du mythe immuable.

### GRAND PRIX SCIENTIFIQUE : CLAUDE BENOIT

M. Claude Benoit à la Guillaumme, qui reçoit le grand prix scientifique pour ses travaux sur les propriétés optiques des semi-conducteurs, est né le 22 décembre 1929 à Septmoncel (Jura). Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, il est directeur de recherche au CNRS et l'un des pionniers des lasers à semi-conducteurs.

### GRAND PRIX TECHNIQUE : JEAN-DAVID ICHBIAN

M. Jean-David Ichbian, récompensé pour ses travaux dans le domaine de la logique, est né le 25 mars 1940 à Paris. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, il est ingénieur des ponts et chaussées et a suivi ses études d'informaticien au Massachusetts Institute of Technology. Spécialiste du logiciel, M. Ichbian a gagné un concours international lancé par le département de la défense américain (DOD) en proposant un nouveau langage informatique, nommé ADA, qui a été retenu comme langage officiel par le DOD.

## Classe d'orgue... à Toulouse

Le conservatoire national supérieur de musique de Lyon ouvre un département d'orgue... à Toulouse, qui est confié à Xavier Darasse, il comprendra l'étude de l'interprétation, de l'improvisation et de l'ensemble des connaissances nécessaires à la fonction d'organiste : animation, conservation du patrimoine, organologie, d'histoire.

L'implantation de ce département décentralisé s'est justement imposée, en raison de la présence à Toulouse (en partie grâce à Darasse) d'une collection d'orgues de styles divers : Cavallé-Coll (cathédrale et église Saint-Sernin), orgues français du dix-huitième siècle (Saint-Pierre des Chartreux), italien (Sainte-Anne), allemand, pour Bach et Buxtehude (nouvel orgue Ahrend des Augustins), sans compter les quelques quatre cent cinquante orgues de toutes époques de la région languedocienne.

UN GALA POUR LE BALLET DE L'OPÉRA. L'association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris organise le 20 décembre une soirée de gala au cours de laquelle sera présenté en avant-première le *Lac des cygnes*, dans sa version Nourev. Les bénéfices permettront de financer les tournées du ballet aux États-Unis. Renseignements : Opéra de Paris, 266-50-22, poste 353.

### MORT DU TÉNOR JAN FIERCE

Le ténor américain Jan Fierce est mort le 15 décembre à New-York. Il était âgé de quatre-vingt ans. Né le 3 juin 1904 à New-York, Jan Fierce (de son vrai nom Jacob Fincus Perlman), d'abord violoniste, fit ses débuts comme ténor à Baltimore (Maryland) avant d'entrer au Metropolitan Opera en 1941. Il devint y rester jusqu'en 1966, enregistrant de nombreux disques, notamment sous la direction de Toscanini.

MORT DE M. JEAN ALARY. - M. Jean Alary, qui dirigeait le Festival de Carcassonne depuis 1981 après en avoir assuré l'administration à partir de 1954, est mort dans la nuit du 16 au 17 décembre. Il était âgé de cinquante-sept ans.

RECTIFICATIF. - Un malentendu nous a fait placer les *Salines d'Arc-et-Senans* (Doubs) à Salles-les-Bains (Jura), ville qui vient d'obtenir le Grand Prix du patrimoine (Le Monde du 14 décembre). Dix-sept kilomètres séparent en fait les deux villes, et la construction des *Salines d'Arc-et-Senans* (1775-1779) intervint alors que commençait précisément la démolition des *Salines*.

## Le cinéma de Noël

(Suite de la première page.)

La beauté devrait être obligatoire quand on s'adresse aux enfants. C'est une importante question de formation. Pourtant, à l'âge où ils s'expriment mieux par le dessin que par l'écriture, ils aiment le trait simple, parfois grossier de certains dessins animés. Ils se délectent aux *Schtroumpfs*, ces petits êtres bleus et difformes, bien qu'ils les voient on a l'impression d'avaler une bouteille d'encre. Mais c'est un fait, les enfants adorent. Ils ne se lassent pas non plus de Walt Disney. Péniblement obligé au Grand Rex. Attente pénible sur le trottoir étroit qui borde le cinéma, longé par les chercheurs de feu. Les enfants s'excitent, les parents s'énervent, la taloches au bout des doigts, la menace aux lèvres. Les enfants s'en fichent, ils savent qu'on n'osera pas les priver. Ce serait un sacrilège trop grave. Ce serait comme si les parents tuaient leur propre enfance, que la même *Blanche-Neige*, les mêmes *Démolisseurs* ont enchantés, ou le même *Robin des Bois*, le Walt Disney de ce Noël.

On peut tout dire sur le produit Disney, que c'est un produit d'usine, factice, rutilant, démagogique... On ne peut pas nier une efficacité qui traverse les générations. On peut préférer *SOS fantômes*. Les adultes rient aux dialogues, les enfants encouragent de la voir la chasse aux ectoplasmes gloutons, jumeaux glauques des petits personnages rigolards dessinés sur les poquets de lessive, de phtis ou de céréales sucrées.

On peut se risquer aux *Grenlins* (Le Monde du 29 novembre), ne serait-ce que pour avoir son mot à dire dans la polémique : est-ce ou non pour les enfants ? Qui sont les

enfants ? D'adorables mogwais que la lumière blesse, qui chantent dans la nuit et participent à la destruction de leurs doubles maléfiques, les *Grenlins* ? Sont-ils des *Grenlins* graveleux qui déboulent en hordes nocturnes, qui fument, biffent, boivent, s'abrutissent de disco, jouent furieusement les exhibitionnistes ? Sont-ils les frais adolescents à visage humain, au cœur pur, mais qui n'hésitent pas à faire exploser le cinéma où les *Grenlins* chahutent *Blanche-Neige* ?

Joe Dante et Spielberg se sont amusés à brouiller les cartes, ils affichent la morale la plus conformiste, en même temps qu'ils en montrent les conséquences néfastes. Ils dénoncent la bêtise brutale des actions de masse mais la canalisent sur les fantasmes des loubards en bande, des punks sales, drogués, et sur les problèmes d'insécurité à résoudre dans une optique de solution finale qui fait froid dans le dos. Et en même temps, les images qui restent en mémoire sont celles de ces *Grenlins* sauvages, victorieux de gens dont la médiocrité est soigneusement soignée... Un film limite, les *Grenlins*, un film formidable, drôle, hargneux, généreux. Moins violent que d'autres, que certains polars à la française par exemple. En définitive plus troublant, justement parce qu'il s'adresse aux enfants, à l'enfant dans tous son amoralité qui dort d'un œil à l'intérieur de chaque adulte.

COLETTE GODARD.

\* J'ai rencontré le Père Noël. Nemo, *Ritorno sans fin*, le *Bébé Schtroumpf*, *SOS fantômes*, les *Grenlins*, voir films en exclusivité. *Le Petit Noël*, voir films nouveaux. *Robin des Bois*, voir les reprises.

## Scènes d'amour filial

Un père et sa fille, Michèle, vivent ensemble. La vie est belle jusqu'au jour où le père (Roger Haskin) décide de se remarier. Michèle (Evelyn Bouix) n'en revient pas. Comment celui qu'elle adore peut-il envisager d'introduire une autre femme dans leur « home sweet home » ? Elle lui dit sa manière de penser, cajoleuse tout d'abord puis carrément odieuse. Un mélange détonnant de petite fille capricieuse et de femme jalouse. Elle est à giffler, mais ce n'est pas le genre de son géniteur, qui supporte tout sans rien dire. Même l'amour n'exerce pas une telle passivité. On aimerait que le père pousse quelques cris de mâle dominant. Mais il se laisse mener comme un agneau et, pour convoler en justes noces, il annonce à sa fille qu'elle n'est pas sa fille ! Le mensonge, remède pratique à la lâcheté.

En revanche, Evelyn Bouix a de tous pour deux. Une jeune fille tyrannique, qui, pour exorciser la jalousie de son père et le récupérer, invente, après trois ans d'absence, un enfant qu'elle n'a jamais eu.

Ecrite par Jeannette Worma, mise en scène par Yutaka Wada, *La Chasse aux dragons* tourne en rond. Si la situation existe, les personnages rabêchent et râlent, leurs caractéristiques sont celles d'un vieux couple et leurs rapports habitent trop entre le coquillage amoureux et l'inceste croustillant. Evelyn Bouix déploie toute sa séduction sans parvenir à déridier Roger Haskin, qui, agrippé à un verre de whisky, traîne une mélancolie de futur croquant déposé par les événements.

CAROLINE DE BARONCELLI.

\* Théâtre de l'Œuvre, 21 heures.

## Fantômes et dérision

Le mode est aux envahisseurs. *SOS fantômes* lâche sur New-York des zigos ressuscités de la civilisation de Sumer, après que *Grenlins* a fait pulluler ses monstres. Dans un cas comme dans l'autre, l'Amérique arrive à les détruire, et si le spectateur a peur, c'est pour rire. S'installant à leur compte sans plus de formalités qu'une entreprise de démolition, les chasseurs de fantômes (*ghostbusters*) vont vite faire fortune. Leur première cliente (Sigourney Weaver) voit ses œufs se passer de paille à frire, et son réfrigérateur s'ouvrir sur des profondeurs insoupçonnées. C'est une charmante clibanine qui les conduit, après une solide enquête, au sommet d'un gratte-ciel. A ce moment-là, le client sera le maire de New-York en personne.

La folle équipe est composée de trois comiques : Bill Murray, Dan Aykroyd (le partenaire de John Belushi dans *The Blues Brothers*) et Harold Ramis, ces deux derniers étant aussi les scénaristes du film réalisé par Ivan Reitman, producteur d'*American College*.

Les situations fantastiques et à suspense sont continuellement déjouées par des répliques et des scènes venues d'ailleurs, du burlesque tarte à la crème, de la télévision ou de la vie quotidienne. Le spectacle est plaisant. Il est surtout inoffensif et ne dérange personne.

CLAIRE DEVARREUX.

\* Voir « Les films nouveaux ».

## Le bestiaire du rêve

Il y a des années que Frédéric Rosset recueille et organise, pour la télévision et le cinéma, des images d'animaux en liberté, qui deviennent des poèmes de la nature. Plus les années passent et plus ces images doivent être belles et surprenantes. Rosset et son équipe parcourent donc le monde. Sauvage et beau est le résultat d'un an et demi de tournage et de patients affilés. On y trouve le combat des espèces, les rites amoureux des bêtes, de somptueux vols d'oiseaux, des courses de troupeaux filmées d'un hélicoptère, des éléphants de mer, des saumons, tout un bestiaire auquel le ralenti donne des allures de rêve, rythmé par une curieuse musique de Vangelis. Mais le ralenti, figure de style qui, en 1975, fit de la fête sauvage un opéra du monde animal, devient, ici, procédé systématique et laisse parfois l'attention.

Ex puis, à part la beauté, on ne trouve pas d'idée directrice. Ni dans le montage ni, surtout, dans le commentaire, qui se abrute. Reste que, pour les enfants, le film est préférable à une visite au Jardin des Plantes ou au zoo de Vincennes.

JACQUES SICLER.

\* Voir « Les films nouveaux ».

## Réouverture des salles des « Nymphéas » à l'Orangerie

Fermées au public depuis 1978, date à laquelle avaient commencé des travaux urgents de réfection du bâtiment, les salles des *Nymphéas* de Claude Monet, à l'Orangerie des Tuileries, sont à nouveau ouvertes depuis le 15 décembre. L'entrée restera gratuite jusqu'au 7 janvier. C'est Monet lui-même qui avait offert à l'Etat, en 1922, ces huit grandes toiles peintes entre 1912 et 1915, et inspirées par la contemplation de la pibe d'eau de son jardin à Giverny. Rappelons que les salles supérieures de l'Orangerie sont à nouveau ouvertes depuis le mois de mai (Le Monde du 30 mai). Après avoir accueilli, jusqu'en 1978, de grandes expositions nationales, elles abritaient désormais la collection Walter-Guillaume, ensemble de qualité variable, quelquefois contesté et présenté de manière discutable.

## DANSE

### « CINÉ-FICTION », de Hideyuki Yano

## La fugue des corps

Depuis plusieurs mois, le chorégraphe Hideyuki Yano participe aux activités du Centre de recherches de Beaune, dont le caractère pluridisciplinaire couvrait parfaitement ses recherches sur le rituel théâtral. *Ciné-Fiction*, est l'avant-projet d'un spectacle plus vaste qui sera créé en 1985. Présenté le 5 décembre au Théâtre de la Plancie, dans la banlieue bisontine, il constituait un test en vue d'une future implantation. Yano, japonais de Paris, élément essentiel de la jeune danse contemporaine, n'est pas homme à jouer la facilité, même pour conquérir un public. Les spectateurs venus nombreux ont accueilli avec carlo-

rité et plaisir un travail formellement très beau mais parfois difficile. Comme beaucoup de dramaturges, Yano a été fasciné par le récit de la danse de Salomé, qui entraîne la décollation de saint Jean. Il s'est imprégné du texte d'Oscar Wilde à la beauté mortifère. Il y a projeté son interrogation personnelle sur le suicide et la mort et il a tout mêlé dans un puzzle plein d'ombres et de fulgurances.

L'héroïne de *Ciné-Fiction*, Salomé, n'apparaît pas. Pourtant, elle est sans cesse présente ; elle s'incarne dans les fantasmes de trois hommes, danseurs et diseurs, Hideyuki Yano, Colin Harris et

Claudio Puntoro. Ils sont trois mais ils ne sont qu'un et sont tous les personnages à la fois. Au gré d'une phrase, ils changent de peau, de rôle, de mode ; ils se ploient au sol, ils psalmodient, ils provoquent, ils désirent. Il est malaisé de s'y reconnaître dans cette à plusieurs corps où la parole mensonge glisse d'une branche à l'autre, où la victime devient bourreau, où le temps s'inverse. Des digressions au début, un corps ne trop présent vers la fin, compliquent encore la lecture. Mais pas à pas le puzzle se met en place et c'est Yano lui-même qui assume la danse de Salomé avec des gestes de chrysalide qui se défont sur une musique grotesque de Michel Chion. Une danse qui n'a jamais été décrite, danse minérale qui fait converger tous les désirs sur un même objet : la tête de saint Jean-Baptiste.

*Ciné-Fiction* est un spectacle sur le regard et le danger du regard, un spectacle sur le temps, organisé selon les schémas de mémoire et où le spectateur est libre d'apporter aussi sa part d'imaginaire.

MARCELLE MICHEL.

Horlogerie - Bijouterie - Cadeaux

# BIJOUTERIE BABYLONE

2, rue de Babylone, 75007 Paris

OMEGA - ROLEX - DUNHIL - EBEL







150

# COMMUNICATION

## Mardi 18 décembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 L'Odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau. Clipperton : le de la Solitude, petit atoll perdu au large d'Australie dans le Pacifique. L'équipe du commandant explore les eaux chargées de débris organiques en décomposition.
- 21 h 35 Contre-enquête. Magazine des faits divers d'Anne Mongy. Un Loto peut rapporter gros : Je sais ; Enquête sur la vie du prince Rainald de Saxe.
- 22 h 30 Documentaires : les couleurs de la musique. Émission de Brigitte Massin. Au sommaire : un reportage sur les carillons de Douai, les couleurs de Noël : les percussions de Strasbourg ; des extraits d'opéras et de concert. La Vie parisienne, mise en scène par Jean-Louis Barrault en 1967.
- 23 h Journal.
- 23 h 20 Tourné : Coupe Davis (résumé).
- 23 h 40 C'est à lire.
- 23 h 45 Cigognant.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 40 Cinéma : le Parrain II. Film américain de F. Ford Coppola (1974), avec Al Pacino, R. Duvall, D. Keaton, R. de Niro, L. Strasberg. Après la mort de son père, Michael Corleone prend le contrôle de sa famille, tente une transaction avec le chef de la mafia juive et se trouve, peu à peu, entouré d'ennemis. Le grand succès de l'année (1972), incise cette chronique de la deuxième génération, avec retour en arrière sur les débuts de la famille, et une intrinsèque dimension sociale et politique.
- 23 h 50 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 La dernière séance : soirée Errol Flynn. Émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Actualités (1983) : dessin animé : à 22 h 15, Tes Avery réclame l'époque : attraction.
- 20 h 50 Premier film : le Vagabond des mers. Film américain de W. Keighly (1953), avec E. Flynn, R. Lively, A. Steel, B. Campbell, Y. Furneaux. Au dix-huitième siècle, un gentilhomme écossais, pro-

crit après la défaite du prince Stuart, se fait filibuster. On le croit mort. Il revient pour se venger de son frère qu'il soupçonne de l'avoir trahi. Film d'aventures dans la tradition hollywoodienne, d'après le Maître de Balantrae, roman de R.L. Stevenson.

22 h 40 Journal.

23 h Deuxième film : le Caravane héroïque. Film américain de M. Curtiz (1940), avec E. Flynn, M. Hopkins, R. Scott, H. Bogart, F. McHugh, A. Hale (v.o. sous-titrée N.). Pendant la guerre de Sécession, un officier nordiste cherche à déjouer un convoi d'or que les habitants d'une cité minière du Nevada destinent à la cause sudiste. Action mouvementée, mise en scène dynamique. Errol Flynn fait assaut d'héroïsme et d'esprit chevaleresque avec Randolph Scott, le sudiste. Le vrai méchant est Humphrey Bogart.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 5, Téléfilm : Le rabat-joie ; 18 h 55, Inspecteur Gadget ; 19 h, Fenilction : Focouvert ; 19 h 15, Informations ; 19 h 58, Les dits de la vie.

### CANAL PLUS

- 20 h 30, Les babas cools, film de F. Leterrier (comédie) ; 21 h 5, Next stop Greenwich Village, film de P. Mazursky (comédie dramatique) ; 23 h 40, Tous en scène : 0 h 25, Autopsie d'un meurtre, film d'O. Preminger (suspense).

### FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Pour ainsi dire : les revues de poésie.
- 21 h 5, Les croquis d'Imposture.
- 21 h 30 Musique : Diagonale on l'actualité de la chanson ; libre-parcours variétés.
- 22 h 30 Nuits magiques : séances tentantes.

### FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 30 Concert (en direct du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles) : ténors et mélismes, de Debussy par l'Orchestre du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles, dir. S. Camberg ; sol., J. Prust, C. Barbaux, R. Gort, J. Bas Dam, L. Sonnen, K. Tarniet.
- 23 h Les soirées de France-Musique : Jazz club (en direct du Petit Journal).

## Mercredi 19 décembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 TF 1 Vision plus.
- 11 h 45 La Une chère vous.
- 12 h Faillite : Arnold et Willy.
- 12 h 30 La bouteille à la mer.
- 13 h Journal.
- 13 h 40 Vitamine.
- 14 h Trois Muséographes : pourquoi, comment : les petits creux de Louis ; Gigi ; Viteboud ; Dessins animés.
- 16 h 25 Micrologie. Magazine de l'information.
- 16 h 50 C'est super.
- 17 h 10 Hip-hop.
- 17 h 30 Magazine des nouvelles danses avec Sidney.
- 17 h 50 Jack spot.
- 18 h 50 Journal.
- 18 h 50 Des joutes par milliers.
- 19 h 10 Le village dans les nuages.
- 19 h 30 Série : Dames avec moi.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Cocorocoboy.
- 19 h 53 Tirage du Téo-o-tao.
- 20 h Journal.
- 20 h 27 Tirage du Loto.
- 20 h 30 Partons France.
- 20 h 40 Laurent Fabius, premier ministre.
- 20 h 45 Série : Dada.
- 21 h 45 Documentaire : Portrait imaginaire de Gabriel Bories. Émission de Claudine Bories. À partir de lettres, de témoignages, de documents d'archives et de films, le portrait d'un père par sa fille : aucune fausse émotion, la parole d'un souvenir, la douleur d'un homme. Un destin poignant.
- 22 h 45 Branches-musique : Fréquence vidéo. Spécial Alain Delon, avec des extraits de ses films ; épisodes caennais.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 45 C'est à lire.
- 23 h 50 Tity, s'il te plaît, raconte-moi une puce. Magazine de l'information.
- 0 h 15 Cigognant.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTIPOPE.
- 12 h Journal et météo.
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neufs.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Feuillet : Les amours des années 50.
- 13 h 45 Dessins animés.
- 14 h 45 Dessins animés.
- 15 h 15 Récit A 2.
- 16 h 45 Les lettres. Les quat'z'arts ; Vol du dragon ; Pac Man ; Lulu et Lili ; Les petites canailles... Micro-Kid.
- 17 h 30 Les carnets de l'aventure.
- 18 h 45 Off the edge : desiplane en Nouvelle-Zélande.
- 19 h 45 Planète 45.
- 19 h 50 Survivre : Les Déserts ; Frank Alamo ; Lloyd Cole ; In Parallel ; Lio et Jacky ; Roger Hodgson.
- 20 h 30 C'est la vie.
- 20 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 21 h 15 Émissions régionales.
- 21 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 23 h Journal.
- 23 h 35 Téléfilm : Jacques le Fataliste. D'après Diderot, réaj. Cl. Santelli, avec F. Chenuis, G. Tréjan, F. Perier. Le voyage de deux individus à travers le monde, deux hommes qui entretiennent des rapports de pouvoir mais surtout d'amitié. L'adaptation, signée Santelli, est un peu longue, mais très connue, parfois fastidieuse, en tout cas sympathique comme les deux baladins qu'il met en scène. Un western dialectique, très bien joué.
- 24 h 45 El tango : Milva et Astor Piazzola. Aux Bouffes du Nord, réaj. D. Sanders. Nuits tango avec la belle et sensuelle comédienne italienne Milva, accompagnée par l'un des maîtres incontestés du tango, Astor Piazzola.
- 23 h 35 Journal.
- 23 h 50 Soirée des clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.
- 17 h Télévision régionale.
- Programmes autonomes des douze régions.
- 19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
- 20 h 5 Les petits papiers de Noël.
- 20 h 35 Ring-Parade : Cadence 3.
- Émission de Guy Lux.
- Amour d'Eddy Mitchell, Dalida, Michèle Torr.

- 22 h Journal.
- 22 h 20 Cinéma : Un jour aux courses. Film américain de S. Wood (1937), avec les Marx Brothers (v.o. sous-titrée N.). Un vétérinaire se fait passer pour médecin devient directeur d'une maison de santé dont des alégres veulent s'emparer. Il rétablit l'ordre à sa manière. Métré connu par le directeur de production Irving Thalberg et Sam Wood, réalisateurs traditionnels, la folle et l'aspiré de dévotion du trio Marx se manifestent dans cette comédie burlesque, moins réussie, il est vrai, que la précédente. Une nuit à l'Opéra.
- 0 h 5 Une drôle d'école, c'est une école drôle. La poterie sort de la bouche des enfants. Concours de poésie d'actualité proposé par FR 3 aux autres chaînes francophones.
- 0 h 15 Fat's Blues ou les confidences d'un dinosaure.
- 0 h 20 Prélude à la nuit.
- 0 h 25 Concert (en direct du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles) : ténors et mélismes, de Debussy par l'Orchestre du Théâtre royal de la Monnaie à Bruxelles, dir. S. Camberg ; sol., J. Prust, C. Barbaux, R. Gort, J. Bas Dam, L. Sonnen, K. Tarniet.
- 23 h Les soirées de France-Musique : Jazz club (en direct du Petit Journal).

### CANAL PLUS

- 7 h, 7/9 M. Diderot ; 9 h, Cabou Cadin (Les Misérables) ; 9 h 45, Gili et Gili ; 10 h 15, Sur la piste du blé blanc ; 11 h 5, France Gili ; 12 h 5, L'homme au Katana ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (à 18 h 45) ; 14 h, Cabou Cadin (Max Romane) ; 14 h 20, Sherlock Holmes ; 14 h 45, Paul et les dyzignots ; 15 h 5, Mister T ; 15 h 30, Les Quatre Filles du docteur March ; 16 h, L'Australienne ; 17 h 15, Rock concert (en direct de l'Opéra de Paris) ; 18 h 5, Surcouf l'après-midi ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Hill Street Blues ; 21 h 15, Soap ; 22 h, Paradoxe pour tous, film de A. Jessu (comédie fantastique) ; 23 h 50, Tous en scène : 0 h 35, Cauchemars à Dayton Beach, film de R. Scavolini (horreur).

### FRANCE-CULTURE

- 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 9 h 30, Les chemins de la connaissance : Malcolm Lowry et la Kabbale (et à 10 h 30, les minorités sa Proche-Orient) ; 9 h 5, Mathématiques : la science et les hommes. Informatique, les découvertes d'aujourd'hui, les enjeux de demain ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie ; rencontre avec Susan Morganster au Salon du livre de Beauchamp ; 11 h 30, Bonnes nouvelles, grands classiques : Le maître de Noroit, d'Arthur Conan Doyle, par Georges Descrières ; 12 h, Panorama ; 12 h 45, Avant-première : Jacques Maunier pour « Androïdes et le Lion » ; 14 h, Un livre, des voix : « Les Sabliers », de Denise-Marie Fournier ; 14 h 30, Passage du témoin, par T. Frenoux, avec Gérard Mortier et Michel Vitor (rediffusion de l'émission du 15 décembre) ; 15 h 30, Lettres ouvertes ; 17 h 10, Le pays d'ici : en direct de France-Comté ; 18 h, Subjectif : Agora ; 18 h 35, Tire ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : la génétique médicale ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Alain Jolivet.
- 20 h 30 Éthologie récréative : Nasse, Diallo, Sénégalais, étudie les marabouts africains à Paris et leur clientèle française ; Mousa Saw, chercheur malien, étudie au village du Médou et son guérisseur.
- 21 h 30 Musique : pulsations. Point d'écoute : la musicalité ; 22 h 30 Nuits magiques : bruits du monde (Les Tamouls ; le Tchad).

### FRANCE-MUSIQUE

- 21 h, Les voix de France-Musique : les autres Amériques ; à 2 h 20, concert Carlos Chavez ; 7 h 10, Actualité du disque ; 9 h 5, La matinée des musiciens : Charles Ives ou la quête solitaire - la modernité en ; 12 h 5, Les Provinciales : Radio-Occ d'Azur propose un récital Jeanne Corbucci (soprano) ; 13 h 30, Les chants de la terre ; 14 h 2, Jeanne Corbucci ; 15 h, « Le Triton » : œuvres de Glinka, Bartok, Webern ; à 16 h, Stars and Sounds : œuvres de Beethoven, Barber, Chopin, Copland, Gershwin, par l'Orchestre symphonique de Los Angeles ; 18 h, L'Improvisation ; 19 h 15, Le tango du jazz : feuilleté - Punch, Miller, trompettiste à La Nouvelle-Orléans ; interrompé : où jouent-ils ? ; 20 h, Musique contemporaine : Magazine.
- 20 h 30 Concert (Festival international d'Edimbourg) : Oiseau pour instruments à vent, Ragtime pour onze instruments, de Stravinski ; Ragtime berlinois, extrait de l'Opéra de quatuor, de Weill, par le London Sinfonietta, dir. R. Chailly ; sol., N. Mackie, I. Thor, M. Rippon, harpiste, D. Wilson-Johnson, harpiste.
- 22 h Les soirées de France-Musique : les entretiens de Francis Poulenc avec Claude Rostand ; à 23 h 5, l'Héritage de Fitch ; à 1 h, Poissons d'or.

## TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 19 DÉCEMBRE

- M. Yvon Guitay, président du CNPF, est l'invité du journal de 8 heures, sur Europe 1.

## A VOIR Gaby, au bout de la nuit

Gabriel Bories n'a rien à se reprocher. Gaby a fait ce qu'il a pu, mais il avait la poisse. Simple homme du peuple issu de la génération d'avant-guerre, Gaby, nous rapporte sa femme, sa demi-sœur et un ami, était un être silencieux, replié sur lui-même, mystérieux. Regard franc, corps musclé, il ne faisait aucune concession. Il ressemblait comme deux gouttes d'eau à Gabin dans la Bandera. Un pur aventurier, qui, toute son existence, voulait rester à l'écart des expériences médiocres.

Sa vie : un long tunnel dans la nuit, des échecs professionnels, des doutes affectifs, quelques ivresses nocturnes avec quelques rares amis, et puis, à l'espace régulier, la brûlure de la guerre, cette fatigue toujours recommencée... Capitaine du malle, c'était son chemin de vie. Il mourut à 35 ans d'un cancer, luttant, toujours luttant. Gaby était animé par la profonde volonté de transformer le monde, il était anarcho-syndicaliste. Utopiste dans l'âme, et dans les veines, avec toutes les déshérences qui s'ensuivent.

Voilà le Portrait imaginaire de Gabriel Bories, tracé par sa fille Claudine, à partir de lettres, de photos d'archives, d'extraits de films d'époque. Aucune fausse émotion, la petite musique du souvenir, la douleur de vivre, et puis la mélodie. Une seule réserve : le surabondance de documents banals, parfois la force des témoignages.

M. G.

\* Portrait imaginaire de Gabriel Bories, TF 1, mercredi 19 décembre, 21 h 45.

## Le réseau des stations locales de Radio-France s'ouvre à la publicité collective

De notre envoyée spéciale

Grenoble. - De nombreux artistes se sont rendus le week-end dernier à Grenoble et à l'Alpe-d'Huez pour y fêter le premier anniversaire de Radio-Isère, la station locale publique du département. Une fête au cours de laquelle se sont croisés M. Louis Mermoz (PS), président de l'Assemblée nationale et du conseil général de l'Isère, M. Alain Carignon, maire (RPR) de Grenoble, et plusieurs personnalités de la région, et qui a permis au PDG de Radio-France, M. Jean-Noël Jeanneney, de présenter la station comme un élément du réseau des radios locales de Radio-France, « seul réseau légal de la radiophonie », et qui va développer la publicité collective.

Radio-Isère est morte. Vive Radio-France-Isère ! Et finit la confusion des noms entre radios locales privées et publiques. Désormais, chaque station de service public sera clairement identifiable pour les auditeurs grâce à la racine de son nom, rappel direct de la maison mère. Et Radio-Périgord de devenir Radio-France-Périgord, Radio-Bretagne-Ouest, Radio-France-Bretagne-Ouest, Radio-Berry-Sud, Radio-France-Berry-Sud. Symbolique ? Sans doute.

Il s'agit de faire repérer la présence d'un service public décentralisé, éclaté sur l'ensemble du territoire, alternative véritable à l'ensemble des radios du secteur privé. Il s'agit aussi de renforcer l'image de Radio-France, maison de la création et pool d'informations, riche des correspondances multiples. Enfin, l'idée du réseau national se trouve confirmée, les stations publiques ayant l'autorisation de diffuser trois fois par jour les bulletins d'information de France-Info. Une organisation envoyée par le secteur

privé et que plusieurs sociétés ou grosses radios aimeraient constituer à leur tour, notamment pour des raisons publicitaires.

Là n'est nullement l'objectif de Radio-France, affirme-t-on à la direction de la chaîne, où l'on dément fermement les rumeurs annonçant l'introduction d'une publicité de marque sur les antennes locales. En revanche, celles-ci vont s'ouvrir, dès le mois de janvier, à des messages de publicité collective d'intérêt général. Les seuls, en fait, permis par le cahier des charges. La décision a été prise en septembre, la Régie française de publicité (RFP) étant le maître d'œuvre de l'opération. A elle la charge d'établir un document publicitaire présentant aux annonceurs nationaux le réseau Radio-France, avec le maximum de renseignements sur chacune des stations (une quarantaine) et notamment leur audience et leur classement face aux radios privées (on parle d'environ 2 millions d'auditeurs). A elle aussi de trouver en région des partenaires qui puissent drainer une publicité collective d'intérêt plus régional. Sans doute la direction de Radio-France s'attend-elle pas de cette ouverture un énorme surcroît de ressources (quelques millions de francs seulement, espère-t-on pour 1985). Mais cette démarche s'inscrit dans une politique nouvelle de la société, visant à dynamiser la gestion du service public afin de mieux affronter la concurrence du privé.

Un esprit nouveau incarné par la direction à la commercialisation et la promotion créée le 12 juin et qui est dirigée par M. Daniel Saada, venu de Radio-Monte-Carlo. Les suppléments de recettes obtenus par différentes actions commerciales (introduction du parrainage sur France-Musique et France-Culture, exploitation de produits dérivés) serviront à la création, à l'enrichissement et à la promotion de l'antenne. L'efficacité avant tout, dit-on désormais à Radio-France, en jouant à fond la concurrence et la complémentarité avec le secteur privé, en ondes longues comme sur la FM.

A. Co.

## M. Jacques Rigaud reste PDG de RTL

M. Jacques Rigaud reste administrateur-délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et président-directeur général de RTL. Réuni lundi 17 décembre à Luxembourg, le conseil d'administration de la CLT n'a pas évoqué son remplacement, les représentants du holding Audio-fina (dans lequel le groupe Havas et

la banque Bruxelles-Lambert sont majoritaires) demandant que ce soit soit rayé de l'ordre du jour. M. Marc Tassier (directeur général d'Info et nouveau directeur de Canal Plus) s'est maintenu à son poste d'administrateur. Il aurait pu, en cas contraire, être remplacé par M. Jacques Pomont, l'actuel PDG de l'Institut national de la communication audiovisuelle.

Le gouvernement français avait en effet envisagé de remplacer M. Jacques Rigaud par M. Pomont (le Monde du 12 décembre). Les impertinences de la rédaction de RTL à l'égard du pouvoir agaçant, tandis que la France aurait pu avoir à la tête de la CLT, au côté de M. Gust Gass (administrateur-directeur général), un homme plus engagé dans la bataille qui se joue, via les satellites, pour le nouvel espace audiovisuel européen. La rédaction de RTL s'est mobilisée en faveur de son « patron », celui-ci annonçant qu'il n'avait « pas l'intention » de démissionner. Les administrateurs luxembourgeois, que le président du Conseil de gouvernement du Grand-Duché, M. Jacques Santer, avait réunit auparavant, s'étaient prononcés en sa faveur.

Il n'y aura donc pas de changement à la tête de la CLT d'ici au printemps prochain. Le remplacement de M. Mathias Felten à la présidence, nous signale notre correspondant à Luxembourg, Daniel Fonck, se passera aussi à cette date. Mais, sous la pression de la banque Bruxelles-Lambert, qui est l'actionnaire principal de la Banque internationale de Luxembourg, M. Gaston Thorn, président de la Commission des Communautés européennes jusqu'à la fin du mois, devrait entrer au conseil d'administration. Et, à en croire les milieux bancaires, il serait nommé président de la banque, vendredi 21 décembre.

Reste que le gouvernement français a les moyens, par l'intermédiaire de Havas, de peser sur les choix futurs au sein de la CLT. Le dossier n'est sans doute pas clos.

## Radio-France s'intéresse au câble

Lorsqu'on évoque les programmes du câble, on pense la plus souvent à la télévision. C'est oublier que les réseaux pourront offrir une écoute de la radio avec une qualité appréciable surtout dans les régions où la bande FM est quelque peu encombrée. Mais, en dehors de la simple retransmission de ses programmes, Radio-France songe à commercialiser d'autres services aux réseaux.

Par accord avec la mission TV Câble, le service public de radiodiffusion met ainsi à disposition des futures sociétés d'exploitation du câble un catalogue de deux cents heures de programmes, tiré de ses archives récentes. On y trouve de grands moments de « Radioscopie », les séries scientifiques d'Alain Bombard, de Nicolas Krotzky ou d'Harcourt Tadié, des concerts de l'Orchestre national de France et du Nouvel Orchestre philharmonique.

Ces émissions, classées par thème, peuvent être programmées par les réseaux ou organisées sous forme d'« audiotheque », consultable par Minitel par l'abonné. Radio-France s'apprête à tester ce type de distribution à la demande sur le réseau expérimental de Birmiz. Grâce aux avances consenties par la mission TV Câble, Radio-France commercialise ce premier catalogue au prix de 100 F la cassette d'une heure ou d'une heure et demie, les droits d'auteurs devant être acquittés par le diffuseur.

ESSAYEZ GRATUITEMENT UN HALOGENE CHEZ VOUS

Les lampadaires qui éclairent toute une pièce. Plus de 50 modèles. Conseil et service après-vente de qualité.

READY MADE

38-40, RUE JACOB - 75006 PARIS - TEL. 260.28.01

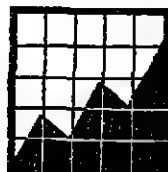


	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	108,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

## ANNONCES CLASSEES

	le mètre	la ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

\* Dégressif selon surface ou nombre de pages.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Secrétaire général

Membre du Comité de Direction et rattaché directement au P.D.G., il aura à superviser les services généraux, le service juridique, l'administration générale, la gestion du patrimoine immobilier et la gestion prévisionnelle du personnel, tant pour l'entreprise que pour les filiales.

De formation supérieure (HEC, ESSEC...) le candidat idéal aura une dizaine d'années d'expérience dans ces domaines.

En outre, ses qualités humaines et relationnelles ainsi que ses capacités de négociation et de convaincre seront déterminantes pour ce poste.

Lettre manuscrite, C.V. + photo, sous la référence CM à :

**SCRIBE** 4, avenue Hoche  
75008 PARIS

Notre Société, filiale d'un Groupe International recherche son

### Directeur financier

Il prendra en charge 6 personnes, disposera de moyens informatiques. Une connaissance de la comptabilité anglo-saxonne est indispensable en même temps que la pratique courante de l'anglais. Ce poste s'adresse à un candidat d'environ 30 ans, de formation supérieure + DEC, ayant acquis une expérience au sein de groupes.

Adressez C.V. lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 12062 à PUBLIVAL, 27, route des Gardes, 92190 MEUDON qui transmettra.

### RIYADH

Un des leaders européens spécialiste de la Maintenance développementement Instrumentation Médicale.

- Coordonner les équipes de techniciens qui assurent le fonctionnement et la maintenance des installations médicales.  
- Participer au recrutement des ingénieurs spécialistes (imagerie médicale, exploration fonctionnelle et monitoring, thérapie, suppléance fonctionnelle) et gérer l'ensemble du personnel sur les plans formation, suivi d'intégration, etc.  
- Veiller au respect des contrats passés avec les sociétés, fournisseurs et sous-traitants (instrumentation, assurances...) et assurer une gestion rigoureuse du parc (renouvellement des équipements, SAV).

### Directeur maintenance équipements médicaux

Vous avez 35-40 ans, vous êtes ingénieur électronicien et possédez une expérience d'au moins 5 ans dans l'instrumentation médicale chez un constructeur ou en tant qu'utilisateur. Vous êtes parfaitement bilingue anglais et vous souhaitez donner à votre carrière une autre dimension.

C'est un réel challenge qui vous est proposé. Une première expérience de la vie au Moyen-Orient est souhaitable.

Si vous pensez avoir ces qualités, merci de nous adresser C.V. lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 0077, à CANEVA, 20 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.

**CANEVA**



### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Le Ministère du Commerce de la République de Côte-d'Ivoire propose une offre internationale pour le recrutement d'

### UN MEMBRE DU STAFF DE DIRECTION

POUR LE COMPTE DU

### CENTRE DE COMMERCE INTERNATIONAL D'ABIDJAN

DONT LE PROFIL EST LE SUIVANT :

- diplôme H.E.C. ou d'Etudes Supérieures Commerciales ;
- spécialiste en Commerce International ;
- grande expérience dans la Gestion des Entreprises avec expérience dans la gestion des Immeubles à grande hauteur ;
- bonne connaissance de l'Afrique ;
- langues parlées et écrites : Français - Anglais.

Les candidatures sont reçues à la Délégation du CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL D'ABIDJAN - 21, avenue de Baux, 75007 PARIS, jusqu'au 15 janvier 1985 à minuit.

Elles comporteront les documents ci-après :

- un curriculum vitae certifié sincère ;
- les copies légalisées des diplômes ;
- les attestations des références professionnelles ;
- une demande manuscrite avec les prétentions de rémunération.

Le candidat retenu résidera à ABIDJAN en République de Côte-d'Ivoire et devra être disponible pour compter du 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1985 pour exercer ses nouvelles fonctions.



### emplois régionaux

### INGENIEURS MECANICIENS (AM, ENSEM, ...) Débutants ou 1<sup>re</sup> expérience

Important groupe industriel français (CA 1 milliard), nous connaissons une expansion constante, tant en France qu'à l'étranger, grâce à la très haute technologie de nos produits. Nous recherchons pour notre principale unité de production située à 150 Km à l'ouest de Paris :

#### INGENIEUR METHODES USINAGE

Chargé de l'industrialisation de nouveaux produits, du suivi et de l'amélioration des produits existants. Rigoureux et compétent vous saurez utiliser votre autorité naturelle pour animer et encadrer une petite équipe de techniciens. Vos qualités de contact vous permettront d'entretenir les meilleures relations entre les Méthodes et l'Atelier. (réf. 4747 M).

#### INGENIEUR DEVELOPPEMENT et AUTOMATISATION

Au sein d'une unité de moulage de produits plastiques de haute technicité, vous développerez l'automatisation de la production, depuis la conception jusqu'au suivi de la réalisation et ce, en collaboration active avec la Recherche, les Méthodes, et l'Atelier. (réf. 4748 M)

Veillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, souhaits de rémunération) en précisant bien la référence du poste choisi à l'agence DESSEIN - 69 rue de Provence - 75009 Paris.

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDES POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**  
(Groupe «Chasse des Dépôts - Développement») recherche

**SPECIALISTE INGENIERIE DE LA FORMATION**

Disposant d'une expérience confirmée (minimum 5 ans) dans l'expertise et le conseil en formation. Maîtrisant «conception - mise en place - suivi» de systèmes de formation professionnelle et technique.

Possédant une formation scientifique de type Grande Ecole ou équivalent et parlant couramment l'anglais.

Disponible pour effectuer missions à l'étranger.

Adressez lettre, photo, C.V. et prétentions à : SEDES - 15, rue Bleue - 75009 Paris.

**GROUPE COMMERCIAL MULTINATIONAL**  
exerçant son activité en AFRIQUE NOIRE recherche pour COTE D'IVOIRE (Abidjan)

**chef des services comptables**

Ayant :

- formation expertise comptable,
- expérience approfondie en organisation et informatique,
- pratique confirmée de l'animation d'une équipe.

Ce poste comporte la totale responsabilité de la gestion comptable de la société.

- Expérience Afrique Noire très appréciée.
- Résidence Abidjan.
- Avantages liés à l'expatriation.
- Rémunération motivante.

Réf. 50184  
4, rue Amiral Courbet  
75116 PARIS.

**RECRUTER POUR L'AFRIQUE NOIRE.**

**Établissement bancaire camerounais**  
recherche pour son siège à YAOUNDE

**CADRE JURIDIQUE**

Ce poste s'adresse à un candidat de nationalité camerounaise, âgé de 35 ans minimum, d'une formation de haut niveau (droit des affaires, droit notarial ou droit bancaire) et ayant un minimum de 3 à 5 ans d'expérience au contact de réalités bancaires et financières.

Il sera intégré à d'importants services comprenant une vingtaine de personnes et aura à animer des chargés d'études.

Merci d'adresser dossier complet sous référence 1812 à :

**BAILLY CONSEIL**  
128, bd Haussmann  
75008 PARIS

**SOCIÉTÉ DE NETTOYAGE INDUSTRIEL**  
recherche pour CASABLANCA

**INSPECTEUR OU CONDUCTEUR DE TRAVAUX**

Adressez C.V. et lettre manuscrite, photocopies certifiées, diplômes, photo et prétentions à REGIS-PRESS 7, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS**  
pour adultes étrangers, recherche

**PROFESSEUR**

expérience pratique VIF et DUV exigées, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Écrire avec C.V. détaillé sous réf. T 069 251 M REGIS-PRESS 7, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

Association loi 1901 gératrice maison de quartier dans ZUP recherche

**RESPONSABLE**

Expérience : gestion et animation coordination d'équipe 11 salariés et animation globale de quartier. Convention collective SNAECSO, accord entreprises. Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et motivation pour le 15-1-85 à Comité des associations socio-culturelles du pays provençal, 32, rue de la Mercaderie, 13000 NANTES.

**RHÔNE-POULENC RECHERCHES**

recrute pour l'un de ses centres de recherche de la région lyonnaise, un

**INGÉNIEUR ou CHERCHEUR CONFIRMÉ**  
ayant une expérience dans le domaine.

- De la microscopie électronique.
- De la micro analyse par fluorescence X.
- De l'analyse d'images.

Les candidats à ce poste devront être familiarisés avec les techniques de manipulation de fichiers et de traitement statistique des données sur mini-informatique.

Adressez C.V. et prétentions à Havas région 15740 B.P. 1000, 69222 LYON CEDEX 02.

### emplois régionaux

### Chef de public futur Patron de notre agent de Toulouse

Vous êtes ingénieur, diplômé d'une grande école, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la publicité, vous êtes bilingue anglais et français, vous avez une bonne connaissance de la région toulousaine et vous souhaitez donner à votre carrière une autre dimension.

C'est un réel challenge qui vous est proposé. Une première expérience de la vie au Moyen-Orient est souhaitable.

Si vous pensez avoir ces qualités, merci de nous adresser C.V. lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 0077, à CANEVA, 20 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.

**CANEVA**

### Renix

RECHERCHEUR EN INFORMATIQUE

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech

Documentaliste Tech



1501

REPRODUCTION INTERDITE



emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

## Chef de publicité futur Patron de notre agence de Toulouse

Nous sommes la filiale spécialisée dans la communication de recrutement de Publicité Conseil. Notre développement régional nous permet d'apporter à nos clients une aide significative en matière de conception, de mise en œuvre de leur communication de recrutement externe et interne. A Toulouse, le futur Patron de l'agence sera, soit déjà un professionnel de ce domaine, soit un diplômé de l'enseignement supérieur disposant d'une première expérience commerciale acquise de préférence en communication d'entreprise. Il pourra compter pour la gestion et le développement de son centre de profits, sur l'appui et les compétences de chacun d'entre nous. Ses qualités d'imagination et de rigueur, d'initiative et d'organisation, d'autorité et de chaleur humaine, seront d'excellents atouts pour bien démarrer et réussir.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M7157 (à mentionner sur l'enveloppe), à: Média-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cédex 02, qui transmettra.

média-system

IBM IBM IBM IBM IBM

## Recherche DES JEUNES CADRES DE GESTION ADMINISTRATIVE

Souhaitant un développement de carrière dans le domaine de la gestion administrative:

- ayant le goût du management d'une équipe ou d'un projet,
- motivés par l'utilisation de systèmes informatisés de gestion.

Ils devront posséder 2 à 4 ans d'expérience professionnelle en entreprise commerciale, de préférence dans des activités de gestion administrative.

Les candidats doivent être diplômés d'une Ecole de Commerce ou de Gestion (EBC -

ESSEC - ESCP - ESCAR - JEP PARIS) ou titulaires d'un doctorat de 3<sup>e</sup> cycle de gestion.

Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en anglais et l'acceptation du principe de la mobilité géographique.

Nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adresser lettre de candidature et C.V. à IBM France - Département Recrutement, 2, rue de Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence DASO - 12/84.

IBM IBM IBM IBM IBM

## Renix

LA NOUVELLE ROUTE ELECTRONIQUE

FILIALE DU GROUPE RENAULT ET DE RENIX ALLIED U.S.A. Société en EXPANSION RAPIDE spécialisée en Electronique Automobile / installée depuis 1979 à TOULOUSE / recherche

### un(e) DOCUMENTALISTE TECHNIQUE

chargé du suivi et de la coordination des échanges techniques des produits.

Niveau BAC + 2 électronique, 1 à 3 ans d'expérience.

Le candidat s'intégrera au sein de la Documentation Technique.

Il devra, en fonction d'une demande de modifications techniques, assurer l'insertion, la synthèse et la coordination des réunions de décision de ces changements techniques dont il appliquera les conséquences dans la Documentation Technique des produits, et assurer les informations auprès des autres services.

La connaissance des hybrides, de la mécanique (boîtiers moulés, connecteurs) serait un plus.

Le sens de l'organisation, des capacités d'écoute, du dynamisme, lui permettront de réussir au mieux dans sa tâche.

Anglais lu et écrit.

Adresser C.V., photo récente et prétentions sous réf. 841218 à RENIX ELECTRONIQUE BP 1149 - 31036 TOULOUSE Cédex.



## Tradimar

TRANSPORTS ISOTHERMES ET REFRIGERES

- Leader dans le Transport des produits de la mer, nous sommes également le Transport et la Distribution d'autres produits périssables, au service National et International.
  - Notre Société, née il y a seulement 10 ans, a un taux de croissance supérieur à 20 % chaque année en moyenne.
  - Nos 11 centres de profits et filiales regroupent à ce jour près de 400 collaborateurs.
  - Notre volonté : décentraliser le maximum de responsabilités sur les Unités opérationnelles.
- Dans le cadre de cette politique, nous cherchons à compléter l'équipe actuellement en place, en recrutant un jeune

### CONTROLEUR DE GESTION

qui aura en charge :

- L'amélioration des procédures existantes ;
- La définition et le développement des outils d'analyse ;
- Le contrôle financier et l'animation des Unités.

De formation supérieure confortée par une première expérience en Gestion Financière, vos aptitudes à la communication et au travail en équipe en feront tout un « partenaire » pour nos responsables d'Unités.

Ce poste, basé à LORIENT, dans un environnement particulièrement agréable, implique quelques déplacements de courte durée.

Afin de mieux préparer l'entretien que nous aurons ensemble, nous vous remercions de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prêtent.) à :

TRADIMAR  
S.P.A. N° 23  
56106 LORIENT.

## ingénieur d'études «terre»

LACROIX  
Ingénieurs S.A.

Cette Société spécialisée dans la Conception, la Fabrication, la Commercialisation de PRODUITS de PROTECTION CIVILE et MILITAIRE (P.C.M.) Le Directeur de la Division CONTRE MESURES DESURENCE DES PRODUITS DE PROTECTION CIVILE et MILITAIRE (P.C.M.) recherche un ingénieur d'études «terre» pour le service des PRODUITS DE PROTECTION CIVILE et MILITAIRE (P.C.M.). Il assurera la gestion technique, le suivi des coûts des produits ou de sous-ensembles. Il pilotera une équipe de dessinateurs et d'opérateurs techniques au niveau des PRODUITS DE PROTECTION CIVILE et MILITAIRE (P.C.M.). Ce poste s'adresse à un ingénieur Diplômé Grande Ecole ou Université, qui a déjà traité des projets complexes. On appréciera qu'il ait une compétence dans le domaine de l'armement terrestre et en particulier dans celui de l'autoprotection de véhicules ou de points sensibles par moyens de fumée.

Votre dossier sera traité avec discrétion. Nous vous ferons parvenir en courrier recommandé avec votre CV, photo et salaire actuel sous réf. M. 4113 à Marie-Françoise LAUTREC LEPY, \* service recrutement \* 35 rue des Couleuvres 31000 TOULOUSE.

marie-françoise lautrec lepy  
Conseiller d'Entreprise Toulouse

## Partenaires de Sirca en régions

Notre projet est de créer, d'ici fin 1985, plusieurs sociétés en province, sur des marchés porteurs, avec des partenaires régionaux entrant de manière significative dans le capital.

Ce projet s'adresse à un(e) professionnel confirmé du conseil en recrutement, capable de développer sa clientèle, dans sa région, de façon autonome.

Nous lui apporterons la notoriété de notre marque, la griffe de nos annonces, une pratique très professionnelle des méthodes de recrutement de cadres par annonces et par approche directe, plus particulièrement dans le middle management, dans le service aux PMI ; une clientèle fidèle et diversifiée ; l'expérience réussie de l'association de consultants seniors ; des moyens humains, financiers et une commune volonté d'entreprendre.

Si vous êtes un entrepreneur enthousiaste autant qu'un bon gestionnaire, si vous adhérez pleinement à notre déontologie, prenez contact avec Georges KOUCK, directeur général de SIRCA, qui, à partir du 1er Janvier 1985, en qualité d'administrateur, va se consacrer exclusivement à la réalisation de ces projets. Référence 252 477 M.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

### JEUNE CADRE FINANCIER EXPORT

RECHERCHE ESC-IES

Un très important constructeur de matériel de l'Etat, réparti sur un CA de 1000 à l'exportation recherche un jeune ingénieur commercial, parlant bien l'anglais + l'allemand ou l'espagnol pour prendre la responsabilité de ventes de produits de haute technologie, pièces, câbles, sans limite de fonction d'importation, au sein d'une équipe spécialisée.

Il participera aux négociations des contrats en liaison avec les ingénieurs technico-commerciaux. Deux à trois ans d'expérience (exportation biens d'équipement, techniques avancées export) souhaités.

Résidence ville de l'Est, agréables conditions de travail.

Ad. CV et. et. 1113 à SELETC Conseil 67001 STRASBOURG CEDEX.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débuteurs à 3 ans d'expérience. Vous concevrez et réaliserez des systèmes électroniques multi-processus. Vos connaissances en architecture de machines informatiques et réseaux seront appréciées.

Envoyer CV à S.A. DIGITONE 13970 LA BARQUE

## THOMSON-CSF

Les Laboratoires Electroniques de Rennes, spécialisés dans les études avancées en imagerie, recherchent pour leur service technique :

### INGENIEUR

Grande Ecole Télécom ou ESE de préférence.

1 à 3 ans d'expérience en réalisation matériel et conception de système.

Anglais courant indispensable.

Envoyer C.V. photo et prétentions à THOMSON-CSF/LER, Mme JOULAUD, Service du Personnel, avenue de Belle-Fontaine, 35510 CESSON-SEVIGNE.



THOMSON



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**SOURIAU**

Nous sommes un important groupe industriel français, 3500 personnes, 10 filiales France et étranger, en expansion constante qui développe son activité **ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE** et enrichit ses structures à la fois techniques et commerciales. Notre gamme de produits assez diversifiée s'étend de la station de diagnostic automobile à des micro-terminaux et sous-ensembles destinés à la monétique et aux télécommunications. Afin d'optimiser ces produits promus à de nombreuses applications industrielles, en développer de nouveaux et les commercialiser, nous recrutons des

**INGENIEURS ELECTRONICIENS** ESME, INSA, ESIEE, etc...

Certains viendront renforcer l'équipe Bureau d'Etudes en occupant des postes d'ingénieurs Projets (numérique et micro-informatique) : d'autres auront des fonctions d'ingénieurs d'affaires et rejoindront nos forces de vente.

**ACHETEUR ELECTRONICIEN** NIVEAU IV ou V

Chargé des achats de composants. Formation BTS/ DUT + 2 à 4 ans d'expérience.

**TECHNICIENS ELECTRONICIENS** NIVEAU IV

Formation BTS/DUT.

Nous cherchons des candidats motivés et enthousiastes doués d'un bon esprit d'entreprise et prêts à rejoindre nos équipes jeunes et dynamiques.

Tous ces postes sont basés à **PARAY VIEILLE POSTE** (proximité Orly, ligne C du RER).

Adressez CV, photo et prétentions à **SOURIAU**, 11 rue Gallieni, 92100 BOULOGNE.

**Rejoignez un groupe bancaire important ! Cadres confirmés**

Nous recherchons pour notre département financier des cadres confirmés dans les domaines suivants :

**ELABORATION DE PRODUITS D'EPARGNE**

Vous devez posséder une expérience pratique dans la création et le suivi de produits d'épargne à caractère financier (SICAV, FCP, intéressement des salariés...). (Réf. EP/3294)

**GESTION IMMOBILIERE**

Vous vous voulez confier, au sein de l'équipe actuelle, la gestion d'immeubles de bureaux et, le cas échéant, la recherche d'investissements immobiliers. Une expérience de gestion SCPI serait appréciée. (Réf. GI/3294)

**PLACEMENTS OBLIGATAIRES**

Vous possédez un bon sens commercial et êtes capable, grâce à votre expérience, de développer votre action en direction, notamment d'une clientèle institutionnelle (caisses de retraite, associations, etc.), tant à Paris qu'en province. (Réf. PO/3294)

**AUDIT INTERNE**

Vous avez plusieurs années d'expérience de l'audit interne et de l'organisation d'entreprise. (Réf. AI/3294)

\*\*\*

Pour tous ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une formation supérieure (HEC, Sciences Po, Droit...) renforcés par une expérience de plusieurs années. Votre dynamisme et votre capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Lieu de travail : **PARIS (2<sup>e</sup>)**.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à **MEDIA P.A.** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.



**emploi/ régionaux**

Important établissement industriel de l'Etat région Ouest littoral recherche

**un INGÉNIEUR INFORMATICIEN**

déchargé des obligations militaires pour assurer la fonction d'ADJOINT A L'INGÉNIEUR SYSTEME et chargé du développement et du suivi du réseau de téléinformatique dans un environnement Bull/DPF7, SOLAR, MINI-6.

Expérience indispensable.

Ecr. avec C.V. dét. et photographie sous n° 8748 le Monde Pub. serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, Paris-9.

Important établissement industriel de l'Etat région Ouest littoral recherche

**un INGÉNIEUR INFORMATICIEN**

déchargé des obligations militaires pour assurer la fonction de **CHEF DE PROJETS** dans les domaines de gestion de production et de gestion technique associée à la conception et à l'entretien des matériels.

Expérience appréciée.

Ecr. avec C.V. dét. et photographie sous n° 8749 le Monde Pub. serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, Paris-9.

**GROUPE DE TAILLE INTERNATIONALE** dans le domaine du transport et de la distribution, ayant des succursales et filiales en France et à l'étranger, recherche un :

**AUDITEUR INTERNE**

Ce poste qui recouvre des missions d'audit financier, comptable et opérationnel (assistance/organisation/contrôle), permettra d'évoluer au sein d'un Groupe en expansion dont la Direction Générale est située à **PARIS NORD**.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une Grande École de Gestion, titulaire au minimum du DECS complet et d'une Licence ou d'une Maîtrise en Droit Privé, ayant une expérience de quelques années acquise en Cabinet d'Audit ou au sein d'un Groupe important.

Les dossiers de candidature détaillée doivent être adressés sous réf. 83149 M à **BLEU Publicité** 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

Importante Société spécialisée en **AUDIT et CONSERVATION** représentée internationalement et située à Paris recrute

**Auditeurs financiers Experts Comptables Stagiaires**

Formation : Diplôme enseignement supérieur - DECS apprécié.

Expérience : souhaitée sans être nécessaire (entreprise industrielle ; cabinet d'audit de dimension internationale)

Disponibilité souhaitée : 15 Janvier 1985

Bon niveau de rémunération.

Large possibilité de développement de carrière.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite C.V. et photo sous référence 2869 B à

**ID IMPACT DEVELOPPEMENT**

Monceau Commercial Building 38 rue de Lisbonne 75008 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

**Conseil en Recrutements Partenaire**

**D**ernier, pour nous, c'est aujourd'hui. Notre équipe, spécialisée dans la recherche de cadres, a besoin de vous.

Nous voulons avant tout une personnalité impliquée et accrocheuse...

Notre offre intéressera :

- ☐ celui qui, de formation supérieure, a su prouver ses responsabilités techniques et commerciales pendant plusieurs années.
- ☐ celui qui cherche à donner un autre sens à sa dernière tranche d'activité professionnelle.
- ☐ celui qui, ayant créé son propre Cabinet, a besoin d'échanges, d'ouverture, de participation, de structures.

Celui que nous coopérons aura des possibilités indéfinies de progression.

Merci de vous faire connaître afin que nous puissions nous rencontrer avec la confidentialité souhaitable. Envoyez sous la référence 4082 M à :

**AFFLUENTS**

49, avenue Trudaine 75009 PARIS qui transmettra.

**Chargé d'études Paris**  
Nous croyons à la reprise de l'immobilier



**Jean-Claude Maurice S.A.**  
387 ter, r. de Valenciennes  
75015 PARIS

Un important établissement de la région parisienne souhaite recruter, pour la reprise de son développement, un **Chargé d'études** chargé de rechercher, d'étudier et de réaliser des opérations de construction de biens immobiliers d'habitation ou de bureaux. Ces études seront suivies sur les plans financiers, techniques et juridiques et demanderont en complément une expérience (même courte) de gestion administrative et financière des opérations immobilières et une formation supérieure (Sciences Économiques ou Supérieures).

Ce poste implique et un examen confidentiel de votre dossier vous sera garanti par notre Cabinet. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous la réf. 1279 et de joindre à C.V. PLUS en composant sur votre MINITEL le (1) 828.40.25.

**Responsable informatique exploitation développement**



**Jean-Claude Maurice S.A.**  
387 ter, r. de Valenciennes  
75015 PARIS

La Société **BROWNING** FRANCE, filiale française d'un groupe international, fait appel à des grandes dans la discipline des systèmes d'exploitation et de « logiciels actifs ».

Pour recruter, nous avons entrepris une campagne de recrutement informatique. La définition de nos postes, nous a été adressée, il nous faut maintenant des candidats en nombre.

Chaque candidat devra, pour les fournisseurs et du conseil de gestion, assurer le transfert de données et de logiciels en intervenant sur tous les systèmes informatiques organisationnels et humains qui y sont associés, et également le développement de programmes et de bases de données de l'entreprise.

Le candidat devra, en son environnement, justifier d'une bonne formation de base (IMAGE ou équivalent) et d'une expérience de développement de projet en SSI.

Une réponse écrite, sur examen confidentiel de votre dossier, vous sera garantie par notre Cabinet. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 1314, ou de joindre à C.V. PLUS en composant sur votre MINITEL le (1) 828.40.25.

OFFRES D'EMPLOIS



Financiers - Loyers - Pour les activités et participations

**GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE obligations**

Capable de prendre des décisions

**Trésorerie Filiales Etrangères**

Notre département Trésorerie Filiales Etrangères recherche des cadres confirmés pour la gestion des opérations de trésorerie et de financement des filiales étrangères. Les candidats doivent posséder une expérience de plusieurs années dans la gestion de trésorerie et de financement d'entreprises étrangères. Une formation supérieure (Sciences Économiques ou Supérieures) est requise. Les dossiers de candidature doivent être adressés sous référence 4082 M à **AFFLUENTS**, 49, avenue Trudaine, 75009 Paris.

**ROUSSEL UCLAF**

**Editeur français langue étrangère**

Le Groupe **ROUSSEL UCLAF** recherche des cadres confirmés pour la gestion des opérations de distribution et de vente des ouvrages de la collection **LE MONDE**. Les candidats doivent posséder une expérience de plusieurs années dans la gestion de distribution et de vente d'ouvrages. Une formation supérieure (Sciences Économiques ou Supérieures) est requise. Les dossiers de candidature doivent être adressés sous référence 4082 M à **AFFLUENTS**, 49, avenue Trudaine, 75009 Paris.

**HACHETTE**

**BANQUE PRIVÉE A RESEAU NATIONAL**  
Lyon et Paris

**2 RESPONSABLES DE CLIENTELE ENTREPRISE-PME**

Le Groupe **BANQUE PRIVÉE** recherche des cadres confirmés pour la gestion des opérations de clientèle entreprise-PME. Les candidats doivent posséder une expérience de plusieurs années dans la gestion de clientèle entreprise-PME. Une formation supérieure (Sciences Économiques ou Supérieures) est requise. Les dossiers de candidature doivent être adressés sous référence 4082 M à **AFFLUENTS**, 49, avenue Trudaine, 75009 Paris.

مركز العمل



1500

**OFFRES D'EMPLOIS**

INTERRO III ou SINDIA  
JOUER GAGNANT avec

**steria**  
PROGICIELS

**INGENIEUR INFORMATICIEN**  
Ingénieur diplômé (ESPCI par exemple) ou universitaire et vous avez acquis, si possible, une première expérience d'études de détecteurs nucléaires à circulation de gaz ou chambre à fils ou semi-conducteurs. Vous êtes de plus familier avec la partie électronique analogique (acquisition des données) liée à ces appareils. Vous avez ainsi une vue d'ensemble « produit-système ». En liaison avec nos équipes techniques, vous aurez pour mission de participer au développement et à la création de nouveaux produits dans les domaines qui sont les nôtres : mesure d'activité, spectrométrie nucléaire, localisation de particules...

**INGENIEUR COMMERCIAL**  
Ingénieur diplômé (ESPCI par exemple) ou universitaire et vous avez acquis, si possible, une première expérience d'études de détecteurs nucléaires à circulation de gaz ou chambre à fils ou semi-conducteurs. Vous êtes de plus familier avec la partie électronique analogique (acquisition des données) liée à ces appareils. Vous avez ainsi une vue d'ensemble « produit-système ». En liaison avec nos équipes techniques, vous aurez pour mission de participer au développement et à la création de nouveaux produits dans les domaines qui sont les nôtres : mesure d'activité, spectrométrie nucléaire, localisation de particules...

**steria**

**Conseil en Recrutements Partenaire**

**D**

**Chargé d'études**

**Responsable informatique exploitation développement**

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

**Le GROUPE CRI**

Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation  
Conseils aux collectivités et entreprises

poursuivant un important développement recherche pour ses Sociétés Financières

**GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE obligations**

• de formation supérieure. • Capable de prendre dès son entrée une responsabilité opérationnelle.

Adresser votre CV, photo, lettre manuscrite sous la référence 693/M  
CRI Direction du Personnel  
5, avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

**Trésorerie Filiales Etrangères**

Plus de 68% de notre chiffre d'affaires réalisés à l'étranger, une quarantaine de filiales dans près de 30 pays, classées parmi les toutes premières sociétés nationales, voilà notre situation dans le monde.

Nous souhaitons intégrer dans le Département Trésorerie de notre Direction Financière, un cadre plus particulièrement chargé de nos filiales à l'étranger. Vous suivez les prévisions de trésorerie, les comptes clients, l'endettement, les frais financiers, les engagements du groupe, les conditions de règlement, retards, opérations de trésorerie de nos filiales et vous mettez en place tous types de financement internationaux.

Diplômé HEC ou école d'ingénieur (+ INSEAD ou ISA), votre expérience financière en milieu bancaire est d'environ 3 années; si elle a été acquise à l'étranger, c'est un atout supplémentaire. Votre anglais est courant, vous parlez si possible l'espagnol. Votre profil ? Financier bien sûr, mais aussi homme de marketing se caractérisant par sa forte capacité à communiquer, son caractère opérationnel, son esprit d'initiative et sa disponibilité (déplacements à l'étranger).

Merci d'adresser votre candidature (lettre - C.V. - rémunération actuelle) sous référence 020M à Jacqueline JOIN-DIETERLE - Service de Gestion des Cadres - 35, Boulevard des Invalides - 75007 PARIS -

**ROUSSEL UCLAF**

**Editeur français langue étrangère**

Vous avez enseigné le français à des étrangers en France, ou mieux, à l'étranger, et vous avez utilisé différentes méthodes d'enseignement. Vous en avez apprécié les qualités et les limites... Le français comme langue vivante, c'est aujourd'hui votre centre d'intérêt majeur.

Vous avez une certaine connaissance de l'édition et vous maniez parfaitement la langue française.

Vous connaissez les collections que nous publions : « La France en direct », Le Français et le Vie, La Méthode orange, Cartes sur table... Grâce à elles, nous sommes les premiers sur ce marché et, pour le rester, nous voulons renforcer notre équipe.

Vous êtes peut-être (EDITEUR ASSISTANT) que nous cherchons. Nous vous confierons la réalisation d'ouvrages et de méthodes pédagogiques en français langue étrangère : relations avec les auteurs, sélection de manuscrits, choix de maquettes, mise en pages, etc... Vous développerez vos compétences également dans les domaines audio-visuel ou de logiciels d'apprentissage.

Ecrivez-nous (lettre manuscrite + CV) à Service Gestion des Cadres  
12 rue François 1er, 75008 Paris, sous référence 419.

**HACHETTE**

**BANQUE PRIVÉE A RESEAU NATIONAL**  
RECHERCHE POUR  
Lyon et Paris

**2 RESPONSABLES DE CLIENTÈLE ENTREPRISE-PME**

- VOUS avez déjà une expérience bancaire de deux à trois ans;  
- VOUS êtes diplômés d'Études supérieures;  
- VOUS souhaitez un poste dynamique et chargé de responsabilités;  
- VOUS voulez être partie prenante de la vie d'une entreprise à taille humaine et développer votre carrière au rythme de son expansion.

Adressez curriculum vitae, lettre manuscrite, photo et prétentions à  
RÉGIE PRESSE sous n° T069483 M,  
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

**Numelec**

Filiale de deux groupes industriels puissants et diversifiés, nous sommes une entreprise française de taille humaine qui étudie, fabrique et commercialise une gamme de systèmes autonomes de traitement et d'analyse d'images numériques, des systèmes graphiques, des appareils d'instrumentation d'électronique nucléaire et des systèmes à base de microprocesseurs réalisés sur cahier des charges. Notre performance est due autant à la qualité des hommes qui composent notre structure qu'aux moyens sophistiqués dont nous nous sommes dotés. Dans le cadre de notre expansion (plus de 30 % par an) tant en France qu'à l'étranger (50 % de notre CA) nous recherchons :

**Ingénieur physicien-electronicien**

Vous êtes ingénieur diplômé (ESPCI par exemple) ou universitaire et vous avez acquis, si possible, une première expérience d'études de détecteurs nucléaires à circulation de gaz ou chambre à fils ou semi-conducteurs. Vous êtes de plus familier avec la partie électronique analogique (acquisition des données) liée à ces appareils. Vous avez ainsi une vue d'ensemble « produit-système ». En liaison avec nos équipes techniques, vous aurez pour mission de participer au développement et à la création de nouveaux produits dans les domaines qui sont les nôtres : mesure d'activité, spectrométrie nucléaire, localisation de particules...

Référence 498M

**Ingénieurs d'applications**

Ingénieurs diplômés d'une grande école (ESE, ENST, ENSI, ISEP...), vous êtes débutants ou vous avez acquis une première expérience de du logiciel de systèmes scientifiques. Vous intégrerez notre équipe logiciel où vous participerez au développement des applications en cours et à l'étude des applications spécifiques demandées par nos clients, tant pour nos produits imagerie qu'instrumentation. Vous aurez également un rôle de support technique avant-vente ou après-vente auprès de notre Direction Commerciale. Vous possédez une bonne connaissance de génie logiciel et au moins la maîtrise du Fortran ou du Pascal ou du langage C. La pratique du PLM86 serait un atout supplémentaire.

Référence 499M

**Ingénieur électronique**

Ingénieur diplômé d'une grande école (ESE, ISEP, ISEN...) vous avez acquis au moins un an d'expérience de développement sur un 8086. Vous possédez de bonnes connaissances d'électronique rapide et des méthodes de synthèse des circuits et composants. Nous vous proposons d'intégrer notre laboratoire électronique où vous aurez pour mission de travailler à l'extension des systèmes existants et plus particulièrement de développer une carte mémoire haute résolution sur un système de traitement d'image. Une première approche du 80186 ou 80286 serait un atout supplémentaire.

Référence 500M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes (femme ou homme) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

**J. Parichon**  
38, rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10

**IBM IBM IBM IBM IBM**

POUR SON CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ À LA GAUDE PRÈS DE NICE

**RECHERCHE**

**DES INGÉNIEURS TÉLÉCOM EXPÉRIMENTÉS H-F**

• (X, E.C.P., MINES, ENST, ESE, ENSIMAG), ayant une expérience d'Électronicien ou d'Informaticien.

• Ces postes nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise.

Ils impliquent des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger, notamment aux États-Unis.

Les personnalités de valeur pourront accéder à des responsabilités techniques et humaines à haut niveau au sein de la Compagnie IBM.

Envoyez candidature détaillée et C.V. à :  
Louis SAHUC - Service du Personnel - IBM  
FRANCE - 06610 LA GAUDE en mentionnant la référence GM12.1

**IBM IBM IBM IBM IBM**

**Lancer de nouveaux produits en mini informatique industrielle et scientifique**

Important constructeur, notre compétence en informatique industrielle et scientifique n'est plus à prouver. Nous renforçons notre compétitivité en lançant une nouvelle ligne de produits et cherchons des INGENIEURS pour le

**marketing produit**

**MISSIONS :** Assurer le lancement et le développement des ventes par ligne de produit : définir une stratégie de vente, établir le pricing, assigner des objectifs au réseau commercial, créer des outils promotionnels et mettre en place des actions de promotion directs ou en support réseau commercial, suivre l'activité de celui-ci.

Ces différentes missions impliquent d'importantes actions de coordination avec le réseau commercial, la direction technique, la production et le marketing groupe.

**PROFIL :** Ingénieurs grandes écoles ou équivalent, ils ont au moins 5 ans d'expérience informatique réunie dans l'une des activités suivantes : commerciale, technico-commerciale, promotion des ventes, marketing produit. L'anglais lu et écrit couramment est impératif. Nous leur offrons de s'intégrer dans des équipes jeunes, motivées, possédant un haut niveau de technicité. La structure à dimension humaine bénéficie du support d'un grand groupe. Ils pourront y développer leur créativité et leur talent dans un domaine de pointe qui valorisera leur carrière.

Merci d'adresser sous référence AM 8416M :  
C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à notre Conseil,  
128 Boulevard Haussmann - 75008 Paris.

**STANDARDATA**

**Responsable administratif et comptable d'une compagnie d'assurances**

Compagnie d'Assurances créée en 1980, le volume de nos activités se développe très fortement depuis 4 ans et nous diversifions en même temps les produits et les services que nous proposons à notre clientèle. Notre développement s'appuie notamment sur les accords que nous avons conclus avec des Groupes Bancaires.

Cette croissance nécessite une organisation et un suivi administratif, comptable et financier et conduit notre Président à rechercher un collaborateur en charge de ces questions.

Sa mission : assurer l'ensemble des travaux comptables, définir et mettre en place des tableaux de bord de gestion, développer les systèmes d'information, établir et contrôler les procédures, assurer les relations avec les organismes extérieurs et participer à la gestion de la trésorerie.

Pour cela, il anime une petite équipe de collaborateurs.

Agé(e) de 30 ans, vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur avec une spécialisation comptable (École de Commerce, Maîtrise de Gestion, DECS). Votre expérience professionnelle depuis 4 ou 5 ans vous a permis de connaître le secteur de l'assurance et d'utiliser la langue anglaise.

Aujourd'hui vous souhaitez exercer des responsabilités plus larges que seule une petite équipe pourra vous offrir.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 317/33M (en indiquant votre rémunération actuelle).

**COFROR**  
Tour Est - Cedex 16 - 92084 Paris-La Defense











## LE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE BOUSSAC

- Un délai d'un an pour établir une nouvelle structure juridique
- Les frères Willot retirent leur plainte

Le gouvernement a donné le feu vert au groupe Ferret-Saviat (Ferret) pour mettre en œuvre le plan de reprise des activités de Boussac. Ferret avait soumis aux pouvoirs publics ses propositions en novembre dernier (le Monde du 21 novembre). Les banques Louis Dreyfus, Lazard Frères, mais aussi Worms, apportent leur concours financier à Ferret. Au total, 400 millions de francs seront injectés dans le groupe Boussac Saint-Frères (BSF), dont le capital sera augmenté de cette somme d'ici un an environ, le temps nécessaire pour reconstituer les organes sociaux de la Société foncière et financière Agache-Willot (SFFAW), c'est-à-dire de tout l'empire Boussac, présenter un concordat et obtenir son homologation.

Moins d'une semaine après avoir scellé le sort de Creusot-Loire, les pouvoirs publics vont de mettre un terme à une longue crise industrielle, qui, en remontant aux premières difficultés rencontrées par Marcel Boussac, le « roi du coton », défrayait maintes fois la chronique depuis plus de dix ans.

Cependant, avant de reformer définitivement ce dossier, il devra avoir au préalable défini les moyens de financement qui seront accordés à Ferret et à ses alliés pour faire face aux échéances du concordat. Tout n'a pas encore été mis noir sur blanc, et, au ministère du redéploiement industriel, on se refuse à donner pour le moment de plus amples précisions. Mais il n'est pas question de nationaliser les pertes et de privatiser les profits. Tout ce qui est prêt, - passés ou à venir - sera remboursé. S'agissant des avances consenties, elles seront prélevées sur les bénéfices futurs. Une clause dite de « meilleure fortune » a été introduite et acceptée par les parties. « Exemplaire », dit-on, elle permettra à l'Etat d'être associé aux résultats, autrement dit de récupérer progressivement sa mise. D'autre part, l'administration ne considérera son rôle terminé que lorsque les banques lui auront soumis la liste des investisseurs désireux d'entrer dans l'affaire. Et cette liste ne sera pas dévoilée avant l'automne 1985.

Le gouvernement veut pouvoir, jusqu'au dernier moment, déjouer une tentative des frères Willot de reprendre les commandes en sous-main.

En attendant que tous les détails du montage financier et industriel soient réglés, on peut se demander pourquoi le choix s'est porté sur Ferret et non sur M. Biderman, dont le plan était tout aussi cohérent. « Il est mieux adapté », assure-t-on au ministère de l'Industrie.

De fait, si des deux projets de reprise restés en lice celui de Ferret apparaît, financièrement, le moins

Comme prévu, le groupe Doffus-Mieg (DMC) accordera son assistance technique à M. Bernard Arnault, président de Ferret, qui prendra, dès le 1<sup>er</sup> janvier, la direction générale de la BSF. Mais cette assistance est limitée aux activités textiles. DMC, en outre, n'engage pas de capitaux dans l'affaire. M. René Mayer, actuel président de la BSF, sera nommé président du conseil de surveillance. Bien qu'encore assez réticents, les syndicats sont revenus sur leur opposition au projet Ferret. Leur principal grief est tombé : si les assurances domaniales par M. Arnault sont respectées, les frères Willot, qui ont retiré la plainte qu'ils avaient déposée contre les accords de 1983, ne devraient pas pouvoir, en principe, revenir indirectement aux affaires par prête-noms interposés.

beaucoup plus heureux à l'exportation que son rival face à la concurrence très vive des allemands et des japonais. Ensemble, leurs possibilités de développement à l'étranger augmentent.

Dans le décor de la maison, orienté sur les produits de haut de gamme (marque Romanex, France-Tapis, notamment), Boussac apporte un sérieux « plus » à DMC confiné sur les fabrications de gammes moyennes. Là encore, l'effet de taille peut jouer.

Mais c'est surtout dans le domaine de la production industrielle à des chaînes de donner les meilleurs résultats. Il s'agit de la branche d'activité la plus malade du textile. Elle est même en plein déperissement à cause du combat fratricide que se livrent DMC et Boussac, principalement sur le marché du tissu éponge (Descamps contre Jalle). Conséquence de cette guerre : la firme belge Santos domine le marché national du tissu éponge qu'elle a envahi grâce à la « complicité » des sociétés de vente par correspondance. La lutte est également vive dans la literie, un secteur où la société Haco-Colombier, avec une position de « leader », dicte sa loi.

Bref, en rassemblant leurs forces dans le domaine de la production industrielle (1,1 milliard de francs de chiffre d'affaires au total), DMC et Boussac vont retrouver une certaine chance de remonter la pente. Naturellement, en matière industrielle les miracles n'existent pas. Il y a des doubles emplois qui favorisent le développement des activités de soutien. Les spécialistes de DMC vont maintenant devoir mettre en place un plan pour rendre l'ensemble industriel cohérent et compétitif, avec pour objectif de rééquilibrer les comptes de Boussac d'ici trois à quatre ans. Mais DMC, pas plus qu'il ne sera mandataire social, ne sera compétent pour décider des cessions d'actifs à réaliser. La tâche en reviendra à Ferret. S'agissant des filiales « in bonis » (Dior, Bon Marché, Conforama), une au moins - la première, la plus prestigieuse - est assurée de rester dans le giron de Boussac au moins cinq ans. Ferret et ses alliés en ont pris l'engagement ferme. En revanche, aucune clause ne les oblige à conserver les deux autres. S'en sépareront-ils pour se procurer l'argent nécessaire au refinancement de Boussac ? Les pouvoirs publics n'excluent pas cette éventualité, car il ne saurait être question de se débarrasser de la division « bygone » (1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires), très rentable au sein du groupe Boussac.

La parole est désormais aux nouveaux maîtres de Boussac. Les derniers, le couple Mayer Belorgey (1), n'avaient aucune connaissance de l'industrie textile. Malgré tout, ils ont réalisé un assez bon travail. M. B. Arnault est lui aussi inexpérimenté. M. Julien Charlier, président directeur général de DMC, l'était en entrant chez DMC. Il serait chez Cockerill Sambre. En redressant ce groupe textile en perdition, il s'est forgé une solide réputation de gestionnaire et va devoir faire la preuve de son talent.

ANDRÉ DESSOT.

(1) M. Belorgey a démissionné de son poste de directeur général de la BSF après un conflit avec M. Mayer.

Publication Judiciaire  
ORDONNANCE DE RÉFÉRÉ  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE CHAUMONT  
DU 22 OCTOBRE 1984  
POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES  
CONTRE MONSIEUR JEAN-MARC BAUDRY, POMPES FUNÈRES MICHEL LECLERC  
En l'espèce, il s'agit au juge des référés d'apprécier si l'attribution de règles communément admises pour l'attribution aux règles françaises constitue une contrefaçon au sens de l'article 17 de la loi du 10 juillet 1977.

Attendu que si l'article 17 de la loi du 10 juillet 1977 est susceptible d'affecter le commerce entre États membres en empêchant, restreignant ou faussant la concurrence à l'inférieur du marché commun, M. BAUDRY l'oppose à une seule entreprise à propos d'une zone d'activité limitée par sa concession au territoire de deux villes de petite et moyenne importance ; que cette activité n'est de toute évidence pas susceptible d'affecter le commerce entre États membres ni d'y fausser la concurrence ; que la contestation de l'application de la loi française dans l'espèce qui nous est soumise, en vertu de cet article, n'est pas sérieuse.

Attendu qu'il apparaît bien que les contrats de concession en cause dans la présente instance contiennent des clauses, notamment concernant les prix, qui répondent aux conditions rappelées par la Commission des Communautés ; que M. BAUDRY ne prétend pas avoir sollicité une telle concession, ni a fortiori avoir été évincé.

Attendu, en définitive, qu'il ne nous apparaît pas de contradiction entre la législation française et les règles du Traité de Rome en la matière, de sorte que nous n'éprouvons pas de difficulté pour déclarer la législation à l'égard de laquelle nous sommes saisis de la décision à intervenir et que nous ne retenons pas la contestation élevée par le Défendeur comme sérieuse.

Attendu que le simple fait de prétendre qu'un texte légal français est contraire aux stipulations du Traité de Rome ne saurait imposer à une juridiction française de poser une question préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés ou d'attendre pour statuer que ladite Cour ait elle-même statué sur un recours présenté par un plaideur ; qu'il faut qu'il existe, en sus, une difficulté sérieuse d'interprétation.

Attendu qu'il vient d'être constaté qu'il n'apparaît pas de contradiction entre la loi française et le Traité de Rome, notamment l'interprétation qui en est donnée en la matière par la Commission.

Attendu que les contrats de concession intervenus entre la SA POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES et les villes de CHAUMONT et NOGENT dérogent au monopole que la loi attribue aux communes.

Attendu qu'en exerçant une activité dans le domaine du service extérieur des Pompes Funèbres, M. BAUDRY empiète sur le monopole délégué par les communes et exerce donc cette activité de façon manifestement et délibérément illicite.

Attendu que la demande de la SA POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES doit être déclarée bien fondée, à la fois en raison de motifs d'ordre public tenant au respect par M. BAUDRY du monopole communal, et en raison du dommage qu'elle a subi par la perturbation apportée à son activité ; qu'en conséquence il sera fait défense à M. BAUDRY de fournir à quiconque des prestations ressortant du service extérieur des Pompes Funèbres et ce, sous astreinte définitive de 2.000 F par infraction constatée.

Ordonnons la publication de la présente Ordonnance dans deux journaux du choix de la SA POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES, aux frais de M. BAUDRY, sans que le coût de chaque insertion puisse excéder 1.000 F, le dépassement de cette somme devant, le cas échéant, être pris en charge par le demandeur.

Disons que M. BAUDRY devra payer à la SA POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES en remboursement des frais irrépétibles une somme de DEUX MILLE FRANCS (2.000 F) en application de l'article 700 du NCPC.

Disons que M. BAUDRY supportera les frais et dépens de la présente instance.

## MALGRÉ LA DEMANDE DE LA FRANCE ET DE L'ITALIE

### Plusieurs pays européens continuent de s'opposer à la prorogation des aides à la sidérurgie

Bruxelles (Communautés européennes). - La France pourra-t-elle accorder des aides à la sidérurgie au-delà de ce qui était prévu ? Elle le demande, ainsi que l'Italie, la Belgique et le Luxembourg. La Commission européenne a fait des propositions dans ce sens. Mais les autres États membres, la RFA en tête, s'opposent aux aménagements ainsi envisagés du « code des aides » de 1981. La réunion des ministres de l'Industrie des Dix, qui s'est tenue le 17 décembre à Bruxelles, n'a pas permis de décaler un accord.

Un texte a été approuvé par le conseil, que M. Edith Cresson a trouvé satisfaisant. Cependant, il ne règle rien. Son seul avantage est de ne fermer aucune porte, et de prévoir une nouvelle réunion ministérielle en janvier ou en février.

Le « code des aides », approuvé par les ministres de l'Industrie des Dix, en juin 1981, distingue les aides de fonctionnement, c'est-à-dire celles accordées par les pouvoirs publics pour éponger les pertes, qui devaient cesser au 31 décembre 1984, et les aides à la modernisation qui, quant à elles, ne pourront plus être consenties au-delà du 31 décembre 1985. A cette date, la restructuration de la sidérurgie européenne sera supposée achevée ou presque. Les réductions de capacité de production (de produits laminés à chaud) atteindront alors, comme souhaité, environ trente millions de tonnes, et les installations, moins nombreuses, seront redevenues efficaces et rentables.

Dans plusieurs pays membres, dont la France, la restructuration a pris du retard. Afin d'atteindre l'objectif principal, à savoir le retour à la viabilité des entreprises en 1986, la Commission propose de doubler l'assouplissement des dispositions de 1981 : les aides de fonctionnement seraient autorisées pour une durée supplémentaire d'un an, c'est-à-dire jusqu'à la fin 1985 ; les « enveloppes » affectées par les pouvoirs publics à la modernisation pourraient être ramenées à la hausse. Le rallonge autorisé par la France est de dix milliards de francs qui viendraient s'ajouter aux quarante milliards déjà accordés.

Le texte approuvé lundi par les Dix indique que « des progrès ont été réalisés en cours de la discussion en ce qui concerne la modification des délais pour l'accroissement d'aides au fonctionnement autorisées par la Commission ». Cela veut dire, en clair, que des aides de trésorerie pourraient continuer à être versées au début 1985, au moins jusqu'à un prochain conseil, sans que la Commission déclenche une procédure d'infraction.

Selon la Banque de France  
LES INDUSTRIELS S'ATTENDENT À UNE STAGNATION DE LEUR PRODUCTION

Après avoir sensiblement progressé depuis l'été, l'activité industrielle s'est stabilisée en novembre. Elle devrait se maintenir au niveau actuel dans les prochains mois. C'est ce qui ressort de l'enquête mensuelle effectuée par les services de la Banque de France en novembre.

On assiste à « un repli relatif » des ordres de commandes en provenance de la CEE, ce qui a pour effet de stopper le lent redressement de la demande globale observé depuis le début de l'année.

La production a marqué, en novembre, un fléchissement dans les biens d'équipement professionnels, les biens intermédiaires et les industries agro-alimentaires. Elle est en légère augmentation dans les branches de l'automobile, du matériel de transports et des biens de consommation.

ANDRÉ DESSOT.

(1) M. Belorgey a démissionné de son poste de directeur général de la BSF après un conflit avec M. Mayer.

Publication Judiciaire

ORDONNANCE DE RÉFÉRÉ  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE CHAUMONT  
DU 22 OCTOBRE 1984  
POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES  
CONTRE MONSIEUR JEAN-MARC BAUDRY, POMPES FUNÈRES MICHEL LECLERC  
En l'espèce, il s'agit au juge des référés d'apprécier si l'attribution de règles communément admises pour l'attribution aux règles françaises constitue une contrefaçon au sens de l'article 17 de la loi du 10 juillet 1977.

Attendu que si l'article 17 de la loi du 10 juillet 1977 est susceptible d'affecter le commerce entre États membres en empêchant, restreignant ou faussant la concurrence à l'inférieur du marché commun, M. BAUDRY l'oppose à une seule entreprise à propos d'une zone d'activité limitée par sa concession au territoire de deux villes de petite et moyenne importance ; que cette activité n'est de toute évidence pas susceptible d'affecter le commerce entre États membres ni d'y fausser la concurrence ; que la contestation de l'application de la loi française dans l'espèce qui nous est soumise, en vertu de cet article, n'est pas sérieuse.

Attendu qu'il apparaît bien que les contrats de concession en cause dans la présente instance contiennent des clauses, notamment concernant les prix, qui répondent aux conditions rappelées par la Commission des Communautés ; que M. BAUDRY ne prétend pas avoir sollicité une telle concession, ni a fortiori avoir été évincé.

Attendu, en définitive, qu'il ne nous apparaît pas de contradiction entre la législation française et les règles du Traité de Rome en la matière, de sorte que nous n'éprouvons pas de difficulté pour déclarer la législation à l'égard de laquelle nous sommes saisis de la décision à intervenir et que nous ne retenons pas la contestation élevée par le Défendeur comme sérieuse.

Attendu que le simple fait de prétendre qu'un texte légal français est contraire aux stipulations du Traité de Rome ne saurait imposer à une juridiction française de poser une question préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés ou d'attendre pour statuer que ladite Cour ait elle-même statué sur un recours présenté par un plaideur ; qu'il faut qu'il existe, en sus, une difficulté sérieuse d'interprétation.

Attendu qu'il vient d'être constaté qu'il n'apparaît pas de contradiction entre la loi française et le Traité de Rome, notamment l'interprétation qui en est donnée en la matière par la Commission.

Attendu que les contrats de concession intervenus entre la SA POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES et les villes de CHAUMONT et NOGENT dérogent au monopole que la loi attribue aux communes.

Attendu qu'en exerçant une activité dans le domaine du service extérieur des Pompes Funèbres, M. BAUDRY empiète sur le monopole délégué par les communes et exerce donc cette activité de façon manifestement et délibérément illicite.

Attendu que la demande de la SA POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES doit être déclarée bien fondée, à la fois en raison de motifs d'ordre public tenant au respect par M. BAUDRY du monopole communal, et en raison du dommage qu'elle a subi par la perturbation apportée à son activité ; qu'en conséquence il sera fait défense à M. BAUDRY de fournir à quiconque des prestations ressortant du service extérieur des Pompes Funèbres et ce, sous astreinte définitive de 2.000 F par infraction constatée.

Ordonnons la publication de la présente Ordonnance dans deux journaux du choix de la SA POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES, aux frais de M. BAUDRY, sans que le coût de chaque insertion puisse excéder 1.000 F, le dépassement de cette somme devant, le cas échéant, être pris en charge par le demandeur.

Disons que M. BAUDRY devra payer à la SA POMPE FUNÈRES GÉNÉRALES en remboursement des frais irrépétibles une somme de DEUX MILLE FRANCS (2.000 F) en application de l'article 700 du NCPC.

Disons que M. BAUDRY supportera les frais et dépens de la présente instance.

## De notre correspondant

Mais les Allemands, les Néerlandais, les Britanniques et les Danois n'ont rien voulu savoir à propos de l'augmentation des enveloppes (minime consolation, le texte note que la Commission maintient ses propositions). Les Allemands et leurs amis libéraux veulent subordonner une augmentation des aides à des réductions supplémentaires des capacités.

« En vérité, ce que veulent les Allemands, c'est profiter de l'occasion pour nous prendre des parts de marché », répliquent les Français. Aux Nations des programmes transmis à Bruxelles, ceux-ci devront réduire leur capacité de production de 5,311 millions de tonnes par rapport à 1980 (fin 1984, les fermetures réalisées atteindront déjà 3,631 millions de tonnes). Ils se trouvent le dos au mur, autrement dit, leur est socialement et politiquement impossible d'aller au-delà. Les Allemands, qui connaissent parfaitement cette situation, y regarderont peut-être à deux fois avant de risquer de faire éclater le dispositif et de mettre ainsi en péril la politique antérieure menée patiemment depuis plusieurs années au niveau européen.

Les ministres ont pris acte lundi de l'échec de la tentative du conseil du GATT visant à susciter un « modus vivendi » à propos des importations de tubes d'acier en provenance de la Communauté aux États-Unis. Washington considère que l'échange de lettres de 1982, par lequel les deux parties s'engageaient à se consulter dans le cas où les importations originaires de la CEE dépasseraient 5,9 % des besoins du marché américain, vaut accord d'autolimitation. C'est une interprétation que la Communauté récuse totalement. Du coup, les Européens ont essayé de hâter la procédure contentieuse prévue par le GATT. En vain. En effet, les Américains, au contraire, font tout pour faire traîner les choses.

PHILIPPE LEMAITRE.

## PECHINEY SE RETIRE, CARBUROS METALICOS ARRIVE

### Coopération franco-espagnole dans la chimie du Sud-Ouest

## De notre correspondant

Toulouse. - L'Institut régional de développement industriel de Midi-Pyrénées (IRDI) et la société espagnole Carburis Metalicos (CM) vont se répartir la participation de 35,6 % que le groupe Pechiney possède dans le capital de Duffour et Igon, entreprise du Sud-Ouest dont l'activité s'exerce dans les gaz industriels (80 % du marché régional). L'IRDI reprend 20 % des actions et CM 15,6 %. L'opération, d'un montant global de 18,8 millions de francs, s'est faite par application en Bourse, lundi 17 décembre au prix unitaire de 453 F.

Devant la volonté manifestée par Pechiney de se désengager complètement de la chimie, plusieurs entreprises étrangères (Union Carbide, Air Products, British Oxygen) avaient déposé leur candidature en vue de racheter ses intérêts dans cette société (350 millions de francs de chiffre d'affaires consolidé) à caractère très familial (la famille des fondateurs est encore actionnaire à 29,4 %). Mais, craignant que l'un ou l'autre de ces candidats ne soit tenté ultérieurement de prendre le contrôle de l'entreprise, les pouvoirs publics avaient jusqu'ici refusé de donner leur autorisation. C'est alors que l'IRDI est entré en scène, offrant de conclure le marché avec un partenaire de son choix, en l'occurrence la société espagnole Carburis Metalicos, de taille réduite (500 millions de francs de chiffre d'affaires).

L'occasion était belle de donner à cet organisme les moyens d'affirmer

son vocation dans le soutien des entreprises régionales - pas si nombreuses en Midi-Pyrénées - tout en jetant les bases d'une coopération transfrontalière.

Créé il y a trois ans, l'IRDI est né de la volonté de M. Alain Savary, alors président (PS) du conseil régional de Midi-Pyrénées. Son capital, qui atteint maintenant 83 millions de francs, a déjà été deux fois augmenté depuis l'origine et partagé entre deux cent cinquante actionnaires, auxquels il faut ajouter maintenant le conseil régional de Midi-Pyrénées (4,5 %) et Elf-Aquitaine (10 % environ).

Cet Institut a pour mission de maintenir et de transformer le potentiel économique de la région, ce qui lui impose au moins une double contrainte : assurer une réaffectation du capital investi (5 % en moins) et voler au secours du tissu industriel de Midi-Pyrénées.

En trois ans d'existence, l'IRDI est intervenu dans dix-huit secteurs d'activité différents, - de l'aéronautique à l'agro-alimentaire - et quarante-trois entreprises au total. Il devrait procéder bientôt à une nouvelle augmentation de capital, afin de répondre aux objectifs précis qu'il s'est lui-même fixés : développer l'agro-alimentaire, permettre un meilleur transfert de technologies, entre les entreprises de la région, faciliter enfin la modernisation dans les secteurs traditionnels.

GÉRARD VALLÉS.

## ÉNERGIE

### La Grande-Bretagne pourrait renoncer à acheter le gaz norvégien du gisement de Steipner

## De notre envoyée spéciale

Londres. - Les négociations entamées depuis plus d'un an entre la Grande-Bretagne et la Norvège sur la vente du gaz du gisement norvégien de Steipner, dans le Nord de la Norvège, en effet, adressé un ultimatum aux autorités britanniques, fixant à la fin de l'année la date limite pour la signature du contrat.

Les compagnies British Gas - équivalent britannique de Gaz de France - et Statoil, compagnie d'État norvégienne, opérant du gisement, ont conclu un accord de principe prévoyant la livraison du gaz naturel norvégien (le gisement de Steipner contient 200 milliards de mètres cubes de réserves) à la Grande-Bretagne, mais le gouvernement britannique a jusqu'ici refusé d'approuver l'opération.

Si les autorités britanniques persistent dans leur refus, justifié par le souci de donner la priorité aux gisements de gaz situés sur la partie britannique de la mer du Nord et, surtout, par l'évolution d'un prix du gaz libellé en dollars pour un contrat qui porte sur 30 milliards de dollars, la Norvège tentera de négocier avec les autres clients européens. Elle cherchera avec la RFA et la France notamment à lier l'exploitation du gisement de Steipner, qui représente le dernier important gisement de gaz européen exploitable à bas coût, au développement, ultérieur, du gisement géant de Troll. Ce dernier est

## De notre correspondant

Mais les Allemands, les Néerlandais, les Britanniques et les Danois n'ont rien voulu savoir à propos de l'augmentation des enveloppes (minime consolation, le texte note que la Commission maintient ses propositions). Les Allemands et leurs amis libéraux veulent subordonner une augmentation des aides à des réductions supplémentaires des capacités.

« En vérité, ce que veulent les Allemands, c'est profiter de l'occasion pour nous prendre des parts de marché », répliquent les Français. Aux Nations des programmes transmis à Bruxelles, ceux-ci devront réduire leur capacité de production de 5,311 millions de tonnes par rapport à 1980 (fin 1984, les fermetures réalisées atteindront déjà 3,631 millions de tonnes). Ils se trouvent le dos au mur, autrement dit, leur est socialement et politiquement impossible d'aller au-delà. Les Allemands, qui connaissent parfaitement cette situation, y regarderont peut-être à deux fois avant de risquer de faire éclater le dispositif et de mettre ainsi en péril la politique antérieure menée patiemment depuis plusieurs années au niveau européen.

Les ministres ont pris acte lundi de l'échec de la tentative du conseil du GATT visant à susciter un « modus vivendi » à propos des importations de tubes d'acier en provenance de la Communauté aux États-Unis. Washington considère que l'échange de lettres de 1982, par lequel les deux parties s'engageaient à se consulter dans le cas où les importations originaires de la CEE dépasseraient 5,9 % des besoins du marché américain, vaut accord d'autolimitation. C'est une interprétation que la Communauté récuse totalement. Du coup, les Européens ont essayé de hâter la procédure contentieuse prévue par le GATT. En vain. En effet, les Américains, au contraire, font tout pour faire traîner les choses.

PHILIPPE LEMAITRE.

## PECHINEY SE RETIRE, CARBUROS METALICOS ARRIVE

### Coopération franco-espagnole dans la chimie du Sud-Ouest

## De notre correspondant

Toulouse. - L'Institut régional de développement industriel de Midi-Pyrénées (IRDI) et la société espagnole Carburis Metalicos (CM) vont se répartir la participation de 35,6 % que le groupe Pechiney possède dans le capital de Duffour et Igon, entreprise du Sud-Ouest dont l'activité s'exerce dans les gaz industriels (80 % du marché régional). L'IRDI reprend 20 % des actions et CM 15,6 %. L'opération, d'un montant global de 18,8 millions de francs, s'est faite par application en Bourse, lundi 17 décembre au prix unitaire de 453 F.

Devant la volonté manifestée par Pechiney de se désengager complètement de la chimie, plusieurs entreprises étrangères (Union Carbide, Air Products, British Oxygen) avaient déposé leur candidature en vue de racheter ses intérêts dans cette société (350 millions de francs de chiffre d'affaires consolidé) à caractère très familial (la famille des fondateurs est encore actionnaire à 29,4 %). Mais, craignant que l'un ou l'autre de ces candidats ne soit tenté ultérieurement de prendre le contrôle de l'entreprise, les pouvoirs publics avaient jusqu'ici refusé de donner leur autorisation. C'est alors que l'IRDI est entré en scène, offrant de conclure le marché avec un partenaire de son choix, en l'occurrence la société espagnole Carburis Metalicos, de taille réduite (500 millions de francs de chiffre d'affaires).

L'occasion était belle de donner à cet organisme les moyens d'affirmer

son vocation dans le soutien des entreprises régionales - pas si nombreuses en Midi-Pyrénées - tout en jetant les bases d'une coopération transfrontalière.

Créé il y a trois ans, l'IRDI est né de la volonté de M. Alain Savary, alors président (PS) du conseil régional de Midi-Pyrénées. Son capital, qui atteint maintenant 83 millions de francs, a déjà été deux fois augmenté depuis l'origine et partagé entre deux cent cinquante actionnaires, auxquels il faut ajouter maintenant le conseil régional de Midi-Pyrénées (4,5 %) et Elf-Aquitaine (10 % environ).

Cet Institut a pour mission de maintenir et de transformer le potentiel économique de la région, ce qui lui impose au moins une double contrainte : assurer une réaffectation du capital investi (5 % en moins) et voler au secours du tissu industriel de Midi-Pyrénées.

En trois ans d'existence, l'IRDI est intervenu dans dix-huit secteurs d'activité différents, - de l'aéronautique à l'agro-alimentaire - et quarante-trois entreprises au total. Il devrait procéder bientôt à une nouvelle augmentation de capital, afin de répondre aux objectifs précis qu'il s'est lui-même fixés : développer l'agro-alimentaire, permettre un meilleur transfert de technologies, entre les entreprises de la région, faciliter enfin la modernisation dans les secteurs traditionnels.

GÉRARD VALLÉS.

## ÉNERGIE

### La Grande-Bretagne pourrait renoncer à acheter le gaz norvégien du gisement de Steipner

## De notre envoyée spéciale

Londres. - Les négociations entamées depuis plus d'un an entre la Grande-Bretagne et la Norvège sur la vente du gaz du gisement norvégien de Steipner, dans le Nord de la Norvège, en effet, adressé un ultimatum aux autorités britanniques, fixant à la fin de l'année la date limite pour la signature du contrat.

Les compagnies British Gas - équivalent britannique de Gaz de France - et Statoil, compagnie d'État norvégienne, opérant du gisement, ont conclu un accord de principe prévoyant la livraison du gaz naturel norvégien (le gisement de Steipner contient 200 milliards de mètres cubes de réserves) à la Grande-Bretagne, mais le gouvernement britannique a jusqu'ici refusé d'approuver l'opération.

Si les autorités britanniques persistent dans leur refus, justifié par le souci de donner la priorité aux gisements de gaz situés sur la partie britannique de la mer du Nord et, surtout, par l'évolution d'un prix du gaz libellé en dollars pour un contrat qui porte sur 30 milliards de dollars, la Norvège tentera de négocier avec les autres clients européens. Elle cherchera avec la RFA et la France notamment à lier l'exploitation du gisement de Steipner, qui représente le dernier important gisement de gaz européen exploitable à bas coût, au développement, ultérieur, du gisement géant de Troll. Ce dernier est

## La Grande-Bretagne pourrait renoncer à acheter le gaz norvégien du gisement de Steipner

## De notre envoyée spéciale

Londres. - Les négociations entamées depuis plus d'un an entre la Grande-Bretagne et la Norvège sur la vente du gaz du gisement norvégien de Steipner, dans le Nord de la Norvège, en effet, adressé un ultimatum aux autorités britanniques, fixant à la fin de l'année la date limite pour la signature du contrat.

Les compagnies British Gas - équivalent britannique de Gaz de France - et Statoil, compagnie d'État norvégienne, opérant du gisement, ont conclu un accord de principe prévoyant la livraison du gaz naturel norvégien (le gisement de Steipner contient 200 milliards de mètres cubes de réserves) à la Grande-Bretagne, mais le gouvernement britannique a jusqu'ici refusé d'approuver l'opération.

Si les autorités britanniques persistent dans leur refus, justifié par le souci de donner la priorité aux gisements de gaz situés sur la partie britannique de la mer du Nord et, surtout, par l'évolution d'un prix du gaz libellé en dollars pour un contrat qui porte sur 30 milliards de dollars, la Norvège tentera de négocier avec les autres clients européens. Elle cherchera avec la RFA et la France notamment à lier l'exploitation du gisement de Steipner, qui représente le dernier important gisement de gaz européen exploitable à bas coût, au développement, ultérieur, du gisement géant de Troll. Ce dernier est

PHILIPPE LEMAITRE.

## PECHINEY SE RETIRE, CARBUROS METALICOS ARRIVE

### Coopération franco-espagnole dans la chimie du Sud-Ouest

## De notre correspondant

Toulouse. - L'Institut régional de développement industriel de Midi-Pyrénées (IRDI) et la société espagnole Carburis Metalicos (CM) vont se répartir la participation de 35,6 % que le groupe Pechiney possède dans le capital de Duffour et Igon, entreprise du Sud-Ouest dont l'activité s'exerce dans les gaz industriels (80 % du marché régional). L'IRDI reprend 20 % des actions et CM 15,6 %. L'opération, d'un montant global de 18,8 millions de francs, s'est faite par application en Bourse, lundi 17 décembre au prix unitaire de 453 F.

Devant la volonté manifestée par Pechiney de se désengager complètement de la chimie, plusieurs entreprises étrangères (Union Carbide, Air Products, British Oxygen) avaient déposé leur candidature en vue de racheter ses intérêts dans cette société (350 millions de francs de chiffre d'affaires consolidé) à caractère très familial (la famille des fondateurs est encore actionnaire à 29,4 %). Mais, craignant que l'un ou l'autre de ces candidats ne soit tenté ultérieurement de prendre le contrôle de l'entreprise, les pouvoirs publics avaient jusqu'ici refusé de donner leur autorisation. C'est alors que l'IRDI est entré en scène, offrant de conclure le marché avec un partenaire de son choix, en l'occurrence la société espagnole Carburis Metalicos, de taille réduite (500 millions de francs de chiffre d'affaires).

L'occasion était belle de donner à cet organisme les moyens d'affirmer



SOCIAL

# La création de l'allocation parentale d'éducation

« Une véritable révolution »

nous déclare M. Calot, directeur de l'INED

En cours de la troisième conférence annuelle des familles qui a eu lieu à Paris le 17 décembre, le président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), M. Roger Burel, a souligné son inquiétude devant la diminution de la natalité. « Une politique très hardie de l'accueil de l'enfant s'impose », a déclaré M. Burel. « Nous souhaitons que cette politique soit imaginative. » Le président de l'UNAF a rappelé que sa fédération avait toujours soutenu « une concertation » avec elle « s'élaborant un projet de loi-cadre familial qui constituerait un engagement effectif de la nation ».

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, qui clôturait les débats, s'est dit, lui aussi, préoccupé par « le problème angoissant du renouvellement des gé-

érations », craignant qu'une « France de l'enfant rare et non désiré ne devienne une France sans créativité et sans générosité ». Il a rappelé les récentes mesures prises par le gouvernement en faveur des familles (augmentation et simplification des prestations), M. Fabius a déclaré que la France devait « être de plus en plus consciente du rôle des familles » et que « la protection sociale devait être de plus en plus efficace ». Comme M. Dufoux, il a insisté sur la « nécessité de préserver dans des temps difficiles le système français de protection sociale, un des meilleurs du monde ».

M. Calot, président de l'Institut national d'études démographiques (INED), nous a, sur ce sujet, accordé un entretien.

« Le congé rémunéré, affirme M. Calot, m'apparaît comme une véritable révolution dans notre législation sociale, parce que c'est la voie ouverte vers une adaptation de nos lois à l'une des évolutions les plus marquantes de notre société depuis quarante ans : le développement de l'activité féminine, et notamment de l'activité salariée, c'est-à-dire hors du domicile familial. »

« Que les taux d'activité féminine continuent à augmenter malgré la crise actuelle, alors qu'ils avaient régressé après celle de 1929 montre à quel point la tendance est irréversible. »

« Cette mutation a été déterminante dans l'élévation du niveau de vie des ménages. Mais la conciliation entre responsabilités professionnelles et responsabilités familiales est d'autant plus difficile que le nombre d'enfants est plus grand. Résultat : la fécondité a chuté, au point que le remplacement des générations n'est plus assuré depuis maintenant dix ans. »

« Cette chute se marque essentiellement à partir du troisième enfant. 40 % des femmes nées en 1930 ont eu au moins trois enfants, contre 25 % pour celles nées en 1950, alors que les proportions n'ont quasiment pas changé pour les enfants de rang 1 et 2. Il n'y a pas en France de refus de l'enfant, mais seulement un refus de la famille de plus de deux enfants : la proportion de femmes sans enfant est au contraire, paradoxalement, une des plus basses de notre histoire. »

« Or il faut une moyenne de 2,1 enfants par femme pour assurer le remplacement des générations. »

Cette « base » ne peut être atteinte que si les familles de trois enfants sont en nombre suffisant.

« Une mesure aussi limitée que l'allocation parentale d'éducation peut-elle être efficace ? On parle de 34 000 familles par an... »

« Nous avons un exemple, celui de l'Allemagne démocratique où le taux d'activité féminine est certes plus élevé qu'en France. La RDA a institué en 1975 un congé rémunéré d'un an à partir du deuxième enfant. Alors que la fécondité était jusque-là à peu près au même niveau qu'en République fédérale - aux environs de 1,5 enfant par femme en 1975, - elle est remontée à 1,8-1,9 en RDA, tandis qu'en RFA elle est tombée à 1,3. »

« 1000 F par mois peuvent-ils suffire à convaincre des couples qui aujourd'hui ne veulent pas d'un troisième enfant ? »

« Aujourd'hui, déjà un quart des couples décident d'avoir un troisième enfant. Mais d'autres sont au bord de la décision, hésitent. C'est ceux-là que la mesure vise. Une allocation de 1000 F par mois peut conduire certains à prendre une décision positive. »

« Il faudra que cette allocation soit progressivement augmentée de façon à atteindre un ordre de grandeur comparable au SMIC, et qu'elle soit versée jusqu'au moment où l'enfant entre à l'école primaire, ou du moins à la maternelle. Mais 1 000 F par mois, non impossibles, sur une durée de deux ans, c'est un pas décisif dans la direction où se situe, à mes yeux, le seul espoir

d'insécher durablement les courbes de notre démographie. »

« N'est-ce pas un combat d'arrière-garde qui tend à ramener la femme au foyer ? »

« Au contraire, l'intérêt de la mesure, c'est que le contrat de travail n'est pas rompu. Combien, par exemple, ont démissionné en 1983, acceptant des sacrifices considérables en termes de niveau de vie, et se présentant vers quarante ans comme des débutantes sur le marché du travail ? »

« Ce congé rémunéré ne risque-t-il pas de se retourner contre l'emploi des femmes ? »

« A court terme, on ne peut évidemment l'exclure complètement. Mais c'est affaire de temps et de maturation des esprits. Je suis convaincu que dans dix ans, on ne comprendra plus les réticences qui s'expriment aujourd'hui. Regardez ce qui s'est passé pour le travail à temps partiel. Il s'est heurté, il n'y a pas si longtemps, à une véritable condition du patronat et des syndicats. Aujourd'hui, il n'est plus combattu, même si on doit regretter qu'il ne soit pas encore aussi développé en France que chez nombre de nos voisins. »

« Il faut cesser de penser en termes de tout ou rien : on travaille ou on ne travaille pas. La véritable liberté réside précisément dans la diversité des choix. »

« 27 % des femmes n'ont qu'un seul enfant. Ne faut-il pas plutôt les encourager à en avoir un deuxième ? »

« 65 % des femmes ont au moins deux enfants. C'est déjà considérable. Rassurer à aller au-delà me semble improbable. Et le coût serait très élevé. »

« Dans notre situation démographique, c'est sur celui-là que doit se concentrer la sollicitude des pouvoirs publics. Il n'est pas besoin d'être héroïque pour faire une place à un premier enfant dans sa vie et dans son travail. Avec le deuxième, cela devient plus compliqué et avec le troisième bien davantage encore. Si au surplus, la naissance doit amener la mère à arrêter son activité, le coût psychologique et financier devient difficilement surmontable. »

« L'esprit de notre politique familiale remonte à 1945, à une époque où la référence implicite était la femme au foyer. Tenir compte du changement intervenu depuis quarante ans, c'est apporter la réponse la plus moderne à l'interpellation que nous lançons les courbes de fécondité. »

Propos recueillis par GUY MERZLICH.

## La fonction publique : « L'ENTENTE NE POURRA SE FAIRE QUE SUR LA RIGUEUR »

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, a donné, le 17 décembre, le coup d'envoi aux négociations salariales 1985 dans la fonction publique. D'emblée, il a invité les fédérations à savoir, « en dépit d'une conjoncture économique difficile, trouver un terrain d'entente dans la rigueur nécessaire à la poursuite de la lutte contre l'inflation et la modernisation de notre appareil productif ». « L'entente, a-t-il poursuivi, ne pourra se faire que sur le terrain de la rigueur (...). Tout doit pouvoir être débattu, je l'espère calmement et sereinement, mais, n'en doutez pas, fermement. »

Rappelant l'objectif de maintien du pouvoir d'achat moyen en masse, M. Le Garrec a ajouté : « Des marges de négociation existent donc, qui doivent nous permettre d'aboutir à un calendrier des hausses générales facilement compréhensible tant en masse qu'en niveau, sur la base d'un glissement prévu des prix de 4,5 % en 1985. » Il s'est montré favorable à « une clause de sauvegarde en masse » dans des conditions à définir.

M. Jacques Pommat, secrétaire général de la FEN, a fait une déclaration très sévère, reprochant au gouvernement, à propos du chapitre sur les rémunérations dans le rapport annuel adressé au comité supérieur de la fonction publique, de « falsification des faits » et de provocation. La FEN accepte de discuter en masse, mais à condition qu'il n'y ait pas de dénaturation des faits, que le glissement vielleuse technique (GV) soit intégré dans le calcul de la masse et en fait un véritable casus belli. La CGT a affirmé, faisant un parallèle avec les négociations syndicales-CNPF sur la flexibilité de l'emploi, qu'elle « n'acceptait pas la répartition de la pénurie ». « Si le pouvoir politique, a affirmé FO, a l'intention d'inscrire les négociations dans le cadre de sa politique de rigueur, Force ouvrière n'apposera pas sa signature. »

## Flexibilité de l'emploi : la CGC signe

Signera, signera pas ? Hormis la CGT, pour qui la question était tranchée d'avance, chacune des organisations syndicales participant à la négociation sur la « flexibilité de l'emploi » s'interroge, depuis le 16 décembre, sur les avantages et inconvénients du texte établi avec le CNPF et la CGPME.

Première à franchir le pas, la CGC a fait savoir, dans l'après-midi du 17 décembre, qu'elle avait décidé de signer le protocole d'accord. Dans un communiqué, elle soulignait que le document « préserve les acquis essentiels des droits et garanties des salariés, tout en mettant en place un dispositif contractuel préparant efficacement les mutations technologiques et le passage régulier d'une société industrielle à une autre ». »

Plus prudente, la CFDT avait réuni son bureau national, élargi, dès le dimanche après-midi, et émis un « avis positif » qui devra toutefois être soumis à l'appréciation des unions régionales et des fédérations, le bureau national devant prendre sa décision le 26 décembre. Lors d'une conférence de presse, le 17 décembre, M. Edmond Maire devait affirmer que, au-delà des éléments positifs ou négatifs du protocole,

l'objectif de la CFDT était que « les forces sociales soient au centre du changement et du règlement [contractuel] des modifications sociales ».

Egalement réuni le 17 décembre, le bureau confédéral de FO s'est accordé un délai de réflexion pour peser le pour et le contre. Il semblait que sa position, non exprimée, ne soit pas éloignée de celle de la CFDT. Quant à la CFTC, qui tiendra son conseil confédéral le 20 décembre, elle paraît toujours très « irritée », à propos de la durée annuelle du travail et de la négociation dans les entreprises dont elle redoute les conséquences.

Parallèlement, la polémique entre le « quatre » et la CGT connaît ses premiers éclats alors que la centrale de M. Krasucki tente de mobiliser. « La CGT peut gérer parfaitement son déclin comme elle le souhaite, déclarait M. Maire pour répondre à ceux qui nous font subir l'insulte et les invectives dans les entreprises. » « La CGT (...) pour essayer de provoquer des phénomènes de désstabilisation partout », répliquait, de son côté, M. Paul Marchelli, le président de la CGC.

Plus vite, moins cher !

**Vous cherchez**

- une 305 !
- une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !

Nombreux autres modèles disponibles (tous types) :

- 205 GR, SR ou GT • 205 XL, XR ou XT
- SAMBA, BAHIA • HORIZON • SOLARA
- PEUGEOT-TALBOT

**NEUBAUER**

M. GÉRARD 820-07-24

227, bd. Anatole-France 51-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

# Hello!

Veuillez noter ma nouvelle adresse

**S.V.I.**

61, rue de Glatigny  
78150 Le Chesnay  
Tél. 954 50 15



**Apple a appris l'Homme à Macintosh.**

Le nom Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc. © 1984 Apple Computer, Inc. est le licencié de la marque Macintosh.

**L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)**

recherche pour son siège à Rome candidats des deux sexes pour un poste de :

**INTERPRETE DE CONFERENCE**

Le candidat doit savoir interpréter simultanément et consécutivement en anglais et en français ou espagnol à partir d'une ou plusieurs langues de l'organisation (anglais, arabe, chinois, espagnol et français) et fournir la preuve d'une expérience de sept ans dans ce domaine (de préférence au sein de la famille des Nations unies).

Il doit être titulaire d'un diplôme d'une école d'interprétation internationalement reconnue et/ou d'un diplôme universitaire pertinent.

Traitement : Engagement initial trois ans ; exempt d'impôt suivant l'expérience ; bourse d'éducation plus indemnités et allocations accessoires du système des Nations unies.

Envoyez CV détaillé au plus tard le 31 janvier 1985, en citant « VA 903-GIC », à :

L'administrateur du personnel AEP/GID FAO  
Via delle Terme di Caracalla 00100 - Rome, Italie

**L'Éducation**

DÉCEMBRE 1984

**FAIRE GARDER SES ENFANTS : LE CASSE-TÊTE**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

LE MONDE DE L'ÉDUCATION - BULLETIN D'ABONNEMENT

TARIF 1 AN : FRANCE, 110 F - ÉTRANGER, 165 F

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde  
Service abonnements, 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

La direction de la société nationale Aérospatiale veut inciter au départ volontaire mille six cent six de ses employés, sur un effectif total de quatre cent cinquante-sept, par le biais d'une convention FNE (Fond national de l'emploi) qui s'adresserait au personnel âgé de cinquante-six ans et deux mois. D'autres mesures d'accompagnement au départ volontaire concerneraient des salariés à partir de cinquante-cinq ans. Ces mesures incitatives, qui touchent tous les établissements industriels de l'Aérospatiale, sont destinées à éviter une généralisation du chômage partiel et une réduction uniforme du temps de travail au-dessous de trente-sept heures par semaine.

A la direction générale de la société, on convient que le bilan des commandes, pour les neuf premiers mois de l'année, est loin d'atteindre les objectifs retenus et qu'il existe aujourd'hui un excédent de potentiel industriel et, donc, une sous-activité dans les usines. C'est ainsi que la division « avions » de l'Aérospatiale devra enregistrer une diminution de la cadence de production de l'Airbus. La division « engins tactiques » connaît, elle aussi, un déficit à l'exportation, tandis que la division « hélicoptères » ne peut maintenir une activité normale en raison de la mévente des hélicoptères Dauphin et Ecureuil, même si les ventes du Super-Puma ont bien commencé.

## opéens continuent de s'opposer à des aides à la sidérurgie

Les opéens continuent de s'opposer à des aides à la sidérurgie.

Les opéens continuent de s'opposer à des aides à la sidérurgie.

## Coopération franco-espagnole dans la chimie du Sud-Ouest

Coopération franco-espagnole dans la chimie du Sud-Ouest.

## ENERGIE

La Grande-Bretagne doit...

La Grande-Bretagne doit...



# ÉTRANGER

## FAIM ET DÉVELOPPEMENT ET NORD-SUD

### Deux instruments financiers originaux au service du tiers-monde

Faire acte de générosité et es-compter en tirer un profit, voilà bien deux principes qui sont en général antinomiques en terme d'orthodoxie financière telle qu'on la pratique dans les milieux occidentaux. Sur-tout quand il s'agit du tiers-monde, souvent synonyme de dette colossale et de mauvais payeur. L'exemple de Faim et développement, le premier du genre dans ce domaine, tend à prouver qu'il est parfois possible de recueillir de l'épargne publique par des moyens tout à fait « banalisés » (en l'occurrence un fonds commun de placement du même type que les quelque 2 000 FCP qui existent ac-tuellement sur le marché français, et d'en affecter le produit à des projets de développement dans plusieurs pays du tiers-monde, sous réserve qu'ils soient jugés économiquement viables - et justifiés - tout en assu-rant aux souscripteurs la juste rému-nération de leur placement.

Pari tenu et gagné si l'on en juge par les résultats financiers de Faim et développement, ce fonds créé en septembre 1983 par une organisation non gouvernementale, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCCFD), avec l'appui du Crédit coopératif.

Son mécanisme est très simple : les sommes recueillies (près de 40 millions de francs) auprès des souscripteurs (environ 800 per-

sonnes physiques et morales) ont été investies en obligations françaises (et notamment en emprunts d'Etat), un placement assuré de ga-ranties de remboursement et d'une rentabilité très satisfaisante compte tenu de la vogue du marché obliga-taire.

Grâce à la différence constatée entre le rendement de ces valeurs mobilières et l'inflation, la plus-value ainsi dégagée (2,5 millions de francs) a été affectée comme convenu au CCCFD, chargé à lui de prendre des participations dans des entreprises économiques d'initiative locale via une société créée à cet ef-fet, la SIDI (Société d'investisse-ment et de développement interna-tional).

Cette dernière a notamment in-vesti :

- Au Maroc, dans une coopéra-tive de fabrication de meubles, dont l'initiative revient à douze travail-leurs immigrés marocains, déjà spé-cialistes du bois et actuellement en fin de formation dans une coopéra-tive ouvrière de Montreuil, en région parisienne. A côté de leur apport, la moitié du capital requis, le SIDI fournit le reste pour que la produc-tion puisse démarrer fin mars 1985 avec pour objectif d'employer une trentaine de personnes au bout de trois ans.
- Au Népal, où la SIDI parti-cipe ainsi à la mise en route d'une fabrique de médicaments « ayurvé-diques » correspondant à la tradition religieuse des Vedas. Cette médi-cation, liée aux connaissances scientifi-ques ancestrales de cette région, a reçu l'agrément de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

La SIDI est intervenue au Séné-gal et au Cap-Vert.

La principale caractéristique de cette opération est qu'à la différence des dons classiques (autre activité du CCCFD, qui a permis 600 projets de développement dans 87 pays) les parts du fonds Faim et développe-ment ont assuré à leurs souscripteurs un revenu tout à fait honorable : 17,45 % par an en moyenne puisque la part de 1 000 F a progressé de 14,33 % entre le 1<sup>er</sup> décembre 1983 et le 30 septembre dernier, soit, en dix mois, une rémunération hors in-flation de 8,53 %.

Destinée aux associations confes-sionnelles ou autres qui bénéficient de conditions fiscales particulières mais aussi aux personnes physiques intéressées par le prélèvement libé-ratoire, voire à certaines entreprises, cette forme de placement d'« utilité sociale » a également inspiré la Caisse des dépôts et consignations qui a lancé le 18 décembre une SI-CAV (société d'investissement à ca-pital variable) baptisée Nord-Sud

Développement (le Monde du 7 dé-cembre 1984).

Dotée d'un capital initial de 200 millions de francs, cette SICAV est constituée de parts de 1 000 F nominal assorties d'un droit d'entrée de 0,2 % de la valeur liquidative, mais sans droit de sortie. Afin d'as-surer des conditions maximales de sécurité, son actif - constitué de va-leurs françaises pour au moins 50 % - sera essentiellement composé d'obligations garanties par les pou-voirs publics et émises par des insti-tutions spécialisées dans le finan-cement du développement.

De plus, Nord-Sud Développement pourra investir directement dans des obligations émises par des organisations internationales pour le financement de projets spécifiques. Sans remettre en cause une perfor-mance globale reposant sur « une épargne rémunérée à un taux pro-che de celui du marché des capitaux », et dans le cadre de la réglemen-tation des SICAV, a tenu à préciser M. René Lenoir, conseiller du directeur général de la Caisse des dépôts, et appelé à présider le conseil d'administration de « ce « produit financier original » qui peut constituer « une solution nou-velle au problème du financement des pays du Sud ».

### LES ÉTATS-UNIS SE RETI-RENT DES ACCORDS INTER-NATIONAUX SUR LES PRO-DUITS LAITIERS

Washington. - Le secrétaire amé-ricain à l'Agriculture, M. John Block, a officiellement annoncé, le 17 décembre, que les États-Unis allaient se retirer des accords inter-nationaux sur les produits laitiers.

Au cours d'une conférence de presse consacrée à sa rencontre, la semaine dernière à Bruxelles, avec des représentants de la Commission européenne, M. Block a précisé que cette décision n'avait pas pour but de déclencher une « guerre commer-ciale » contre les autres pays pro-ducteurs, mais, conformément à la philosophie économique du gouver-nement Reagan, de revenir au prin-cipe de la liberté du marché, « plus efficace, a-t-il dit, qu'une politique d'encadrement des prix ».

Bien que critiquant la Communauté économique européenne - qu'il a accusée d'avoir jadis en-couragé la surproduction en subven-tionnant les exportations, par exemple, de beurre vers l'URSS - M. Block s'est félicité du changement d'atti-tude intervenu au sein de la CEE depuis deux ou trois ans, notamment en matière de réduction de la pro-duction.

Les États-Unis se réservent le droit d'effectuer des ventes de pro-duits laitiers en prélevant des quan-tités sur les stocks stratégiques gou-vernementaux très abondants, a-t-il dit. Déjà cette année les États-Unis ont procédé à des ventes prélevées sur les stocks, à destination de l'Égypte notamment (beurre, fro-mage). Ils envisagent d'autres ventes à l'Irak. - (AFP, Reuters.)

### LA BALANCE COMMERCIALE DU JAPON A DÉGAGÉ UN EXCÉDENT DE 35 MIL-LIARDS DE DOLLARS EN DIX MOIS

Le commerce extérieur du Japon a été excédentaire de 4,5 milliards de dollars en octobre selon les don-nées brutes. Les exportations se sont élevées à 14,8 milliards de dollars (+ 2 % en un mois, + 15,7 % en un an) et les importations à 10,3 mil-liards de dollars (+ 10,9 % en un mois, + 6,2 % en un an). Depuis le début de l'année, c'est-à-dire en dix mois, l'excédent commercial at-teint 35,4 milliards de dollars au lieu de 25,3 milliards pendant la même période de 1983 (+ 40 %).

La balance des paiements courants a été excédentaire de 3,89 mil-liards de dollars en octobre après + 4,3 milliards de dollars en septem-bre (+ 2,3 milliards de dollars en octobre 1983). Cette balance dégage un excédent de 27,5 mil-liards de dollars sur les dix premiers mois de l'année au lieu de 16,8 mil-liards de dollars pendant la période correspondante de 1983 (+ 63,7 %).

De leur côté, les prix de détail ont baissé de 0,6 % en novembre selon l'indice calculé pour la seule ville de Tokyo. En un an, cet indice a aug-menté de 2,6 % (novembre 1983 à novembre 1984). L'indice national qui sera connu dans quelques jours avait augmenté de 0,8 % en octobre et de 2,1 % en un an.

### FAITS ET CHIFFRES

**Affaires**

● M. Jean-Paul Parayre devient directeur général chez Duesse. - L'ancien président de Peugeot SA, remplacé en septembre 1984 à la tête de groupe automobile par M. Jacques Calvet vient d'entrer au directoire de Duesse SA l'un des principaux groupes français du bâti-ment et de Travaux publics (11,8 milliards de francs de chiffres d'affaires). M. Parayre y sera nota-mment chargé du développement et de la diversification. M. Parayre qui est le gendre de M. Chausser, président de Duesse, reste administrateur de Peugeot SA.

**Conjoncture**

● La consommation des mé-nages en novembre. - La consom-mation des ménages en produits in-dustriels en France s'est légèrement redressée au mois de novembre, après un net recul en octobre, indi-que l'INSEE. Seule l'automobile a connu « une baisse de faible am-plitude ».

### Étranger

**ÉTATS-UNIS**

● Déficit record des paiements courants au troisième trimestre. - Le déficit de la balance des paie-ments courants américaine s'est ac-centué au troisième trimestre, at-teignant le montant record de 32,9 milliards de dollars, contre 24,7 milliards au trimestre précé-dent. Pour les neuf premiers mois de 1984, ce déficit a atteint 77,3 mil-liards de dollars (41,6 milliards de l'ensemble de 1983). Le déficit commercial (33,2 milliards de dol-lars de juillet à septembre) n'est plus, comme cela avait été le cas jusqu'en 1981, compensé par l'excé-dent des échanges de services (3,1 milliards de dollars). Enfin, le déficit des transferts financiers pu-bliques a représenté 2,8 milliards de dollars, du fait de l'accroissement des garanties sur prêts aux pays en développement (AFP.).

● Diminution des bénéfices nets des entreprises au troisième trimes-tre. - Les bénéfices après impôt des entreprises manufacturières améri-caines ont diminué de 13,5 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. Ils ont repré-senté en moyenne 4,5 % du chiffre d'affaires, qui, globalement, s'élève à 576,4 milliards au troisième tri-mestre, indique le département du commerce, d'après une enquête mé-née auprès de 8 800 sociétés. - (AFP.)

● Légère progression du taux d'utilisation des capacités indus-trielles. - Le taux d'utilisation des capacités de production américaines a très légèrement progressé en no-vembre, pour la première fois après trois mois de baisse, atteignant 81,5 %. Ce taux avait atteint 82,7 % en juillet avant de baisser à 82,5 % en août, 81,9 % en septembre et 81,4 % en octobre. Le résultat de no-vembre est dû essentiellement à une forte augmentation de l'activité dans l'industrie automobile, qui a atteint 88,8 %, soit le plus haut niveau de-puis mai 1979, contre 83 % en octo-bre. Dans l'industrie manufacturière, le taux d'utilisation s'est situé à 81,9 % contre 81,7 % en octobre. Il a progressé également dans l'indus-trie minière, à 74,8 % contre 74,2 %. - (AFP.)

### ITALIE

**AGGRAVATION DU DÉ-FICIT EXTÉRIEUR ITALIEN.** - Le déficit commercial de l'Italie en octobre a été de 1 300 milliards de lire (8,5 milliards de francs). Il résulte surtout d'une très forte augmentation des importations (mécanismes primaires, textiles et métaux). Pour les dix premiers mois de l'année, la balance com-merciale accuse un déficit de 14 271 milliards de lire (71 mil-liards de francs) contre 10 237 milliards de lire (50 mil-liards de francs) pendant la même période de 1983 (+ 39 %).

### POLOGNE

● Report de discussions sur la dette polonaise. - La Pologne et les pays occidentaux créanciers ont reporté, à la demande des autorités de Varsovie, les contacts informels qu'ils devaient avoir à Paris en milieu de semaine (le Monde du 5 décembre).

Aucun nouveau rendez-vous n'a encore été fixé, alors que cette ren-contre était attendue comme déci-sive par plusieurs des dix-sept délé-gations de pays créanciers. Le rééchelonnement de la dette polonaise - quelque 15 milliards de dollars sur un total de 28 milliards à la fin de 1984 - a fait l'objet, depuis novembre 1983, d'une série de contacts non officiels, hors du cadre formel du Club de Paris.

### SUISSE

● Le gouvernement suisse condamne le blocage routier. - Le gouvernement suisse a condamné, le 17 décembre, le blocage de la fron-tière franco-suisse par les transpor-teurs des deux pays. Ceux-ci ont levé leurs barreaux en fin d'après-midi. Ils protestent contre la créa-tion d'une taxe routière en Suisse à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1985.

Le porte-parole des autorités de Berne a déclaré que cette manifesta-tion constituait une mesure de pres-sion inadmissible. D'autre part, les pourparlers entre les autorités fran-çaises et suisses devraient bientôt commencer au sujet de cette taxe routière, si controversée.

### Social

● Augmentation de 3,8 % du nombre de chômeurs indemnisés en novembre. - Selon les statistiques publiées le lundi 17 décembre par l'INEDIC, le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté de 3,8 % en novembre, passant de 1 984 054 à 1 956 176. En tenant compte des dossiers déposés, qui feront l'objet d'une décision positive à titre rétro-actif, ce chiffre serait même de 2 310 944. La hausse, qui « revêt un caractère purement saisonnier », correspond à l'indemnisation de 1 602 543 demandeurs d'emploi, de 684 074 préretraités et de 24 327 stagiaires en formation.

● Manifestations agricoles pour protester contre les quotas laitiers. - Plusieurs villes ont été, le lundi 17 décembre, le théâtre de mani-festations paysannes organisées par la

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### GRUPE REDOUTE

Dans sa lettre aux actionnaires, M. Joseph Pollat, Président du Direc-toire, présente les résultats du 1<sup>er</sup> semes-tre clos le 31 août 1984.

En données consolidées, le chiffre d'affaires s'établit à 3 703 MF TTC (+ 7,4 %) et le bénéfice net à 25 MF (+ 9,3 %) chiffres légèrement infé-rieurs aux prévisions.

LA REDOUTE SA (holding du Groupe) avec un peu plus de 99 MF de produits d'exploitation réalise un bé-néfice net de 41 MF contre 43 MF pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent.

REDOUTE CATALOGUE (activité VPC en France) : CA TTC : 2 685 MF (+ 7,2 %), bénéfice net : 22 MF iden-tique à celui de l'an dernier.

SNIER (magasin de prêt-à-porter) : CA TTC : 184 MF (+ 29,8 %), bé-néfice net : 2,6 MF contre 0,1 MF (dans nouvelles surfaces avant ouverture d'ici la fin de l'exercice en région pari-sienne).

GRUPE PRÉMANAN (chaîne des boutiques spécialisées) reprend no-tamment l'activité des magasins à es-sen-tiels PRÉMANAN, PRÉMANAN BALLOON, TILL et JULIE AMBRE. CA TTC : 378 MF (+ 6,0 %), bénéfice net : 9 MF (+ 23,9 %).

ÉDITIONS ROMBALDI (vente de livres, fiches et lithographies) : Dont l'activité a le plus souffert de la baisse du pouvoir d'achat et du ralentisse-ment

de la consommation a réalisé un CA TTC de 156 MF (- 2,3 %) et un déficit de - 10 MF contre - 4 MF.

FINAREF (société financière) pro-duits financiers semestriels (1<sup>er</sup> janvier - 30 juin) : 149 MF (+ 13,8 %), bé-néfice net : 8 MF (+ 15,7 %) grâce à sa carte KANGOUROU (28 % du chif-fre d'affaires du Groupe REDOUTE).

VESTRO (vente par correspondance en Italie) : CA TTC : 59 millions de lire (+ 5,7 %) déficit : - 298 millions de lire contre - 246 millions de lire l'an dernier.

Le démarrage de la saison autom-nale est satisfaisant puisque de 7,4 % au 31 août la progression du chiffre d'affaires ressort à 9,5 % au 30/11/84. Si décembre, janvier et février remplissent leurs objectifs, nous devions au moins maintenir cet accroissement des ventes, accompagné d'une évolution parallèle des résultats.

Par ailleurs, le Groupe s'est chargé des prises de participation ou créations sui-vantes :

- Dans un jardin : reprise en location-gérance du réseau de franchises et création de la société commerciale
- Dans un jardin magasin
- « Cyrillus » (VPC et magasins de prêt-à-porter enfants) : participation de 85 %
- « Le Chêne vert » et « Le Chêne rouge divers » : participation de 60 %.

### DERNIÈRE MINUTE

LA REDOUTE vient de signer un protocole d'accord en vertu duquel il elle reçoit les autorisations des ministères de l'Inde et sous réserve que les clauses suspensives aient été vérifiées quant à leur contenu, elle acquerra 70 % du capital de la SIAD, qui regroupe les réseaux FRENATAL d'Allemagne, Autriche, Espagne et Italie.

### EUROFI

se voit confier son 20<sup>e</sup> budget

Dix mois après sa création, EUROFI, agence conseil en publicité financière et institutionnelle, vient de se voir confier un vingtième budget. Il s'agit de la charge Messier-Rossini.

Filiale d'Eurocom, EUROFI a un po-sitionnement unique, à ce jour, sur le marché de la communication en France.

En effet, EUROFI est en charge de la campagne institutionnelle de la Ly-onnaise des Eaux (deux autres com-pagnies institutionnelles viennent de lui être confiées), ainsi que de campagnes spécifiques financières (introduc-tion au second marché, augmentation de la cote officielle, augmentation de capital, émission d'obligations, etc.).

Privilégiant l'approche stratégique globale de communication, EUROFI dispose également d'un département spécialisé dans l'édition financière (rap-ports annuels, prospectus de prestige, etc.).

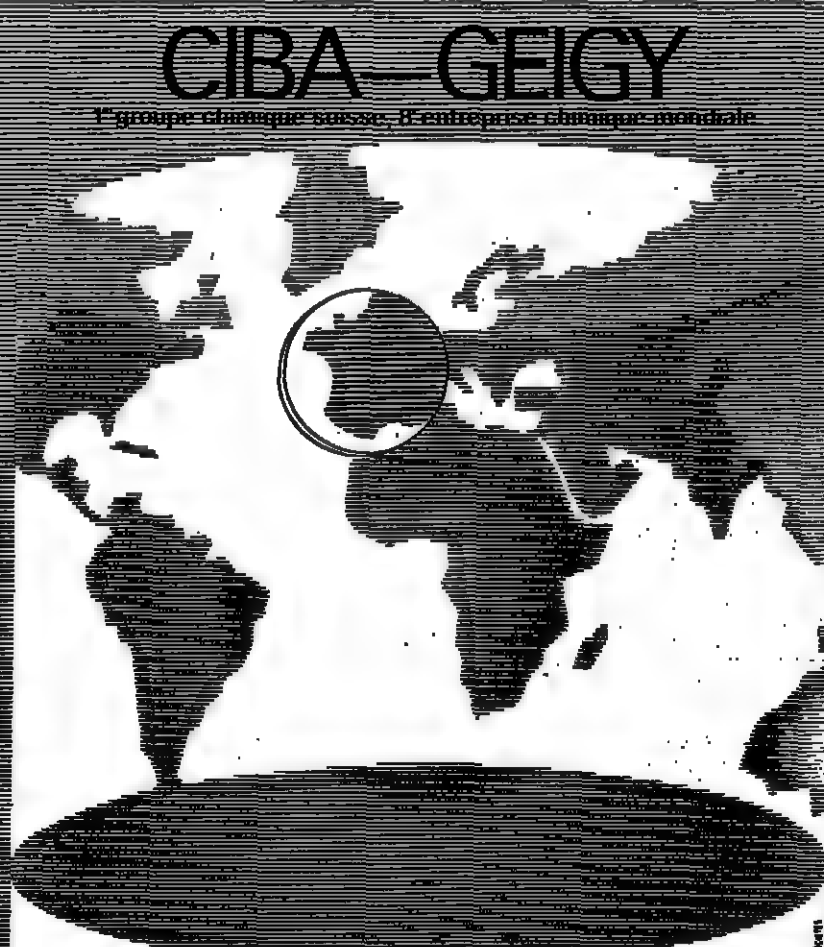
Pour tout contact, s'adresser à Hu-gues Andrade, président directeur gé-néral, ou Sylvie Boudolère, responsable commercial.

### merlin

#### SOCIÉTÉ MERLIN IMMOBILIER

Afin d'élargir l'actionnariat de la so-ciété, le conseil d'administration, faisant usage de l'autorisation accordée par l'as-ssemblée générale extraordinaire du 27 juin 1984, a décidé de procéder le 19 décembre prochain à une division par cinq des titres. A partir de cette date, le ca-pital de la société sera composé de 525 000 actions au lieu de 105 000 ac-tions.

Les titres de la société sont cotés au second marché à Paris.



### Société Anonyme CIBA-GEIGY EMPRUNT DE F 200.000.000 avec bons de souscription de bons de participation de CIBA-GEIGY AG

**Caractéristiques des obligations**

- 20.000 obligations au nominal de F 10.000.
- Prix d'émission : F 10.000.
- Jouissance : 20 décembre 1984.
- Durée de l'emprunt : 8 ans.
- Intérêt annuel : 8,75 %.
- Amortissement : - Normal : en totalité le 21 décembre 1992 par remboursement au pair.
- Anticipé : par rachat en Bourse ; par voie d'offres publiques d'achat ; au pair, par tirage au sort, à partir du 21 décembre 1986.
- Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle, Bourse de Paris.

**Caractéristiques des bons**

- 1 bon de souscription est attaché à chaque obligation.
- Du 28 janvier 1985 au 28 janvier 1991 chaque bon de souscription donnera droit de souscrire 1 bon de participation CIBA-GEIGY AG au prix de 2050 Francs Suisses.
- Les bons de souscription auront le caractère de valeurs mobilières négociables en France Française.
- Les bons de participation sont cotés à ce jour sur les Bourses de Zurich, Bâle, Genève, Berne, Lausanne, St Gall.

Le service de l'emprunt sera garanti par CIBA-GEIGY AG.

BALLO, du 17 décembre 1984. Une note d'information (Vies C.O.B. n° 84-302 du 11 décembre 1984) est mise à la disposition du public au siège de la société et auprès des établissements chargés du placement.

## MARCHÉS FINANCIERS

Marché	Indice	Différence	Indice	Différence	Indice	Différence
Paris	10 120	+ 10	10 110	+ 10	10 100	+ 10
London	2 450	+ 10	2 440	+ 10	2 430	+ 10
New York	2 800	+ 10	2 790	+ 10	2 780	+ 10
Stockholm	1 200	+ 10	1 190	+ 10	1 180	+ 10
Oslo	1 100	+ 10	1 090	+ 10	1 080	+ 10
Copenhague	1 000	+ 10	990	+ 10	980	+ 10
Helsinki	900	+ 10	890	+ 10	880	+ 10
Berlin	800	+ 10	790	+ 10	780	+ 10
Frankfurt	700	+ 10	690	+ 10	680	+ 10
Zurich	600	+ 10	590	+ 10	580	+ 10
Bâle	500	+ 10	490	+ 10	480	+ 10
Genève	400	+ 10	390	+ 10	380	+ 10
Berne	300	+ 10	290	+ 10	280	+ 10
Lausanne	200	+ 10	190	+ 10	180	+ 10
St Gall	100	+ 10	90	+ 10	80	+ 10



Le marché financier parisien a été marqué par une certaine stabilité, malgré une légère baisse des cours à la clôture. Les investisseurs ont été sensibles aux nouvelles concernant l'économie française et les perspectives de croissance. Les actions de la Bourse de Paris ont enregistré une baisse de 1,1 % à la clôture, tandis que les obligations ont gagné 0,2 %.

Les analystes financiers s'attendent à une continuation de la tendance baissière à court terme, mais ils restent optimistes à long terme. Ils recommandent aux investisseurs de maintenir une position équilibrée et de surveiller de près les évolutions du marché.

Les investisseurs doivent être conscients des risques associés à la spéculation sur les marchés financiers. Il est recommandé de diversifier son portefeuille et de consulter un conseiller financier avant toute décision d'investissement.

Le marché des changes a également connu une certaine volatilité. Le franc français a perdu du terrain face au dollar américain, ce qui a entraîné une baisse des cours des actions étrangères cotées en francs.

En conclusion, le marché financier parisien reste sous pression, mais les investisseurs doivent rester vigilants et prêts à saisir les opportunités d'investissement qui se présenteront.

# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 18 décembre

## Nouveau et sensible repli

Déjà pas très vaillant en début de semaine, la Bourse de Paris s'est assez franchement alourdie mardi. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi durant toute la séance et à la clôture, l'indice principal a enregistré un recul de 1,1 %.

En l'espace de quarante-huit heures, sa perte atteint maintenant 1,6 %, si bien que d'un mois à l'autre, les divers indices sont revenus légèrement en dessous de leurs niveaux de fin novembre.

Cette séance était la dernière du mois bouclier, et, partant, de l'année sur le marché. La liquidation générale avait, en effet, lieu ce jour et, avec les ajustements de position effectués en cette période de l'année, le repli des cours lui est très largement imputable.

Au reste, les baisses n'ont pas revêtu une très grande ampleur. Une quinzaine de valeurs seulement ont baissé de 2 % à 4,5 % (SCREO). C'est surtout leur nombre qui a été déterminant, celui des hausses étant, d'autre part, réduit à sa plus simple expression.

Qu'il en soit, cet alourdissement est la traduction d'un certain malaise favorisé par le climat d'incertitude. Des professionnels l'assuraient. D'autres, au contraire, ne voyaient rien de redoutable dans le facteur technique dont les effets, à leurs yeux, sont salués.

La devise-titre s'est tassée pour s'échanger entre 9,80 F et 9,87 F (contre 9,85 F-9,94 F).

L'événement de la journée a été le plongeon de l'or. A Londres, l'once de métal jaune est tombée à 308,25 dollars l'once (= 6,75 dollars), son niveau le plus bas depuis juillet 1982.

A Paris, le lingot a chuté de 2,6 % pour revenir à 94 300 F (= 2 600 F). La napoleon a suivi le même chemin mais à une distance de 392 F (= 3 F). Le volume des transactions a augmenté à 17,62 millions de francs contre 12,14 millions de francs.

## M. XAVIER DUPONT EST RÉÉLU SYNDIC DE LA COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Par 87 voix contre 14, M. Xavier Dupont, syndic de la Compagnie des agents de change depuis le 1er décembre dernier, a été réélu à ce poste, pour l'année 1985, à l'issue de l'assemblée générale qui s'est déroulée le 17 décembre 1984, avec, pour premier adjoint, M. Alain Fournier, également réélu dans ses fonctions.

MM. Jean-Denis Massonnet et François Bécot n'étant pas rééligibles et M. Nicolas Meunier ne souhaitant pas se représenter, la liste des adjoints est composée dorénavant de MM. Marc

Auboyneau, Gilles Dupont, Pierre Laourrière, Roger Michaux, Régis Roussellet et Michel Oudart, lesquels composent, avec M. Émile Véron (le patron de Majorette), représentant les sociétés cotées, et M. Philippe Roger, représentant le personnel de la Compagnie, la Chambre syndicale pour l'année 1984.

BANQUE TRANSATLANTIQUE. - Cet établissement a reçu le feu vert de la Commission des opérations de Bourse (COB) pour le lancement d'un fonds commun de placement, Neptune institutions communautaires et internationales, dont le portefeuille comprendra principalement des obligations émises par les institutions communautaires et internationales libellées en ECU. Ou dans l'une des devises entrant dans la composition de cette monnaie européenne, conformément aux possibilités offertes par la circulaire du 13 novembre 1984 (et non pas pour émettre « des emprunts libellés en ECU », comme indiqué par erreur dans notre édition datée 16-17 décembre).

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

# BOURSE DE PARIS Comptant 18 DECEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, % de variation, and % de variation. It lists various financial instruments and their corresponding values and percentage changes.















1500

anne

VOYAGE

LE MONDE LOISIRS  
SAMEDI 19 JANVIER 1985 III

# Promenade mandchoue

Dans la Chine du nord-est.

Victime d'un régime de terreur, la Mandchourie a été l'un des théâtres de la révolution culturelle. Elle a subi les pires exactions de la part des dirigeants du P.C. chinois. Les habitants ont été persécutés, torturés, assassinés. Les temples, les pagodes, les jardins ont été détruits. Les usines ont été fermées. Les écoles ont été closes. Les livres ont été brûlés. Les personnes ont été envoyées dans les camps de rééducation. Les familles ont été séparées. Les enfants ont été confiés à des étrangers. Les personnes ont été humiliées. Les personnes ont été humiliées. Les personnes ont été humiliées.

UNE cour de ferme quelque part en Chine. Aux murs sont accrochés des épis de maïs. Un jeune garçon, l'air furieux, prononce quelques mots en chinois : « Si on garde l'enfant avec soi, on ne peut pas chasser les loups. » Autrement dit, nous expliquent-ils, il faut savoir faire preuve d'audace. Deux jeunes filles se précipitent : « Tu vas devenir un martyr révolutionnaire », lui dit, en riant, l'une d'elles. Cette scène a lieu dans les studios de cinéma de Changchun. Elle est tirée d'un film en cours de tournage, qui s'intitule, nous dit-on, *Beau-père et belle-fille têtus*.

Changchun est la capitale de la province de Jilin, l'une des trois provinces qui forment ce qu'on appelait jadis la Mandchourie, au nord-est de la Chine, non loin de la frontière soviétique. Créés par les Japonais en 1939, ces studios, nous affirme M. Qian Zhongxuan, chef adjoint du département de la production, sont « le berceau du cinéma chinois ». Fermés pendant la révolution culturelle, ils ont produit vingt et un films en 1984, soit quatre de plus que le plan. Conclusion de notre interlocuteur : « Ça tourne bien ».

Les studios de Changchun — devant lesquels nous accueille une statue géante de Mao — sont une des attractions de la ville. Mais les autorités voient plus loin. Pour faire venir les touristes, comme les y invite le gouvernement, elles projettent de construire une cité du cinéma — à la fois lieu de tournage, pour économiser les décors, et lieu de visite, pour l'éducation de la population. Ouverture dans deux ans. On n'exclut pas l'apport de capitaux étrangers. Et on attend de pied ferme la cohorte des Japonais et des Chinois de Hongkong qui ne manqueront pas de venir fouler le pavé de l'avenue Staline, sorte de Sunset Boulevard de ce futur Hollywood-sur-Yitanghe.

Changchun fut, de 1933 à 1945, la capitale de la Mandchoukouo, cet Etat mandchou sous tutelle japonaise qui dirigeait l'empereur Pu Yi, dernier souverain de la dynastie des Qing. On visite

aujourd'hui le palais impérial, où subsistent quelques souvenirs de l'époque. Des aménagements vont être apportés afin de mieux reconstituer la vie de la cour, et la quatrième femme de Pu Yi (mort en 1967) sera le directeur adjoint du musée. Étrange réhabilitation ! Imagine-t-on un musée de la collaboration à Vichy ? Mais, puisque la priorité est donnée au tourisme, rien ne doit être négligé qui puisse, si peu que ce soit, intéresser le visiteur étranger.

La province de Jilin est fière de ses trois trésors : la plante de ginseng, l'andouiller de cerf et la fourrure de zibeline. On les trouve réunis dans une vaste ferme d'élevage, où le touriste fera une halte obligatoire.

Cependant, la principale ressource de la région est dans ses paysages. Malheureusement, les monts Changbai, qui présentent, dit-on, des sites pittoresques, ne semblent guère accessibles. Au moins servent-ils de base à une station de sports d'hiver située à une trentaine de kilomètres de la ville de Jilin. Elle n'était utilisée, jusqu'à l'année dernière, que pour l'entraînement et la compétition des skieurs chinois, mais commence à s'ouvrir aux amateurs de sports d'hiver, auxquels elle offre deux pistes et un télé-siège de 1 500 mètres. Une autre station est à l'étude, avec le concours du groupe français des Arcs.

Capitale du Heilongjiang, la plus septentrionale des trois provinces de Mandchourie, Harbin a pour spécialité la sculpture sur glace. Dans le parc Tsao Ling — qui porte le nom d'un général tué par le Kouomintang après avoir combattu contre les Japonais dans les années 30, vous pouvez admirer, pour la modique somme de 20 fens (environ 80 centimes), des constructions multicolores, érigées à partir de blocs de glace sortis du fleuve Songari et illuminées de lampes vertes, jaunes ou rouges.

Pavillons, pagodes, tours et colonnes clignotent dans la nuit. À l'entrée, une gigantesque coupe ornée de poissons,



d'épis, d'oiseaux, symbolise l'opulence. Plus loin, une double rangée de paons représente la beauté. Plusieurs tableaux sont des vitrines publicitaires pour telle pâte dentifrice, tel alcool, tel téléviseur. Des miniatures sont servies de fleurs ou de fruits. La

foule se presse, on se fait photographe devant des arbres givrés, on glisse sur d'immenses toboggans, on mange des brochettes, des patates douces ou de la barbe à papa, bref, c'est Lunapark par - 20 ou - 30 degrés. Les

artistes sont des professionnels, mais une compétition est ouverte aux amateurs.

La fête existe depuis 1955. Interrompue pendant la révolution culturelle, elle a repris en 1981. En 1984, elle a accueilli près de deux millions de visiteurs. Cette année, modernisation oblige, elle avait pour thèmes la réforme et l'ouverture, mais apparemment les exécutants ne se sont pas trop soucis des directives officielles...

La troisième province mandchoue, celle du Liaoning, a pour capitale Shenyang, qui s'appelait jadis Mukden quand elle était la cité de la dynastie Qing, avant que celle-ci ne s'installât à Pékin, au dix-septième siècle. On y visite les tombeaux où sont ensevelis les deux premiers souverains de la dynastie, et le palais impérial, qui abrite une belle collection de peintures, vases et autres objets précieux.

Une autre curiosité peut attirer les touristes : le musée de locomotives à vapeur installé au sud de la ville depuis quelques mois et dont le joyau est la Pacific SL-751 japonaise, récemment restaurée. Les connaisseurs apprécieront !

Rien ne permet au visiteur étranger de repérer dans chacune des trois provinces l'existence de la minorité nationale mandchoue, évaluée, selon le dernier recensement, à plus de quatre millions de personnes. La langue n'est plus parlée, et si, comme on le dit, une certaine renaissance de la culture mandchoue se manifeste en ce moment, nos interlocuteurs ne nous en disent rien.

THOMAS FERENCZI

Les Amitiés franco-chinoises organisent au voyage en Mandchourie pour la Fête des glaces de Harbin, du 2 au 9 février et proposent, en été, plusieurs circuits incluant également la Mandchourie. (36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, tél. : 236-37-70).

## Deux nouveaux Michelin

Le guide Michelin a publié ses deux nouveaux guides pour la France. Ils contiennent des informations sur les routes, les villes, les villages, les hôtels, les restaurants, les attractions touristiques, etc. Ils sont très utiles pour les voyageurs.

Alpes suisses

Votre lieu de vacances

LESIN

**AVEC Camino VISITEZ L'AMERIQUE**

en version française

Même si vous ne parlez pas anglais, votre accompagnateur CAMINO chevronné, parfaitement bilingue, vous fera comprendre et aimer l'Amérique.

**CAMINO : la qualité**  
Pour ses circuits, CAMINO a choisi les vols transatlantiques réguliers Air France et Air Canada, cars climatisés et vols réguliers de compagnies réputées. Les hôtels sont de premier ordre, et la plupart des repas inclus.

**CAMINO : le prix**  
L'expérience, la compétence et le volume des achats de CAMINO vous font bénéficier du meilleur rapport qualité/prix.

**CAMINO : le dollar maîtrisé**  
Si vous réglez 70% du prix de votre voyage à l'inscription, les éventuels mouvements du dollar ne vous seront répercutés qu'à la baisse.

**CAMINO : les réductions Early Bird**  
En vous inscrivant tôt, vous pouvez bénéficier de réductions pouvant atteindre 10% du prix de votre voyage.

**CAMINO : pour les anglophones confirmés**  
Un programme "séjours et circuits individuels" leur est destiné. Demandez-le si vous comprenez un peu l'anglais en V.O.

Inscriptions dans toutes les bonnes Agences de voyages

compagnie d'accompagnement et d'assistance : CAMINO  
75017 Paris  
Tél. (0) 572.98.11

Je désire recevoir sans frais, en engagement sans obligation, votre brochure "séjours et circuits individuels".

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_

LN CA 88 LIC 478

**L'AVENTURE SAHARIENNE...**

Venez vivre l'expérience unique du désert avec les Touaregs. Raids & Randonnées de 1 à 16 jours.

NOMADES, AMIS DU SAHARA  
49, rue de la Montagne Ste-Geneviève  
75005 Paris - Tél. : 229.95.80

A ALPBACH, renommé pour être un des plus beaux villages du Tyrol, nous vous offrons repos et détente dans une maison de campagne neuve avec des appartements confortables, meubles rustiques, épicerie de produits en l'honneur du chamois.

Ecrire ou téléphoner en français à :

**FAM. DAXENBICHLER**  
«LANDHAUS ALPBACH»  
A - 6236 ALPBACH 542

**VOYAGES EXCEPTIONNELS**  
12 mai 1985

**CONFERENCES A MARRAKECH**  
- 4 jours 8-12 mai : 8 890 F  
- 7 jours 12-18 mai : 8 490 F

Ces prix comprennent par personne : transport aérien A/R, sur Air France (vol supertransatlantique) à l'aller et au retour selon voyage choisi. Séjour hôtel 5 étoiles, demi-pension en chambre double.

Transfert aéroport-hôtel A/R. Vols guidés de Marrakech.

Renseignements et inscriptions :  
ARICOM (tél. 1.75.001)  
93, rue de Valenciennes  
75009 PARIS - Tél. : 522-88-46

**MINI-SEMAINE à MOSCOU et Leningrad**

**CIRCUIT de 5 JOURS**  
**de PARIS à PARIS : 2 740 F**

**du MARDI au SAMEDI**

Départs les 12, 19, 26 février et 5, 12, 26 mars 1985

**CGT lepertours**

8, rue de Saxe, 75009 PARIS  
(1) 265-10-10

**EVIS SÉJOURS LINGUISTIQUES**  
ANGLETERRE - IRLANDE - U.S.A.  
ALLEMAGNE - ESPAGNE

**NOËL - PAQUES - ÉTÉ**  
Séjours en famille avec cours pour :  
- élèves des collèges et lycées ;  
- étudiants d'université, grandes écoles, B.T.S.

**OPTIONS SPORTIVES :**  
équitation, tennis, voile, planche à voile.

**PAQUES ANGLETERRE**  
Forfait séjour 2 semaines : 2 190 F

AQUITAINE : 33840 LERM ET MUSSET Tél. (05) 26.80.41 - AUVERGNE : 63870 ORCINES Tél. (73) 82-10-96 - BOURGOGNE : 71150 CHAGNY Tél. (86) 82-62-49 - CENTRE : 37170 ST-AVERTIN-TOURS Tél. (47) 27-68-74 - CHAMPAGNE : 10400 NOGENT/SENNE Tél. (26) 39-21-69 - MIDI-PYR. : 82000 MAULTEUIL Tél. (83) 63-30-05 - NORD-EST : 57000 METZ Tél. (81) 760-22-11 - NORD-PICARDIE : 69370 MONS-EN-BAROEUL Tél. (20) 47-88-04 - OUEST : 73000 BRESSAIRE Tél. (49) 85-13-88 - RHONE-ALPES : (Bureau) 7, cours de Verdun 69002 LYON Tél. (71) 840-86-80

SERVICES CENTRAUX : 36, bd Diderot, 75002 PARIS. Tél. 372-31-04

**BOI A NOUS RETOURNER POUR UNE DOCUMENTATION**

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_



# Du Sichuan au Yunnan: terres de Chine

Jours paisibles au rythme des saisons et des travaux des champs.

ON débarque avec, dans la tête, des fantasmes de péril jaune et des frissons de révolution culturelle, inconsciemment sur ses gardes, habité par la sourde appréhension de ce qu'il adviendra le jour où « elle » se réveillera. Pour découvrir, très vite, dans les rues de Pékin, d'abord qu'ils ne dorment pas mais vont et viennent dans un ballet sans fin; ensuite que cette foule-là n'est, bien sûr, nullement menaçante ni même oppressante, mais qu'elle glisse en silence. Marée jaune? Oui, si on veut évoquer ainsi la fluidité, le rythme régulier et harmonieux d'une foule des mille et un gris (y dominent surtout les gris-bleu, le noir ou le vert) qui coule lentement, juchée sur d'élégantes mais robustes bicyclettes noires. Un flot ininterrompu parcourt des avenues fluviales et des places océanes. Miracle du deux roues: on rêve d'un Paris à cette image, on savoure le silence, ce doux chuintement ponctué de coups de sonnette guillerets.

C'est beau et c'est bien huilé comme une horlogerie suisse. Doux comme une mélodie de boîte à musique. Doux et triste. Surtout à Pékin, dont les banlieues aux allures de chantiers permanents suintent souvent le maussade, voire le lugubre. Reconnaissons toutefois à cette capitale un mérite majeur: celui de « recadrer » d'emblée une réalité chinoise souvent si mal perçue de l'étranger. Pékin, en effet, fêle vos partis pris, ébranle vos certitudes et vos apriorismes, rafraîchit votre mémoire. Une salutaire remise à plat. Après quoi, il trace sur votre carte blanche une esquisse, une silhouette, une atmosphère. Il imprime un rythme à votre visite. Il vous échauffe, vous donne juste une tendance, une impression, quelques pistes. Suffisamment, cependant, pour corriger, ou dessiner, votre grille de lecture.

Révélateur, par exemple, le face-à-face de la place Tian'anmen et du palais impérial: d'un côté, l'esplanade des fastes révolutionnaires, le lieu où fut proclamée la République populaire; de l'autre, l'incarnation du pouvoir des Filles du ciel, le centre, pendant plus de deux millénaires, de l'empire du Milieu. Face à face, aussi, le mausolée du président Mao (où une foule disciplinée défille en vagues silencieuses) et la porte de la Paix céleste... ornée d'un portrait de Mao. Mao face à Mao, la Chine face à la Chine. Mao



empereur à sa façon, mais aussi poète, habité du « désir de toucher les nuages », en accord avec une Chine qui vous invite à parcourir ses palais en passant de l'« Harmonie suprême » à la « Pureté céleste », de la « Tranquillité terrestre » au « Bonheur complet », des « Élégances accumulées » aux « Sons agréables ». Triomphe de l'hypermécanisme le plus pur et, dans cette cité interdite qui vous fait écarquiller les yeux, de l'esthétisme le plus limpide, le plus dépouillé, le plus séduisant. Quel ravissement que les lignes gracieuses de ces toits de tuiles que le regard ne se lasse pas de caresser!

S'impose alors à vous une Chine toute de poésie et de douceur, de délicatesses, de raffinements, de finesse et de subtilités. Décidément, il y a, dans cette partie du monde, de la poésie dans l'air. Ainsi, à Chengdu, notre guide s'appellera Wang Qing Shan, c'est-à-dire « roi de la montagne verte »; quant à l'ange gardien qui veillera sur nous tout au long de notre périple, il se nomme Wang Jun, soit « roi des chevaux sauvages ».

La Chine, nous allions la découvrir dans la seconde moitié de novembre, c'est-à-dire dans la quinzaine du « commencement de l'hiver » qui précède celle de la « petite neige ». Un peu tard pour visiter la Chine du Nord du fleuve Bleu, plus clément, paraît-il, de la quinzaine de la « pure lumière » (avril) à celle où « les épis ont des barbes » (juin), ou de la quinzaine de la « rosée blanche » (septembre) à celle de la « gelée blanche » (octobre). Ainsi, à Badaling, ne verrons-nous d'une Grande Muraille enveloppée d'un brouillard à couper au couteau que quelques mètres de pierres grises et verjolées; et de l'« extraordinaire décor de montagnes » décrit dans les guides que quelques arbres aux branches recouvertes de givre. Incommensurable déception, quelque peu atténuée, cependant, par l'atmosphère irréelle, féérique, fantasmagorique, des lieux. Privés d'enthousiasme, on se réfugiera dans le pathétique avec l'aide du poète évoquant « les souffrances et les angoisses de ceux qui furent réquisitionnés pour dresser ce barrage de titan contre les Barbares » (1).

Maigre, mais vous seule à ne pas voir, au pied de la Grande Muraille, les corps des trépassés? Leur les enchevêtrés se dressent tout debout! Badaling ou Else-nour? That is the question. Une Chine shakespéarienne? Pourquoi pas! Mais attention aux qualificatifs et aux clichés, car ce pays vous réserve encore bien des surprises.

Déjà par les tombeaux des Ming (on pourrait presque s'en épargner la visite s'il n'y avait, y conduisant, une étonnante route bordée de statues d'animaux en marbre), touché par la mélancolie romantique du Palais d'été et la pureté du Temple du ciel, fasciné et envoûté par la Cité interdite, on quittera cependant sans grand regret un Pékin triste et froid, distant et secret, capitale fière et hautaine dont le cœur ne bat un peu plus fort que dans les ruelles grouillantes de Daxialan.

Cap à l'ouest pour gagner, d'un saut d'avion, Chengdu, capitale de la province du Sichuan. A 2 000 kilomètres de Pékin, c'est la plongée dans la province la plus peuplée du pays.

On verse une larme sur l'ancienne cité impériale (détruite par une révolution

culturelle dévoreuse de patrimoine), une autre sur les maisons de bois sculpté, en voie de disparition. Puis on s'en va flâner dans les vieux quartiers aux ruelles encaissées par les paysans descendus à la ville pour y vendre leurs produits. Le Moyen Âge moins la crasse. Une ruche paisible et ordonnée, pleine de petits métiers et de gestes familiers, mille fois répétés, toujours aussi appliqués et méticuleux. Les objets de la vie, la petite routine du quotidien, on peut, en soupèse, on jauge, on choisit. Festin à ciel ouvert, légumes à la pelle, poissons, légumes, abats dégoûtants. Un marché les tripes à l'air, les yeux écorchés et serpents dépeçés. Le cru et le puit, le froid et le fumant, la sève et le sang.

Douceur de la foule, regards curieux et étonnés, sérieux des visages soudain éclairés d'un sourire. Noblesse et dignité. Parfois aussi, esquive et fuite face à l'objectif inquisiteur de l'étranger. Évol d'adolescentes effarouchées. Paradis des enfants sur lesquels ne cesse de buter l'œil du visiteur aux aguets. Martiaux et joufflus, casquettes militaires posées sur leurs bouillies rondes, ils trébuchent. A l'avant d'une bicyclette, assis sur le cadre, accrochés au guidon ou arrimés au conducteur, debout sur un petit tabouret posé sur le porte-bagages. Ou encore, tenus par la main, proménés, guidés, surveillés, bichonnés par une aïeule ridée ou une jeune fille en fleur. Enfants souvent uniques (2) et, de ce fait, objets de fierté d'autant plus choyés et dorlotés. Difficile d'échapper à l'enfant-roi, difficile de n'être pas touché, attendri, par l'affection dont il est entouré. Douceur contagieuse qui imprègne l'atmosphère, flotte dans l'air et contribue à la sérénité ambiante.

Célébré comme le pays céleste, le bassin de terre rouge de Chengdu, d'une fertilité légendaire, est un concentré, un résumé presque parfait de cette Chine profonde, de cette Chine éternelle qui coule des jours paisibles au rythme des saisons et des travaux des champs. Parcourir les routes (bordées d'us, de deux, voire de trois rangées d'arbres comme presque partout en Chine) de cette campagne-jardin, tirée au cordeau, peignée, léchée et plantée de chapiteaux blotties dans d'élégants bosquets de bambous

flottant sur une mer de rizières, c'est se délecter d'une Chine de cocagne, se ravir l'util d'une succession de petites scènes et d'épisodes, dans sa mémoire, une série d'images et de tableaux: vélos croulant sous des paniers débordant de légumes, cochons vivants ligotés en travers du porte-bagages, guirlandes de canards suspendus, pattes en l'air, au guidon. Sans oublier une procession funéraire à travers champs, bannières au vent, musique en tête, sortie de la nuit des temps ou d'un tableau de Bruegel. Confronté à ces scènes de mœurs paysannes, immergé dans cette Chine bucolique, juteuse et savoureuse, truculente et sensuelle, on pense à la vision épique et virgilienne du grand peintre flamand. A l'alliance de l'homme et de la terre, une alliance scellée par le travail, le repos, la fête et la mort. Regard sur l'humaine condition. Harmonie du Yin — la terre — et du Yang — le ciel. Accord du familier et de l'éternel, du mouvement et de la mesure, de la multitude et de l'individu. Avec la force de ce qui a été, est et sera encore demain, cette Chine-là vous

enracine et vous apaise. A se retrouver ainsi au cœur de l'Empire du Milieu, du juste milieu, l'esprit se délecte d'une sensation plutôt rare: celle d'une plénitude quasi absolue.

Un sentiment que l'on éprouvera de nouveau à Kunming, à un millier de kilomètres plus au sud, en parcourant les ruelles bordées de maisons de bois, pavées de galets, de cette « ville de l'éternel printemps ». Capitale de la province du Yunnan, le pays « au sud des nuages », la cité a un délicieux parfum provincial, un côté suranné qu'explique peut-être la présence de représentants des vingt-deux minorités nationales (3) qui cohabitent dans la province et dont les costumes traditionnels respectifs égaient la foule uniforme. Mais elle recèle surtout un marché magique: dans la douceur de la nuit, on flâne au milieu des étals où sont présentés une multitude de mets. Sompues, subtiles, à partir desquelles on composera un repas qui sera immédiatement cuisiné sous vos yeux et vous sera servi sur les tables de bois disposées alentour. Dans une atmosphère enfumée et pleine d'odeurs, à la lueur des braseres et des petites ampoules suspendues à des fils tendus entre des perches de bambou. Dans un décor de façades de bois vertes aux vérandas à petits carreaux derrière lesquelles se déplacent, dans une lumière vacillante, des silhouettes mystérieuses. Ombres chinoises, parfums d'exotisme et, finalement, un sentiment d'étrangeté, cet « élément barbare » dans lequel Baudelaire voyait « le condiment indispensable de toute beauté ».

(1) Chine, « Ode bleue » (Hachette). Écrite par R. Boissier, la guide écrite avec précision, mais presque indispensable. À associer à l'album consacré à la Chine dans la collection « Des pays et des hommes » chez Larousse.

(2) Confrontée à une immense population, la Chine possède une insurmontable limitation démographique: les salaires restent sur la stagnation, la stabilisation, l'arbitraire et le déséquilibre. Vive l'enfant unique et malheur au couple qui a plus d'un enfant! Il sera lourdement pénalisé.

(3) Il y a en Chine cinquante-six nationalités nationales (soixante millions, soit 6 % environ de la population) réparties surtout dans les zones frontalières, dans la « Ceinture des montagnes », des steppes et des déserts (60 % de territoire). Elles ont conservé des traditions et des organisations sociales qui leur sont tout à fait particulières. Une vingtaine de ces minorités sont représentées au Yunnan. Depuis 1980, l'heure est à l'émancipation de la différence et de l'autonomie de ces minorités.

aux portes du soleil, 600 km de ski sans frontière  
**à MORZINE-AVORIAZ**  
CHATEAU  
le Saint-Alban

**25 appartements exceptionnels**  
au cœur du village  
vue sur les pistes

**2 PIECES**  
23 m² + 11 m² de balcon  
+ parking + chauffage + cuisine équipée  
**425.000 F**

gestion, location assurées  
prêts avantageux

Pour tous renseignements, bureau de vente  
château Le Saint-Alban  
74110 MORZINE-AVORIAZ

## Circuits

Nouvelle marque de séduction: la société Transports et Voyages (groupes Wagons-Lits, AKIOU) connaît réussite. Elle, du grand voyage, Part de bon voyage, ainsi qu'en témoigne un catalogue luxueux signé par trois spécialistes: « passionnés des cultures et des civilisations de pays qu'ils connaissent personnellement »: Mireille Roeslerberger (Inde et Asie du Sud-Est), Maryse Makarevitch (URSS) et Michel Magloff (Chine, Tibet, Mongolie). Ce dernier a vécu en Chine pendant deux ans (il était journaliste à l'Université de Shanghai) et bouillonne d'enthousiasme à travers ce pays dont il parle la langue.

C'est en sa compagnie que nous avons découvert une partie d'un des trésors destinés à l'approche: la Chine insolite et culturelle, celle de la « Chine des minorités nationales ».

Paris-Hongkong-Kunming-Dali-Guizhou-Chengdu-Pékin-Paris. Vingt-trois jours dans le Yunnan, le Guizhou et le Sichuan. Départs les 3 mars, 7 avril et 4 août. Prix: 22 900 F par personne. Un circuit original dans des régions récemment ouvertes au tourisme comme celle de Dali, sur la route qui relie la Chine à la Birmanie et conduit au Tibet.

A signaler également parmi les autres circuits proposés par AKIOU:

- Les sites bouddhistes du Yunnan et de l'Asie (26 900 F);
- La route d'Asie centrale de Kashi à Moukden et le Tibet (30 800 F);
- La route du Grand Japon en autocar (25 900 F);
- Le Grand Tibet et les six monastères du Toit du monde (35 950 F);
- Les monts sacrés de la Chine (26 800 F).

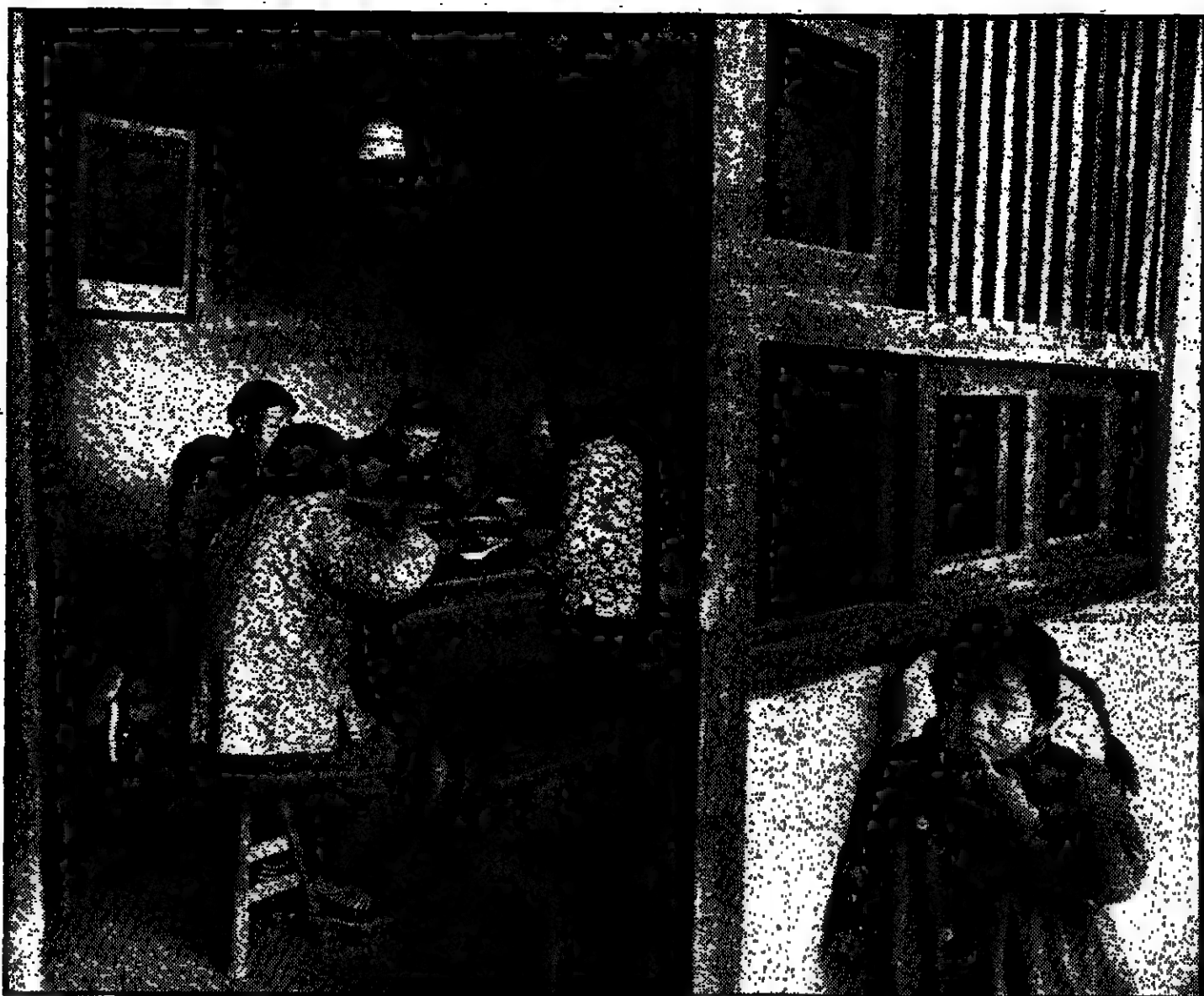
A noter que tous ces voyages ont été sélectionnés dans la brochure *Espèces 85*, de la Lufthansa.

Renseignements: AKIOU, 2 rue de la Paix, 75002 Paris. Tél. (1) 261-58-04. Lufthansa: 21/23 rue Royale, 75008 Paris. Tél. (1) 265-37-35.

Et dans les agences de voyages.

سكان من الصين





## Guide-carnets

**A**CEUX, et ils sont nombreux, sur lesquels l'Empire du Milieu exerce une irrésistible attraction, la deuxième édition des Carnets de voyage « Chine-Hongkong », de Michel Bagot, offre, cette année, une richesse d'informations à ne pas laisser passer. De la cuisine traditionnelle des guides classiques (ordre alphabétique, itinéraires obligatoires), ces « carnets », dont le format est tout proche des notes des voyageurs d'autrefois, découvrent la Chine par grandes régions géographiques. Dans ce cadre, un grand choix de visites, de découvertes, est proposé au visiteur curieux et désireux d'entrer en contact direct avec la réalité, non seulement touristique, mais historique et humaine, qu'il aborde.

(le mont Wutai, dans le Shanxi) ou les monastères tibétains du Gansu et du Qinghai, désormais visibles des « diables étrangers ». Des provinces, jusque-là complètement fermées ou juste entrouvertes, comme le Yunnan ou le Guizhou, dans le Sud, ou un territoire comme l'île de Hainan, face au Vietnam, sont maintenant autorisés aux regards extérieurs, offrant un aperçu de la Chine profonde beaucoup plus authentique que les chemins battus où se pressent en cohorte les visiteurs.

De nombreux plans et cartes, des dessins, des graphiques simples et informatifs font de ces fascicules, d'un maniement fort aisé, un très précieux compagnon de voyage.

M. L.

L'ouverture au tourisme étranger du pays des Hans se confirme, chaque année, l'un des intérêts de la présente édition est de fournir une introduction aux sites, tels le Wutaihan

« Les Carnets de voyage et le guide touristique « Chine-Hongkong », de Michel Bagot, Ed. Média Press, 25, rue Cambrouze, 75015 Paris, tél. : (1) 306-87-07. En vente dans les librairies spécialisées : 60 F.

Etrangeté d'une ruelle grouillante et chaleureuse; plénitude d'une campagne fourmillante et paisible; quiétude de la petite place située au cœur du village de Chou-Zheng, près de Dali, à près de 400 kilomètres à l'ouest de Kunming, sur la route de la Birmanie, où de vénérables vieillards aux visages parcheminés se chauffent au soleil en tirant de petites bouffées de pipe et de vie, au milieu du va-et-vient incessant de paysannes aux robes colorées, jolies poupées virevoltantes qui s'en vont d'un pas léger laver leur linge dans le torrent voisin.

Partout cette sève qui court dans les champs et dans les veines. Partout, aussi, cette pudeur et cette réserve propres aux sociétés paysannes. Caractères que l'on retrouvera associés, un soir à Chengdu, sur le marbre gris du palais de l'Assemblée populaire, à l'heure où la jeunesse locale

« s'écoule » dans les valses lentes, sous le regard de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline! Spectacle félinien que cette immense salle à colonnes, décorée de quelques guirlandes blafardes, où des couples mixtes mais aussi féminins et masculins glissent comme des patineurs exécutant avec une application d'écouliers un programme de figures imposées. On se tient à distance respectueuse, concentré et stupéfait, comme dans un film au ralenti. Les filles sont minces comme des lianes et, sous le corset des conventions, on pressent des poulains prêts à ruer dans les brancards. Mais il y a Marx et Lénine et, autour de la piste, bien d'autres regards. Alors, à 10 h 30 précises, on pliera sagement bagage et on rejoindra son vélo. Une vraie sortie d'usine! Et la scène se reproduira ainsi chaque soir car, chaque soir, ou presque,

la Chine danse (le Monde des 23-24 décembre). Comme à Chengdu, dans un palais officiel, ou dans une guinguette au bord de l'eau, à la lueur des lampions et des néons.

Images d'un pays paisible, visions d'un peuple qui s'ébroue. Images et visions qui masquent cependant une réalité moins idyllique. Derrière l'horlogerie suisse, il y a une organisation sociale, un emboîtement, une surveillance collective, clefs du fonctionnement apparemment harmonieux d'une telle multitude. Ainsi, le moindre incident, le moindre attroupement intempestif, provoqueront-ils, presque immédiatement, l'intervention d'une « autorité » jaillie de la foule. Hôte choyé et encadré, visiteur souvent pressé, le touriste sera, bien entendu, plus sensible à la majesté du fleuve qu'aux digues qui en influent le cours.

De la Chine, il gardera surtout le souvenir d'un pays hanté de poésie, d'harmonie et de plénitude. D'une Chine douce et câline. D'une Chine puissante et pragmatisme dans ses racines terriennes. Mais aussi la perception d'une puissante poussée de sève, certes canalisée, mais dont on voit mal comment elle pourrait, à la longue, s'accommoder de carcans trop rigides. La Chine de l'ouverture, de la concurrence et des primes; la Chine de Guizot, celle du « enrichissez-vous! » lancé à tout un peuple. La Chine du ver dans le fruit? Quant aux touristes, ils arrivent, mais encore, de la vieille Europe, en petits bataillons. De quoi préserver quelques années cette « étrangeté » qui fait toute la saveur d'un voyage en Chine.

PATRICK FRANCÈS.

### PAQUES, ÉTÉ EN TOSCANE 1000 FERMES, VILLAS ET CHATEAUX A LOUER

Pour des vacances de soleil, culture et qualité, consultez le catalogue CUEINET (230 pages en couleur), presque un guide touristique décrivant minutieusement chaque demeure avec des photos intérieures et extérieures, inventaire garni, etc.

Pour achat du catalogue (26 F) et réservations :  
**DESTINATION TOSCANE**  
7, rue du Pélican, Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. : 233-38-16

**Auron BLEU ET BLANC**

Super enneigement et prix chocs  
Hébergement + remontées mécaniques  
+ 2 h cours de ski/jour + réductions

**PRIX CHOCS en Janvier/Mars (7 jours/6 nuits)**  
Hôtel 1320 F\*, Locations 770 F\*

**PRIX SAISON Février/Mars/Avril (7 jours/6 nuits)**  
Hôtel 1420 F\*, Locations 960 F\*

**VACANCES SCOLAIRES zone 1, zone 2 (7 jours/7 nuits)**  
Hôtel 1880 F\*, Locations 1450 F\* (à partir de)

Hôtel Le Pilon\*\*\* (93) 23.00.15  
Grill, piano-bar, piscine.

Hôtel Les Dômes\*\* (93) 23.00.03  
Cuisine équipée, 50 chambres tout confort.

Agence Riser-Sita (93) 23.00.39  
Du studio aux 3 pièces.

**LE SEI 100: PUR ALPES**  
Office du Tourisme Auron (93) 23.02.66

**VACANCES D'HIVER**

**Hostel et Résotel**  
LA NORMA, LES MENUIRES  
Studios et 2 pièces

LA CLUSAZ, LE MONT DORE, PYRÉNÉES 2000  
Hôtels\*\*\* et \*\*  
Hébergements - Réservations  
(1) 223.44.44 - (1) 257.14.55  
11, place Charles Dufay, 75018 Paris

## NEIGE ANNULÉE? NEIGE REMBOURSÉE CHEZ SELECTOUR VOYAGES.

« Les pentes vertigineuses et la poudreuse sans-bourrasque à l'horizon. Voilà ce que m'offre SELECTOUR VOYAGES.

Explication. Cette année, prudent, j'ai réservé plusieurs mois à l'avance, comme ça, j'ai exactement ce que je souhaite. L'hôtel que je veux avec chambre donnant sur les cimes ensoleillées. Et si jamais, pour une raison ou une autre, je suis contraint d'annuler pentes vertigineuses et poudreuse. Pas de problème. »

Pas de problème, en effet, avec les 260 agences SELECTOUR VOYAGES. Si vous annulez plus de 30 jours avant la date de départ prévue, SELECTOUR VOYAGES s'engage à prendre à sa charge

les frais d'annulation et les frais de dossier.

Pour cela, présentez à votre conseiller vacances le CHEQUE-ANNULATION qu'il vous aura remis lors de la réservation; il vous remboursera donc intégralement la somme versée.

Avec le CHEQUE-ANNULATION, une exclusivité SELECTOUR VOYAGES, vous pouvez annuler votre voyage à forfait\* sans que cela vous coûte un centime.

**VOUS AUSSI, RÉSERVEZ LE SOLEIL ET LA POUDREUSE DES MAINTENANT SANS RISQUE.**

### CHEQUE-ANNULATION

(VACANCES ANNULÉES, VACANCES REMBOURSÉES)  
UN DES PLUS SELECTOUR VOYAGES.

**selectour voyages**

**TOUT POUR BIEN PARTIR**

30, rue Le Febvre, 75009 PARIS - Tél. : (1) 246.91.03

\* Définition du voyage à forfait sur le Cheque-Annulation



# Philatélie

**La Saint-Valentin...**  
...de Peynet. La fête des amoureux se déroule annuellement le 14 février. Les PTT ont voulu souligner cette fête des garçons et des jeunes filles par un timbre illustré avec une œuvre de Peynet. — Vente générale le 15 février (47/85).



**2,10 F, polychrome.**  
Format, pour la première fois, 36x26 mm. F 25. Maquette par Jacques Combet, d'après Peynet. Tirage : 6 000 000. H&B, Périgueux.  
Mise en vente anticipée le :  
— 14 février, de 9 à 18 heures, par les bureaux temporaires de :  
• Saint-Amour (Jura), salle de la Chevalerie ;  
• Saint-Valentin (Indre), mairie.  
— 14 février, bureaux postaux, à :  
• Saint-Amour, de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures ;  
• Issoudun, de 8 à 12 heures et de 13 à 18 heures ; avec boîte aux lettres spéciale pour obl. « P. J. ».

• Depuis le 11 décembre, un nouveau « Point de philatélie » est ouvert au bureau de Narbonne Principal (Aude).  
**L'exposition philatélique...**  
Internationale « Assises 84 », qui s'est tenue à Melbourne a été soulignée par de nombreuses émissions. Voici quelques exemples par des pays membres de Commonwealth :  
• Belize : 15, 30, 50, 75 cents, 2 \$ ; bloc-feuillet avec 1 et 5 shillings ;  
• Christmas : bloc-feuillet avec 30, 55, 85 cents, attaché à une vignette ;  
• Fiji : 2, 25, 40 cents, 1 \$ ;  
• Malaisie : 20, 25, 35, 40 cents ;  
• Norfolk : 30, 45, 75 cents ;  
• Papua : bloc-feuillet avec 50 c., 2 \$ et 4 vignettes ;  
• Samoa : bloc-feuillet, 2, 50 \$ ;  
• Solomon : 12, 18, 35 cents, 1 \$.

• BELIZE : l'art maya, du 1<sup>er</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, 25,75 cents, 1,25 \$.



• HONGKONG : centenaire du Royal Jockey Club de Hongkong, 40 cents, 1,150, 5 \$.  
• KENYA : 20, 25, 35, 40 cents, 1 \$ ; 40 sh. ; conférence mondiale de la religion et de la paix, 70 c., 2,50, 3,50, 6,50 sh. ; costumes, 70 c., 2, 3,50, 5, 10 shillings.  
• LESOTHO : série « trains » 6, 15, 30, 60 s., 1 M. ; bloc-f. de 2 malotia.  
• MALAISIE : ouverture du bureau Kuala Lumpur, 15, 20 cents, 1 \$.  
• MAURICE (Re) : centenaire de l'Alliance française, quatre valeurs, sujets divers, 25 cents, 1,25, 5, 10 roupies.  
• NIGERIA : 20<sup>e</sup> anniversaire de la Banque du développement africain, 10, 25, 30, 40 kobo.  
• NORFOLK (Re) : révérend G. Hunt Norton 30, 45, 75, 85 cents.  
• PAPOUASIE NOUVELLE-GUINÉE : des objets de céramique, sujets divers, 10, 20, 30, 50 tocas ; série « centenaire », 2 x 10 et 2 x 45 tocas, se tenant.

• A la gare Saint-Lazare, Galerie marchande, du 31 janvier au 2 février, de 9 h à 18 h, 42<sup>e</sup> exposition des Chemins philatéliques. Bureau temporaire les 31 janvier et 1<sup>er</sup> février. Souvenirs : 3 séries à 9 F l'unité et un encart à 23 F, sur place. Par correspondance : + frais à l'ordre des Chemins philatéliques, C.O.P. 33668 103 La Source ; écrire à M. Méneard R., 45, bd Gallieni, 95100 Argenteuil.

ADALBERT VITALYOS.

**St-Henri**  
**PHILATÉLISTES**  
CHIFFRE DE LA PRODUCTION  
Dans le numéro de janvier 88 pages

**LES PRÉSIDENTS FRANÇAIS**

**LA FIN DU TIMBRE-POSTE ?**

**Les nouveautés du monde entier**

En vente dans les kiosques : 11 F

## Le « Te Deum » de Lully, par Jean-Claude Malgoire

C'est attendu. Dans l'affaire Lully-Méro-Antoine Charpentier, tous les torts sont du côté de l'indigne Florentin. Jalous, emboîtant, évident, celui-ci ne sort pas grand de la confrontation avec l'auteur de *Médée*, tant il est clair que, conscient de la supériorité de son cadet, il n'a dû qu'à l'intrigue de conserver la direction de la musique à la cour de Louis XIV.

Faut-il pour autant lui refuser ce qui lui revient de droit, dans le concert de l'école française ? L'invention du récitatif, par exemple, qui aura rendu possible l'événement de la tragédie lyrique. Ou dans la musique spirituelle, cette intuition qui lui permit de mouler dans un cadre quasi parfait le grand motet versaillois.

Ce qui est d'ailleurs évident, hors de toute polémique, c'est que Lully n'a pas toujours eu la tâche facile comme compositeur officiel d'un roi surtout après la prise de pouvoir et de la fête. Tant il est vrai qu'il veut mieux se trouver paré de la dignité du pouvoir pour laisser paraître son imagination en toute liberté.

Pourtant, dans le registre des circonstances, le grand *Te Deum* sait éviter toute monotonie à l'auditeur. Certes, le décorum y compte

plus que la touche poétique, la grâce de l'instinct ou l'intensité du sentiment religieux. Mais lui-même ne vient freiner ni l'élan du néo-baroque quatorzième, Lully faisait valoir, pour chanter la gloire de son souverain, un médium supérieur et un sens de la couleur sonore (l'éclat des trompettes et timbales) dont Purcell saura se souvenir, par exemple.

Il faut dire à présent combien l'interprétation de la Grande Eglise et des Chœurs de la cathédrale de Worcester siège et dynamise l'ouvrage, et, en même temps, le valorise au maximum sous la direction inimitable de Jean-

Claude Malgoire. Celui-ci baroque s'agissant du déport, en vrai dramaturge, marque les rythmes et les accents et, sous la réplique, fait passer de bout en bout le souffle de la vie. Tandis que, côté solistes, la quintette de chanteurs anglais (où se remarquent une fois de plus, les inimitables Paul Woodward et John Elwes) se garde bien d'oublier, tout en se pliant parfaitement au style d'église de notre disquaire, que chez Lully, l'harmonie d'origine, la prière n'est jamais très éloignée du théâtre.

ROGER TELLART.

★ CBS, 39212.



Lully.

## Rock

### « World Destruction », de Time Zone

Il est partout. Bambi, prêt à tout pour sa croissance d'unification des peuples, des genres, des goûts et des couleurs. Pape du hip-hop et modèle d'or Adonis, il enregistre à y en peu avec le Parné de la soul, Mister James & Dynamite & Brown. Cette fois, la direction a nom John Lydon, leader de Public Image Limited, anciennement nommé Johnny Rotten, inventeur, s'il en est, de la chose punk avec son groupe les Sex Pistols. Rencontre contre nature ? Certains le pensent ; mais, avec son slogan nihiliste « No Future », étant au négatif, ce que le hip-hop est au positif avec ses messages d'espoir. Mais les pôles opposés s'attirent, le Noir Bambi et le Blanc Lydon ont en commun d'avoir peiné quelques règles immuables

et de s'être imposés à force de pieds de nez envers et contre le système en place, le premier avec son scratch fou et ses productions dingues, le second avec tout ce que l'on sait et ce que l'histoire voudra bien retenir.

Certes, Africa Bambaata s'est jamais l'influence définitive — et à propos, où s'en va ce phénomène dont les médias ont fait campagne et qui devait assaillir la planète d'un amour universel ? — de John Lydon mais, somme toute, tous deux, chacun dans sa catégorie, sont les rôles de la danse de Saint-Guy : le premier en tête en bas (braking et ses dérivés), le second à haut en bas (pogo). Ceci nous amenant au disque : celui-ci est un maxi-45 tous qui préfigure un album en cours.

Réunis dans une formule de groupe (Time Zone) sous la férule de Bill Laswell, l'homme de Mars, un autre mystère illuminé et manipulateur de sons, avec la participation de Bernie Worrell (Parliament-Funkadelic et Talking Heads) aux claviers, Nicky Skopelitis à la guitare et Ayo Diong aux percussions, c'est évidemment la performance vocale qui prime. Voix noires, cotées et musclées, voix blanches, éraillées et grincantes, l'astucieux — par ailleurs toujours recherché de part et d'autre — se fait en un juste milieu, trouvé entre les pulsations électroniques de l'un et les dérivés électroacoustiques de l'autre. Pas sûr qu'on fasse un tube, mais le cœur y est et les idées avec.

ALAIN WAK.

• Capharnaïm, dist. Virgin 80185.

## « Yvan le Terrible », de Prokofiev

Philharmonie, dirigée par Riccardo Muti (qui vient de donner l'ouvrage avec grand succès en concert à Paris).

L'*Yvan le Terrible* de Prokofiev est beaucoup plus varié que son *Alexandre Nevski* et, malgré ses plus grandes dimensions, témoigne d'une architecture globale plus intéressante. L'œuvre n'est pas une simple succession de morceaux, de numéros, mais se divise en deux vastes parties dont chacune, par-delà ses subdivisions, apparaît d'un seul bloc, avec apothéose terminale. Chœurs et solistes s'opposent, les changements d'éclairage sont constants, et le discours mêlé avec habileté « modernismes » d'une part, chœurs traditionnels (profanes ou religieux) d'autre part. Belle et importante révélation que cet *Yvan le Terrible* op. 116 !

Sur la quatrième face, une œuvre mineure mais agréable à entendre, sorte de *Symphonie classique* avec la lettre : la *Sinfonietta* en la majeur op. 8 (1908), révisée en 1929 comme op. 48, et elle aussi absente jusqu'à présent des catalogues.

MARC VIGNAL.

• Deux disques EMI, 157-82 966/67.

## Récital Anna Tomowa-Sintow

Anna Tomowa-Sintow est sans nul doute l'une des artistes lyriques les plus complètes d'aujourd'hui. A des qualités vocales de premier ordre (dont un timbre riche en couleurs et un aigu facile et sûr), elle joint un chant superbe, flexible, capable d'une luminosité extatique comme des grandes violences, appuyé sur une ligne magiquement conduite (un legato souverain) et habité d'une éminente sensibilité.

La profusion de ces dons naturels et de ses qualités d'interprète lui permettant un répertoire fort vaste où alternent les héroïnes romantiques, les dramatiques et les mythologiques.

Une profonde humanité, un irrésistible rayonnement intérieur, inspirent chacun de ces rôles, dont une science raffinée rend tous les aspects proprement musicaux. Un art du chant à saluer bien des fois de Mozart, Weber, Wagner, R. Strauss, Puccini, Cilea, Giordano, Verdi. Orchestre de la radio de Munich, dir. Peter Sommer.

ALAIN ARNAUD.

• Orfeo, S 106 941.

## LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES

Nous publions, chaque semaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous proposons en outre une sélection de compact-discs.

	CLASSIQUE		FOLKLORE		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	BOMBAIE A.G. THILL (EMI)	MEYANA 1-2 Quatuor à cordes (CALLOPE)	MICHEL PETRUCCIANI New M Notes (EMI)	ARCHIE SHEPP New M Notes (EMI)	JULIEN CLERC (VIRGIN)	GÉRARD MANSET (PATHE MARCONI)	SADE Diamond Life (CBS)	EURYTHMICS 104 (VIRGIN)
2	MOZART Symphonie 41 Haydn (DECCA)	HAERDEL Schöpfung Haydn (DECCA)	GÉRARD MARAIS AG (EMI)	Stéphane pour Alfred Hitchcock (NAXOS)	SERGE GAINSBOURG Live on the Road (FERNOGRAM)	ELF THIEPFAHNE (MUSCIS)	FRANKIE GOES TO HOLLYWOOD (VIRGIN)	FRANK ZAPPA Tinseltown (PATHE MARCONI)
3	PURCELL King Arthur J.E. Gardner (GRAND)	MOZART Concerto pour piano English Chamber Orchestra M. Perle (CBS)	ORNICAR Miroir de la danse (EMI)	M. PETRUCCIANI New M Notes (EMI)	JEAN-JACQUES GOLDMAN (CBS)	CATHERINE LARA (ARIELA)	FOREIGNER (VIRGIN)	LLOYD COLE & COMPANY (POLYDOR)
4	VERDI Le Troubadour C.M. Gatti (DG)	HAYDN Symphonie 2.1 Schöpfung (CBS)	Stéphane pour Alfred Hitchcock (NAXOS)	DURK ELLINGTON 2.1 (CBS)	JEAN-MICHEL JARRE Zénith (CBS)	REBECCA MAYEREAU Les Monstres (WEA)	PAT BENATYK (ARABELLA)	LINDA RONSTADT (WEA)
5	HAERDEL Schöpfung Haydn (DECCA)	DEBussy Études G. Perle (DECCA)	AL JARREAU High Cries (WEA)	ORNICAR Miroir de la danse (EMI)	BERNARD LAVILLIERS Opéra (ARIELA)	ETIENNE DADO La Route, la Nuit (VIRGIN)	DURAN DURAN (PATHE MARCONI)	ELVIS PRESLEY 3rd Anniversary (RCA)
6	SADE 10th Anniversary (DECCA)	GOUNOD Miroir de la danse G. Perle (EMI)	DURK ELLINGTON 3/12 (CBS)	JACKIE MACLEAN New and Old Gospel (BLUE NOTE)	DANIEL BALAYRE Point de vue (ARIELA)	DANIEL BALAYRE Point de vue (ARIELA)	U2 Rattle and Hum (FERNOGRAM)	JACK STARR Out of the Darkness (IMPERT)

## UNE SÉLECTION DE COMPACT-DISCS

	CLASSIQUE		VARIÉTÉS	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	BEETHOVEN 9 Symphonie R.V. Kargis (DG)	G.F. HAERDEL Concerto pour op. 3 T. Perle (ARCHE)	PINK FLOYD The Wall (EMI-PATHE)	A. BASHUNG Plus Beau (FERNOGRAM)
2	MOZART Symphonie 41 Haydn (DECCA)	G. MARLER Symphonie n° 4 A. Bédou (PHILIPS)	SADE Diamond Life (CBS)	DAVID SANDBORN Straight to the Heart (WEA)

JACQUES LONCHAMPT.

كلام الله



# Un polar informatique

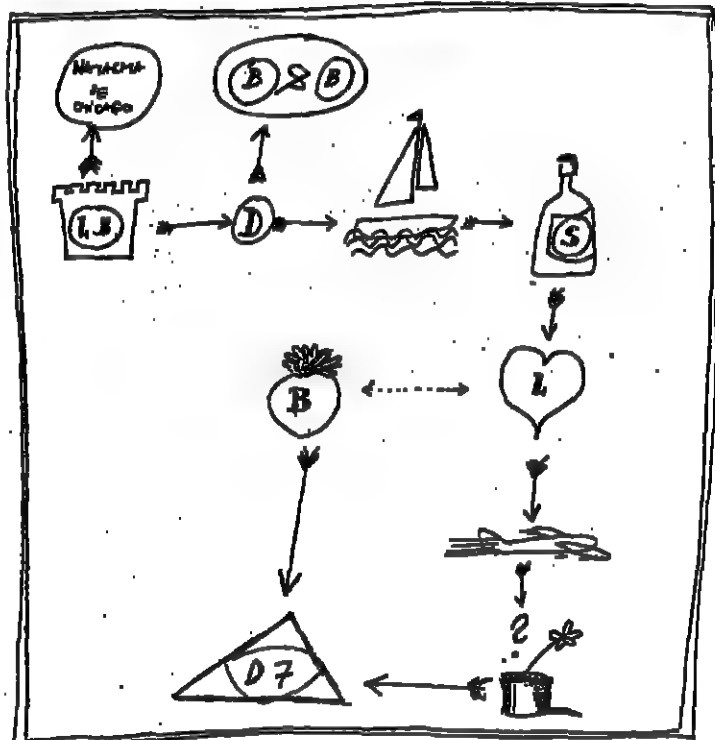
Une femme flic dans les mailles du terrorisme international.

« Je ne sais pas si on peut classer Clémence Alelli dans la catégorie « polémique-fiction », « enquête policière » ou « bande dessinée réaliste ». Il me semble que c'est ce mélange réalité-fiction qui détermine la mieux ce film », déclare son excellent réalisateur, Peter Kassovitz, en précisant : « Ceci se retrouve, bien entendu, dans le sujet, qui, tout en étant inventé, s'inspire d'événements que nous pouvons lire tous les jours dans les journaux. »

Qu'importe le genre, en effet, à partir du moment où le scénario écrit par Jacques Kirsner offre tous les ingrédients nécessaires à un feuilleton à suspense, découpé en cinq tranches de cinquante-cinq minutes, destiné à agrémenter nos soirées dominicales d'hiver. Personnage central de l'histoire : une jeune femme à la forte personnalité exerçant une profession peu banale, commissaire de police. Jacques Kirsner ne fait pas mystère du choix de la comédienne — Dominique Labourier — pour qui il a écrit ce rôle : « Dominique fut mon héroïne dans la Passante du « Sans-Souci », film de cinéma mis en scène par Jacques Rouffio. J'avais envie depuis d'écrire pour elle un rôle de femme-flic mais en démystifiant ce côté femme-flic. » Pour son premier grand rôle, Dominique Labourier s'affirme comme l'excellente actrice qu'on devinait.

Il y a une dizaine d'années, Claude Santelli avait donné à Dominique Labourier sa première chance à la télévision avec « Sarn », la bouleversante histoire d'une jeune fille défigurée. Un rôle qui exigeait une grande sensibilité, une abnégation totale devant la caméra, contrastant avec la présence, l'autorité, qu'exige ce personnage de femme commissaire de police, de surcroît partisane de méthodes répressives plutôt que de mesures de clémence. Clin d'œil du scénariste : il a baptisé son héroïne Clémence Alelli. Son frère (Jacques Denis dans le film), magistrat à Toulon, est un de ces jeunes juges d'instruction qu'on a coutume de qualifier de « rouges » et auxquels le blanc — symbole de pureté et d'intégrité — serait mieux adapté.

Parce qu'il en savait trop sur les pratiques de certains



milieux toulonnais, Charles Alelli est abattu sur le port par deux motards qui réussissent à prendre la fuite. Mais, prudent, il avait confié à son père des documents officiels sur une certaine filière, ainsi qu'un curieux schéma énigmatique comme on en use pour les jeux de piste. A la faveur des obsèques de Charles, Clémence en prend connaissance, bien décidée à être chargée de l'enquête sur le meurtre. Elle y parviendra, non sans peine, grâce à l'intervention du contrôleur général Bourselier (Jean-Marc Thibault), responsable de la lutte antiterroriste. Celui-ci la flanque d'un jeune inspecteur, François Gireau — rôle tenu par l'excellent Bernard Le Coq — avec qui Clémence va nouer

des liens de complicité d'une grande justesse de ton. Mais n'est-elle pas manipulée par lui ?

D'attentats terroristes apparemment aveugles en indices de trafic de drogue, le jeune couple policier sera amené à poursuivre sa filature en Italie dans le milieu « mafio » avant de découvrir que l'homme d'affaires, censément respectable, mentionné par la lettre S dans le schéma laissé par Charles Alelli, le juge assassiné, est aussi un membre de la loge D7, une société secrète (ça ne vous rappelle rien ?) qui fournit des armes à des groupes activistes. De péripéties en rebondissement, l'enquête les conduira à Livia Dalmati, sœur d'un terroriste

recherché par Interpol, réfugié au Canada. Posons-nous donc avec Clémence et Livia, au début du quatrième épisode, sur l'aéroport de Montréal, mais laissons à chacun le plaisir de la découverte du cerveau de l'organisation. Un dénouement à la mesure du monde informatisé dans lequel nous entrons de plain-pied...

Point particulier : en tant que journaliste, on se sent concerné par le rôle que tient un certain Laffeur (Robert Rivard) dans le scénario imaginé par Jacques Kirsner. Eminemment sympathique, ce confrère canadien, qui collabore au quotidien *la Flèche*, n'en collabore également pas moins avec... la police, en la personne de Clémence Alelli, à qui il confie sa propre documentation, c'est-à-dire le fruit de son enquête sur la firme multinationale soupçonnée de tirer les ficelles du complot. Même si la cause est noble, ce mélange des genres — qui n'est pas, hélas ! pure fiction — ne contribuera pas à lever, dans l'esprit du public, l'ambiguïté qui continue de planer sur deux professions, aussi honorables l'une que l'autre, mais qu'on ne saurait confondre. Cette ombre légère ne saurait remettre en cause les qualités d'un téléfilm dont la préparation a été laborieuse : « Le montage financier de ce feuilleton a nécessité de longues négociations », déclare M. Jacques Tréboute, responsable de l'unité de programmes d'Antenne 2 qui a patronné le projet. Se partager le coût d'un tournage de cinq mois et demi entre de nombreux partenaires (1) n'est pas chose aisée.

L'impératif financier devant lequel se retrouvent les sociétés de télévision dès qu'il s'agit d'un projet ambitieux et qui les pousse, de plus en plus, vers la coproduction n'est pas un des moindres aspects de la création au petit écran, autre impératif du moment. Coproduction dont le résultat n'est pas toujours garanti. Ce qui n'est pas le cas pour « Clémence Alelli ».

CLAUDE DUREUX.

« Chaque dimanche de 20 heures à 21 heures, A2, 19 heures.

(1) Antenne 2, la RAI (Italie), la RTBF (Belgique francophone) et les producteurs Roger Hecoux, avec la collaboration d'Autred Film Limited, Société Radio-Canada et Téléfilm Canada.

## Vu pour Vous

### L'ensoleillade

● Lire c'est vivre, mardi 22 janvier, A2, 23 heures (55 minutes).

Ciel bleu cru, douce lumière partout répandue pour un numéro de « Lire, c'est vivre » consacré à celui que l'on surnommait « le Gionno du Roussillon », écrivain malheureusement oublié de nos contemporains. Son nom : Ludovic Massé. Il fut l'ami de Cendrars, Dufy et Dubuffet. Il naquit à Evol dans les Pyrénées-Orientales et mourut, quatre-vingt-deux ans plus tard, à quelques kilomètres de là. Mort, certes, mais nullement enterré, grâce aux Editions POL qui rééditent l'un de ses romans en 1984, *Le Vin pur*, que Pierre Dumayet et Robert Bober s'empressaient de mettre en scène, grandeur nature.

L'affaire est simple : d'un côté, le texte brut avec ses personnages — l'un tout en acier, l'autre tout en saindoux — de l'autre leurs reproductions en vrai : des instituteurs, des vignerons, confrontés au roman, tantôt de soupeser la vraisemblance du récit. Au milieu, un Pierre Dumayet, secrètement effacé, laissant parler la langue buissonnière écrite des mains noueuses d'un artisan accroché à la terre. Et quelle langue ? Celle « qui dort les vignobles », qui chante haut et fort « les sardanes, les corridas, les éclats de la joie, les poussières des foules » mais aussi la misère des hommes. Chaque mot, ici, sonne comme un tocsin ensoleillé dans la bouche de costauds, brûlé d'un feu sacré dans les gosiers.

MARC GIANNESINI.

### Scènes de ménage... à trois

● Téléfilm : L'une cuisine, l'autre passe, mercredi 23 janvier, A2, 20 h 35 (60 minutes).

Ve-t-on bientôt crouler sous les téléfilms américains ? Voici maintenant programmée, à une heure de grande écoute, ceux qu'aiment les télespectateurs outre-Atlantique. Le patron d'une agence immobilière en

difficulté est débordé entre sa toute jeune femme et son ex-épouse, qui est venue s'installer chez lui parce qu'elle ne peut plus payer ses notes de loyer. Bien évidemment, elles se disputent, d'autant que la dernière épouse ne sait pas trop faire la cuisine et que la première... sait ! Malgré les aïeux, on baigne dans le luxe et l'aisance.

CATHERINE HUMBLLOT.

### Les chasseurs de diable

● Profession : exorcistes, mercredi 23 janvier, A2, 22 h 10 (60 minutes).

Satan est-il polyglotte ? Le père Mathieu, quatre-vingt-quatre ans, exorciste officiel de l'Eglise catholique romaine affirme que le Prince des Ténébes ne comprend que le latin. Il lui parle donc dans cette langue. Le Père Elie, la sobriétaire, membre de l'Eglise galicane, lui aussi combattant du diable, se contente d'invoquer la dévotion française. Trêve de plaisanteries. Profession : exorciste, le reportage que propose A2 dans sa série *Mœurs en direct*, suscite d'autres interrogations, à commencer par celle de savoir comment, à la fin du vingtième siècle, en pleine ère technologique, des individus croient encore avec tant de conviction que l'homme peut être possédé du diable.

A travers les portraits de ces deux exorcistes, de leur combat contre Lucifer, on plonge une dizaine de siècles en arrière, dans une atmosphère moyenâgeuse empreinte de frayeurs, de

fanatisme, de crédulité. Produite par la télévision suisse romande, ce document coup de poing a été réalisé par Jean-Louis Roy et José Roy. Ceux qui passionnent les croyances sataniques pourront suivre une discussion spécialement organisée à ce sujet le vendredi 25 janvier, pendant l'émission de l'après-midi *Aujourd'hui la vie*.

Images saisissantes que celles de ces deux exorcismes auxquels on assiste : hurlements, contorsions, bouche baveuse de ces malheureux dont on veut extirper du corps le Prince des Ténébes.

Mais qui sont-ils ? Les réalisateurs ont eu l'honnêteté de ne pas l'occulter : ce sont des êtres influençables, crédules, fragiles psychologiquement qui apparaissent dans ce documentaire. Des êtres qui souffrent d'angoisses, de craintes irrationnelles comme tant d'autres et dont la route a croisé celle d'exorcistes ou de leurs adeptes.

ANITA RIND.

## Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

### DIMANCHE 20 JANVIER

#### La Mort aux trousses ■■

Film américain d'Alfred Hitchcock (1959), avec C. Grant, E. Marie Saint.  
TF 1, 20 h 35 (135 mn).

Pris, par erreur, pour un espion et un assassin, un homme fuit de New-York au Dakota du Sud, en passant par Chicago. Le thème de l'innocent injustement accusé et traqué n'est pas nouveau chez Hitchcock, mais il le porte, ici, par la mise en scène, au sommet de son art du suspense dramatique et moral. Cary Grant traverse un monde de cauchemar et, dans une séquence extraordinaire, est mitraillé par un avion au carrefour plat de routes désertes, près d'un champ de maïs. Eva Marie Saint est une femme aux apparences trompeuses, et James Mason possède la séduction ambiguë du mal.

#### The Crimson Kimono ■

Film américain de Samuel Fuller (1959), avec G. Corbett, J. Shigeta (v. o. sous-titré).  
FR 3, 22 h 30 (80 mn).

Deux inspecteurs de la brigade criminelle, un Blanc et un Jaune, enquêtent dans le quartier japonais de Los Angeles, sur l'assassinat d'une strip-teaseuse. L'intrigue policière se double d'une rivalité amoureuse pour une fille en danger entre ces deux amis. Les rapports se tendent jusqu'au mépris racial. La mise en scène suit un rythme saccadé, les événements se heurtent. C'est du Fuller typique, et le film est inédit en France.

### LUNDI 21 JANVIER

#### Adieu poulet ■

Film français de Pierre Granier-Deferre (1975), avec P. Dewaere, L. Ventura.  
TF 1, 20 h 35 (90 mn).

Un commissaire de police de Rouen se heurte à un homme politique responsable de deux morts. Seul avec un jeune adjoint, il tente de le démasquer. Un scénario solide, une réalisation qui ne l'est pas moins, l'effervescence d'une campagne électorale et d'un milieu provincial, et un fameux tandem : Ventura-Dewaere.

#### Le Voyage fantastique ■

Film américain de Richard Fleischer (1966), avec S. Boyd, Ed. O'Brien.  
FR 3, 20 h 35 (96 mn).

Cinq personnes d'une équipe médicale sont miniaturisées et introduites, ainsi qu'un sous-marin atomique, dans le corps d'un savant grièvement blessé, pour opérer son cerveau « de l'intérieur ». Le scénario part d'une affaire d'espionnage pour devenir une stupéfiante histoire de science-fiction. Mais on est surtout séduit par les décors des vaisseaux capillaires, des poumons, des organes, les couleurs et les trucs.

### MARDI 22 JANVIER

#### L'Armée des ombres ■

Film français de Jean-Pierre Melville (1969), avec L. Ventura, P. Mourissé.  
A2, 20 h 40 (137 mn).

D'après un livre de Joseph Kessel, les activités des membres d'un réseau de résistance, en France, en 1942-1943. *Les mythes héroïques*, Melville s'inspire également de ses propres souvenirs, à choisir la chronique des dangers, des sacrifices, des opérations officieuses de la clandestinité. Des comédiens célèbres font revivre avec vérité ces combattants de l'ombre affrontant la police de Vichy et la Gestapo.

#### Si elle dit oui... je ne dis pas non

Film français de Claude Vital (1982), avec M. Darc, P. Mondy.  
FR 3, 20 h 35 (91 mn).

Rencontre d'une journaliste déçue par sa liaison avec un homme d'affaires américain et d'un cadre déprimé, qui veut se suicider. Mirabelle Darc est responsable, avec Catherine Bouguereau, d'un scénario de vaudeville qui ne brille pas par l'originalité. Et l'apport de Vital est nul.

### JEUDI 24 JANVIER

#### Un nommé La Rocca ■

Film français de Jean Becker (1981), avec J.-P. Belmondo, P. Vaneck (N).  
TF 1, 23 h 10 (90 mn).

Un truand s'introduit dans la pègre marseillaise et va en prison pour délivrer un ami — qui lui sauve la vie pendant la guerre — condamné à la suite d'un coup monté. Pour ses débuts dans la réalisation, Jean Becker avait choisi d'adapter un roman de José Giovanni. Le récit, construit sur l'histoire d'une amitié et ses malchances, est complexe dans les rapports de Belmondo et Vaneck, tous deux étonnants. En 1972,

José Giovanni a refait lui-même le film sous le titre *Le Scoumoune*, avec, de nouveau, Belmondo.

#### Juste avant la nuit ■

Film français de Claude Chabrol (1970), avec S. Audran, M. Bouquet.  
FR 3, 22 h 05 (105 mn).

Un homme a tué la femme de son meilleur ami, dont il avait fait sa maîtresse. Il est rongé par le besoin d'avouer son crime. Transposition dans un milieu bourgeois français d'un roman d'Edward Atiyah, situé en Angleterre. Chabrol s'en prend violemment à ceux qui refusent l'aveu rédempteur, pour conserver leur ordre social. Hargne un peu excessive mais, Michel Bouquet en tête, les interprètes sont farnés.

### VENREDI 25 JANVIER

#### L'Extravagant M. Ruggles ■

Film américain de Leo McCarey (1934), avec C. Laughton, M. Boland (v. o. sous-titré).  
A2, 23 heures (86 mn).

Un parfait maître d'hôtel britannique a été gagné au poker par un couple de nouveaux riches américains. Il va faire sensation dans une bourgade du Texas. Si l'action, située en 1908, oppose les bonnes manières victoriennes aux mœurs frustes des descendants de pionniers aux Etats-Unis, l'aspiré de cette comédie bouffonne est « rooseveltien ». McCarey sacrifie au même idéalisme que Frank Capra, lorsque Ruggles raconte la manifeste de Lincoln à Gettysburg, rappelant ainsi les principes de la démocratie. L'acteur anglais Charles Laughton joue merveilleusement.

## Circuits

Un homme a tué la femme de son meilleur ami, dont il avait fait sa maîtresse. Il est rongé par le besoin d'avouer son crime. Transposition dans un milieu bourgeois français d'un roman d'Edward Atiyah, situé en Angleterre. Chabrol s'en prend violemment à ceux qui refusent l'aveu rédempteur, pour conserver leur ordre social. Hargne un peu excessive mais, Michel Bouquet en tête, les interprètes sont farnés.





# Vie d'un commissariat américain

Le seul feuilleton américain supportable. Parmi le flot de sous-produits qu'on nous infuse — soi-disant géniaux parce qu'américains — *Hill Street Blues* fait figure de trésor. Soit dit en passant, on ferait mieux d'imiter ce genre de séries intelligentes et bourrées d'humour que *Soap* ou *Dalles*. Bref *Hill Street Blues*, cinquante-deux épisodes écrits et réalisés par des « noms » différents, raconte la vie quotidienne dans un de ces quartiers chauds comme il y en a dans les grandes villes des États-Unis où toutes les immigrations sont représentées.

Voilà, voilà, attaques de banques, les flics sont débordés, ils font ce qu'ils peuvent. Ils sont aussi ce qu'ils sont, ni mieux ni pire qu'à l'extérieur. A l'intérieur, on se dispute, on drague, on mapouille, c'est agité. Toute la mythologie de la police américaine revisitée avec un humour qui n'est jamais vulgaire. C'est plein de notations justes, le montage est rapide, les dialogues, savoureux. Cette série policière, diffusée depuis quatre ans aux États-Unis, a été vendue un peu partout dans le monde. Elle collectionne les prix. Avec raison.

CATHERINE HUMBLLOT.

● *Hill Street Blues* : 8<sup>e</sup> épisode, le 19 à 18 h 10, le 21 à 18 h 40, 9<sup>e</sup> épisode, le 23 à 20 h 30, le 25 à 11 h 45 et 5 h 35.

## Sélection

### VARIÉTÉS

Spécial Elvis Presley, le 19 à 7 h 25.  
Girls of Paris (tourné dans les cabarets parisiens, l'Alcazar, le Paradis latin, le Crazy Horse, etc. La Tour-Paris de la nuit par André Halimi), le 19 à 21 h 20, le 21 à 14 heures, le 23 à 11 h 5.  
Sky-whales (un petit film d'animation paraît-il extraordinaire, dix minutes, réalisé par Phil Austin et Derek Hages), le 25 à 17 h 40.

### FEUILLETONS, SÉRIES

*Soap* (il y en aurait qui aiment), 8<sup>e</sup> épisode, le 19 à 8 h 20, le 20 à 18 h 5, 9<sup>e</sup> épisode, le 25 à 12 h 30.  
Rue Carnot (qui aime ?) chaque jour à 13 h 30 (rediff. le lendemain à 18 h 45).  
Ellis Island (l'épopée de l'immigration américaine, vue à l'américaine, mélange d'eau de rose, d'effets faciles), 2<sup>e</sup> épisode, le 22 à 9 heures, le 23 à 16 heures, 3<sup>e</sup> épisode, le 25 à 20 h 30.

### DOCUMENTAIRES

Les Ateliers du rêve (les grands studios de cinéma dans le monde, une série présentée par Jeanne Moreau), la Chine, le 19 à 14 h 20, l'URSS, le 20 à 16 h 50, le 22 à 9 h 45, le 24 à 2 h 10.  
La Fièvre de l'or (le chertier géant au Brésil où des dizaines de milliers d'hommes creusent le sol dans la promesse, la violence), le 19 à 18 h 16, le 21 à 18 h 50, le 25 à 10 h 45.  
Les Nouveaux Aventuriers (Jean Varanne, un fou génial qui peint les montagnes. Un reportage un peu complaisant, mais quelques images !), le 20 à 7 h 42.

## Les films

**EMMANUELLE 4.** — Film français de F. Laro et L. Letane (1984), avec S. Kristel, M. Nygren. Diff. le 19 à 23 h ; le 21 à 1 h 05 ; le 25 à 4 h 10.

Une journaliste, pour échapper à un amant possessif, se métamorphose en « Emmanuelle » grâce à la chirurgie esthétique. Un voyage érotico-touristique, avec les scènes sexuelles auxquelles on peut s'attendre. Pas fameux.

**LE DERNIER NABAB II.** — Film américain de E. Kazan (1976), avec R. de Niro, R. Mitchum. Diff. le 20 à 20 h 30 ; le 24 à 22 h 05 ; le 25 à 1 h 15.

L'ascension, la puissance et la chute d'un producteur américain des années 30. Excellente adaptation, par Harold Pinter, d'un roman inachevé de F. Scott Fitzgerald. La mise en scène de Kazan, feutrée et subtile, retrouve l'univers de l'écrivain et celui, mythique, de Hollywood. Grande interprétation.

**ITINÉRAIRE BIS II.** — Film français de C. Drillaud (1982), avec G. Wilson, A. Marcon. Diff. le 21 à 20 h 30 ; le 22 à 10 h 40 ; le 24 à 0 h 50.

Un jeune homme veut acheter un camion pour vendre des frites. Les rêves, les rencontres, l'amitié, de divers personnages marginalisés. Cette comédie poétique, dont la distribution en salles fut brève, a besoin d'une nouvelle chance.

**LE GRAND PARDON II.** — Film français de A. Arcady (1981), avec R. Harin, B. Giraudeau. Diff. le 20 à 20 h 30 ; le 24 à 8 h 50.

Un juif pied-noir, chef d'une famille respectable est aussi, à Paris, le chef d'un clan de truands. Les mœurs d'un nouveau « milieu », une action dramatique et violente, une forte composition de Roger Hanin.

**JE SAIS QUE TU SAIS II.** — Film italien de A. Sordi (1982), avec A. Sordi, M. Vico. Diff. le 24 à 20 h 30. La déroute d'un bourgeois italien qui, à la suite d'un

malentendu, croit voir s'écrouler son existence égoïste. Sordi réalisateur a rarement été aussi bien inspiré que dans cette étude de caractères. Acteur, il joue superbement.

**LES HORIZONS PERDUS II.** — Film américain de F. Capra (1937), avec R. Colman, E. Everett, Horton (N.). Diff. le 25 à 21 h 50.

Pendant la guerre civile chinoise, les passagers d'un avion naufragé au Tibet sont conduits, au cœur des montagnes, dans la ville secrète du Grand Lama, où l'on ne vieillit pas. Tiré d'un roman de James Hilton, un très curieux film d'aventures dont Capra a fait une méditation sur le bonheur. Belle œuvre méconnue.

**Napriana.** — Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans le supplément du Monde du 5 janvier.

**Meurtre par décret.** — Film anglais de Bob Clark (1979), diff. le 19 à 9 h, le 21 à 10 h 45.

**Meurtre d'un bookmaker chinois.** — Film américain de John Cassavetes (1978), diff. le 19 à 10 h 50, le 24 à 18 h 45.

**La Truite.** — Film français de Joseph Losey (1982), diff. le 19 à 0 h 25.

**Survivance.** — Film américain de Jeff Lieberman (1981), diff. le 19 à 2 h 10, le 23 à 0 h 05, le 25 à 23 h 45.

**Girls, girls, girls.** — Film américain de Norman Taurog (1982), diff. le 19 à 3 h 40, le 22 à 1 h 20, le 25 à 18 h 05.

**La Banquière.** — Film français de Francis Girod (1980), diff. le 20 à 10 h 55, le 25 à 14 h.

**Clara et les chics types.** — Film français de Jacques Monnet (1980), diff. le 20 à 22 h 35, le 21 à 9 h.

**La Justice des hommes.** — Film américain de George Stevens (1942), diff. le 22 à 14 h, le 24 à 11 h.

**L'ombre rouge.** — Film français de Jean-Louis Comolli (1981), diff. le 22 à 22 h 45, le 24 à 14 h, le 25 à 9 h.

## Samedi 19 janvier

8.00 Journal.  
9.00 Reprise : les joutes de l'information (diffusé le 17 janvier).  
10.15 Challenge 85. Emission présentée par Y. Monroux.  
10.45 Cinq jours en Bourse.  
11.00 Concert : « Les Biches » de Francis Poulenc, « Concerto pour harpe » de Boieldieu, par l'Orchestre national de Lyon, dir. S. Bado.  
11.45 Conteur de la musique.  
12.00 Cette émission hebdomadaire est un prolongement du concert. Ici, la femme et la harpe.  
12.55 Pic et pôle et Colegram.  
13.00 Aurore-cœur.  
13.30 Bonjour, bon appétit : Magenta de morue.  
13.00 Journal.  
13.35 La séquence du spectateur.  
14.05 Dessin animé.  
14.20 Série : Pour l'amour du risque.  
15.15 Dessin animé : le merveilleux voyage de Nils Holgersson.  
15.45 Canevas et lettres de cœur. Magazine du cheval et du terroir.  
16.15 Temps X.  
17.05 Feuilleton : Marcel Sylvestre.  
18.05 Trente millions d'amis. Belgique : une SPA modèle ; l'Audiotex : le cheval des rois.  
18.35 Magazine auto-moto.  
19.00 D'accord pas d'accord (INC).  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Cocoricochey.  
20.00 Journal.  
20.35 Tirage du Loto.  
20.40 Au théâtre ce soir : le Noir se va et bien. De J. Marsan, d'après O'Hara avec J. Le Poulain, M. Pacheco. Drôle de manière de gagner sa vie : John épouse des dames riches, les tue et hérite de leurs fortunes. Sa compagnie humaine pratique une méthode parallèle : elle épouse des hommes riches et les envoie dans l'autre monde. Une comédie typiquement « british ».

### Droit de réponse ou l'esprit de contradiction : Des livres et moi.

Rédaction de Michel Polak.  
Avec P. Rambaud, J. Folly, R. Sorin, G. Vaugois, R. P. Droit, M. Sports, E. Hanske, F. Weyergans, C. Parnet, R. R. Jaufey.

0.20 Journal.

0.40 Ouvert le nuit. Alfred Hitchcock présente... « Sombre issue ». Extérieur nuit : Vity-sur-décroît.

9.50 Journal des sourds et des malentendants.  
10.10 Vidéo-mot.  
10.25 Platiné 45. Michel Joux, The Film, Johnny Hollywood...  
10.55 Sports : ski alpin.  
Coupe du monde, à Chamonix (descente dames).  
12.00 A nous deux.  
12.45 Journal.  
13.30 Série : L'homme qui tombe à pic.  
14.15 Top 50 de P. Blanc-Frassard.  
Le Hit-parade des ventes de 45 tours.  
14.55 Les jeux du stade.  
Tournoi des cinq nations : France-Pays de Galles ; à 16 h 30 : Numéro 10 et la coupe du monde de ski (descente hommes à Wengen).

17.55 Le magazine.  
Magazine d'information de la rédaction.  
Samba et politique : un reportage sur le festival de Rio qui se déroule cette année au même temps que l'élection présidentielle : les villages isolés en France.  
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19.10 D'accord pas d'accord (INC).  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Le théâtre de Boulevard.  
20.00 Journal.  
20.30 Variétés : Champs-Élysées.  
De Michel Drecher.  
Autour de Sheila, Georges Moustaki, Céline Dion, Isabelle Aubert, Snowy White...  
22.05 Magazine : Les enfants du rock.  
Special Bruce Springsteen : Rockline avec P. Young, Violent Femmes, Duran Duran...  
23.20 Journal.  
23.45 Rugby : Tournoi des Cinq nations.  
En direct de Dublin : Angleterre-Irlande.

9.00 Festival international du film fantastique d'Avoriaz.  
De 9 h à 12 h 30, l'équipe de FR3 Rhône-Alpes organise une « émission spéciale », à l'occasion du festival, diffusée en direct de Lyon et Avoriaz sur la chaîne nationale. Palmarès, clips, interviews, coulisses du festival, etc.  
12.30 Les pieds sur terre. Magazine de la mutualité agricole.  
13.15 Repères, émission du ministère du travail.  
Le CHSCT (comité hygiène, sécurité, condition de travail).  
14.00 Entrée libre.  
Emission du centre de documentation pédagogique.  
Invité : Gilles Perrault, auteur de « L'Orchestre rouge », d'« Un homme à part ».

16.15 Liberté 3. Emission des associations.  
17.30 Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19.55 Dessins animés.  
20.05 Les jeux.  
20.35 Benny Hill.  
Emission humoristique de Thames Television.  
21.35 Journal.  
22.00 Feuilleton : Dynastie.  
Un médium essaie de retrouver Steven. Blake n'admet pas la mort de son fils. Fallon et Krystle se réconcilient.  
22.45 La vie de châteaux.  
Jean-Claude Brialy reçoit trois invités : Roger Hanin, Dany Cowl et Zizi Jeanmaire.  
23.15 Prélude à la nuit.  
« Concerto pour orgue en sol mineur op. 4 n° 1 » de Haendel interprété par Leopold Hager, soliste et chef d'orchestre.

10.00 Mosaïque. Emission de l'ADRL.  
13.00 Magazine 85. Garantie nationale des fonctionnaires.  
18.00 Musique pour un dimanche (et à 17.40).

### Théâtre : le Marchand de Venise.

(Cyclo Shakespeare, v.o. sous-titrée.) Avec W. Mitchell, G. Jones.  
Bassanio, noble Vénitien, a gaspillé sa fortune et demande à son ami, le riche marchand Antonio, 3 000 ducats pour mener à bien la cour qu'il fait à Portia, une riche héritière. Mais par disposition du testament paternel, Portia devra épouser le prétendant qui lui aura offert trois coffrets, un en or, un en argent et un dernier qui contient son portrait. Une pièce comique où l'auteur d'Hamlet célèbre la victoire de la charité sur la justice.

18.00 Fraggle Rock.  
18.25 Dessin animé : Lucky Luke.  
18.50 Les aventures de l'ours Colargol : Chlo et Poa.  
19.00 Au nom de l'amour.  
Emission de Pierre Bellemare.  
Un nouveau rendez-vous pour cette émission qui jusqu'alors était diffusée le samedi à 20 h 35. Rien de changé pour le reste.

20.00 RFO Hebdo.  
20.35 Architecture et géographie sacrée.  
Série de P. Barthe-Negri.  
Notre-Dame de Paris, royaume du monde. Les symboles de l'architecture de Notre-Dame de Paris, témoignage de la transition entre l'art roman et l'art ogival. Une série grandiose, des images prophétiques, un commentaire parfois inspiré.

21.30 Aspects du court métrage français.  
« Un village inspiré : Saint-Paul-de-Vence », de Dominique Rimbaud ; « La Rose de Pablo », de Philippe Brach.  
22.00 Journal.  
22.30 Cinéma de minuit : The Crimson Kimono. (Cyclo ouïssés.) Film de Samuel Fuller.  
23.50 Prélude à la nuit.  
Festival de La Chaise-Dieu : « La Dove qui occit l'Ogre », de G.-F. Haendel, interprété par N. Anfuso, soprano.

● RTL, 20 h, A vous de choisir : Suicides-moi, docteur, de Bert Reynolds, ou Assassins en tous genres, de Basil Dearden ; 21 h 50, Feuilleton : Châteaufort ; 22 h 35, Club-Club : Guerre et amour, film de Woody Allen.

● TMC, 20 h, Jeu : le grand raid ; 20 h 55, la photo-système ; 21 h, les Quatre Plumes blanches, de Don Sharp ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, Clip a'roll.

● RTB, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 30, Zepplin, film d'Etienne Périer ; 22 h 25, Planète des hommes : Murie ; 23 h 15, Journal.

● RTB-TÉLÉ 2, 20 h 35, Aublions-nous.

● TSR, 20 h 5, Série : Starsky et Hutch ; 20 h 55, Jardins divers ; 22 h 05, Journal ; 22 h 20, Sports ; 23 h 20, Chino, film de John Sturges et D. Coletti.

## Dimanche 20 janvier

8.00 Journal.  
9.00 Emission télévisée.  
9.15 A Bible ouverte.  
9.30 Source de vie.  
10.00 Présence protestante.  
10.30 Le Jour du Seigneur.  
11.00 Messie-offerte avec le paroisse de Vertheuil (Gironde), prés. Myr Mazen.  
12.02 Midi presse, de P.-L. Séguillon.  
Invité : Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT.  
12.30 Télé-foot 1.  
13.00 Journal.  
13.25 Série : Starsky et Hutch.  
14.25 Sports dimanche.  
16.30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.  
Avec G. Bécud, F. Perrin, Y. Saint-Martin, J.-J. Gold-jean...  
17.30 Les animaux du monde.  
La ballade des Highlands (Ecosse).  
18.05 Série : La vent d'Australie.  
19.00 Sept sur sept.  
Le magazine de la rédaction présenté par Jean Lami.  
Avec M. Jack Lang, ministre délégué à la culture.  
20.00 Journal.  
20.35 Cinéma : la Mort aux trousses.  
Film d'Alfred Hitchcock.  
22.30 Sports dimanche soir.  
L'actualité sportive du week-end.  
23.35 Journal.  
23.55 C'est à lire.



9.35 Journal et météo.  
9.40 Récré A2.  
10.10 Les chevaux du terroir.  
10.40 Gym tonique.  
11.15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.  
12.45 Journal.  
13.20 Dimanche Martin (suite).  
Si j'ai bonne mémoire ; 14.30, Série : Loterie ; 15.15, L'école des fous ; 16.00, Dessin animé ; 16.15, Théâtre d'été.  
17.00 Série : les Brigades du Tigre.  
18.00 Stade 2 (et à 20 h 20).

### Feuilleton : Clémence Aletti.

Réal. Peter Kassowitz, avec D. Labouret, Jacques Denis, Jean-Marc Thébaud.  
(Lire notre article.)

20.00 Journal.  
20.35 Jeu : Le grand raid.  
21.35 Sports : athlétisme.  
Championnats du monde, à Berne.  
22.30 Déesse des arts.  
Magazine proposé par Pierre Delis.  
S'indigne-t-on encore ? L'art fait-il encore scandale, provoque-t-il encore l'« insurrection », comme au XIX<sup>e</sup> siècle quand furent présentées les œuvres de Monet et de Cézanne ? Pierre Restany, théoricien du Nouveau Réalisme, Marie-Claude Beaud, directrice de la Fondation Cartier, Eduardo Arroyo, Gérard Garouste et des peintres engagés le débattent.

23.00 Journal.  
23.25 Bonsoir les clips.

10.00 Mosaïque. Emission de l'ADRL.  
13.00 Magazine 85. Garantie nationale des fonctionnaires.  
18.00 Musique pour un dimanche (et à 17.40).

### Théâtre : le Marchand de Venise.

(Cyclo Shakespeare, v.o. sous-titrée.) Avec W. Mitchell, G. Jones.  
Bassanio, noble Vénitien, a gaspillé sa fortune et demande à son ami, le riche marchand Antonio, 3 000 ducats pour mener à bien la cour qu'il fait à Portia, une riche héritière. Mais par disposition du testament paternel, Portia devra épouser le prétendant qui lui aura offert trois coffrets, un en or, un en argent et un dernier qui contient son portrait. Une pièce comique où l'auteur d'Hamlet célèbre la victoire de la charité sur la justice.

18.00 Fraggle Rock.  
18.25 Dessin animé : Lucky Luke.  
18.50 Les aventures de l'ours Colargol : Chlo et Poa.  
19.00 Au nom de l'amour.  
Emission de Pierre Bellemare.  
Un nouveau rendez-vous pour cette émission qui jusqu'alors était diffusée le samedi à 20 h 35. Rien de changé pour le reste.

20.00 RFO Hebdo.  
20.35 Architecture et géographie sacrée.  
Série de P. Barthe-Negri.  
Notre-Dame de Paris, royaume du monde. Les symboles de l'architecture de Notre-Dame de Paris, témoignage de la transition entre l'art roman et l'art ogival. Une série grandiose, des images prophétiques, un commentaire parfois inspiré.

21.30 Aspects du court métrage français.  
« Un village inspiré : Saint-Paul-de-Vence », de Dominique Rimbaud ; « La Rose de Pablo », de Philippe Brach.  
22.00 Journal.  
22.30 Cinéma de minuit : The Crimson Kimono. (Cyclo ouïssés.) Film de Samuel Fuller.  
23.50 Prélude à la nuit.  
Festival de La Chaise-Dieu : « La Dove qui occit l'Ogre », de G.-F. Haendel, interprété par N. Anfuso, soprano.

● RTL, 20 h, la Formule, film de J. Gervilland ; 22 h, Soap ; 22 h 30, Journal et extraits du « Grand Jury RTL-le Monde » ; 22 h 40, Solidarité.

● TMC, 20 h, Série : Lou Grant ; 20 h 55, Dessin animé ; 21 h, Frow-frow, film d'Augusto Genina ; 23 h, Clip a'roll.

● RTB, 20 h 15, Variétés : la Bonne étoile ; 21 h 25, Téléfilm : le Cheval-vapour, de Maurice Fallavier.

● TSR, 20 h, Jeu : le grand raid ; 20 h 55, Tichets de premières ; 21 h 50, Regards ; 22 h 20, Journal.

## Lundi 21 janvier

8.00 Journal.  
9.00 Emission télévisée.  
9.15 A Bible ouverte.  
9.30 Source de vie.  
10.00 Présence protestante.  
10.30 Le Jour du Seigneur.  
11.00 Messie-offerte avec le paroisse de Vertheuil (Gironde), prés. Myr Mazen.  
12.02 Midi presse, de P.-L. Séguillon.  
Invité : Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT.  
12.30 Télé-foot 1.  
13.00 Journal.  
13.25 Série : Starsky et Hutch.  
14.25 Sports dimanche.  
16.30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.  
Avec G. Bécud, F. Perrin, Y. Saint-Martin, J.-J. Gold-jean...  
17.30 Les animaux du monde.  
La ballade des Highlands (Ecosse).  
18.05 Série : La vent d'Australie.  
19.00 Sept sur sept.  
Le magazine de la rédaction présenté par Jean Lami.  
Avec M. Jack Lang, ministre délégué à la culture.  
20.00 Journal.  
20.35 Cinéma : la Mort aux trousses.  
Film d'Alfred Hitchcock.  
22.30 Sports dimanche soir.  
L'actualité sportive du week-end.  
23.35 Journal.  
23.55 C'est à lire.

9.35 Journal et météo.  
9.40 Récré A2.  
10.10 Les chevaux du terroir.  
10.40 Gym tonique.  
11.15 Dimanche Martin. Entrez les artistes.  
12.45 Journal.  
13.20 Dimanche Martin (suite).  
Si j'ai bonne mémoire ; 14.30, Série : Loterie ; 15.15, L'école des fous ; 16.00, Dessin animé ; 16.15, Théâtre d'été.  
17.00 Série : les Brigades du Tigre.  
18.00 Stade 2 (et à 20 h 20).

### Feuilleton : Clémence Aletti.

Réal. Peter Kassowitz, avec D. Labouret, Jacques Denis, Jean-Marc Thébaud.  
(Lire notre article.)

20.00 Journal.  
20.35 Jeu : Le grand raid.  
21.35 Sports : athlétisme.  
Championnats du monde, à Berne.  
22.30 Déesse des arts.  
Magazine proposé par Pierre Delis.  
S'indigne-t-on encore ? L'art fait-il encore scandale, provoque-t-il encore l'« insurrection », comme au XIX<sup>e</sup> siècle quand furent présentées les œuvres de Monet et de Cézanne ? Pierre Restany, théoricien du Nouveau Réalisme, Marie-Claude Beaud, directrice de la Fondation Cartier, Eduardo Arroyo, Gérard Garouste et des peintres engagés le débattent.

23.00 Journal.  
23.25 Bonsoir les clips.

10.00 Mosaïque. Emission de l'ADRL.  
13.00 Magazine 85. Garantie nationale des fonctionnaires.  
18.00 Musique pour un dimanche (et à 17.40).

### Théâtre : le Marchand de Venise.

(Cyclo Shakespeare, v.o. sous-titrée.) Avec W. Mitchell, G. Jones.  
Bassanio, noble Vénitien, a gaspillé sa fortune et demande à son ami, le riche marchand Antonio, 3 000 ducats pour mener à bien la cour qu'il fait à Portia, une riche héritière. Mais par disposition du testament paternel, Portia devra épouser le prétendant qui lui aura offert trois coffrets, un en or, un en argent et un dernier qui contient son portrait. Une pièce comique où l'auteur d'Hamlet célèbre la victoire de la charité sur la justice.

18.00 Fraggle Rock.  
18.25 Dessin animé : Lucky Luke.  
18.50 Les aventures de l'ours Colargol : Chlo et Poa.  
19.00 Au nom de l'amour.  
Emission de Pierre Bellemare.  
Un nouveau rendez-vous pour cette émission qui jusqu'alors était diffusée le samedi à 20 h 35. Rien de changé pour le reste.

20.00 RFO Hebdo.  
20.35 Architecture et géographie sacrée.  
Série de P. Barthe-Negri.  
Notre-Dame de Paris, royaume du monde. Les symboles de l'architecture de Notre-Dame de Paris, témoignage de la transition entre l'art roman et l'art ogival. Une série grandiose, des images prophétiques, un commentaire parfois inspiré.

21.30 Aspects du court métrage français.  
« Un village inspiré : Saint-Paul-de-Vence », de Dominique Rimbaud ; « La Rose de Pablo », de Philippe Brach.  
22.00 Journal.  
22.30 Cinéma de minuit : The Crimson Kimono. (Cyclo ouïssés.) Film de Samuel Fuller.  
23.50 Prélude à la nuit.  
Festival de La Chaise-Dieu : « La Dove qui occit l'Ogre », de G.-F. Haendel, interprété par N. Anfuso, soprano.

● RTL, 20 h, la Formule, film de J. Gervilland ; 22 h, Soap ; 22 h 30, Journal et extraits du « Grand Jury RTL-le Monde » ; 22 h 40, Solidarité.

● TMC, 20 h, Série : Lou Grant ; 20 h 55, Dessin animé ; 21 h, Frow-frow, film d'Augusto Genina ; 23 h, Clip a'roll.

● RTB, 20 h 15, Variétés : la Bonne étoile ; 21 h 25, Téléfilm : le Cheval-vapour, de Maurice Fallavier.

● TSR, 20 h, Jeu : le grand raid ; 20 h 55, Tichets de premières ; 21 h 50, Regards ; 22 h 20, Journal.

● RTL, 20 h, A vous de choisir : Suicides-moi, docteur, de Bert Reynolds, ou Assassins en tous genres, de Basil Dearden ; 21 h 50, Feuilleton : Châteaufort ; 22 h 35, Club-Club : Guerre et amour, film de Woody Allen.

● TMC, 20 h, Jeu : le grand raid ; 20 h 55, la photo-système ; 21 h, les Quatre Plumes blanches, de Don Sharp ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, Clip a'roll.

● RTB, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 30, Zepplin, film d'Etienne Périer ; 22 h 25, Planète des hommes : Murie ; 23 h 15, Journal.

● RTB-TÉLÉ 2, 20 h 35, Aublions-nous.

● TSR, 20 h 5, Série : Starsky et Hutch ; 20 h 55, Jardins divers ; 22 h 05, Journal ; 22 h 20, Sports ; 23 h 20, Chino, film de John Sturges et D. Coletti.

● RTL, 20 h, la Formule, film de J. Gervilland ; 22 h, Soap ; 22 h 30, Journal et extraits du « Grand Jury RTL-le Monde » ; 22 h 40, Solidarité.

● TMC, 20 h, Série : Lou Grant ; 20 h 55, Dessin animé ; 21 h, Frow-frow, film d'Augusto Genina ; 23 h, Clip a'roll.

● RTB, 20 h 15, Variétés : la Bonne étoile ; 21 h 25, Téléfilm : le Cheval-vapour, de Maurice Fallavier.

● TSR, 20 h, Jeu : le grand raid ; 20 h 55, Tichets de premières ; 21 h 50, Regards ; 22 h 20, Journal.

● RTL, 20 h, A vous de choisir : Suicides-moi, docteur, de Bert Reynolds, ou Assassins en tous genres, de Basil Dearden ; 21 h 50, Feuilleton : Châteaufort ; 22 h 35, Club-Club : Guerre et amour, film de Woody Allen.

● TMC, 20 h, Jeu : le grand raid ; 20 h 55, la photo-système ; 21 h, les Quatre Plumes blanches, de Don Sharp ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, Clip a'roll.

● RTB, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 30, Zepplin, film d'Etienne Périer ; 22 h 25, Planète des hommes : Murie ; 23 h 15, Journal.



1501

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS  
SAMEDI 19 JANVIER 1985 IX

Dimanche  
20 janvier

11.55 Journal.  
12.00 La Une chez vous.  
12.30 La bouteille à la mer.  
13.00 Journal.  
13.45 A pleines vie.  
14.00 Série : Sloane, agent spécial : 14 h 40, La maison de TF 1 ; 15 h 15, Les chocs du lundi : Dessous et dessous ; 16 h 30, Reprise : 7 sur 7 (diff. le 20 janvier) ; 17 h 30, La chance aux châteaux.  
18.00 Dessin animé : Agnès et Sidonie.  
18.05 Le village dans les nuages.  
18.25 Mini-journal pour les jeunes.  
18.40 Série : Papa et moi.  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Cocorico-boy.  
20.00 Journal.  
20.35 Cinéma : Adieu poulet.  
Film de Pierre Gaspard-Haas.  
Étoiles et toiles.  
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Josselin.  
Cinéma : Satanas ; le diable en de Lodiun avec des extraits des « Diablos » de Ken Russell et de Mère Jeanne des Anges de K. Avaronowicz ; ciné Dén (extraits de films de C.B. de Mille, Rossellini, Bresson).  
23.00 Journal.  
23.20 C'est à lire.



6.45 Télévision du matin.  
8.30 Feuilleton : Escalier 8, porte 4.  
9.55 Ski : Coupe du monde à Saint-Gervais.  
12.00 Journal et météo.  
12.10 Jeu : L'académie des neuf.  
12.45 Journal.  
13.30 Feuilleton : Les amours des années 50.  
13.45 Aujourd'hui la vie.  
Chansons d'aujourd'hui, chansons d'hier.  
Série : Magnan.  
14.50 Reprise : Apogées (diff. le 18 janvier).  
16.55 Divertissement : Thé dansant.  
17.40 Récré A 2.  
Pochette : Les Schtroumpfs ; Latulu et Lirel ; Tchou et Grodo ; Pac Man ; Téléchat.  
18.30 C'est la vie.  
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19.10 D'accord, pas d'accord (INC).  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Le théâtre de Bouvard.  
20.00 Journal.  
20.35 Le grand échiquier : Serge Lama.  
De Jacques Chancel.  
Portrait d'un chanteur battant, combattant. Avec Bernard Hinault, Bernard Tapie, Patrick Dupond, danseur. Serge Lama interprète vingt et un refrains, accompagné par l'Orchestre national de France dirigé par Lorin Maazel.  
23.15 Journal.  
23.40 Bonsoir les clips.

17.00 Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.  
20.05 Les jeux.  
20.35 Cinéma : le Voyage fantastique.  
(cycle « le grand frisson »). Film de Richard Fleischer.  
22.15 Journal.  
22.45 Thalassa.  
Magazine de la mer, de Georges Pernoud.  
La traversée des alpes.  
23.35 Fables ordinaires : Charles Bukowski.  
Série de Barbet Schroeder.  
Contes et légendes d'un grand marginal.  
23.40 Prélude à la nuit.  
Valse-Scherzo de Tchaïkovski, interprétée par Annick Roussin, violon, et Nathalie Bero-Tigrine, piano.

17.00 Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.  
20.05 Les jeux.  
20.30 D'accord pas d'accord (INC).  
20.35 Cinéma : Si elle dit oui... je ne dis pas non.  
Film de Claude Vial.  
22.15 Journal.  
22.45 Document : Falachas.  
Emission d'E. Lencœur. Réalisation F. Margolin.  
Autour de l'opération Moïse, une équipe est allée clandestinement voir les juifs noirs d'Ethiopie, dans la région où ils vivent près du lac Tana dans les montagnes du Soudan.  
23.30 Fables ordinaires : Charles Bukowski.  
Série de Barbet Schroeder.  
Buk, écrivain américain, en gros plan.  
Prélude à la nuit.  
« Duo n° 1 pour Violon et alto K 423 en sol majeur », de W.A. Mozart, interprété par I. Perlman, violon, et P. Zukerman, alto.

RTL, 20 h, Série : Dynastie ; 21 h, J'ai épousé une ombre, film de Robin Davis ; 22 h 55, Journal ; 23 h 5, la Joie de lire ; 23 h 10, RTL-Théâtre.  
TMC, 20 h, Série : la Chambre des dames ; 20 h 55, le Photo-mystère ; 21 h, les Séducteurs, film de B. Forbes, E. Molinaro, G. Wilder, D. Risi ; 23 h 10, Journal ; 23 h 25, Cipp's roll.  
RTB, 20 h, Ecran-témoins : Il groupé, film de J.-C. Missiaen.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le temps retrouvé : les Montgolfières ; 20 h 30, Chansons-souvenirs ; 21 h 35, Théâtre wallon : 72 manières d'élégance.  
TSR, 20 h 15, Spécial cinéma ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, l'Assommoir est à vous.

RTL, 20 h, Série : Chups ; 21 h, Hair, film de Milos Forman ; 23 h 5, Journal ; 23 h 15, La joie de lire.  
TMC, 20 h, Grands cirques ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, les Frères de l'homme, film d'A.V. MacLagan ; 22 h 50, Journal ; 23 h 5, Cipp's roll.  
RTB, 20 h 5, Feuilleton : Le joyau de la couronne ; 21 h, grand écran : Vincent, François, Paul et les autres, film de Claude Sautet ; 23 h 10, Tribune économique et sociale.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens ; 21 h, Magazine : Regards.  
TSR, 20 h 10, Feuilleton : Châteaufort ; 21 h 20, Danseur étoile ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, Hockey sur glace.

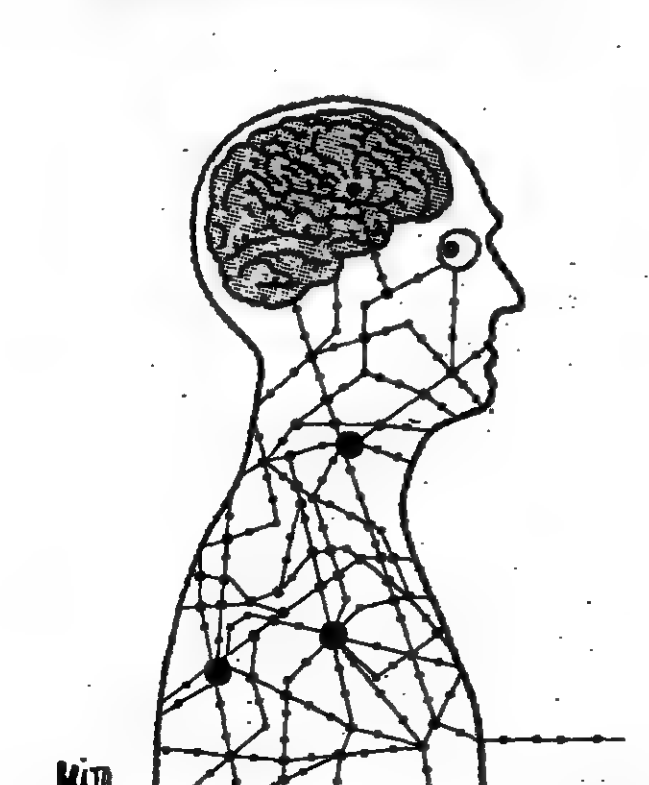
RTL, 20 h, Les lions allés de RTL sur son 30 et 1 ; 21 h, Film surprise ; 23 h, Journal ; 23 h 10, La joie de lire.  
TMC, 20 h, Série : Cosmos 1999 ; 20 h 55, la photo-surprise ; 21 h, Évite Perce, film de Marvin Chomsky (1<sup>re</sup> partie) ; 22 h 40, Journal ; 23 h 55, Sports.  
RTB, 20 h, Jeu : Cap 60 ; 21 h 5, Série : Les rues de San-Francisco ; 21 h 55, Propos et confidences : Romain Gary ; 22 h 45, Un autre regard.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports.  
TSR, 20 h 10, Agora : Vivre ou mourir ; 22 h 45, Journal.

Lundi  
21 janvier

11.15 TF 1 Vision plus.  
11.45 La Une chez vous.  
12.00 Feuilleton : Omer Pachia.  
12.30 La bouteille à la mer.  
Invité de la semaine : Dalida.  
13.00 Journal.  
14.00 A pleines vie.  
Série : Sloane, agent spécial : 14 h 40, La maison de TF 1 ; 15 h 15, Les chocs du lundi : Dessous et dessous ; 16 h 30, Reprise : 7 sur 7 (diff. le 20 janvier) ; 17 h 30, La chance aux châteaux.  
18.00 Dessin animé : Agnès et Sidonie.  
18.05 Le village dans les nuages.  
18.25 Mini-journal pour les jeunes.  
18.40 Série : Papa et moi.  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Cocorico-boy.  
20.00 Journal.  
20.35 Cinéma : Adieu poulet.  
Film de Pierre Gaspard-Haas.  
Étoiles et toiles.  
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Josselin.  
Cinéma : Satanas ; le diable en de Lodiun avec des extraits des « Diablos » de Ken Russell et de Mère Jeanne des Anges de K. Avaronowicz ; ciné Dén (extraits de films de C.B. de Mille, Rossellini, Bresson).  
23.00 Journal.  
23.20 C'est à lire.

6.45 Télévision du matin.  
8.30 Feuilleton : Escalier 8, porte 4.  
9.55 Ski : Coupe du monde à Saint-Gervais.  
12.00 Journal et météo.  
12.10 Jeu : L'académie des neuf.  
12.45 Journal.  
13.30 Feuilleton : Les amours des années 50.  
13.45 Aujourd'hui la vie.  
Chansons d'aujourd'hui, chansons d'hier.  
Série : Magnan.  
14.50 Reprise : Apogées (diff. le 18 janvier).  
16.55 Divertissement : Thé dansant.  
17.40 Récré A 2.  
Pochette : Les Schtroumpfs ; Latulu et Lirel ; Tchou et Grodo ; Pac Man ; Téléchat.  
18.30 C'est la vie.  
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19.10 D'accord, pas d'accord (INC).  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Le théâtre de Bouvard.  
20.00 Journal.  
20.35 Le grand échiquier : Serge Lama.  
De Jacques Chancel.  
Portrait d'un chanteur battant, combattant. Avec Bernard Hinault, Bernard Tapie, Patrick Dupond, danseur. Serge Lama interprète vingt et un refrains, accompagné par l'Orchestre national de France dirigé par Lorin Maazel.  
23.15 Journal.  
23.40 Bonsoir les clips.

17.00 Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.  
20.05 Les jeux.  
20.30 D'accord pas d'accord (INC).  
20.35 Cinéma : Si elle dit oui... je ne dis pas non.  
Film de Claude Vial.  
22.15 Journal.  
22.45 Document : Falachas.  
Emission d'E. Lencœur. Réalisation F. Margolin.  
Autour de l'opération Moïse, une équipe est allée clandestinement voir les juifs noirs d'Ethiopie, dans la région où ils vivent près du lac Tana dans les montagnes du Soudan.  
23.30 Fables ordinaires : Charles Bukowski.  
Série de Barbet Schroeder.  
Buk, écrivain américain, en gros plan.  
Prélude à la nuit.  
« Duo n° 1 pour Violon et alto K 423 en sol majeur », de W.A. Mozart, interprété par I. Perlman, violon, et P. Zukerman, alto.



RTL, 20 h, Série : Dynastie ; 21 h, J'ai épousé une ombre, film de Robin Davis ; 22 h 55, Journal ; 23 h 5, la Joie de lire ; 23 h 10, RTL-Théâtre.  
TMC, 20 h, Série : la Chambre des dames ; 20 h 55, le Photo-mystère ; 21 h, les Séducteurs, film de B. Forbes, E. Molinaro, G. Wilder, D. Risi ; 23 h 10, Journal ; 23 h 25, Cipp's roll.  
RTB, 20 h, Ecran-témoins : Il groupé, film de J.-C. Missiaen.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le temps retrouvé : les Montgolfières ; 20 h 30, Chansons-souvenirs ; 21 h 35, Théâtre wallon : 72 manières d'élégance.  
TSR, 20 h 15, Spécial cinéma ; 22 h 55, Journal ; 23 h 10, l'Assommoir est à vous.

RTL, 20 h, Série : Chups ; 21 h, Hair, film de Milos Forman ; 23 h 5, Journal ; 23 h 15, La joie de lire.  
TMC, 20 h, Grands cirques ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, les Frères de l'homme, film d'A.V. MacLagan ; 22 h 50, Journal ; 23 h 5, Cipp's roll.  
RTB, 20 h 5, Feuilleton : Le joyau de la couronne ; 21 h, grand écran : Vincent, François, Paul et les autres, film de Claude Sautet ; 23 h 10, Tribune économique et sociale.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens ; 21 h, Magazine : Regards.  
TSR, 20 h 10, Feuilleton : Châteaufort ; 21 h 20, Danseur étoile ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, Hockey sur glace.

Mardi  
22 janvier

11.15 Vision plus.  
11.45 La Une chez vous.  
12.00 Feuilleton : Buffalo Bill.  
12.30 La bouteille à la mer.  
13.00 Journal.  
13.50 A pleines vie.  
Série : Sloane, agent spécial : 14.45, La maison de TF 1 ; 15.30, Sous une image ; 16.15, Portes ouvertes, le magazine des handicapés ; 16.30, l'Aventure spéléologique : exploration à Hawaï (diff. le 16 janvier) ; 17.30, La chance aux châteaux.  
18.00 Dessin animé : Agnès et Sidonie.  
18.05 Le village dans les nuages.  
18.25 Mini-journal pour les jeunes.  
18.40 Série : Papa et moi.  
19.10 Tiffy, s'il te plaît, raconte-moi une puce.  
19.40 Cocorico-boy.  
20.00 Journal.  
20.30 D'accord pas d'accord (INC).  
Jeu : Enigmes du bout du monde.  
Proposé par J. Antoine et C. Savarit.  
Enigmes en vingt-six épisodes. Un jeu remake de « La course autour du monde », de « La chasse au trésor » ou du « Grand Raid ».  
21.30 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.  
La tragédie des naufrages rouges.  
Autour de la tragédie migration des saumons rouges. En Alaska, l'équipe du commandant et la Calypso plongent.  
22.30 Tintam'art : Jean-Sébastien Bach aurait trois cents ans... Magazine culturel d'Antoine Gallien.  
Le trois centième anniversaire de Bach. Avec l'un des plus grands biographes du musicien, Alberto Basco, Gustav Leonhardt, claveciniste, Boulez Brouss, soprano. La vie de l'auteur des « Cantates ». Et les actualités de la semaine.  
23.35 Journal.  
23.55 C'est à lire.

6.45 Télévision du matin.  
8.30 Feuilleton : Escalier 8, porte 4.  
9.55 Ski nordique : championnat du monde.  
12.00 Journal et météo.  
12.10 Jeu : L'académie des neuf.  
12.45 Journal.  
13.30 Feuilleton : Les amours des années 50.  
13.45 Aujourd'hui la vie.  
Le mariage, une affaire d'Etat ?  
Série : Magnan.  
14.50 Reprise : Le grand raid.  
Diffusé le 20 janvier.  
16.35 Le journal d'un siècle, de L. Bérès.  
Edition 1898 : Zola accuse ; les frères Lumière réalisent leur premier film publicitaire.  
17.45 Récré A 2.  
Pochette : Les quat's'amis ; Anim'A 2 ; Latulu et Lirel ; Terre des bêtes ; C'est chouette ; Téléchat.  
C'est la vie.  
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Le théâtre de Bouvard.  
20.00 Journal.  
20.30 D'accord pas d'accord (INC).  
20.40 Cinéma : l'Armée des ombres.  
Film de Jean-Pierre Melville.  
Magazine : Lire c'est vivre.  
De Pierre Dumas, réalisation R. Bobet « la Vie par », de Lado-izé Méné.  
(Lire notre article.)  
23.30 Journal.  
0.10 Bonsoir les clips.

17.00 Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.  
20.05 Les jeux.  
20.30 D'accord pas d'accord (INC).  
20.35 Cinéma : Si elle dit oui... je ne dis pas non.  
Film de Claude Vial.  
22.15 Journal.  
22.45 Document : Falachas.  
Emission d'E. Lencœur. Réalisation F. Margolin.  
Autour de l'opération Moïse, une équipe est allée clandestinement voir les juifs noirs d'Ethiopie, dans la région où ils vivent près du lac Tana dans les montagnes du Soudan.  
23.30 Fables ordinaires : Charles Bukowski.  
Série de Barbet Schroeder.  
Buk, écrivain américain, en gros plan.  
Prélude à la nuit.  
« Duo n° 1 pour Violon et alto K 423 en sol majeur », de W.A. Mozart, interprété par I. Perlman, violon, et P. Zukerman, alto.

RTL, 20 h, Série : Chups ; 21 h, Hair, film de Milos Forman ; 23 h 5, Journal ; 23 h 15, La joie de lire.  
TMC, 20 h, Grands cirques ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, les Frères de l'homme, film d'A.V. MacLagan ; 22 h 50, Journal ; 23 h 5, Cipp's roll.  
RTB, 20 h 5, Feuilleton : Le joyau de la couronne ; 21 h, grand écran : Vincent, François, Paul et les autres, film de Claude Sautet ; 23 h 10, Tribune économique et sociale.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens ; 21 h, Magazine : Regards.  
TSR, 20 h 10, Feuilleton : Châteaufort ; 21 h 20, Danseur étoile ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, Hockey sur glace.

RTL, 20 h, Les lions allés de RTL sur son 30 et 1 ; 21 h, Film surprise ; 23 h, Journal ; 23 h 10, La joie de lire.  
TMC, 20 h, Série : Cosmos 1999 ; 20 h 55, la photo-surprise ; 21 h, Évite Perce, film de Marvin Chomsky (1<sup>re</sup> partie) ; 22 h 40, Journal ; 23 h 55, Sports.  
RTB, 20 h, Jeu : Cap 60 ; 21 h 5, Série : Les rues de San-Francisco ; 21 h 55, Propos et confidences : Romain Gary ; 22 h 45, Un autre regard.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports.  
TSR, 20 h 10, Agora : Vivre ou mourir ; 22 h 45, Journal.

RTL, 20 h, Série : Chups ; 21 h, Hair, film de Milos Forman ; 23 h 5, Journal ; 23 h 15, La joie de lire.  
TMC, 20 h, Grands cirques ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, les Frères de l'homme, film d'A.V. MacLagan ; 22 h 50, Journal ; 23 h 5, Cipp's roll.  
RTB, 20 h 5, Feuilleton : Le joyau de la couronne ; 21 h, grand écran : Vincent, François, Paul et les autres, film de Claude Sautet ; 23 h 10, Tribune économique et sociale.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens ; 21 h, Magazine : Regards.  
TSR, 20 h 10, Feuilleton : Châteaufort ; 21 h 20, Danseur étoile ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, Hockey sur glace.

Mercredi  
23 janvier

11.15 ANTIOPE.  
11.45 La Une chez vous.  
12.00 Feuilleton : Buffalo Bill.  
12.30 La bouteille à la mer.  
13.00 Journal.  
13.40 Vitamine. Dessins animés, feuilletons, variétés...  
16.20 Info jeunes (et à 18 h 25).  
16.40 Série : Star Trek.  
17.30 La chance aux châteaux.  
18.00 Dessin animé : Agnès et Sidonie.  
18.05 Le village dans les nuages.  
18.40 Série : Papa et moi.  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Cocorico-boy.  
19.55 Tirage du Tac-o-tac.  
20.00 Journal.  
20.35 Tirage du Loto.  
20.40 Série : Dallas.  
Flouteries : Charlie, contrariée par la rupture avec sa mère, rend visite à Bobby... Des informations importantes de J.R.  
21.25 Série documentaire : L'aventure spéléologique.  
Des rivières sous la jungle. Réal. : G. Favre.  
Sous la jungle de Papouasie - Nouvelle-Guinée se dissimulent les plus grands abîmes de la planète. Des étendues aquatiques, des cratères, des rivières souterraines. Un spectacle naturel.  
22.25 Branches musicales.  
Spécial Prince, extraits des films « Purple Rain » et « Darling Nikki », séquences sur les fans.  
23.10 Journal.  
23.30 C'est à lire.  
23.40 Tiffy s'il te plaît, raconte-moi une puce.

6.45 Télévision du matin.  
8.30 Feuilleton : Escalier 8, porte 4.  
10.30 ANTIOPE.  
12.00 Journal et météo.  
12.10 Jeu : L'académie des neuf.  
12.45 Journal.  
13.30 Feuilleton : Les Amours des années 50.  
13.45 Dessin animé : Wattoo-Wattoo ; X-ox.  
14.15 Récré A 2.  
Les Schtroumpfs ; Les quat's'amis ; Pac Man ; Les dévotions d'Épinal ; Latulu et Lirel ; Les petites canailles.  
16.50 Micro-Kid.  
17.25 Pléiade 45.  
17.55 Les carnets de l'aventure.  
Ozot, l'écriture des eaux.  
18.30 C'est la vie.  
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19.15 Emissions régionales.  
19.40 Le théâtre de Bouvard.  
20.00 Journal.  
20.35 Téléfilm : L'une cuisine, l'autre pas, de R. Michaels. Avec J. Bologna, S. Pischette, R. Arquette...  
(Lire notre article.)  
22.10 Mœurs en direct : profession exorciste.  
Réal. J.L. Roy et J. Roy.  
(Lire notre article.)  
23.10 Journal.  
23.35 Bonsoir les clips.

17.00 Télévision régionale.  
Programmes autonomes des douze régions.  
19.55 Dessin animé : Lucky Luke.  
20.05 Les jeux.  
20.35 Ring-parade : Cadences 3.  
Emission de Guy Lux.  
Invité d'honneur : Enrico Macias.  
22.00 Journal.  
22.20 Documentaire : De la Basse Alsace à la Haute-Judée.  
Réal. : R. Kurt.  
Le portrait d'une région par Maud Vigie, poète, auteur d'essais et de journaux intimes : autour de trois axes. L'Alsace natale, l'Amérique en exil, et enfin l'Alsace. Jérusalem, lieu de rayonnement spirituel, place forte du judaïsme.  
23.05 Bleu outre-mer.  
Recto Carnaval 1984 ; les perles noires de Gambiers.  
0.00 Fables ordinaires : Charles Bukowski.  
Série de Barbet Schroeder.  
Les aventures du grand Buk.  
0.05 Prélude à la nuit.  
« L'invitation au voyage » (poème de Baudelaire). J.-M. Duparc, interprété par U. Reinemann, baryton, D. Selig, piano.



RTL, 20 h, Les lions allés de RTL sur son 30 et 1 ; 21 h, Film surprise ; 23 h, Journal ; 23 h 10, La joie de lire.  
TMC, 20 h, Série : Cosmos 1999 ; 20 h 55, la photo-surprise ; 21 h, Évite Perce, film de Marvin Chomsky (1<sup>re</sup> partie) ; 22 h 40, Journal ; 23 h 55, Sports.  
RTB, 20 h, Jeu : Cap 60 ; 21 h 5, Série : Les rues de San-Francisco ; 21 h 55, Propos et confidences : Romain Gary ; 22 h 45, Un autre regard.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports.  
TSR, 20 h 10, Agora : Vivre ou mourir ; 22 h 45, Journal.

RTL, 20 h, Série : Chups ; 21 h, Hair, film de Milos Forman ; 23 h 5, Journal ; 23 h 15, La joie de lire.  
TMC, 20 h, Grands cirques ; 20 h 55, la photo-mystère ; 21 h, les Frères de l'homme, film d'A.V. MacLagan ; 22 h 50, Journal ; 23 h 5, Cipp's roll.  
RTB, 20 h 5, Feuilleton : Le joyau de la couronne ; 21 h, grand écran : Vincent, François, Paul et les autres, film de Claude Sautet ; 23 h 10, Tribune économique et sociale.  
RTB-TÉLÉ 2, 20 h, Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens ; 21 h, Magazine : Regards.  
TSR, 20 h 10, Feuilleton : Châteaufort ; 21 h 20, Danseur étoile ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, Hockey sur glace.

TÉLÉVISION  
FRANÇAISE  
1

ANTENNE  
2

FRANCE  
RÉGIONS  
3

PÉRIPHÉRIE



## TÉLÉVISION

## La couche du cor

## Art brut

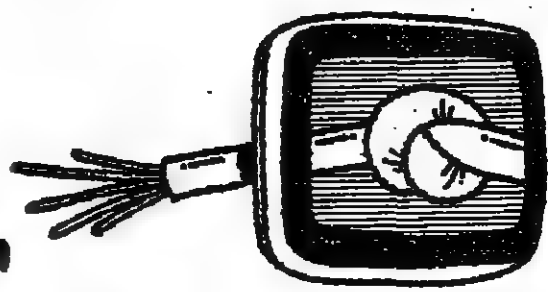
## Risks

**Radio Bleue : sept jours sans**

## Samedi 26 janvier

## Dimanche 27 janvier

## Radio France internationale









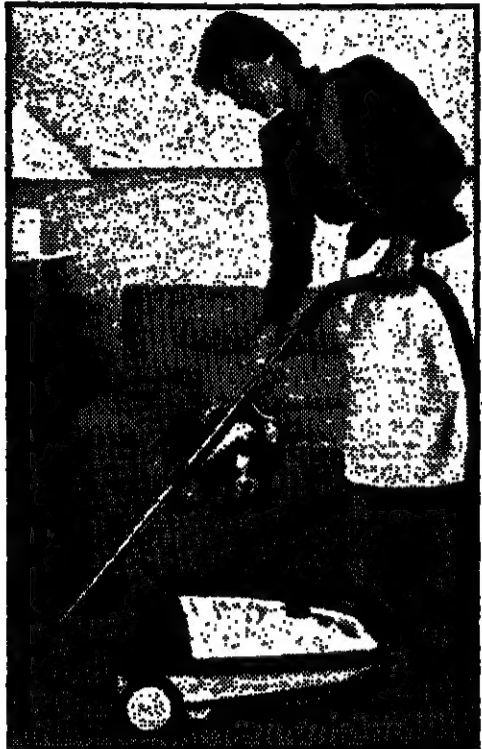
[illegible]



150

Maison

Aspirateurs compacts



La nouvelle ligne Moulinex.

L'ASPIRATEUR fait partie, avec le réfrigérateur et l'appareil de cuisson, du trio d'équipement de base. Avec une nette préférence pour les modèles « traîneaux » (70 % du marché), les aspirateurs - bêtises ne convenant qu'aux petites surfaces à entretenir. Les « compacts » sont une nouvelle race d'aspirateurs- traîneaux. Plus légers et moins encombrants, leurs accessoires sont à portée de main, logés sous le capot. Très maniables, ces « compacts » ont deux roues à l'avant, pivotant à 360 degrés, comme le flexible supportant le suceur. Ils ont tout un câblage électrique à enroulement automatique (plus de fil qui traîne) et un sac à poussière de bonne contenance, avec indicateur de remplissage. Les moteurs sont moins bruyants qu'avant, mais attention à la surchauffe au silence. Les mesures des décibels émis sont loin d'être normalisées. Nouveaux et pratiques, le réglage électronique, par un curseur ou des touches, de la puissance d'aspiration permettant de l'adapter à la nature du sol : parquet, tapis ras ou épais. D'une puissance de 900 watts, le Kart'air 430 E de Tor-

nado est doté de trois accessoires (995 F). Bonnes performances pour le 1000 Electronic de Moulinex, avec variateur de 400 à 1 000 watts et très grand sac à poussière (1 100 F). Même puissance pour le Compact Electronic Hoover, à diffuseur de parfum (pas indispensable) et prise pour électro-brosse. Celle-ci est très utile pour ôter les poils d'animaux et les fils sur un tapis (1 165 F ou 1 600 F avec la brosse). Cette prise pour brancher une électro-brosse se trouve aussi sur deux appareils de 1 200 watts, l'un à réglage à partir de 300 watts pour tapis et volages (Super 095, Progress), l'autre avec double sac à poussière - en tissu et en papier - et quatre accessoires, 1 100 F (AT 2002, Chromax). Prise pour brosse, variateur à touches et quatre accessoires sur le modèle RB 21,5 de la gamme Synthèse de Rowenta, (1 295 F). Son suceur est doté d'une aspiration latérale complémenaire, pour nettoyer au ras des plinthes. JANY ALLIAME.

• Les prix sont donnés à titre indicatif; ils peuvent varier sensiblement suivant les points de vente.

Gastronomie

Russes à l'honneur

Il se décerne, on le sait, chaque année au meilleur restaurant de cuisine étrangère à Paris (sur un thème donné à l'avance), ainsi qu'à un ouvrage artistique et gourmand. Le thème, cette année, était la cuisine russe. Les longs temps celle-ci n'est plus dans l'esprit du consommateur qu'une image falsifiée : caviar et tziganes. Comme telle, elle se réfugie dans les cabarets. C'est pourquoi il fut proposé au jury de décerner une mention spéciale à un cabaret russe. Unaniment ce fut l'Etoile

de Moscou (6, rue Arsène-Houssaye, tél. 563-63-12) qui fut désigné et cela est justice : la cuisine - russe - de ce cabaret animé par un prince des nuits parisiennes, Jacques Paoli, également propriétaire de la Villa d'Este, est « en situation » avec les sanglots noctambules arrosant les Yeux noirs et le Temps du muguet. Restait le restaurant pur. Ils sont peu. Le gagnant fut l'Auberge d'Armaille (42, rue Guynemer à Issy-les-Moulineaux, tél. 554-70-69), autrefois illustrissime dans la rue du

même nom, exilée en cette banlieue sans âme et n'ouvrant, en cuisine russe, que le soir. Personnellement j'avais voté pour la Maison du caviar - le Club de Paris (3, avenue Matignon, tél. 225-87-83). C'est le « franchising », comme on dit aujourd'hui, de la Maison du caviar de la rue Quentin-Bauchart, mais en mieux. En bien mieux, même avec les « bavares » de la nouveauté et de la mise au point. Mais le cadre est cossu, l'ambiance aimable, et les prix honorables (si l'on ne compte pas le caviar, restant au prix du caviar!).

édition), avec une préface intelligente de José Artur. Un très beau livre, je me répète, à feuilleter et refeuilleter... Champagne en bouche! Puis-je ajouter que le jury et la presse furent ensuite réunis (avec les lauréats des années précédentes, Wally le Saharien, Cléa de Oliveira (Chez Guy), M. Kassam (Raajmahal) et, dernier en date, le gentil Sergio Machado (Saudade), au Fouquet's, pour un repas parfaitement en accord avec la neige, un pot-au-feu royal en trois services : consommé et son toast à la moelle, jarret de veau, poule, saucisson de veau, gîte et macreux aux légumes du pot...

LA REYNIÈRE.

Les Tables de la Semaine

Le Miraville

Brave Arthur Keller, qui, à l'ombre de la Tour d'argent, poursuit son petit bonhomme de chemin avec, notamment, un menu (aux déjeuners) à 125 francs, fromage et dessert, particulièrement chaleureux. Avec une demi-côte de bœuf (30 francs) et des prix nets, calculez!

Carte solide, du vol-au-vent d'escargots au foie gras maison (remarquable), de la queue de bœuf au bourgogne au filet de bœuf, pilates et pruneaux frites (originales), avec de bons desserts, un accueil timide-empresé de l'hôte, une carte des vins riches en belles bouteilles.

Et, nouveauté 1985, le Miraville est ouvert désormais le samedi.

★ 25, quai de la Tourneffe (9<sup>e</sup>), tél. : 634-07-76, fermé dimanche.

L'Ecrevisse

Petite maison confortable avec, justifiant l'enseigne, des « patates rouges » en soupe, en frittée et en mousseline en saison. Les huitres chaudes au saucisson, le tartare de poissons, la frittée de ris de veau à la moutarde, l'escalope de saumon aux orties sauvages ou le civet de cuisses de canard sont aussi à l'affiche (entre 70 francs et 80 francs quand même!). A noter un vin à 88 francs, le saint-jean-de-bébien d'Alain Roux millésimé 1982 et un autre bourgogne grand ordinaire, 79 francs à 88 francs.

★ 202 bis, boulevard Perdre, tél. : 572-17-60, fermé samedi et dimanche.

La Bontarde

On se bouscule un peu, mais dans la gentillesse, et parce que les prix sont plus qu'honnêtes et la patronne avenante. Un hors-d'œuvre (entre 18 francs et 28 francs), un plat (entre 45 francs l'andouillette honorable et 65 francs le filet grillé béarnais), des desserts de bonne main. Mon menu : rillettes de saumon, frittée de rognons aux pâtes vertes, demi-chèvre chaud et ris de veau, avec une demi-canon-frottée et le service : 200 francs. Mais c'était fête, et l'on ne vous fera pas le g... si vous vous contentez d'un plat et d'un dessert rapidement servi aux déjeuners.

★ 4, rue Bonard, à Neuilly-sur-Seine, tél. : 745-34-55, fermé samedi midi et dimanche.

Le Bellecour

C'est le côté joliment de la carte qui m'enchantait ici, du saucisson lyonnais, des clafoutis (pièce de mouton), du sabodet, des quenelles de brochet, du tablier de sapeur et de la volaille au vinaigre. Entrées environ 40 francs, plats de 50 francs à 65 francs.

Mais l'autre partie de la carte mérite l'attention des habitués, et j'ai goûté les jous de lotte à la graine de moutarde et le canard sauvage aux navets. Jean-Louis vous guidera avec affabilité et vous conseillera les vins ardéchois ou le beaugolais, ici bien choisis. Décor et accueil tout de gentillesse.

★ 23, rue Sureau (7<sup>e</sup>), tél. : 551-46-93, fermé samedi midi et dimanche.

Rive gauche

**Le Sybarte**  
Menu gastronomique 130 F S.C.  
SALON PARTICULIER 30 COUVERTS  
6, rue de Sabot - PARIS 6<sup>e</sup> - 222-21-06  
Saint-Germain-des-Près

**L'Alcove à Paris**  
9, place Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup>  
328-89-36/21-48 - T.L.J.  
DEJEUNERS, DINERS, SOUPERS  
Grillades - Crevettes  
Poissons - Coquillages  
Salons pour groupes de 15, 20, 30, 50 personnes.

**Le San Francisco**  
LA GRANDE CUISINE ITALIENNE  
RENATT!  
1, rue Mirabeau (angle 54<sup>e</sup> rue, Versailles)  
Paris 16<sup>e</sup> - tél. 647-75-44

**Le Sarradain**  
DINER PERSONNEL 100 F L. COUVERT  
Les heures, 1985 : 12h-14h30  
Dîner de 19h30-21h30. Service aux tables.  
Café, alcool au choix. Tél. 01 47 25 01 00.  
Paris. 16<sup>e</sup> arr. de Paris - 162-25-02 Paris  
Métro à 10 minutes de la gare d'Orléans

**le soufflé**  
ANDRÉ FAURE  
« la bonne cuisine française et ses soufflés »  
35, rue de MONTMARTRE  
(près de la place Veauvray)  
Nouveaux 266.27.95.  
Fermé le dimanche

Rive droite

**Dessirier** 380.50.72  
MAÎTRE-ÉCARTIER-RESTAURATEUR  
9, PLACE DU MARÉCHAL-JUIN (ex-place Péreire) 17<sup>e</sup>

**Relais Bellman**  
HOTEL CLAUDE BELLMAN  
DEJEUNERS D'AFFAIRES  
DINERS (Fermé Sam. et Dim.)  
STARUE FRANCOIS 1<sup>er</sup> PARIS 8<sup>e</sup> 272-54-42  
NOS SPÉCIALITÉS  
Pâtisseries de la Région  
Desserts fins et  
Mâchons créés  
Sélections de fromages  
Coeur de Ris  
Tartares  
Tarte saumonée

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

**ALSACIENNES**  
AUBERGE DE HENRI, 12, r. de Fg-Montmartre (9<sup>e</sup>), 770-62-39.  
**AUVERGNATES**  
ARTOIS ANDRÉ ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, P. 225-01-10. F. sam. dim.  
**BOURGIGNONNES**  
CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 580-45-74/4. F. sam. dim. Cuisine bourgogne.  
**BRETONNES**  
35, r. St-Georges, 878-42-95. F. dim. lundi.  
**TY COZ**  
POISSONS, COQUILLAGES, CRUSTACÉS.  
**FONDUES - RACLETTE**  
**LES MISS** Spécialités et carte  
26, rue Legendre, Paris (17<sup>e</sup>)  
T.L.J. réservation - 763-14-19.  
**FRANÇAISES TRADITIONNELLES**  
L'AUBERGE DES DEUX SIGNES  
46, rue Galande (5<sup>e</sup>). F. dim.  
325-46-56-00-46  
A déjeuner : menu : 170 F (vin, café, s.c.)  
Parking : rue Legendre.  
BELAIS BELLMAN, 37, r. François-I<sup>er</sup>, 723-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. F. samedi, dimanche.

**AUBERGE DE FRANCE**  
1, rue Mont-Thabor, 1<sup>er</sup>.  
OUVERT LE DIMANCHE.  
260-60-26/68-70. T.L.J. Env. 150 F.  
**GRATINS**  
LE FULLMAN, 8, rue de Beaujolais, 1<sup>er</sup>. 260-99-59. Menu 100 F. carte (cassette poires). Fermé dim.  
**LYONNAISES**  
LA POUE, 2, rue Clément (6<sup>e</sup>). F. dim. 325-77-66. Allez aux fourneaux.  
**REUNIONNAISES**  
ILE DE LA REUNION, 233-30-95. F. dim. 119, r. St-Honoré, 1<sup>er</sup>. Riscari.  
**SARLADAISES**  
LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 523-23-62. Cassinot 72 F. Café 72 F.  
**SUD-OUEST**  
LA LANDAISE A PARIS, 260-20-19. 48, rue de Valenciennes, 7<sup>e</sup>. F. dim. Quart. Bas-Bellême. Rep. aff. 100 F.  
**LE REPAIRE DE CARTOUCHE**  
700-25-46, 8, boulevard des Filles-du-Caluire (11<sup>e</sup>). Fermé sam., dim.  
**POISSONS DE RIVIERE**  
ATHANOR 344-40-15, 4, r. Croissant, 12<sup>e</sup>. 19 h à 24 h, sam. dim. et lundi.  
CLAVECIN : musique baroque.

**FRUITS DE MER ET POISSONS**  
LE LOUIS XIV 4, bd Saint-Denis, 10<sup>e</sup>. 268-56-64.  
Dél. divers, soupers après minuit.  
Service jusqu'à 1 heure du matin.  
Rôtisseries, crudités, charcuterie, gibiers.  
Parking privé assuré par voitureur.  
OUVERT LE DIMANCHE.  
**DESSERTS**, spécialités de l'Inde, 9, place Perdre, 227-82-14. T.L.J.  
HUITRES, CRUSTACÉS, POISSONS.  
**TOUR D'ARGENT**, 6, place de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. HUITRES, poissons, grillades. Jusqu'à 1 h 15 du matin.  
**TOUR DE LYON**, 1, rue de Lyon (12<sup>e</sup>), face à la gare. 343-88-30.  
Poissons, grillades. Ram. d'Indes réfrigéré.

**ETHIOPIENNES**  
ENTOTO 371-08-51. F. dim.  
143, r. L.-M.-Nordmann, 13<sup>e</sup>.  
Dorowot, Beyanawot av. l'Indjara.  
**INDIENNES**  
VISHNOU 371-08-51. F. dim.  
297-56-54, 56-46.  
TANDOORI. F. dim. et lundi midi.  
**INDRA** 10, r. Cdt-Riviere.  
F. sam. midi et dim.  
359-46-40, 359-36-72.  
TANDOORI.  
ASHOKA, 5, rue D.-Jacquemin-Clo-  
mencan, 15<sup>e</sup>. F. dim. et lundi midi.  
532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde.  
Spécial. TANDOORI.  
**INDIENNES-PAKISTANAISES**  
MAHARAJAH, 15, r. Chaplain (6<sup>e</sup>). Car-  
ré. MONTMARTRE-RASPAIL-BEAU-  
F. lundi. 325-12-84. Métro Vavin.  
Spéc. TANDOORI.  
MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 354-26-07. F. lundi. M. Maubert.  
Spécialités BIRIANI.  
KISMET, 17, rue Darost. M. Pl. Clé-  
chy. 12 h 30 à 2 h nuit. 387-83-35.  
**ITALIENNES**  
L'APPENNINO, 61, rue Amiral-  
Mouchet, 13<sup>e</sup>. 589-08-15. F. dim.,  
lundi. EMILIE ROMAGNE.

**DINEZ A ROME** 354-16-71  
IL DELFINO, 74, quai des Orfèvres, 2<sup>e</sup>.  
pl. Dauphine (pâtes fraîches maison).  
**MAROCAINES**  
AISSA FILA, 5, rue Ste-Beuve, 548-07-22. 20 h à 0 h 15. Couscous.  
Pastilla, Tagines. F. dim. lun.  
Rés. à part. 17 h.  
L'ETOILE MAROCAINE, 720-54-45, 56, r.  
Galvès, 8<sup>e</sup>. Couscous, tagines, pastilla.  
Broch. Méchant en fer de bois. Cadre ré-  
finé de haute tradition. FMR 180 F.  
TIMGAD, 21, rue Brunel, 17<sup>e</sup>. F. dim.  
574-23-70/23-96. «... Incroyable décor  
d'arabesques par tapis... Un des meilleurs  
restaurants marocains de la capitale...»  
Cerveaux prestigieux : variétés de Bricks.  
Couscous parati - roulés mais -  
Ses merveilleux ragouts.  
Art. « SIGNATURE » mai 1984.

**PORTUGAISES**  
SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1<sup>er</sup> (Châtelet), 236-70-71. Serv. à 24 h.  
F. dim. Spécialités portugaises.  
PRIX MARCO POLO CASANOVA 84.  
**SRI-LANKAISES**  
ETOILE DE L'INDE (nouveau). Spéc.  
indiennes et sri-lankaises. Dîner,  
souples. Dernières copmades 0 h 30.  
12, rue de TRÉVISE (9<sup>e</sup>)  
F. dim. - 770-72-83  
**VIETNAMIENNES**  
NEM 66, 66, rue Lauriston (16<sup>e</sup>).  
727-74-52. F. dim. Cuisine légère.  
Grand choix de grillades.  
TAN DINH, 60, rue de Valenciennes, 7<sup>e</sup>.  
Fabuleux carte des vins  
600 grands crus, dont 160 POMEROL. F. dim.  
Tél. : 544-94-84. Service assuré jusqu'à 23 h 15.

**Salons pour déjeuners d'affaires et banquets**  
**ALSACE PARIS** 326-89-36 Salons de 10 à 60 couverts  
Tous les jours 9, pl. St-André-des-Arts (6<sup>e</sup>).  
**Ouvert après minuit**  
**GUY** 6, rue Mabillon, 6<sup>e</sup>  
Tél. : 354-87-61  
**LE BRÉSILIEN DE MINUIT**  
RESTAURANT RENOVÉ et NOUVELLES SPÉCIALITÉS  
Civet de pintade, frigidité de langoustes, sautes meringués.



